

سكنا من الاموال

AU PORTUGAL

LES MANIFESTATIONS RIVALES DU P.C. ET DU P.S. SONT ANNULÉES

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.20 F

Algerie, 1 DA; Maroc, 1 Dir.; Tunisie, 100 m.; Allemagne, 1 DM; Belgique, 1 B; Espagne, 1 Ptas; France, 1 F; Italie, 1 Lira; Japon, 1 Yen; Royaume-Uni, 1 £; Portugal, 1 Escudo; Grèce, 1 Dr.; Pays-Bas, 1 Guilder; Danemark, 1 Kr.; Suède, 1 Kr.; Suisse, 1 Franc; Autriche, 1 Schilling; Espagne, 1 Ptas; Portugal, 1 Escudo; Grèce, 1 Dr.; Pays-Bas, 1 Guilder; Danemark, 1 Kr.; Suède, 1 Kr.; Suisse, 1 Franc; Autriche, 1 Schilling.

5, RUE DES ITALIENS 75137 PARIS - CEDEX 08 C.C.P. 4297-23 Paris Tél. Paris 65 572 Tél. : 770-91-29

APRÈS LA VISITE DU PRÉSIDENT SADATE

Israël estime que la France s'engage de plus en plus dans le camp arabe

Le poids des armes

Six mois après avoir levé l'embarge sur les livraisons d'armes à destination des pays du champ de bataille, près de huit ans après avoir refusé à Israël les cinquante avions déjà commandés qui devaient devenir, pendant plusieurs années, le symbole de la dégradation des relations entre Paris et Jérusalem, la France a donc promis à l'Égypte « un certain nombre » de Mirage et d'autres équipements militaires. La décision est symbolique dans les deux sens du terme. Ces quelques dizaines d'avions, livrés « en plusieurs années », ne modifieront guère l'équilibre des forces dans une région où les matériels les plus sophistiqués se comptent en centaines, sinon en milliers. Mais, sur un plan politique plus large, le geste de M. Giscard d'Estaing parachève le tournant amorcé en 1967 par le général de Gaulle : la France se trouve aux côtés des Arabes tout en soutenant et même en souhaitant garantir l'existence d'Israël.

C'est dans cette volonté de se ranger aux côtés des Arabes — et notamment du plus modéré de leurs dirigeants — qu'il faut rechercher la seule justification de ce « caduc » de M. Giscard d'Estaing au président Sadate. C'est parce que ce dernier voulait symboliser la sorte la reconnaissance franco-égyptienne, parce que son souhait de diversifier ses sources d'approvisionnement et de rompre son tête-à-tête avec les grandes puissances est parfaitement légitime, que le gouvernement français a eu raison d'accéder à son désir. Pour le reste, les décisions que la France n'a pas à alimenter la course aux armements au Proche-Orient, sans pour autant convaincre les tenants de la « Realpolitik », sans doute la France verra-t-elle son influence croître dans une région où le poids politique se mesure très largement à l'importance des fournitures d'armes consenties aux divers adversaires. Mais ce regard sera compensé par un nouveau début de l'influence, déjà très faible, que la France pourrait avoir auprès d'Israël, ce qui lui rend encore plus difficile de prétendre jouer un rôle de médiateur.

C'est sans doute pourquoi M. Giscard d'Estaing ne s'est aventuré qu'à une prudence sur le terrain militaire, les procédures de règlement politique. Le temps n'est plus où le général de Gaulle, suivi plus modestement par le président Pompidou, réclamait une « concertation à quatre » dont personne n'a jamais réellement voulu en fait. Aujourd'hui, le président de la République, malgré les appels enthousiastes de M. Sadate à lui voir jouer un « rôle pilote », se borne à frôler à maintes reprises une éventuelle participation de la France à la garantie des frontières d'Israël. Le chef de l'État égyptien admet que cette garantie pourra prendre, le moment venu, la forme d'une présence militaire sur le terrain ; mais, là encore, il y a une « présence » devant être effective « de chaque côté des frontières » de l'État juif.

On peut s'étonner, en revanche, du silence du communiqué à propos de la conférence de Genève ; si, en effet, M. Sadate préfère visiblement, pour le moment du moins, s'en remettre à la diplomatie des « petits », pas présentée par M. Kissinger, la France aurait intérêt à mettre le plus tôt possible sur les rails une procédure multilatérale à laquelle elle pourra être associée un jour. Ce serait en même temps un bon moyen de « désamorcer la bombe » que tout le monde redoute au Proche-Orient, alors que le « médiateur » condamné M. Kissinger a des succès à l'ouest, chaque jour plus difficiles à atteindre.

Commentant la visite que le président Sadate vient de faire à Paris, les journaux égyptiens insistent surtout sur le succès que constitue l'acquisition de matériel militaire français, dont des avions Mirage. Les éditorialistes israéliens critiquent, en revanche, ce résultat du voyage du chef de l'État égyptien, et déplorent que la France s'engage de plus en plus dans le camp arabe.

De notre correspondant

Jérusalem. — Au terme du voyage à Paris du président Sadate, on affiche à Jérusalem un détachement moindre que celui qui était de rigueur au départ. On fait d'abord deux constatations. La première, sur le plan diplomatique, plus exactement sur celui de la propagande, est que la France et l'Égypte, en fixant les termes d'une solution au conflit, ont défini un objectif dont on craint qu'il s'étende bien des capitales européennes et, peut-être ultérieurement, une opinion américaine qui commence à donner des signes inquiétants de lassitude. Les deux pays n'indiquent pas comment atteindre cet objectif, mais ils ont fourni matière à d'interminables controverses.

La deuxième constatation est que le potentiel militaire égyptien est assuré d'un appoint important, même si celui-ci ne doit pas modifier un dispositif qui reste fondé sur le matériel soviétique ; en outre, la construction par la France des centrales nucléaires réclamées par les Égyptiens est une éventualité rien moins que rassurante pour les Israéliens.

Ces deux constatations entraînent une troisième : la France s'engage encore plus à fond dans le camp arabe. « Giscard d'Estaing va plus loin que Pompidou », se dépêche même de dire le « Quatrième journal ». On a cependant remarqué que M. Giscard d'Estaing s'est bien gardé de reprendre à son compte l'idée du « club des « Quatre Grands », qui devait, dans l'esprit du général de Gaulle, imposer une solution au conflit. Il est remarquable, dit-on ici, que Français et Égyptiens se soient abstenus d'indiquer les moyens de parvenir à la solution qu'ils ont retenue.

ANDRÉ SCAMAMA. (Lire la suite page 3.)

DEUX CONGRÈS POLITIQUES IMPORTANTS

La désunion de la gauche sera au centre des débats du parti socialiste

La motion de M. Mitterrand rassemble la majorité des cadres et des élus

Le congrès du parti socialiste, qui se déroule à Pau du 31 janvier au 2 février, va marquer le fin du processus d'élargissement de cette formation engagé lors des assises du socialisme des 12 et 13 octobre. Les militants du P.S.U. qui ont suivi MM. Michel Rocard et Robert Chapuis, les syndicalistes C.F.D.T. signataires de l'appel du 11 juin, prennent leur place à tous les échelons de la formation socialiste. Leur entrée a d'ores et déjà modifié, dans une certaine mesure, le jeu des tendances du P.S. Elle peut le modifier davantage dans l'avenir.

L'élargissement du P.S. est en outre l'une des causes de l'ingénuité manifestée par le parti communiste à l'égard de ses alliés. La controverse entre les deux principales formations de gauche sera en conséquence au centre des discussions du congrès. Parmi les invités siègera un auditeur muet mais particulièrement attentif : M. Paul Lausson, député de Paris, membre du secrétariat du parti communiste. M. François Loncle représentera le Mouvement des radicaux de gauche.

Quatre motions d'orientation préalablement discutées et votées dans les sections et fédérations sont soumises aux congressistes. A chacune d'elles est annexée une liste de candidats au comité directeur. Le nombre de sièges attribués à chaque motion est proportionnel à son score, seuls minorités ayant obtenu plus de 5 % des mandats étant représentées au sein des instances dirigeantes du parti.

Deux des quatre motions semblent devoir être éliminées, à moins qu'elles ne fusionnent durant le congrès. Il s'agit du texte déposé par la Bataille socialiste, tendance fondée par les amis de M. Guy Mollet et qui avait obtenu lors du précédent congrès, à Grenoble en juin 1973, 8 % des mandats, et qui tombe cette fois-ci à 3,4 %. Le second texte est celui déposé par M. Arthur Nottabart, député du Nord, et un certain nombre d'élus de ce département du Pas-de-Calais ; sans dénoncer l'union de la gauche, il manifeste une réserve certaine à l'égard du P.C.F. et une hostilité évidente à l'arrivée de militants du P.S.U. et de la C.F.D.T. Cette motion n'a obtenu que 2,9 % des mandats.

THIERRY PFISTER. (Lire la suite page 8.)

Les républicains indépendants veulent affirmer leur présence face à l'U.D.R.

M. Michel Poniatowski doit devenir président du mouvement

La Fédération nationale des républicains indépendants réunit, à partir de vendredi 31 janvier et jusqu'au 2 février, son troisième congrès national à Paris. L'ouverture officielle des travaux sera précédée par la réunion, vendredi après-midi, du comité directeur de la formation. M. Michel Poniatowski, ministre d'État, ministre de l'Intérieur — qui a, au lendemain de l'élection présidentielle, reçu ses fonctions de secrétaire général — M. Roger Chénouard, député de Paris — marquera le début des assises par un discours politique qui sera prononcé vendredi soir devant le congrès siégeant salle Pleyel.

Samedi matin, les délégués se retrouveront au Palais des congrès de la porte Maillot.

Après l'intervention de M. Roger Chénouard, M. Jacques Dominati ouvrira le débat de politique générale.

Le congrès procédera ensuite à la désignation des organismes directeurs et entendra dimanche matin les rapporteurs des commissions et les discours de clôture du secrétaire général M. Chénouard, qui sera remplacé par M. Dominati tandis que M. Poniatowski deviendra président de la Fédération qui pourra ainsi affirmer sa présence face à l'U.D.R. dirigée par M. Chirac.

Pour la Fédération nationale des républicains indépendants, comme pour les autres formations politiques, l'élection présidentielle de mai 1974 a été le début d'une période d'adaptation et de changement, voire de remise en cause.

L'accession à la magistrature suprême de celui par lequel et pour lequel elle existait depuis 1966 a mis, en effet, la formation républicaine dans une situation radicalement nouvelle, à laquelle elle n'était aucunement préparée ; une situation somme toute malaisée pour ceux qui assument aujourd'hui la direction du mouvement.

Structure légère, conçue dans l'unique objectif de porter M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République, la F.N.R.I. devait — puisqu'elle avait perdu sa première raison d'être le 19 mai 1974 — soit envisager de se transformer en parti politique comme les autres, soit tenter de regrouper autour d'elle certaines des formations modérées qui avaient soutenu son candidat.

Dans l'optimisme consenti à la victoire, les dirigeants giscardiens ont, sans doute, pensé pouvoir mener de pair ces deux tâches. Peut-être ont-ils cru que le succès « populaire » de la campagne électorale de M. Giscard d'Estaing et l'action des comités de soutien à sa candidature entraîneraient un afflux d'adhésions et que parallèlement il suffirait de quelques appels solennels au rassemblement pour que se regroupent autour des giscardiens, la majeure partie du centre.

Les choses ne se sont pas exactement passées ainsi. Même si M. Roger Chénouard, secrétaire général, pourait faire état, le 13 janvier, dans une interview à l'hebdomadaire Jours de France, d'un apport militant « considérable » dû à l'élection présidentielle, il semble bien que la proposition des effectifs n'ait pas répondu aux espoirs des dirigeants. Les « giscardiens » de la campagne électorale ne sont pas, loin de là, tous devenus républicains indépendants.

De même, il n'a pas suffi que M. Michel Poniatowski convie, le 25 juin, les formations centristes à se rassembler pour que ce rassemblement devienne réalité. Il y eut bien, le 30 septembre, l'annonce de la signature d'un protocole d'accord entre les républicains indépendants et le Centre démocrate, mais croire que le processus pouvait aller plus loin que la simple élaboration d'une déclaration commune eût été méconnaître la méfiance qu'inspire à M. Jean Lecanuet tout projet susceptible de réduire l'indépendance de son parti.

NOEL-JEAN BERGEROUX. (Lire la suite page 6.)

M. GISCARD D'ESTAING ET LA « POLITIQUE POLITICIENNE »

par THOMAS FERENCZY

Nul ne doute que M. Giscard d'Estaing approuve les initiatives prises depuis le début de l'année par plusieurs de ses ministres pour redonner vie aux différentes formations de la majorité, laïcs ou quelque peu en sommeil depuis l'élection présidentielle. M. Chirac n'aurait évidemment pas pu, sans son accord, s'installer au secrétariat général de l'U.D.R. ; les tentatives de regroupement centriste n'auraient pas davantage eu lieu s'il n'avait donné son consentement ; sans son aval, enfin, la relance des républicains indépendants ne serait pas envisagée par M. Poniatowski.

Reste à savoir quelle est la part exacte du président de la République dans ces diverses entreprises et — à supposer que celles-ci soient d'une manière ou d'une autre, coordonnées — quelle responsabilité porte personnellement le chef de l'État dans l'élaboration et l'application de la stratégie politique mise en œuvre. La question mérite d'autant plus d'être posée que son prédécesseur, Georges Pompidou, s'intéressait de très près soit directement, soit par l'intermédiaire de M. Pierre Juillet — au jeu des partis, et qu'il entraînait dans le choix des personnes ou des tactiques.

M. Giscard d'Estaing, pour sa part, affecte de demeurer en dehors de ce que Georges Pompidou appelait, au cours d'une conférence de presse, la « politique pure ». A la différence de son prédécesseur, il se refuse à traiter publiquement et à chaud de cette nature : si l'on excepte

les trois déjeuners qu'il a offerts en octobre aux bureaux des groupes parlementaires de la majorité, qui lui ont permis d'assigner son rôle à chacune des trois formations, il n'est guère de circonstances où le président de la République ait exposé ses conceptions sur l'organisation des forces politiques françaises. Soucieux de tenir la dignité de sa fonction à l'écart des querelles ou des intrigues partisanes, M. Giscard d'Estaing joue-t-il avec plus de discrétion le même rôle que Georges Pompidou, ou laisse-t-il à d'autres le soin de mener ce type d'action ?

Un meilleur partage des tâches

Tout indique que le président de la République, plus que son prédécesseur, se garde de s'engager dans tous les détours des opérations politiques. Il est vrai qu'il peut compter sur M. Poniatowski, avec lequel il entretient des relations bien différentes de celles que Georges Pompidou avait nouées avec M. Juillet. Celui-ci n'avait pas l'autonomie d'action de l'actuel ministre de l'Intérieur. N'existant que par le chef de l'État, il ne pouvait agir qu'en son nom. Il lui fallait, en permanence, la caution de Georges Pompidou. D'où parfois l'impression donnée à l'extérieur qu'il circonvenait en quelque façon le président de la République. M. Poniatowski, au contraire, dispose d'une marge de liberté qui permet un meilleur partage des tâches entre

UNE FÊTE DE QUINZE JOURS

Poésie à Lyon

La poésie a obtenu droit de cité, durant quinze jours, à Lyon. La Compagnie du Cothurne lui a prêté son théâtre, les libraires l'ont mise en vitrine et, dans les écoles, les lycées, les comités d'entreprise, de nombreux amateurs ont concouru au succès de cette fête. Car il s'agit d'une fête, et trop rare en France pour ne pas mériter qu'on s'y arrête. A l'accoutumée, la poésie ne se fait pas remarquer ; elle survit, dans nos chères, à demi clandestine, et parfois oubliée.

Or, à Lyon, les animateurs de la Compagnie du Cothurne l'ont hissée sur le pavois. Dans leur théâtre, sur les murs ou sur les pages, comme le rapporte Jean-Marie Dunoyer en page 16, cent Heurs se sont ouvertes. On a dit la poésie, on l'a chantée, on l'a commentée. Cependant, l'apoph-

rie de la fête n'a pas masqué la morosité des lendemains. Des écrits, des éditions, ont osé les ordres de la diffusion de la poésie. Comment surmonter l'indifférence, sinon l'hostilité du public à son égard ? Comment la faire sortir du ghetto où elle s'étiole ? Les responsabilités de l'école ont été évoquées ; la poésie n'y a jamais souvent qu'une place modeste. Les auteurs aussi ont été mis en question : que veulent-ils vraiment ?

Il est à souhaiter que d'autres villes suivent l'exemple de Lyon, hissée sur le pavois. Dans leur théâtre, sur les murs ou sur les pages, comme le rapporte Jean-Marie Dunoyer en page 16, cent Heurs se sont ouvertes. On a dit la poésie, on l'a chantée, on l'a commentée. Cependant, l'apoph-



JACQUES FATH CRAVATES CHEMISES PULLS LUNETTES

AU JOUR LE JOUR

Après avoir fermé à grands frais les mines de charbon, on se prépare à les rouvrir à grands frais. C'est le triomphe de la planification. Il est de bon ton parmi nos technocrates de se gausser des futurologues. L'autre jour l'un d'eux déclarait à la radio que nul n'aurait pu prévoir les événements de 1968 ni la stratégie concertée des pays producteurs de pétrole. Alfred Savary et quelques autres ont dû légèrement sourire. Sans être futurologue, je

Rien ne sert de courir

tens à la disposition de cet expert valait une « bibliographie qui éclaircirait encore jargonisme sur quelques problèmes qui ont pris ses semblables au dépourvu et même sur quelques autres qui les menacent sans qu'ils aient l'air de s'en douter dans un futur immédiat. C'est un peu de courir, n'est-ce pas ? ne faut pas oublier ceux qui seraient portés à croire que les responsables politiques leur avaient donné le départ à temps. ROBERT ESCARPIT.

Le conflit pétrolier LES ÉTATS-UNIS NE PEUVENT S'ATTAQUER À UN PAYS ARABE SANS PROVOQUER DE RIPOSTE

Le conflit pétrolier LES ÉTATS-UNIS NE PEUVENT S'ATTAQUER À UN PAYS ARABE SANS PROVOQUER DE RIPOSTE

COUVERTS ARGENTÉS

FRANOR

DE LA MONTAGNE

Rose

10 jours

10 jours

10 jours

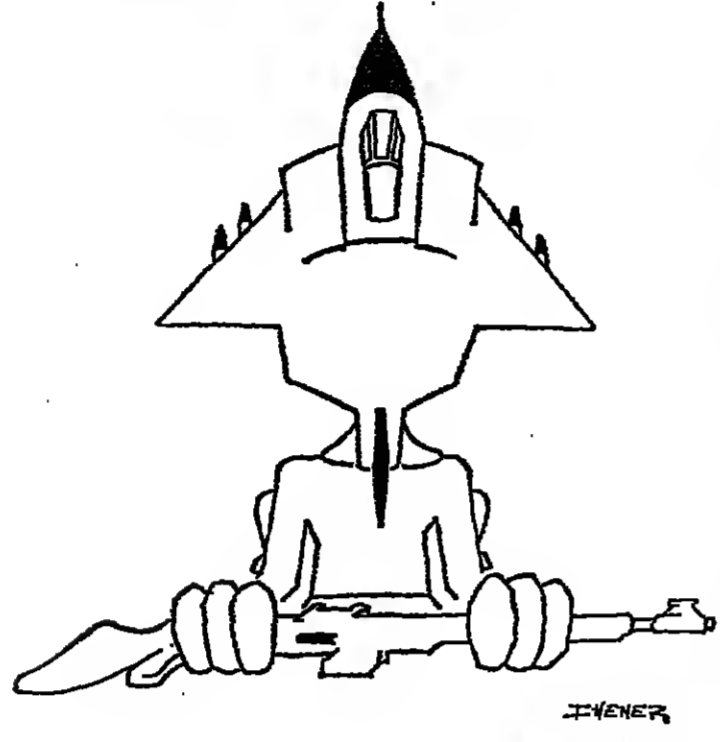
LA VISITE EN FRANCE

« La nation arabe n'oubliera jamais l'éprouvé accordé sur le peuple français ami à la cause arabe et au peuple palestinien pour recouvrer ses droits légitimes », a déclaré le président Sadate dans un message adressé à M. Giscard d'Estaing de l'avion à bord duquel il regagnait Le Caire mercredi soir.

Le président Sadate avait été accompagné à Orly en hélicoptère par M. Jacques Chirac, dont il avait été auparavant l'idée de déjeuner au Quai d'Orsay. Dans une brève allocution prononcée au cours de ce déjeuner, le président Sadate a déclaré : « Le France et l'Égypte peuvent ensemble constituer un exemple et établir un prototype des

relations internationales. Nous voulons dire au monde entier que nous désirons une politique de dialogue plutôt que d'affrontement ». M. Chirac a dit pour sa part : « La sagesse, l'effort et la paix, ce sont trois mots qui résument fort bien ce que l'Égypte et la France ont pour fondement et pour

objectifs de leur action dans le monde d'aujourd'hui ». A JERUSALEM, M. Tzipora Alon, ministre israélien des affaires étrangères, a déclaré mercredi devant la Knesset que « ni les menaces ni les ultimatum de Sadate » ne pourront modifier la décision d'Israël de ne céder aucun territoire.



Les premières réactions dans les capitales arabes

LE CAIRE : un succès sans ombre

De notre correspondant

Le Caire. — Comme dans les grandes occasions, le téléphone arabe a fonctionné avec rapidité. Mercredi, en début de soirée, « la vente de certains matériels militaires français à l'Égypte », constituait l'essentiel des conversations au Caire. Du vieux café populaire et intellectuel Fichouli, au bar flamboyant de l'hôtel Méridien, on entendait qu'une seule phrase, prononcée sur un ton à la fois surpris et joyeux : « La France nous envoie des Mirage ! » Non pas que les Égyptiens souhaitent une cinquième guerre avec Israël pour le seul plaisir de pouvoir utiliser une arme nouvelle; leur réaction traduit plutôt un sentiment de revanche psychologique sur la défaite de juin 1967, cette défaite par le franchissement du canal de Suez en octobre 1973, mais dont on n'a jamais cessé de penser ici qu'elle était due à la possession de Mirage par les Israéliens. Depuis lors, les avions français avaient acquis en Égypte, et dans le reste du monde arabe, un prestige dont on n'a qu'une faible idée en France.

L'enthousiasme des Égyptiens est encore accru par l'idée qu'en cas de nécessité ils auront plus besoin des Mirage libyens, qui avaient été prêtés à contrecoeur, voire, peut-être, des Mig russes, livrés au compte-gouttes. Dans l'immédiat, cependant, les livraisons seront d'une plus grande portée pratique pour les Égyptiens que les commandes d'armement. Le voyage du Rais à Paris est considéré par tout le monde, ici, comme un succès sans ombre. Le public a suivi par le menu, dans les journaux et à la télévision, les activités de M. et Mme Sadate en France. Les quelques phrases que le président égyptien a tenues au cours de sa tournée, bien qu'il ne maîtrise pas cette langue, ont été saluées par ceux de ses compatriotes qui pouvaient encore en douter de sa volonté de nouer des liens étroits avec la France. L'expression d'« Égypte-Israël » revient de plus en plus dans les conversations des responsables.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

BEYROUTH : la presse juge diversement les résultats de la visite

De notre correspondant

Beyrouth. — Si elle a eu des résultats positifs, la visite du président Sadate à Paris ne laisse pas moins sceptiques certains éditorialistes et chroniqueurs de la presse libanaise, qui saisissent l'occasion pour faire le point de la politique arabe de M. Giscard d'Estaing.

Le Journal Saïr, connu pour ses positions pro-libyennes, estime qu'on prête au chef de l'État français des sentiments pro-

arabes qu'il n'a pas : « M. Giscard d'Estaing (...), écrit-il, n'a définitivement opté pour des positions économico-politiques qui restent au régime de fait lié à la politique américaine ». Le même journal se demande si le chef de l'État français ne s'appuie pas à tenir à l'écart les Arabes de la conférence et des propositions de paix, et si le conflit et les propos qu'elle aime entendre.

Le Beyrouth, pro-irakien, met en doute, lui aussi, les sympathies pro-Arabes de président français. Il s'en prend, en outre, au président Sadate, qui veut opposer à la « diplomatie tranquille » de M. Kissinger sa politique du « sé-cient » qui consiste à changer constamment d'allié et de camp pour suivre tous les courants auxquels il est confronté, au lieu de les remonter. Un jour il annule sa visite à Moscou, en outre il menace de se rendre à Washington, un troisième il s'en va à Paris et ainsi de suite.

Al Nuhar, bien plus nuancé, estime que l'accord franco-égyptien sur les fournitures d'armes et l'aide de ce pays n'a pas rapport au conflit libano-Israël de l'argument majeur dont il se prévaut jusqu'ici, et selon lequel « l'État hébreu et tout dans la région a défendu l'influence de l'Occident face à la pénétration soviétique, les armes russes fournies à l'Égypte n'étant pas tournées seulement contre Israël mais aussi bien contre le monde libre ». L'éditorialiste se demande si on ne peut pas parler désormais d'un conflit entre « deux États pro-occidentaux, l'Égypte et Israël », et « non plus entre deux États inévitables respectivement à l'Est et à l'Ouest ».

Al Anouar (pro-égyptien) se demande si le gouvernement français n'est pas tout désigné pour participer aux efforts de médiation entre les grandes puissances au vu d'un règlement politique du conflit.

Enfin, Al Hupai (pro-soudanais), met en relief l'identité de vues entre la France et l'Égypte, et souligne que les deux pays « veulent se libérer de la tutelle des Super-Grands ».

ÉDOUARD SAAB.

Ni l'Égypte ni la Syrie n'attaqueront Israël

a déclaré le président Sadate

An cours de la conférence de presse qu'il a donnée en fin de matinée mercredi à la résidence Marigny, le président Sadate a annoncé sa visite à Paris, et a déclaré qu'il attendait de voir le président français à l'issue de sa tournée en France. Après avoir remercié, en français, l'opinion et la presse française, l'opinion et la presse égyptiennes, il a abordé les points suivants :

« L'ACHAT DE MIRAGE FRANÇAIS PAR L'ÉGYPTÉ. — Cette question, a-t-il dit, a une histoire assez longue. Depuis des mois nous avons pris des décisions de diversifier nos sources d'armement. Aussi était-il très important pour moi de souligner cette question au premier rang des raisons de ce voyage. Les compensations pour toutes les armes que nous avons perdues depuis quatorze mois. La seconde raison est que les forces armées acquiescent des Mirage, qui ont de nombreux avantages. Aussi, j'ai demandé au président Giscard d'Estaing de faire et de quelques-uns de ces appareils. Il n'a accepté, ce dont je le remercie. Le nombre des appareils commandés, a-t-il dit, en substance, est « le feu sacré », mais il se situe très en dessous du chiffre de cent vingt avions mentionnés. Les livraisons « incluront le Mirage F1 et seront effectuées dans les années à venir ». Le financement de cette commande, a-t-il dit encore, n'est « pas un problème ».

Le chef d'État égyptien a encore affirmé, en réponse à une question sur la situation des Libyens en octobre 1973 : « Nous ne nous sommes pas battus pendant la guerre ».

« LE RÔLE DE LA FRANCE DANS LE PROCESSUS DE PAIX. — L'Europe n'a pas à tenir dans la solution définitive du conflit au Moyen-Orient, qui a un rôle pilote en ce domaine », a dit M. Sadate, ajoutant qu'il s'était entenu de cette question avec le président français et qu'il était prêt à participer à la conférence de Genève. M. Sadate a estimé que « cela peut se faire, mais pas au début ».

« LA TENSION AU PROCHE-ORIENT. — Tout en se déclarant d'accord avec l'opinion exprimée par M. Giscard d'Estaing et en estimant que « pour la première fois depuis vingt-six ans, il est possible de passer à un moment de paix », le président Sadate a affirmé à plusieurs reprises que « la situation actuelle est explosive » et que « les jours prochains sont comptés ». Il a déclaré qu'il était prêt à signer un accord de paix, car il n'a des limites à notre patience ». « Pour désamorcer la bombe qui peut exploser à tout moment, nous sommes prêts à signer un accord de paix, car il n'a des limites à notre patience ».

« LE PROBLÈME PALESTINIEN. — Selon M. Sadate, la cause fondamentale du conflit du Proche-Orient est la question palestinienne, les problèmes du Sinaï et du Golan étant devenus secondaires ». C'est pourquoi, a-t-il dit, « je pense qu'un État palestinien doit être édifié. Je ne puis pas être quelconque être sur les frontières. Les Palestiniens doivent faire connaître leur volonté à ce sujet — mais, de mon point de vue personnel, la rive occidentale du Jourdain et Golan sont très convenables pour commencer à édifier cet État ». Le président égyptien a aussi exprimé l'avis que les États-Unis « ne tarderont pas à reconnaître l'O.L.P. ».

« LE TERRORISME. — Condamnant à nouveau les actes de terrorisme qui sont « le fait d'individus désespérés », le président Sadate a dit d'accord pour que les auteurs de l'attentat d'Orly soient livrés à la

France. Pour le moment, a-t-il précisé, « ils sont déjà en prison à Bagdad ».

« LES RELATIONS AVEC LES GRANDES PUISSANCES. — M. Sadate a été très laconique sur ses relations avec l'O.R.S.S., se bornant à répondre, lorsqu'on lui demandait s'il attendait de la prochaine visite de M. Gromyko au Caire un progrès sur le plan de l'aide économique et militaire soviétique : « Je l'espère ».

« LES ATTAQUES ISRAËLIENNES CONTRE LE SUD DU LIBAN. — M. Sadate a indiqué qu'il s'attendait à la poursuite de ces attaques, qui sont destinées, selon lui, à « couler l'opinion intérieure en Israël et à ressusciter la légende de l'appa-

rel militaire israélien ». Y voyant un « danger très grave pour la paix », il a affirmé que la réaction égyptienne « ne s'exprime pas par la parole », et que Le Caire appliquera « toutes les décisions du Conseil de défense arabe » sur ce point.

« LA NAVIGATION SUR LE CANAL DE SUËZ. — M. Sadate a rappelé que, pour la sécurité de la navigation, Israël doit reculer encore pour que l'ouverture du canal soit possible, et que les navires israéliens ne pourront continuer la voie d'eau aussi longtemps que l'état de belligérance persiste entre les deux pays. Quant au passage des marchandises à destination de l'État juif, « cela dépendra du comportement d'Israël dans la proche avenir ».

« LA RÉPRESSION EN ÉGYPTE. — M. Elmaghrabi, directeur du Collège de France, qui s'occupait de sort des intellectuels emprisonnés en Égypte, M. Sadate a répondu : « J'ai pu reprocher à vous l'acte, et vous les intellectuels français : avant octobre 1973, il y n a eu une campagne très sévère contre l'Égypte, à la suite des messages que nous avons priés. Je n'ai pas répondu, il s'agit de colonies. Aujourd'hui, il y a même campagne à recommencer, par les simples citoyens. Pour les intellectuels, certaines personnes qui doivent être traitées devant les tribunaux. Je dois vous dire que nous n'avons pas de répression politique, il n'y a pas un seul prisonnier politique ».

PROCHE-ORIENT

Des journalistes ont été autorisés à visiter une prison de l'O.L.P.

Damas (U.P.J.). — Pour la première fois, des journalistes occidentaux ont pu visiter mercredi 29 janvier une prison de l'Organisation de libération de la Palestine, située dans les environs de Damas. La prison abrite les cinq membres d'un commando palestinien qui avaient été arrêtés le 19 août dernier alors qu'ils s'éprentaient à débarquer à Dubaï dans le but de s'emparer d'un avion de ligne britannique. Les cinq hommes, remis par les autorités de Dubaï à l'O.L.P., avaient été jugés le 10 octobre. Deux d'entre eux — Chawkat Mohamed Nazmi Yousef et Yousef Khalil Saleh Hassan — furent condamnés à quinze ans de réclusion. Deux autres — Kasseem Mohamed Saïd et Taleb Khaled Saïd — à dix ans, et le cinquième — Adnane Attia Khairallah — à sept ans.

Les deux premiers ont été présentés mercredi 29 à la presse. Un porte-parole de l'O.L.P., M. Ziyad Abdel Fatah Saïd, a expliqué que l'Organisation désirait montrer ainsi qu'elle n'hésitait pas à prendre les mesures les plus sévères pour maintenir la discipline dans les rangs de la résistance palestinienne. Aux journalistes qui ont pénétré dans sa cellule, Nazmi Yousef, le chef du commando, a déclaré qu'il avait été recruté par un ancien dirigeant du Fatah, Abou Mahmoud (1), de son vrai nom Ahmed Abdel Ghafour. Il a ajouté que l'opération de Dubaï avait un double objectif : obtenir la libération de fedayin emprisonnés à Athènes et mettre en échec les tentatives de règlement « définitives » du problème palestinien.

Une « correction méritée »

Chawkat Nazmi, trente-quatre ans, originaire de Haïfa, a affirmé qu'il était maintenant conscient d'avoir commis un crime en défiant la direction de l'O.L.P. et qu'il considérait la peine qu'on lui avait infligée comme une « correction » méritée. La prison dans laquelle se trouvent Nazmi et ses camarades s'étend sur une soixante à soixante-dix Palestiniens qui y purgent des peines diverses pour des crimes ou délits allant de l'espionnage à la simple

ivrognerie. Les prisonniers travaillent le jour sur des chantiers de construction ou dans les champs. La nuit, ils sont enfermés à plusieurs dans des cellules de 5 mètres sur 5 mètres, chauffées par des poêles à charbon. Un mur de 3 mètres de haut entoure le prison.

Le porte-parole de l'O.L.P. a rappelé que son organisation avait clairement pris position contre les deux dernières opérations terroristes à l'aéroport d'Orly.

« Quand nous condamnons des actes criminels, a-t-il ajouté, nous ne faisons pas seulement en paroles mais en actes, chaque fois que nous le pouvons ».

Comme on lui demandait pourquoi les seuls pirates jugés et condamnés étaient ceux qui, justement, n'avaient pas pu mener à terme leur projet, alors que d'autres, qui avaient effectivement dérobé des avions et pris des otages, n'avaient jamais été jugés, le porte-parole a répondu que des pourparlers étaient en cours pour

obtenir la remise de terroristes palestiniens détenus dans d'autres capitales arabes, dont les auteurs de l'opération d'Orly, qui ont actuellement sous mains des autorités irakiennes, et des Palestiniens qui, en novembre dernier, avaient détourné vers Tunis un avion britannique parti de Dubaï (2).

Le porte-parole a indiqué, d'autre part, que l'O.L.P. avait établi un code criminel en vertu duquel sont jugés les fedayin ayant commis des actes d'indiscipline. Le code prévoit la peine de mort dans le cas où un détournement d'avion entraîne la mort d'innocents.

(1) Impliqué dans l'opération de Rome-Fiumicino en décembre 1972, Abou Mahmoud a été jugé et condamné par la suite dans une rue de Beyrouth.

(2) Cette déclaration contredit une autre information de source palestinienne (Le Monde daté 26-27 janvier) selon laquelle les auteurs du détournement de l'Y.C.B. brent ont vers Tunis seraient été jugés et condamnés par l'O.L.P.

Israël

LA DÉMISSION DE M. YARIV est exploitée par l'opposition

De notre correspondant

Jérusalem. — En décidant de quitter le gouvernement de M. Rabin, dans lequel il détenait le portefeuille de l'Information, (Le Monde du 30 janvier), M. Aharon Yariv a apporté de l'eau au moulin de l'opposition, au moment où celle-ci est éliminée par des dissensions internes (1). Le groupe Likoud s, en effet, bondi sur l'occasion que lui offrait le ministre démissionnaire en disant, comme une confirmation à ses accusations, l'un des motifs de la démission, à savoir les méthodes de travail du gouvernement.

M. Yariv reproche notamment un gouvernement de n'avoir pas tenu compte d'une recommandation du premier rapport de la commission Agron (2) portant sur la création d'un comité inter-

ministériel de la défense, qui donnerait une base légale au forum restreint et composé arbitrairement par le premier ministre) qui est appelé à prendre les décisions concernant la défense nationale. Mais, dans l'après-midi du 29 janvier, M. Rabin, ministre de la justice, a déclaré que M. Yariv avait eu tort de démissionner à quatre jours de la réunion du conseil des ministres qui doit prendre la décision souhaitée par la commission Agron.

M. Yariv avait aussi les plus grandes difficultés à connaître les préoccupations exactes de son ministre, dont la création avait suscité des contestations qui n'ont jamais pris fin.

Il s'est plaint, mercredi, devant les journalistes à Jérusalem, que ses collègues du gouvernement faisaient preuve d'une telle assurance sur les sujets les plus délicats de leurs fonctions ministérielles qu'il lui était souvent difficile de donner la moindre information. Il y a lieu de penser que M. Rabin profitera de l'occasion qui lui est offerte pour réduire les dépenses de son gouvernement en supprimant le ministère de l'Information.

Rappelons que M. Yariv, qui dirigeait le deuxième bureau de l'état-major général pendant la guerre de 1967, a par la suite, à deux reprises, alors qu'il était ministre, tenu en public des propos qui ont vivement irrité le chef du gouvernement. Le premier fois en déclarant qu'il était favorable, sous certaines conditions, à un dialogue avec l'O.L.P. la seconde en annonçant à la télévision qu'il avait signé la pétition de Likoud en faveur d'un gouvernement d'union nationale.

— A. S.

(1) L'un des partis mineurs faisant partie de la coalition de droite qu'est le Likoud, le Centre libre (quatre sièges sur trente-cinq) s'est séparé mercredi. Son chef, M. Shimon Peres, ancien député de la Knesset, s'est séparé de son second, le député Eliezer Shustak. Chacun des deux hommes a entraîné avec lui un des deux autres députés.

(2) Commission créée après la guerre d'octobre pour établir les responsabilités dans l'inspiration sur le plan militaire.

"Que sais-je ?"

NOUVEAUTÉS

La paix
La vie allemande
Les mass media aux Etats-Unis
Les accidents du travail
L'acupuncture
L'espace rural
Signes, symboles et mythes

Chaque volume
128 pages 5,50 F

puf

DU PRES

Les limites

Journal de 1975

650
350
300

EN FRANCE

DU PRÉSIDENT ÉGYPTIEN

et de ne faire aucune concession qui puisse mettre en danger sa sécurité. M. Allon répondit ainsi au leader de l'opposition de droite, M. Manahem Begin, qui avait reproché au gouvernement de vouloir abandonner les puits de pétrole d'Abou-Rodéas et les cols de Mizia et de Giddi « sans consulter la population israélienne ». Des milliers

de manifestants se sont rassemblés dans la soirée devant le bureau du premier ministre pour protester contre l'intention qu'ils prêtent au gouvernement de négocier un retrait du Sinaï, des hauteurs du Golan et de la Cisjordanie. Cette manifestation, particulièrement importante, avait

été organisée par le Gush Eumunim (Bloc des croyants), mouvement qui réclame l'installation de nombreux Israéliens dans les territoires occupés. Les manifestants, qui ont récité des psaumes et des versets bibliques, ont distribué des tracts pour protester contre la « trop grande dépendance d'Israël vis-à-vis des Etats-Unis ».

● A DAMAS, le ministère des affaires étrangères a annoncé mercredi que M. Gromyko, chef de la diplomatie soviétique, était attendu samedi 1^{er} février à Damas pour une visite de quarante-huit heures. M. Gromyko doit se rendre ensuite au Caïre. — (A.F.P., U.P.I., A.P.)

Israël estime que la France s'engage de plus en plus dans le camp arabe

(Suite de la première page.)

Cette « omission », selon des commentateurs israéliens, en ce qui concerne la France, à l'égard du général de Gaulle qui avait fini par admettre qu'il était impossible d'imposer une solution en ce qui concerne l'Égypte, rien dans les propos du président Sadate au cours de sa conférence de presse ne laisse entendre qu'il renonce à la politique du pas à pas de M. Kissinger.

Le principe de l'évacuation

Le secrétaire d'Etat reste donc habilité par les deux camps à conduire la négociation. Dans les prochains jours il reprendra ce qu'il a appelé sa mission d'exploration dans les capitales de la région. On affirme à Jérusalem que dans les prochains jours M. Kissinger, les Égyptiens sont bien moins rigoureux que dans leurs déclarations à Paris, et que l'évacuation des « trois fronts en

trois mois », parfois évoquée, n'est pas au centre des conversations multilatérales du secrétaire d'Etat américain.

Le principe de l'évacuation est admis depuis longtemps, dit-on ici, mais le « repli territorial doit s'accompagner d'une progression politique » selon la formule de M. Ygal Allon, ministre des affaires étrangères. Israël s'en tient fermement à son exigence d'une contrepartie politique en échange d'un repli, contrepartie dont on ne fait pas mention le communiqué franco-égyptien mis dont il est fait mention dans les dossiers de M. Kissinger. Jérusalem entend obtenir du Caïre au moins une déclaration de non-belligérance, même de facto, avant de consentir à un nouveau recul de ses troupes. Ensuite, c'est par paliers successifs que pourrait être rendu à l'Égypte la quasi-totalité du Sinaï, à l'exception de l'établissement des étapes de confiance. Encore faudrait-il que

l'Égypte consente à attendre dix ans pour récupérer le Sinaï.

« Il ne s'agit pas d'attendre que l'autre Etat arabe s'approche de nos centres vitaux des lieux qu'ils refusent de mettre un terme à l'état de guerre », a dit, mardi 28 janvier, M. Shimon Peres, qui a repoussé avec fermeté l'idée de faire dépendre la protection du pays d'une garantie internationale de M. Allon.

Un diplomate israélien, qui a été en poste à Paris pendant de nombreuses années, nous a déclaré : « Il est assez piquant d'entendre les Français parler de garanties internationales. L'Etat à Paris, lorsque, en 1957, la France s'est engagée à garantir, en échange de notre retrait du Sinaï, la sécurité internationale de la région, a été traité comme un simple juif tremblant d'angoisse lorsque la France, en 1958, a fait bon marché de ses garanties à la Tchétchouanie. »

ANDRÉ SCAMAMA.

M. Ben Natan : les livraisons d'armements ne vont pas rendre l'Égypte plus modérée

M. Asher Ben-Natan, ambassadeur d'Israël à Paris, a déclaré, mercredi 23 janvier, au micro d'Europe 1, en réponse à une question sur la paix au Proche-Orient :

« Cela dépend de la définition de la paix par M. Sadate. Si la paix, pour lui, est un état de non-belligérance, alors, peut-être, espère-t-il y arriver. Mais la paix, ce n'est pas la non-belligérance ; la paix, c'est la reconnaissance mutuelle. La paix, c'est la fin de la guerre économique, diplomatique. La paix, c'est la fin de la guerre subversive, et la paix, c'est quand même des relations quelconques, dans le domaine humain au début, dans d'autres domaines ensuite. Donc, je connais sa définition de la paix, mais c'est loin d'être une paix véritable. »

françaises à l'Égypte, M. Ben-Natan a déclaré : « On donne à l'Égypte des moyens très importants d'armement, et cela ne va certainement pas l'amener à être plus modérée à l'avenir dans ses demandes. Il y a des encadres d'armement. Ces encadres-là doivent remplacer des livraisons soviétiques. Mais qu'est-ce qui assure que les

Russes ne vont pas reprendre les livraisons à l'Égypte ? De ce fait, ces avions s'ajouteraient alors à ceux achetés à la France, ce qui accentuerait le déséquilibre déjà existant entre Israël et les pays arabes. Dès maintenant, le nombre des avions se trouvant dans les pays arabes est trois fois supérieur à celui en possession d'Israël. »

Les commentaires de la presse

L'HUMANITE : optimisme étonnant.

« Sur le plan politique, les entretiens franco-égyptiens se soldent par des déclarations d'intention, dont plusieurs sont dignes d'approbation, mais dont certaines méritent un accueil plus réservé. (...) Comment la paix pourrait-elle être restaurée sous l'égide de l'impérialisme américain ? C'est le soutien des Etats-Unis qui entretient et encourage l'impérialisme des dirigeants israéliens. (...) »

L'AURORE : le visible et l'invisible.

« Remarquable performance que celle de ce très habile homme d'Etat, M. Sadate, qui a su, en ce jour de l'Égypte, énoncer une opinion française rigoureuse les importantes commandes d'armement que le Raïs était venu passer à Paris. Si l'impression avait précédé dans le Proche-Orient, il trouva à la veille d'un nouveau conflit, comment eût-il été possible à la France de livrer des armes destinées à demain à combattre les Israéliens ? »

capitales arabes d'une partie de la technologie militaire française représente un nouveau facteur de tension au Proche-Orient. L'Égypte aura sans doute les coudees plus franches vis-à-vis de son voisin, mais il y a une certaine importance. (...) »

« On peut pourtant regretter un peu le style général de sa séjour. Pour sa première visite officielle en France, Anouar el Sadate n'a guère vu Paris. En dehors de l'Élysée et de l'ancien hôtel Rothschild, il a essentiellement visité une sorte de super-marché à l'enseigne du Bonheur des Amis, et rencontré ses principaux chefs de rayon. Au-delà des impératifs commerciaux, les retrouvailles franco-égyptiennes méritent sans doute mieux. »

LE QUOTIDIEN DE CAIRO : un événement politique.

« Nous nous demandons lundi si le « sommet » franco-égyptien serait un événement politique. La réponse est affirmative. Il faut sans conteste possible dès lors que la France prenne le relais de l'U.R.S.S. pour livrer à un pays belligérant au monde arabe, les armes requises par le Kremlin lui-même. Négociateur remarquable, le président Sadate a réussi à faire de la France, qui jusqu'ici paraissait à donner d'elle-même l'image d'une puissance attachée à la fois à l'existence d'Israël et aux droits des Palestiniens, un Etat qui prend fait et cause pour le monde arabe contre Israël. »

LIBERATION : guerre ou paix ?

« Il a été beaucoup question de paix au Moyen-Orient dans les entretiens politiques franco-égyptiens. Si l'on en croit le communiqué commun, les choses seraient même en bonne voie. Les discussions financières n'ont à peu près traité que de fournitures d'armes. Quelqu'un a donc intérêt à une guerre prochaine dans la région. Mais qui, puisque tout le monde veut la paix ? Nous n'attendons pas de réponse à cette question. »



(Dessin de KONÉ.)

PROCHE-ORIENT

A L'ACADÉMIE MONDIALE POUR LA PAIX

Les limites du rôle des « casques bleus »

par JEAN SCHWABEL

La nouvelle formule présentée par M. Giscard d'Estaing à l'occasion de la visite à Paris du président Sadate, à savoir qu'Israël devrait avoir des frontières « sûres et efficacement garanties », a été relevée avec faveur par M. Sabry Abdallah, ministre égyptien de la planification, et approuvée par M. Abbas Eban, ancien ministre israélien des affaires étrangères, qui fait actuellement une visite privée en France. L'un et l'autre, parlant mardi soir sur deux chaînes différentes de la télévision française, y ont vu une utile contribution de la France dans la recherche d'un règlement au Proche-Orient. Quelles formes concrètes prendrait cette participation de la France ?

Précisément, les techniciens de la médiation internationale — et le rôle des « casques bleus » au Proche-Orient notamment — ont constitué les thèmes essentiels d'un colloque récemment organisé à Menton par l'Académie internationale pour la paix.

Créée à New-York en 1967 sous le nom d'International Peace Academy Committee (IPAC), l'Académie mondiale pour la paix a pour but essentiel de préparer des hommes responsables qui pourraient être mis à la disposition des gouvernements et des organisations spécialisées pour les tâches toujours plus nombreuses et plus urgentes de médiation et de solution pacifique des conflits internationaux. Ce que dans le jargon de l'ONU on appelle le peace keeping et le peace building.

Mais les Américains sont bien résolus à ne pas accepter de troupes soviétiques au Proche-Orient. C'est pourquoi le président Nixon a décrété l'état d'alerte des forces américaines. Cette mesure, dira dans l'après-midi le général Jackson, a été prise en réponse à une note qu'il qualifie de brutale et qui a été adressée par l'U.R.S.S. au Proche-Orient. On parle de vingt-cinq mille hommes en réalité, le contenu de cette note n'a jamais été publié.

Après eux, M. Liu, le fonctionnaire chinois qui occupe le plus haut poste à l'ONU, comme directeur du bureau des secrétaires généraux adjoints aux affaires politiques spéciales. Il, dans un français irréprochable, un remarquable exposé sur le rôle de médiation que les Nations unies n'ont cessé de jouer au Proche-Orient.

Le dernier exposé, celui de M. Liu, a été suivi de questions et de réponses. Les Nations unies ont joué un rôle de médiation et de paix qui ont été menés en de la crise de Cuba, puis à Chypre et au Congo.

tenant à ce qu'ils considèrent comme leur zone d'influence, il est donc vain de parler de cette carence et trouver d'autres moyens d'arrêter un conflit et de maintenir la paix. C'est alors que s'est élaboré le système des « casques bleus » fournis par de petites puissances neutres de l'Ouest et non alignées du tiers-monde, ce qui a permis d'éviter l'intervention des armées des grandes puissances, réduites à la fois par les pays en conflit, peu assurés de leur retrait le jour venu, et par l'ONU elle-même, peu confiante en leur docilité.

Les mesures américaines atteignent leur but et dans la soirée du 23 octobre le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité et donc avec l'accord de M. Ziaïk (U.R.S.S.) — la Chine ne participant pas au vote — l'envoi immédiat d'une force d'urgence dont les membres du Conseil ont accepté de préciser qu'ils ne devaient pas comprendre de troupes des grandes puissances. Sur ce dernier point, cependant, la France s'abstient. Son représentant déclare : « Lorsque l'après de l'envoi d'une force chargée non pas seulement de faire respecter le cessez-le-feu, mais d'assurer le maintien de la paix, sont estimés qu'aucune exclusion ne devra être portée contre tel ou tel membre du Conseil. » Bref, la France réserve pour l'avenir son droit de participer à la garantie des accords qui devront un jour assurer l'existence d'Israël. La déclaration au Conseil de sécurité de M. de Guringuag annonce celle du président Giscard d'Estaing.

Le rôle des « casques bleus » est donc de maintenir la paix, de faire respecter le cessez-le-feu, mais d'assurer le maintien de la paix, sont estimés qu'aucune exclusion ne devra être portée contre tel ou tel membre du Conseil. »

En fait, ce système n'a jamais pu fonctionner du fait de la rivalité des grandes puissances, et fort soucieuses que l'ONU n'intervienne pas dans les pays appar-

tenants est-on parvenu à ce compromis ? C'est ce que les débats de Menton ont permis de mieux comprendre. Le 24 octo-

Le roman de l'année, c'est L'imprécauteur par René-Victor Pilhes au Seuil

Vertical text on the left margin, including 'PRESSE' and 'Israël'.

AFRIQUE

CARNETS DE ROUTE EN ÉTHIOPIE « SOCIALISTE »

II. — D'une famine à l'autre

De notre envoyé spécial J.-C. GUILLEBAUD

Un abîme sépare l'Éthiopie de sa capitale haut perchée, occidentale, fraîchement polissée : celui qui sépare une révolution bavardée d'un silence Moyen Âge. Jean-Claude Guillebaud, qui a fait le voyage d'Addis-Abeba en Érythrée, nous ouvre ci-dessous ses carnets de route (« Le Monde » du 30 janvier).

● Ataye, dimanche. — Depuis un an cette « route d'Asmara » qui est le principal axe de l'Éthiopie a été améliorée. Un peu moins de cailloux et d'ornières. Dans un nuage de poussière blanche, on peut désormais « filer » à cinquante kilomètres à l'heure — c'est un luxe — dans une campagne brûlée par la sécheresse où il n'est pas rare de mettre en fuite des hyènes ou des babouins. Nous chargerons dans la voiture des lycéens — garçons et filles — qui regagnent leurs villages pour le week-end. Avec leurs vêtements occidentaux, leurs livres sous le bras et des réflexes vaguement dédaigneux, les lycéens, ici, semblent appartenir à un autre monde. Comme si, déjà, mille ans les séparaient de la génération précédente. Certains parlent anglais. Avec les autres, c'est en amarhique que nous poursuivons d'ininterminables conversations « politiques » dans le tintamarre des amortisseurs malmenés. La clairvoyance de leurs jugements est une surprise.

Principal sujet de conversation : la grande campagne révolutionnaire organisée par les militaires et qui commence à disperser soixante mille intellectuels dans des campagnes qu'ils doivent « alphabétiser » et « conscientiser ». Nos passagers acceptèrent de partir quand viendra leur tour, mais ils ne sont pas tous très enthousiastes.

« Quand des paysans ont fait, dit l'un d'eux, ce qu'ils attendent une fois de plus une récolte catastrophique, ce n'est pas le moment de venir leur apprendre l'alphabet amarhique. De quoi aurons-nous l'air quand ils nous demanderont si on leur apporte à manger ? »

Dans l'ensemble, cependant, les lycéens se déclarent favorables au projet socialiste et à la réforme agraire. « Bien sûr, pour suivre un jeune auto-scooter, la réforme agraire risque d'être injuste. C'est ce que, disent mes parents et ils ont raison. Il ne sera pas toujours facile de faire la différence entre les propriétés qui ont été accaparées indûment ou volées et celles qui ont été gagnées par le travail. »

Question identique posée à plusieurs jeunes gens : « Qu'est-ce qui vous inquiète le plus dans la situation actuelle ? Réponses fréquentes : Les risques de division de l'armée et le tribalisme. Pour ce dernier point, le « deurg » multiple depuis deux mois les « gestes » libéraux propres à désamorcer les querelles ethniques toujours latentes. La domination culturelle des Amharas sur l'empire semble se faire plus légère.

Depuis le début du mois de janvier, par exemple, les Gallas (l'éthnie la plus nombreuse qui compte dix à quinze millions de membres) dispose de quelques heures d'émissions en Gallina à la radio nationale. Par l'intermédiaire de l'armée (où les Gallas sont majoritaires), ils sont en outre mieux représentés au sein du nouveau pouvoir. Cela suffira-t-il à stopper ces velléités de dissidence qu'a pu encourager une certaine vacance de l'administration centrale ? Ce n'est pas sûr. Un « Front de libération des

Gallas » ne vient-il pas d'être créé en Éthiopie ? Personna. Il est vrai, ne connaît son audience. Un autre sujet excite beaucoup nos passagers occasionnels : la fuite des bourgeois et des « exploitateurs » de la capitale, qui, disent-ils, « partent devant la révolution comme des rats ». La radio amarhique a cité deux exemples qui ont scandalisé le pays. Un des plus gros commerçants amarhiques d'Addis (M. Vellissariou) a réussi à s'enfuir en Afrique du Sud avec 12 millions de dollars éthiopiens (30 millions de francs actuels). Depuis des années, dit-on, il ne payait aucun impôt. Quant à cet Italien qui gérait le casino, c'est à dos de chameau à travers le désert qu'il a rejoint Djibouti, en emportant la caisse. On ne sait trop quel accueil lui réserveront les autorités françaises.

Pou avant Dessié (capitale du Wollo), brève rencontre avec un intellectuel « libéral » qui ne méprise pas ses mots à l'égard du régime militaire. Pour lui, l'affaire est claire, il s'agit ni plus ni moins d'une dictature. « À nous priver de la peine de lire le nouveau code pénal promulgué par le Deurg », dit-il. Vous verrez qu'on peut maintenant arrêter quelqu'un pour n'importe quel motif. Il suffit d'avoir fait ou dit quelque chose en contradiction avec la philosophie « éthiopia tridém ». Comme personne n'est capable d'expliquer ce que signifie exactement cette formule, c'est l'arbitraire. C'est opposant irrédicible, inquiet, qui a refusé de continuer à nous parler dans un café, n'est pourtant pas un « suppôt » de l'ancien régime. En janvier 1974, sous l'empire, il avait pris beaucoup de risques pour nous donner des informations sur la famine et la corruption.

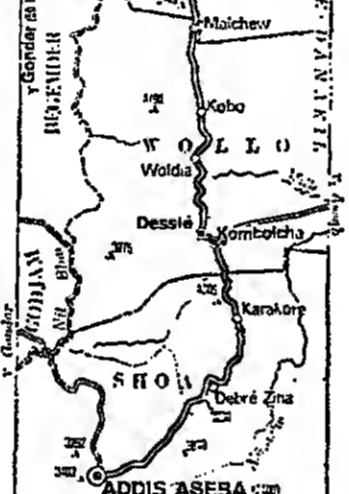
Les étudiants de la région de Dessié nous ont dit qu'ils n'ont pas peur de la région de Dessié, mais qu'ils ont peur de la région de Dessié. Partout, ici, on recueille des réflexions et des critiques sévères à l'encontre de ce « socialisme en uniforme ». Le « nouveau intellectuel » des militaires, notamment, fait l'objet de plaisanteries cruelles. Détenu par des officiers subalternes, des sous-officiers ou même de simples soldats, le régime est « borné », selon beaucoup d'étudiants fiars de leur culture occidentale. A la fin du mois de décembre, les représentants du Deurg de Dessié ont affronté une assemblée d'étudiants goguenards qui le sommaient de s'expliquer sur le « socialisme éthiopien », tandis qu'une partie de la salle scandait tranquillement : « Down to the Deurg ». Notre interlocuteur y était. « Si vous venez ou le colonel transpirer à grosses gouttes... »

● Kombolcha, lundi. — Érudite étape dans ce gros village qui, hier encore, était l'un des « carrefours » les plus importants de l'Éthiopie. De Kombolcha, en effet — où existe un aéroport accessible aux D.C.-3 d'Ethiopian Airlines, — partait l'ancienne route d'Assab qui, pour rejoindre la mer Rouge, traverse le désert des Danakil. L'atmosphère de ces nomades irréductibles et batailleurs à l'égard du nouveau régime n'est pas claire. Un moment tenté par la dissidence, leur chef — Ali Mirah, — qui campe à proximité de la frontière du T.F.A.L., a officiellement rallié le régime et des militaires après que ceux-ci eurent essayé de l'arrêter. Mais c'est une alliance bien fragile. Les Danakils,

misérables et littéralement décimés par la famine, disposent d'une arme redoutable. Ils peuvent, sans difficulté, couper par des embuscades la nouvelle route asphaltée d'Addis-Abeba-Assab, qui relie la capitale éthiopienne à son port pétrolier. Ce serait une catastrophe.

Dans cette perspective, on a fait grand cas, à Addis-Abeba, de la mort de deux chauffeurs de camions assassinés sur cette route par les Danakils, on y a vu des attentats politiques reliés, peut-être, à une recrudescence de la guérilla érythréenne. A Kombolcha, pourtant, sur le terrain, plusieurs témoins nous affirment que cela n'avait rien à voir avec la politique. « Les Danakils meurent de soif, nous dit-on ici. C'est simplement pour leur prendre leurs réserves d'eau potable qu'ils ont arrêté et assassinés deux camionniers. »

Neuf dorcas mal dans ce minuscule « hôtel » envahi par des prostituées criardes et que-



reliennes. En trois jours, nous avons parcouru 400 kilomètres. Les choses paraissent à la fois plus claires et plus imprévisibles qu'on ne l'imagine à Addis-Abeba, ce théâtre d'ombre où tournent en rond les correspondants et les diplomates étrangers. Après ces 400 premiers kilomètres, la principale « information » mérite toutefois d'être soulignée : hormis le poste de contrôle qui fouille les voitures à la sortie d'Addis-Abeba, nous n'avons rencontré aucun soldat sur la route. Dans un pays que l'on déclare ordinairement « au bord de la guerre civile ».

● Wodja, mardi. — Province du Wollo, province des mirages. Au Wollo, les mendiants mourant de faim ont disparu des routes et des villages, dans les treize camps de réfugiés ouverts entre avril et septembre 1973. Il ne reste plus que quelques centaines d'orphelins. Il n'est pas à l'heure de la famine, c'est à l'heure de la mort. On ne peut pas s'attendre dans ces villages mal remis d'une sorte d'épouvante millénaire pour mesurer l'extraordinaire traumatisme qu'a pu représenter la famine pour l'Éthiopie tout entière.

Le soir, à l'hôtel San Mikael (sorte d'auberge en bois et torchis) en compagnie d'un Éthiopien de trente-cinq ans, M. Begeni Mersha, qui travaille aujourd'hui pour l'Organisation T.F.A.L. des hommes. Il parle doucement, gravement, avec une espèce de désespoir dans le ton. Les récits de M. Begeni, il est vrai, ont de quoi terrifier le plus averti des visiteurs. Pendant deux années, ce colporteur obstiné s'est battu presque seul contre la mort, contre cette hémorragie grésillante de paysans affamés qui s'est mise brusquement à sourdre des lointaines campagnes. A l'époque, il travaillait à Mersha, un village situé au sud de Wodja, sur la route de Dessié. « J'avais engagé deux manœuvres que je payais avec mon argent, dit-il. Pendant quatre mois, nous avons passé nos journées à enterrer des gens. Nous avions quarante ou cinquante nouvelles enterrées chaque jour. Personnellement, j'ai enterré plus de 400 personnes. » Begeni Mersha, qui est désormais connu — et vénéré — dans

toute la région, nous affirme que les statistiques officielles concernant la famine sont fausses. D'après lui, il y aurait eu quatre à cinq cent mille morts de faim au Wollo. Une chose est certaine, on trouve aujourd'hui, à l'est de la route, des villages d'une soixantaine de maisons dans lesquels il ne reste plus qu'une ou deux familles. « Toutes les autres sont mortes », dit-il. Faut-il croire M. Begeni ? Les derniers bilans gouvernementaux publiés à Addis donnent des chiffres très inférieurs (quatre-vingt mille). Selon l'ENI (Ethiopian Nutrition Institute), onze six mille personnes au total seraient mortes de faim en 1973-1974 dans la partie orientale du Wollo (30 % de la population). Les principales victimes ont été les jeunes de moins de quinze ans et les personnes de plus de quarante-cinq ans. En outre, la quasi-totalité du bétail (90 %) a disparu dans des régions dont l'équilibre socio-économique se trouve bouleversé pour longtemps. Mais selon l'abstrait précision d'une statistique et les récits épouvantés d'un témoin direct, comment choisir ?

Actuellement est poursuivi avec l'aide du gouvernement et de plusieurs organisations internationales le plan dit de « réhabilitation » qui consiste à réhabiliter les ruraux dans leurs villages après leur avoir fourni des secours (25 kilos de grains par adulte, 13 kilos par enfant) et une somme de 170 dollars éthiopiens remboursables en trois ans), destinée en principe au rachat de bœufs, d'œufs et de semences. A partir de février 1974, les paysans ont donc été amenés en camions vers les villages et abandonnés au dernier endroit accessible par la route. Mais, de l'aveu unanime, ce programme de réhabilitation n'est pas un succès. Les paysans n'ont pas trouvé de bétail à acheter, les villages manquent désormais de main-d'œuvre masculine, ils n'ont plus d'animaux pour les labours. Et, surtout, après deux nouvelles récoltes très médiocres en 1973 et en 1974, la famine menace à nouveau.

« Dans de nombreux villages, aujourd'hui, poursuit M. Begeni, les paysans n'ont pas rien de quoi manger et s'apprêtent à un nouveau exode. »

Au moment où nous allons quitter Wodja après une courte nuit, un enfant de huit ans s'est précipité pour nous embrasser les pieds. Il s'agit d'un orphelin que nous avions ramassé sur la route en janvier 1974. Son père, sa mère et ses frères étaient morts de faim, et, tout seul, il arrivait de son village, après trois jours de marche à travers la montagne. Aujourd'hui, il nous reconnaît et veut parler de sa nouvelle vie. Le voilà cirer de chaussures à Wodja. L'orphelin du même âge qui l'accompagnait l'an dernier s'est engagé comme berger aux alentours. L'un et l'autre, malgré leurs ballons, sont assurés d'avoir un plat d'ingéras chaque jour. Le bonheur !

Prochain article : L'EMPEREUR SAVAIT...

Nigéria

LE GÉNÉRAL GOWON ADRESSE UN SEVERE AVERTISSEMENT AUX GREVISTES

Lagos (Reuter). — Le général Gowon, chef de l'Etat nigérien, a lancé, mercredi 27 janvier, un sévère avertissement aux grévistes qui ont perturbé gravement la vie du pays depuis le début du mois. « Les grèves, a-t-il affirmé, sont la conséquence d'un plan délibéré destiné à entraver le progrès économique et à paralyser l'autorité de l'Etat. » Le général Gowon a déclaré que le gouvernement continuait de la situation au Vietnam du Sud. « Le gouvernement des Etats-Unis a fait honneur à ses engagements et à respecter complètement l'accord », a-t-il déclaré. Le message a été diffusé par les médias nigériens, et a été reçu par le président Nixon et le secrétaire d'Etat Kissinger. Le général Gowon a également déclaré que le gouvernement nigérien continuait de respecter l'accord de Paris sur le Vietnam, et dans l'intérêt d'une paix durable en Indochine et dans le Sud-Est asiatique, contribuait activement à mener le gouvernement des Etats-Unis à faire honneur à ses engagements et à respecter complètement l'accord. Le message a été diffusé par les médias nigériens, et a été reçu par le président Nixon et le secrétaire d'Etat Kissinger.

AMÉRIQUES

Pérou

M. Alvarado invite les États latino-américains à engager entre eux le « nouveau dialogue » proposé par Washington

Le président péruvien Juan Velasco Alvarado a invité, le 29 janvier, les pays d'Amérique latine à refuser le « nouveau dialogue » proposé par les Etats-Unis. C'est entre eux, a précisé le général Velasco, que les Etats latino-américains doivent engager ce dialogue, limitant leurs relations avec les Etats-Unis au seul cadre de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.).

Le président péruvien a souligné que son pays appuyait la décision du Venezuela et de l'Equateur de ne pas assister à la réunion des ministres des affaires étrangères américains initialement prévue pour mars à Buenos-Aires et que le gouvernement péruvien a renoncé à l'accomplissement de l'acte de l'O.E.A. (le Monde du 29 janvier). Le général Velasco a déclaré que cette réunion devrait être suspendue jusqu'à ce que les Etats-Unis modifient leur loi sur le commerce (Trade Act), qui prive, en raison de leur appartenance à l'O.P.E.P. (Organisation des pays exportateurs de pétrole), le Venezuela et l'Equateur des facilités tarifaires qui leur étaient jusqu'alors consenties au titre de pays en voie de développement.

Un nouvel élément de détérioration des relations interaméricaines a été fourni par la condamnation de Cuba aux Nations unies le 28 janvier, en Equateur, des patrons de quatre thoniers américains arraisonnés trois jours auparavant dans la limite des 200 milles revendiqués par le gouvernement de Quito. Ces opérations sont les premières du genre depuis plus d'un an. Elles pourraient ramener la guerre du thon qui, entre 1968 et 1971, avait vu l'arraisonnement d'une trentaine de bateaux américains par les autorités équatoriennes.

De source diplomatique, on indique à Quito que les Etats-Unis pourraient répliquer par une suspension de leur aide militaire, comme ils l'avaient déjà fait entre 1971 et 1974.

On connaît d'autre part le texte exact de la réponse que M. Henry Kissinger avait faite, lors d'une conférence de presse réunie le 28 janvier à Washington, à la question : « Suspendez-vous votre aide militaire en Amérique latine en février ? » « J'espère — bien que je ne pense pas l'avoir annoncé, comme certains de mes collègues semblent l'avoir déclaré — que nous n'aurons aucun lien avec lui et que de tels procédés sont tout à fait contraires aux buts du mouvement pour l'indépendance de Porto-Rico et à ceux du parti socialiste portoricain. »

(1) Adresse : B.M.-OPRI, London WC1V 6EX.

au Moyen-Orient aura été plus complètement orienté. Ce que le plus clair, c'est que l'accroissement de l'Amérique latine et que possible une promesse de aide (à-bas), a déclaré le secrétaire d'Etat américain. Une visite de M. Kissinger en Amérique latine a été annoncée pour le 15 février par le ministre chilien des affaires étrangères et par le ministre des affaires étrangères argentin, M. Alberto Vigorel (le Monde daté 8-6 janvier).

Deux éléments de détente ont, en revanche, été enregistrés dans le domaine des relations interaméricaines. La commission spéciale de l'O.E.A. chargée de réviser la charte de l'Organisation a demandé que seule la majorité simple soit désormais requise dans les votes les plus importants, et non plus celle des deux tiers. Rappelons que, lors de la conférence de Quito, en novembre dernier, les Etats-Unis ont proposé des modifications de la charte de l'O.E.A. qui ont été repoussées, alors que deux pays sur les vingt et un participants avaient voté en faveur de la modification. La nécessité d'obtenir les deux tiers des voix (quatorze) avait bloqué une décision souhaitée par la grande majorité des Etats latino-américains.

Enfin, pour la première fois en près de douze ans, le représentant de Cuba aux Nations unies a participé, le 28 janvier, à la réunion du groupe des pays latino-américains au siège de l'O.N.U. (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.).

Etats-Unis

● Mise au point. — A la suite d'une information publiée dans le Monde du 26-27 janvier au sujet d'une explosion qui s'était produite à Manhattan le 24 janvier, nous avons reçu une mise au point du Comité pour l'indépendance de Porto-Rico établi à Londres (1). Ce Comité affirme que le groupe qui a revendiqué l'attentat — les Forces armées de libération nationale (F.A.L.N.) — n'a aucun lien avec lui et que « de tels procédés sont tout à fait contraires aux buts du mouvement pour l'indépendance de Porto-Rico et à ceux du parti socialiste portoricain. »

ASIE

La guerre en Indochine

La R.D.V. demande à la France d'intervenir pour amener les États-Unis à appliquer les accords de Paris

Le ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Vietnam, M. Nguyen Duy Trinh, a adressé à M. Sauvagnargues, ministre français des affaires étrangères, une longue lettre dans laquelle il formule l'espoir « que le gouvernement français, en sa qualité de signataire de l'accord de Paris sur le Vietnam, et dans l'intérêt d'une paix durable en Indochine et dans le Sud-Est asiatique, contribuera activement à mener le gouvernement des Etats-Unis à faire honneur à ses engagements et à respecter complètement l'accord ». Le message a été diffusé par les médias vietnamiens, et a été reçu par le président Nixon et le secrétaire d'Etat Kissinger.

Le ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Vietnam, M. Nguyen Duy Trinh, a adressé à M. Sauvagnargues, ministre français des affaires étrangères, une longue lettre dans laquelle il formule l'espoir « que le gouvernement français, en sa qualité de signataire de l'accord de Paris sur le Vietnam, et dans l'intérêt d'une paix durable en Indochine et dans le Sud-Est asiatique, contribuera activement à mener le gouvernement des Etats-Unis à faire honneur à ses engagements et à respecter complètement l'accord ». Le message a été diffusé par les médias vietnamiens, et a été reçu par le président Nixon et le secrétaire d'Etat Kissinger.

(Publité) Deux ans après la signature de l'Accord de Paris les combats redoublent au Sud-Vietnam... ★ OU EN EST LE VIETNAM ? ★ QUE FAIT LA FRANCE ? L'ASSOCIATION D'AMITIÉ FRANCO-VIETNAMIENNE organise sur ces questions une RENCONTRE INFORMATION-DEBAT Samedi 1^{er} février à 14 h 30 Salle de l'Horticulture, 24, rue de Grenelle, Paris 7^e avec le concours de spécialistes français du Vietnam, de parlementaires, de journalistes et de personnalités françaises ayant récemment effectué des séjours à Hanoï, à Saïgon ou dans la zone du G.R.P. A.A.P.V., 27, rue Balnu, Paris-9^e - 528-14-00

Madagascar La polémique se développe entre le général Ramanantsoa et les partisans de l'ancien président Tsiranana

Tananarive (Reuter). — Tandis que, cinq jours après avoir dissous son gouvernement, le général Gabriel Ramanantsoa poursuit ses consultations en vue de constituer une nouvelle équipe ministérielle, la polémique qui l'oppose au parti socialiste malgache (P.S.M.) se développe. Après avoir vainement proposé la création d'un « conseil des sages », auquel le général Ramanantsoa aurait remis le pouvoir, le P.S.M. a affirmé, mercredi 28 janvier, dans un communiqué à la presse, que le président Philibert Tsiranana, « simplement suspendu » en mai 1972, « est redevenu président de la République » après la dissolution du gouvernement décidée ce 28 janvier, et que le Parlement malgache « reprend ses prérogatives ». « Autrement dit, fait valoir le P.S.M., le général Ramanantsoa, qui n'est pas chef de l'Etat et qui n'est plus chef de gouvernement (...), ne peut constituer un

nouveau gouvernement qu'après une nouvelle désignation par le président Tsiranana, président de la République, seul habilité à nommer un chef de gouvernement. » Radio-Madagascar a nié cette interprétation de l'acte de dissolution, affirmant que celui-ci est « tout à fait conforme » à la Constitution. D'autre part, le colonel Richard Ralisonan, responsable présumé d'une tentative de mutinerie qui eut lieu le 31 décembre dernier à Tananarive, a déclaré jeudi qu'il ne quitterait pas le camp des forces de police, où il est retranché, avant que le général Ramanantsoa n'ait annulé les mandats d'arrêt ou de dépôt lancés contre les officiers impliqués dans cette affaire et remanié la répartition des postes de commandement militaires, afin qu'elle « reflète la réalité ethnique du pays ».

Handwritten note: 150

Handwritten note: 650 3/50 300

EUROPE

QUESTIONS

Etats latino-américains et le « nouveau dialogue » de Washington

Washington. — Les Etats-Unis ont adressé une lettre au Parlement de la République fédérale de Serbie. Ils rejettent toutes les accusations portées contre eux et plaident avec fermeté en faveur de la liberté de la pensée, de la science et de l'enseignement. Les enseignants disent que leur éviction est « arbitraire » et contraire « à tous les principes de l'autogestion ». Ils font état d'une longue et systématique campagne de pressions dont ils ont été l'objet et allient au retrait de passeport de la tentative de corruption à « la condamnation aux travaux forcés de nos étudiants pour avoir osé nous défendre ».

Etats-Unis

Washington. — Les Etats-Unis ont adressé une lettre au Parlement de la République fédérale de Serbie. Ils rejettent toutes les accusations portées contre eux et plaident avec fermeté en faveur de la liberté de la pensée, de la science et de l'enseignement. Les enseignants disent que leur éviction est « arbitraire » et contraire « à tous les principes de l'autogestion ».

en Indochine

Accords de la France avec les Etats-Unis et les accords de Paris

Washington. — Les Etats-Unis ont adressé une lettre au Parlement de la République fédérale de Serbie. Ils rejettent toutes les accusations portées contre eux et plaident avec fermeté en faveur de la liberté de la pensée, de la science et de l'enseignement.

Yugoslavie Les professeurs exclus de l'université de Belgrade dénoncent l'influence du « dogmatisme stalinien »

Belgrade. — Les huit professeurs évincés de la faculté de philosophie de l'université de Belgrade le 29 janvier ont adressé une lettre au Parlement de la République fédérale de Serbie. Ils rejettent toutes les accusations portées contre eux et plaident avec fermeté en faveur de la liberté de la pensée, de la science et de l'enseignement. Les enseignants disent que leur éviction est « arbitraire » et contraire « à tous les principes de l'autogestion ».

R. F. A. LA VISITE DE M. CHELEPINE POSE DES PROBLEMES JURIDIQUES AU GOUVERNEMENT

Bonn (A.F.P.). — M. Alexandre Chelapine, président du conseil des traités syndicaux soviétiques, est attendu en R.F.A. dans les prochains jours — vraisemblablement vendredi 31 janvier, a annoncé mercredi un porte-parole de la Confédération ouest-allemande des syndicats (D.G.B.). Il participe actuellement à une réunion de la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.) à Berlin-Est.

Italie A TRAVERS LE MONDE

Italie. — L'Italie a enregistré en 1974 quelque soixante mille naissances de plus qu'en 1973. La raison de ce brusque regain de natalité est due à la baisse de la mortalité infantile.

Chili LES ENFANTS DE L'AUSTERITE

(De notre correspondant). — Rome. — L'Italie a enregistré en 1974 quelque soixante mille naissances de plus qu'en 1973. La raison de ce brusque regain de natalité est due à la baisse de la mortalité infantile.

Chine

Chine. — M. Teng Hsiao-ping, vice-premier ministre chinois, a reçu, jeudi 30 janvier, à Pékin, M. Etienne Manac'h, ambassadeur de France en Chine, qui doit quitter prochainement son poste.

Côte-d'Ivoire

Côte-d'Ivoire. — LA COTE D'IVOIRE ET LE PORTUGAL. — Le mouvement des forces armées annonce l'annulation des manifestations communistes et socialistes rivales du 31 janvier.

Portugal Le mouvement des forces armées annonce l'annulation des manifestations communistes et socialistes rivales du 31 janvier

Le mouvement des forces armées a annoncé mercredi soir l'annulation des manifestations de rue que les communistes et les socialistes comptent organiser vendredi prochain de leur côté dans le centre de Lisbonne. Dans une allocution à la télévision, le commandant Victor Alves, ministre d'Etat, qui parlait au nom du M.R.A., a déclaré que l'annulation de ces manifestations séparées n'empêcherait pas le processus de démocratisation. Cette annonce a été précédée d'une réunion extraordinaire entre les dirigeants militaires et les chefs de parti.

A Vienne REPRESE DES NEGOCIATIONS SUR LA REDUCTION DES FORCES EN EUROPE CENTRALE

Vienne. — Les négociations sur la réduction des troupes en Europe centrale, auxquelles participent deux pays de l'Otan et sept du pacte de Varsovie, et qui avaient été ajournées le 12 décembre dernier, ont repris ce jeudi 30 janvier, à Vienne, après une suspension de sept semaines.

Grèce

Grèce. — M. Caramanlis, premier ministre grec, a annoncé mercredi 1975 serait une année d'austérité pour tous les Grecs, et une année de sacrifices pour les plus riches. De son côté, M. Papaligouras, ministre de la coordination économique, précise que la révision du barème de l'impôt sur le revenu entraînera un accroissement de la charge fiscale de 2,5 %, ainsi qu'une forte augmentation des taxes indirectes.

Italie

Italie. — LE GOUVERNEMENT ITALIEN a décidé de poser la question de confiance pour obtenir un vote bloqué de l'ensemble de son projet de loi sur la réforme de la RAI (radio-télévision italienne) et faire échec aux quelques quatre mille amendements présentés par le Mouvement social (M.S.I.-D.N.).

Sierra-Leone

Sierra-Leone. — SEPT SOUS-OFFICIERS, qui complotaient depuis le 1er janvier devant une cour martiale, à Freetown, pour haute trahison, ont été condamnés, mercredi 28 janvier, à la peine de mort. Ils ont été reconnus coupables d'avoir voulu renverser le gouvernement au mois de juillet dernier.

Espagne MM. Fraga, Silva et le comte de Motrico souhaiteraient fonder une « association politique » de centre-droit

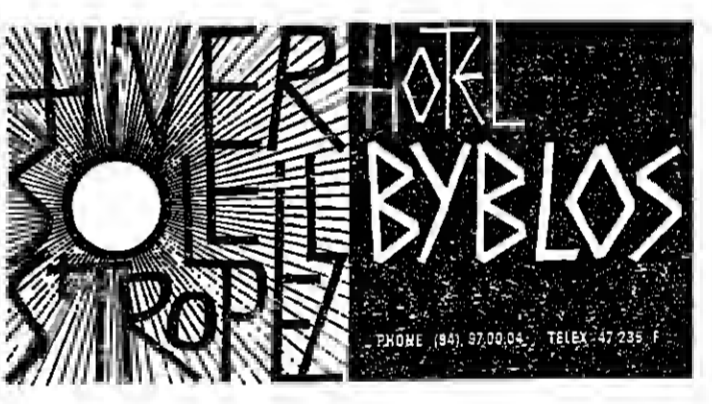
Neuf personnes soupçonnées d'appartenir aux commissions ouvrières ont été appréhendées, le mercredi 28 janvier, à Santa-Cruz-de-Tenerife, aux Canaries, et trois membres du Front de libération de la Catalogne ont été arrêtés le même jour à Barcelone. A Valladolid, l'université a été fermée jeudi pour vingt-quatre heures à la suite d'une agression contre le recteur. Un plan politique, des personnalités envisagent de créer des « associations » : c'est la cas cette semaine de deux anciens ministres, MM. Fraga et Silva, et d'un ancien ambassadeur, le comte de Motrico, favorables à une large démocratisation des institutions.

« L'HUMANITE » : une dimension politique évidente.

Commentant les exercices aéronavals de l'Otan qui ont lieu, avec la participation d'unités américaines, du 31 janvier au 7 février au Portugal, l'« Humanité » écrit : « Même si le Portugal est membre de l'Otan, cet exercice, dans le contexte actuel, ne saurait être considéré comme de simple routine. Sa dimension politique apparaît évidente. Au demeurant, Washington suit de très près de trop près l'évolution des événements portugais. Le nouvel ambassadeur américain, M. Frank Carlucci, spécialement choisi par M. Kissinger — à la suite d'une mission d'information effectuée par des agents de premier plan de la C.I.A. — n'est pas avare de promesses de crédits pour... après les élections... »

« Il est curieux, dit M. Walker, qu'une personne ayant le passé politique de M. Fraga cherche aujourd'hui à se présenter comme un homme du centre. C'est tentatif, mais paraît incroyable, mais peut-être mon impression est-elle due à ma formation libérale. En tout cas, je ne me sens proche de M. Fraga ni idéologiquement ni historiquement. Nous sommes différents. Bien qu'il ait changé ces derniers temps, il est de toute façon à ma droite. »

« Il est curieux, dit M. Walker, qu'une personne ayant le passé politique de M. Fraga cherche aujourd'hui à se présenter comme un homme du centre. C'est tentatif, mais paraît incroyable, mais peut-être mon impression est-elle due à ma formation libérale. En tout cas, je ne me sens proche de M. Fraga ni idéologiquement ni historiquement. Nous sommes différents. Bien qu'il ait changé ces derniers temps, il est de toute façon à ma droite. »



JEUDI 30, VENDREDI 31, SAMEDI 1er DIMANCHE 2 (ouverture spéciale) ET LUNDI 3. ASP à 20 minutes de Paris à EZANVILLE 95 banlieue nord. Carrelages, Salles de Bains, Robinetterie et Accessoires, Elements de Cuisine.

POLITIQUE

MIS EN CAUSE PAR DES PERSONNALITÉS DE GAUCHE

La désunion de la gauche sera au centre des débats du P.S.

M. J.-E. Hallier demande la constitution d'un jury d'honneur

Comme il l'avait indiqué, M. Jean-Edouard Hallier a répondu, mercredi 28 janvier, aux accusations portées contre lui par M. d'Arthuy et à la mise en garde qu'elles avaient entraînée de la part d'une série de personnalités de la gauche française.

Du très long texte qu'il nous a communiqué et dans lequel il met en cause de siers, et retendra d'abord qu'il demande la constitution d'un jury d'honneur pour régler ces différends avec la gauche.

D'autre part, aux accusations de M. d'Arthuy concernant l'emploi qu'il aurait fait de deux sommes, l'une de 2 000 dollars, l'autre de 4 170 dollars collectés pour les victimes de la répression au Chili, il répond que si la première somme est entrée en sa possession alors qu'aucun comité ne l'avait mandaté, c'est parce que « personne n'avait été capable de l'identifier » et qu'il a « pris sur lui de pallier cette carence ».

La fille du président Allende avait écrit selon M. Hallier le vœu que cette somme soit remise à Mme Toha, épouse de l'ex-vice-président du conseil, pour qu'elle la distribue à parts égales aux femmes des « ministres prisonniers à l'île Dawson. Au cours d'une première entrevue avec Mme Toha, à laquelle, selon lui, M. d'Arthuy avait assisté, elle refusa cet argent. Il affirme l'avoir remis une seconde fois à la résidence de l'ambassadeur de l'Inde, en présence d'un conseiller de l'ambassade de France, à cette époque, M. d'Arthuy avait quitté le Chili.

Toujours selon M. Hallier, Mme Toha lui dit qu'elle avait des cousins pauvres à Concepción, qui méritaient d'être aidés. Comme cela ne correspondait en rien au vœu formulé par la fille du président Allende, il s'adressa à Mme Almayda, femme de l'ex-ministre des affaires étrangères, à laquelle il remit, en

plus de sa part propre, celle de Mme Toha, soit 1 000 dollars en tout. 2 000 dollars restèrent donc à distribuer à quatre autres femmes de ministres. M. Hallier affirme qu'il fut obligé de quitter brusquement le Chili, car il ne trouvait pas une fausse identité, il assure avoir laissé les 2 000 dollars à un correspondant, dont il ne peut préciser l'identité car il se trouve toujours au Chili.

Quant à son retour en France, en avril 1974, il assure avoir pris aussitôt contact avec le responsable du parti socialiste chilien d'alors, M. Zamora, qui lui délivra, dit-il, un satisfecit et qui lui remit, à titre de garantie, l'équivalent de ces 2 000 dollars, qu'il affirme n'avoir jamais revus. Il a appris par la suite que cette somme avait été distribuée anonymement aux familles des prisonniers.

Quant à la somme de 4 170 dollars, elle devait constituer, selon M. Hallier, la cagnotte de départ d'une agence de presse clandestine, Arcaucana, dont il avait eu l'idée. N'étant pas chilien, il ne voulait pas en assumer la direction. Devant ce qu'il appelle « l'incapacité des organisations chiliennes à s'unir », il « s'écroula », selon ses propres termes, les sommes dont il disposait, « moyen de pression pour faire précéder ses yeux ». Les d'Arthuy, dit-il, « je partis en Amazonie et à mon retour à Paris, voyant que décidément l'agence ne pourrait se constituer, je remis l'intégralité de cette somme à un ami, lequel avait été possible sur le terrain et les déceptions ayant été croissantes ».

M. Hallier déclare s'étonner, en conclusion, que « des gens respectables, comme Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, aient pu se prononcer sur le seul témoignage de M. d'Arthuy », et conclut en affirmant qu'il n'y a pas de résistance chilienne, et que « personne n'a le droit, en Europe, de s'en prévaloir le porte-parole ».

(Suite de la première page.)

Comme l'un de ses principaux signataires est M. J. Piette, maire d'Héhin-Beaumont (Pas-de-Calais), proche collaborateur de M. Guy Mollet depuis bien des années, l'idée d'une fusion avec le texte de la Bataille socialiste ne peut être écartée, bien que cette tendance se montre, quant à elle, résolument unitaire.

Restent donc face à face la majorité du parti, groupée derrière M. François Mitterrand, et le CERES, de la formation socialiste, et qui se trouve dans la position quelque peu privilégiée de participer au secrétariat du parti, tout en apparaissant comme l'opposition au premier secrétaire.

A première vue, la situation peut paraître plus claire que lorsque le P.S. était, comme en juin 1971, à Epinay-sur-Seine, lors de sa fondation, divisé en six tendances. En réalité, les clivages ne sont pas aussi simples.

La poussée du CERES

La motion de M. François Mitterrand a reçu le soutien d'hommes très différents puisqu'elle est signée aussi bien par MM. Mauroy et Defferre que par MM. Rocard et Chevigny, par M. Savary comme par MM. André Jeanson et Jean Popern. Le ralliement de M. Popern (8 % des mandats du député de la Nièvre (55 % des mandats) et la présence aux côtés du premier secrétaire des chefs de file des divers courants qui ont récemment rejoint le P.S. laissent espérer à la direction un succès sans équivoque. Il n'en est rien. La motion Mitterrand-Popern, avec 68 % des mandats, se trouve certes largement majoritaire, mais elle ne l'est pas le plein des mandats que l'on pouvait théoriquement escompter.

S'il est exact qu'elle progresse

dans trente-trois fédérations départementales, il est surtout révélateur de constater que le CERES amoindrit ses positions dans quarante et une fédérations et porte son score national de 21 % à 25,5 %. L'analyse détaillée de la poussée de ce courant permet de constater qu'il a tendance à s'affirmer dans les départements où il était déjà très fort (Essonne, Territoire de Belfort, par exemple), mais qu'en revanche il opère des percées dans pratiquement tous les départements où jusqu'à présent il n'était pas implanté. Sa présence est désormais nationale, et ce courant est même majoritaire dans deux départements (Ille-et-Vilaine, Loire (1)), Marne, Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Haute-Saône, Savoie, Paris, Territoire de Belfort, Essonne). Il gagne dans les départements (Loire, Moselle et Haute-Saône) et en perd deux (Maine-et-Loire et Corrèze).

Le succès du CERES est particulièrement sensible dans les régions où le P.S. est traditionnellement modéré. On peut le constater à travers sa nette percée en Alsace et en Lorraine ou encore par les bonds qu'il opère dans des départements comme la Creuse (+ 17 %), la Loire-Atlantique (+ 22 %), le Meurthe-et-Moselle (+ 16 %), voire même, de manière plus ambiguë, dans le Morbihan et les Pyrénées-Orientales.

Il est remarquable que se trouvent incluses dans cette répartition les deux villes où les alliances municipales du P.S. ont, ces dernières semaines, posé le plus de problèmes : Nancy et Nantes. La vote en faveur de la tendance, qui se veut la plus rigoureuse, avait ses yeux des militants de ces deux secteurs la signification « un désaveu des élus de leur parti engagés dans des conditions de réaction centrifuge ».

Le cas de Nantes est particulièrement révélateur, puisque le CERES a localement bénéficié du soutien d'une partie du courant Popern et des nouveaux venus du P.S.U. et de la C.F.D.T. Les douze élus socialistes qui figurent sur la liste du maire, M. André Morice, sénateur (Centre républicain), ont, pour leur part, appuyé la motion de M. Nobsbart qui a obtenu 11,5 % des mandats, au nom de la défense de la laïcité, les encouragements des trotskistes de l'O.C.I. (Organisation communiste internationaliste) C'est dire à quel point sont difficiles à interpréter les votes internes du P.S.

Rivalités et querelles

Deux états-majors se battent en coulisses autour d'une même clientèle avec les risques de sur-encheres et de querelles d'hommes qui en résultent. Le climat dans lequel s'est déroulée la lutte de tendances qui a marqué la préparation du congrès a d'ailleurs déformé les relations entre les divers courants, en tout particulièrement entre le CERES et les autres membres de la direction du parti.

M. Chevènement et ses amis se voient reprocher leurs méthodes « bocheviques », tandis qu'eux-mêmes trahissent volontiers sur les allures de « cour » qu'offrent le premier secrétaire et son entourage. Ces rivalités et ces querelles ris-

quent de rendre difficiles les éventuelles synthèses politiques qui pourraient être élaborées dans le cadre du congrès de Pau. L'alliance passée en juin 1971 à Epinay-sur-Seine entre M. Mitterrand et le CERES avait été reconduite en juin 1973 à Grenoble bien que le député de la Nièvre n'eût plus besoin, à l'époque, de cet appui pour s'assurer une majorité. Déjà le CERES avait opposé une motion à celle du premier secrétaire, mais, une fois réusée sa démonstration de force, il s'était montré des plus conciliants lors du congrès. Il avait même laissé M. Mitterrand l'accuser de vouloir « faire un faux parti communiste avec de vrais petits bourgeois » et accepté d'abandonner la plupart de ses revendications. En sera-t-il de même à Pau ?

Sur de nombreux points, les motions déposées par M. Mitterrand et par le CERES sont parallèles. Quand, par exemple, le premier secrétaire propose des étapes de formation, le CERES insiste pour que les stagiaires touchent un dédommagement financier. Quand le premier secrétaire évoque l'implantation dans les entreprises, le CERES réclame pour ce secteur d'activité 25 % du budget du parti.

Les élections municipales

Il en va de même pour la tactique à employer lors des élections municipales. Alors que M. Mitterrand propose que le P.S. s'engage à ne passer que des alliances avec des signataires du programme « commun », le CERES réclame que les listes d'union de la gauche soient la règle du jeu. Il hurle ainsi de front le plus grand des élus locaux socialistes pour qui la règle prévue par M. Mitterrand est déjà très contraignante. En effet, près des trois cinquièmes des villes où les élus socialistes participent à la gestion municipale ne répondent pas au nouveau critère imposé puisqu'elles sont dirigées par des coalitions socio-centristes. Un amendement tendant à éduquer la motion de M. Mitterrand a été déposé sur ce point par le Centre d'études pour le socialisme de M. Eric Hintermann. Il tend à limiter les alliances

municipales du P.S. aux personnalités qui acceptent le seul chapitre du programme commun consacré aux collectivités locales.

Le débat ne pourra cependant être poussé au fond puisque le gouvernement a annoncé une réforme de la loi électorale municipale et qu'il est bien difficile d'arrêter une tactique quand on ignore encore la règle du jeu. Cependant, le congrès de Pau est, en principe, le dernier avant celui de juin 1977, qui se tiendra après les élections municipales et avant les élections législatives.

Les relations avec le P.C.F.

Le principal clivage entre les deux motions reste donc la question de l'union de la gauche et des relations avec le parti communiste. Les deux tactiques réaffirment et leur attachement à cette stratégie et leur fidélité au programme commun. Tous les socialistes sont, en outre, d'accord pour repousser les dix meetings proposés par le P.C.F.

Face à la controverse engagée par le parti communiste, le CERES souhaite pourtant que le P.S. sorte de son mutisme. Il va proposer de répondre aux critiques du P.C.F. par des offres d'actions communes à la base. Les dirigeants du CERES sont convaincus que si les militants socialistes demandent à leurs homologues communistes d'engager des actions sur tels ou tels problèmes locaux le P.C.F. se trouvera rapidement en porte à faux. Le CERES espère retourner au profit du P.S. la vieille tactique communiste de l'unité à la base, qui en clair revient toujours à dresser les militants d'une

A L'ÉMISSION « LE POINT SUR L'A 2 »

M. Mitterrand : si un parti fait aujourd'hui reculer la droite c'est surtout le P.S.

Dans la querelle — pardon ! le débat — qui oppose communistes et socialistes, M. François Mitterrand avait choisi de ne pas répondre. On de répondre le moins possible, quitte à décrocher quelques flèches, rares et amères. A deux jours du congrès de son parti, alors qu'un sein de celui-ci le CERES met en cause la « passivité » de cette attitude, M. Mitterrand, invité mercredi soir 28 janvier de l'émission « Le point sur l'A 2 », est sorti de sa réserve. La présence de M. René Andrieu, rédacteur en chef de « l'Humanité » et membre du comité central du P.C.F., favorisait un débat que les autres journalistes, MM. Pierre Chauvy (« le Lecteur de la nation »), Philippe Pesson (« le Quotidien de Paris »), Dominique Poin (« l'Ancre »), souhailaient, pour des raisons diverses, déclencher, et que M. Jacques Salles, meneur de jeu, e volontairement laissé se développer. Il a bien fait. Cette première explication, qui sans doute s'épuise pas la confrontation, devait se produire. Ne serait-ce que pour apporter un peu d'air.

Jamais M. Mitterrand ne fut aussi prévenant

que ce soir-là pour expliquer à M. Andrieu que le parti socialiste entendait bien devenir le premier en France, sans renier le programme commun, et jamais le bouilliant porte-parole communiste ne fut aussi aimable pour rappeler que ses amis ne sauraient se laisser s'implanter par leurs alliés ambitieux. Tout le problème est là : c'est celui de la fin et des moyens. Au P.S., les communistes reprochent un recrutement intensif et hasardeux : M. Mitterrand a presque admis que M. Rocard allait trop loin. Au P.C.F., les socialistes, un peu triomphalistes, font grief de ne pas respecter le jeu de la concurrence que nous entendons l'acceptation pleine et entière du pluralisme des partis. M. Rocard n'avait pas à regretter ce que M. Mitterrand avait dit avant d'adhérer au P.S. et rappelle que les militants se recrutent parmi les civils et les socialistes parmi ceux qui ne le sont pas. « Michel Rocard s'est rallié au P.S. et se soumet à sa discipline. Nous sommes fidèles au programme commun, si vous avez besoin d'être rassuré, soyez-le. Ce programme commun que je tiens pour un grand acte historique, j'y tiens autant que vous (...). Il y a cent quarante-cinq mille adhérents au P.S. Rocard, en dépit de son talent, du prix que j'attache à son concours, n'est pas l'instinct que de ceux-là ».

RENÉ ANDRIEU : « Vous êtes en désaccord avec ce qu'il a dit ? »

FRANÇOIS MITTERRAND : « Bien entendu... »

RENÉ ANDRIEU : « Si vous l'avez dit plus tôt... »

FRANÇOIS MITTERRAND : « Je vous en prie, pas de castitisme. J'ai toujours dit que j'étais avant tout un communiste dans sa lettre et dans son esprit. »

« Nous sommes concurrents [avec les communistes] devant le suffrage universel. Mais, lorsqu'il s'agit d'être concurrents à la droite, des conservateurs et du monde capitaliste, nous sommes ensemble. Nous nous retrouverons aux élections, dans une majorité parlementaire et au gouvernement ».

M. Mitterrand a encore déclaré : « Les socialistes n'ont pas de problème dans un gouvernement de M. Giscard d'Estaing cela devrait signifier l'abandon du programme commun, avec ce qui entoure le programme commun, c'est-à-dire que ses signataires restent ensemble dans la majorité. (...) Au niveau de la direction et

ANDRÉ LAURENS.

des choix annoncés par le congrès et par les dirigeants du P.C.F., il apparaît qu'ils ont décidé de rechercher le pouvoir par la voie démocratique en composant des choix comme dans les actes, a marqué au contrat solennel qui nous lie ? Hé bien, je dis non ! »

M. Mitterrand explique que M. Rocard n'avait pas à regretter ce qu'il avait dit avant d'adhérer au P.S. et rappelle que les militants se recrutent parmi les civils et les socialistes parmi ceux qui ne le sont pas. « Michel Rocard s'est rallié au P.S. et se soumet à sa discipline. Nous sommes fidèles au programme commun, si vous avez besoin d'être rassuré, soyez-le. Ce programme commun que je tiens pour un grand acte historique, j'y tiens autant que vous (...). Il y a cent quarante-cinq mille adhérents au P.S. Rocard, en dépit de son talent, du prix que j'attache à son concours, n'est pas l'instinct que de ceux-là ».

M. ANDRIEU : « Nous ne pouvons pas être d'accord avec une stratégie qui tend à affaiblir le parti communiste au lieu d'affaiblir l'ensemble de la droite. »

M. MITTERRAND : « Vous savez que mon rôle et ma mission étaient de renouer les chances de notre parti français. Il est normal que nous gémissions, y compris nos plus proches camarades. Cela est loyal et ouvert. (...) Tout le monde sait aujourd'hui que si un parti fait reculer la droite, c'est bien surtout le parti socialiste. Nous voulons faire cela avec vous. »

M. ANDRIEU : « M. Ponsatonski vous a décerné un brevet de républicanisme, ce n'est pas vrai que vous génez tout le monde. »

M. MITTERRAND : « Moi, j'entends bien, avec vous, faire reculer la droite. »

Le premier secrétaire du P.S. a terminé en reprenant son argumentation suivant laquelle le président de la République d'était désormais plus en mesure de changer le premier ministre sans changer de majorité, événement qui, selon lui, annonce une crise de la droite bien grave que celle de la gauche.

La motion de M. Mitterrand

La motion présentée par M. Mitterrand continue néanmoins de rassembler l'essentiel des cadres et des élus du parti. Elle bénéficie en particulier de l'appui énorme considérable des trois plus grosses fédérations départementales du P.S. : les Bouches-du-Rhône (97 % des mandats pour M. Mitterrand), le Nord (88 %) et le Pas-de-Calais (82 %). L'existence de la motion de M. Nobsbart a, en outre, permis au principal adjoint de M. Mitterrand, M. Pierre Mauroy, maire de Lille, de se séparer de l'alle le plus modérée du P.S. M. Mauroy, qui localement s'était vu contraint de mener les notables de la S.F.I.O., lorsqu'il était venu à Lille assurer le relève de M. Augustin Laurent, s'est trouvé de la première fois en mesure de les affronter clairement et de les battre. M. Nobsbart n'obtient en effet que 23 % des mandats dans le Nord. Le maire de Lille gègne du même coup du terrain sur sa gauche, au détriment du CERES, qui se trouve limité à 17 %.

L'analyse des résultats obtenus par la motion de M. Mitterrand est délicate en raison de la présence d'un amendement égrené par MM. Gilles de Maistre et de la présence du CERES en désaccord aujourd'hui avec les fondateurs de ce groupe). André Acquier (syndicaliste C.F.D.T., animateur de la « troisième composante » des assises du socialisme) et Robert Chevigny (ancien secrétaire national du P.S.U.), les signataires de ce texte n'avaient pas osé en faire une motion de peur de ne pas franchir le bar des 5 %, mais leur projet raste de regrouper les militants venus du P.S.U. et de la C.F.D.T. Ils proposent notamment de réexaminer la nature et le contenu des nationalisations et de mettre au point un « plan intérimaire » à appliquer dès que la gauche parviendrait au pouvoir. Cet amendement n'a pas été discuté dans de nombreux départements et les votes émis n'ont pas exactement les mêmes natures que ceux concernant les motions puisqu'ils sont sans influence sur la composition de la direction du P.S.

Là où l'amendement a été pris en compte, on peut remarquer qu'une

Une association l'Université démocratique a été créée à Bordeaux

Le Centre d'études pour le socialisme a été créé à Bordeaux. Elle se propose de « mieux faire connaître, en milieu universitaire, les thèmes de Michel Joubert et d'assurer l'implantation du Mouvement des démocrates ». Elle entend, d'autre part, particulièrement aux organismes de gestion des universités.

Les alliances municipales du P.S.

Socialisme 2000, organe du Centre d'études pour le socialisme dont le secrétaire général est M. Eric Hintermann, membre du comité directeur du parti socialiste, publie dans son premier numéro une étude intéressante sur les alliances municipales du P.S. dans les villes de plus de 10 000 habitants.

Le P.S. exerce des responsabilités dans 112 villes de ces villes. Dans 15, il a fait élire des municipalités socialistes homogènes, dans 118, il pratique l'alliance avec les communistes et dans 183 il est associé, majoritairement ou minoritairement, avec des centristes et des modérés.

Les alliances avec le P.C.F. Sur les 118 municipalités d'union de la gauche, 30 sont dirigées par un socialiste avec l'appui du P.C.F. Dans les 88 autres, le P.S. est présent aux côtés des communistes, mais le maire soit issu de ses rangs.

Les alliances centristes Sur les 183 municipalités concernées on dénombre : — 77 villes à direction socialiste avec des éléments communistes d'origine des actions sur tels ou tels problèmes locaux le P.C.F. se trouvera rapidement en porte à faux. Le CERES espère retourner au profit du P.S. la vieille tactique communiste de l'unité à la base, qui en clair revient toujours à dresser les militants d'une

formation contre leurs dirigeants

formations contre leurs dirigeants furent réticentes.

Pour justifier leur analyse, les dirigeants du CERES peuvent s'appuyer sur le fait qu'une certaine incompréhension de la nouvelle ligne du P.C.F. s'est, à diverses reprises et encore lors de la session des 20 et 21 janvier du comité central, manifestée chez quelques cadres locaux du parti communiste. En tentant d'écouter ce décalage, le CERES espère ramener dans ses rangs le P.C.F. à une coopération plus amicale.

M. François Mitterrand et les principaux dirigeants socialistes ne tiennent pas de tout cette vision optimiste. Ils sont convaincus que la rectification de ligne faite par le P.C.F. est destinée à durer jusqu'au prochain scrutin national, et donc en principe jusqu'aux élections municipales de 1977. Selon eux, les difficultés d'adaptation que le P.C.F. connaît à tel ou tel échelon vont se dissiper avec le temps, et il est inutile d'en jouer ou d'essayer de faire revenir les communistes sur leur analyse.

Puisque les communistes semblent inacceptables de laisser le P.S. tenir le premier rang au sein de la gauche, ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour redresser la situation. En particulier, ils prôneront toujours soin de bien distinguer le P.S., « parti révolutionnaire », du P.S., « parti réformiste », et se battront systématiquement sous leurs propres couleurs. On peut même penser que si une élection présidentielle intervient prématurément et si surent, lors du premier tour, deux candidats de gauche : un communiste et un socialiste.

En conséquence, M. Mitterrand souhaite que son parti apprenne à vivre de manière autonome sans toujours se déterminer par rapport à ses alliés. Toutefois, il est disposé à prouver sa bonne volonté en acceptant des actions communes avec les communistes sur des sujets précis (l'emploi, par exemple) et dans un cadre élargi aux centrales syndicales.

THIERRY PFISTER.

(1) Dans la Loire, le succès de la motion CERES s'explique par le soutien des militants du P.S.U. et de la C.F.D.T. qui sont désormais majoritaires au sein de cette fédération du P.S.

Journal de 1975

650
330
100

L'EUROPE DES FEMMES

IV. — BELGIQUE : les hommes ne rient plus

De notre correspondant PIERRE DE VOS

1975 sera l'Année internationale de la femme. Nous avons demandé à nos correspondants des pays de l'Europe des Neuf et de la Suède quel est le poids des femmes dans la vie sociale, économique et politique.

Après la Grande-Bretagne et l'Irlande (28 janvier), le Danemark et la Suède (29 janvier), l'Allemagne de l'Ouest (30 janvier), voici la Belgique, les Pays-Bas.

Bruxelles. — Les femmes belges sont inquiètes : tout indique qu'elles seront plus que les hommes victimes de l'aggravation de la situation économique. Le chômage frappe d'abord la main-d'œuvre féminine. Un recensement fait l'été dernier a montré qu'il y avait plus de chômeurs

féminins que masculins pour la première fois depuis la fin de la guerre. En un an, le chômage féminin s'est accru de 20,8 %, alors que le chômage masculin ne s'accroissait que de 5 %, et que l'aptitude normale à l'emploi chez les femmes est infiniment supérieure : 83 %, alors qu'elle n'atteint que 25 % chez les hommes.

Pourquoi les femmes sont-elles plus atteintes par le chômage que les hommes, alors que 83 % des employeurs belges sont des femmes et que les salaires féminins sont encore nettement moins élevés que les salaires masculins ? Le travail féminin est toujours considéré consciemment ou inconsciemment — comme un travail d'appoint. L'employeur a encore tendance à traiter ses ouvrières comme une main-d'œuvre

de seconde zone. Les filles font moins d'études que les garçons et se spécialisent rarement. Souvent on leur propose du travail clandestin, évidemment, sous-payé. Deux chiffres sont assez éloquents : 31 % des chômeuses ont moins de vingt-cinq ans alors que chez les hommes de la même catégorie d'âge le taux ne dépasse pas 13,3 %. A noter aussi que 70 % des chômeuses sont des femmes mères.

Un analyse de l'Office national de l'emploi constate que les femmes belges, 29 % de la population active du pays, appartiennent en forte proportion à un secteur tertiaire et constituent la majorité de la main-d'œuvre non spécialisée des deux catégories souvent soumises à des licenciements précoces. Si le chômage masculin s'explique généralement par l'évolution de la situation économique, l'absence d'emploi pour une femme apparaît bien comme la conséquence de sa seule appartenance au secteur féminin, le handicap professionnel des chômeuses se résume trop souvent au simple fait d'être femme dans un monde de travail conçu par et pour les hommes. L'objectif à viser est donc, non pas la recherche de palliatifs pour les femmes, mais bien la création d'un monde du travail par et pour tous les travailleurs, y compris les femmes. C'est l'avis des organisations féminines et aussi l'opinion d'Anne-Marie Tielcher, qui remarque dans la Revue de l'Europe que, pour qu'il, en effet, les femmes devraient-elles nécessairement s'adapter à un marché de l'emploi conçu sans leur participation ? Pourquoi ne pas envisager les problèmes par l'autre bout et chercher à transformer et à adapter le monde du travail aux exigences et aux besoins particuliers des femmes ? Le moment est venu de ne plus considérer les femmes comme seule variable et seul facteur « adaptable » au gré des circonstances, mais que la société reste l'invariable.

horation des équipements sociaux et surtout à la multiplication et à l'amélioration des crèches, ainsi qu'à une meilleure formation professionnelle des filles. Ce sera sans doute là un des principaux thèmes des associations qui demandent déjà une accélération de la « coéducation ».

Les femmes belges (63 % du corps électoral) votent depuis vingt-huit ans, mais jusqu'aux élections du 10 mars 1974 elles ont montré peu d'enthousiasme pour la vie politique — sauf sur le plan local, où elles peuvent mesurer directement les résultats de leur intervention. Il y a plusieurs centaines de femmes conseillers municipaux. A Bruges, par exemple, on compte sept femmes sur quarante et un conseillers. La percée s'est opérée au Parlement, où le 10 mars les femmes sont passées de huit à vingt-six sur un total de trois-cent-vingt-deux parlementaires (quatorze à la Chambre et douze au Sénat). Une seule femme parlementaire fait partie du gouvernement (vingt-deux ministres et secrétaires d'Etat). On trouve très peu de femmes dans les cabinets ministériels ou les directions de partis politiques, mais la tendance est au changement de-

Les femmes belges (63 % du corps électoral) votent depuis vingt-huit ans, mais jusqu'aux élections du 10 mars 1974 elles ont montré peu d'enthousiasme pour la vie politique — sauf sur le plan local, où elles peuvent mesurer directement les résultats de leur intervention. Il y a plusieurs centaines de femmes conseillers municipaux. A Bruges, par exemple, on compte sept femmes sur quarante et un conseillers. La percée s'est opérée au Parlement, où le 10 mars les femmes sont passées de huit à vingt-six sur un total de trois-cent-vingt-deux parlementaires (quatorze à la Chambre et douze au Sénat). Une seule femme parlementaire fait partie du gouvernement (vingt-deux ministres et secrétaires d'Etat). On trouve très peu de femmes dans les cabinets ministériels ou les directions de partis politiques, mais la tendance est au changement de-

plus la tentative de création d'un parti uniquement féminin à la veille des élections de mars. Le « Parti féministe unifié » (P.F.U.) n'a pas réussi à s'imposer lors du scrutin, il a fait mieux : il a réveillé la conscience politique des femmes belges. Elles ont pris une attitude intermédiaire : « Choisissez votre parti, mais votez pour une femme ».

Le conseil n'a pas été perdu. Le 10 mars, 16 % des électrices ont émis un vote préférentiel pour des candidates, mais le Parlement ne compte encore que 6,6 % de femmes.

Cependant, la locomotive est lancée. L'opinion se moult volontiers des militantes. Aujourd'hui, le sourire de l'homme belge n'est plus ni tendre ni narquois, il se demande où cela va s'arrêter...

Prochain article :

ITALIENNES AU PLURIEL

PAYS-BAS : un travail en profondeur

De notre correspondant

La Haye. — La Hollande aurait besoin d'un ministre à la condition féminine, comme en France. Le jeune syndicaliste qui parle reconnaît que « dans les syndicats on commence à s'intéresser aux problèmes féminins », mais regrette qu'au niveau du gouvernement on ait l'air de s'en moquer éperdument.

La confirmation de cette impression est donnée par la seule femme du cabinet du ministre des Affaires sociales, la socialiste Joop Den Uyl. Dans une interview, Mme Irène Vorrink, ministre de l'environnement et de la santé, a admis : « Ma situation dans le gouvernement pose un vrai problème, surtout en tant que femme ».

C'est dire que dans cette Hollande libérale et tolérante, où grâce à la télévision notamment les tabous ont été levés un par un, le sort des femmes dans la société n'a pas fondamentalement changé depuis l'époque. Il y a 40 ans, où la Hollande a décidé d'enterrer son calvinisme austère pour découvrir les joies de la société permissive.

Selon une enquête récente d'un bureau d'études de marketing entreprise pour l'année de la femme, 20 % des femmes travaillant à l'étranger sont des O.S., contre seulement 7 % des hommes. De tous les hommes qui travaillent, 13 % occupent des postes du niveau « cadre supérieur », tandis que 3 % seulement des femmes actives dans les entreprises atteignent ce niveau.

Non seulement les femmes doivent se contenter de postes inférieurs, mais un tiers d'entre elles estiment être payées moins que leurs collègues masculins, tout en faisant le même travail. Nel Barendregt, un des rares députés féminins socialistes à la Chambre des États généraux (moins de 10 % de femmes sur 150 sièges), auteur d'un projet de loi sur l'égalité des salaires entre hommes et femmes, pense que la situation s'est tout de même améliorée.

Il y a peu de temps, les femmes aux Pays-Bas ne travaillaient pas à l'étranger. C'est pendant les années 60 que ce phénomène nouveau s'est manifesté. Aujourd'hui elles représentent 25 % de toute la population active, un tiers seulement ayant un poste à temps complet.

C'est peut-être en partie à cause de l'absence de la recherche d'une activité extérieure que l'on trouve peu de femmes dans la politique (une au gouvernement, moins de 10 % au Parlement, sept ministres seulement sur huit cents, 4,50 % dans les conseils municipaux), ou dans les syndicats (15 %). Pourtant, selon l'enquête citée plus haut, les hommes sont pour l'émancipation sociale des femmes. Mais peut-être pas sans arrière-pensées, et un peu à contrecœur.

Toujours selon cette enquête, d'ici à cinq ans, il sera nécessaire de créer 325 000 emplois nouveaux pour les femmes.

« Les Nanas folles »

Les mentalités évoluent très doucement, les organisations féminines ou féministes n'ont pas fini de se battre, non pas pour un renversement des rôles mais pour l'égalité pure et simple des chances. Par des actions spontanées et souvent marginales, par exemple, celles entreprises par les Dolle Mina's (« les Nanas folles »), les femmes ont obtenu des succès. L'obtention n'est pas légitime mais se fait ouvertement depuis sept ans. Surtout, la discussion sur le sort des femmes est engagée, et les hommes sont forcés de tenir compte de « fait féminin ».

Cela ne se passe pas toujours sans accros. Récentement les Femmes rouges (« organisation féministe d'extrême gauche ») et les Nanas folles ont intervenues énergiquement lorsque la direction, entièrement masculine, d'une station de radio, a

voulu supprimer un programme entièrement réalisé par des femmes. Le programme dérangeait et faisait rire les hommes, et les femmes ont finalement eu gain de cause.

Le programme de radio — qui vise à saper les bases de la société masculine — est un peu à l'image de l'action des organisations féministes. C'est un travail de réflexion critique et de rappels répétés à l'ordre des hommes. Que ce soient des amis politiques ou des philologues a déjà permis pour la bonne cause. Les actions marginales, douteuses, dit-on ici, telle l'occupation de la salle de bains du maire d'Amsterdam et de la rédaction d'un journal féminin, ont été remplacées par un travail en profondeur, non pas contre les hommes, mais avec eux. Les hommes commencent seulement à l'écouter.

PHILIP FRERIKS.

83 % du salaire masculin

C'est cette situation — autant que la lutte pour l'égalité des salaires qui fut à l'origine des grèves des femmes — la loi nationale d'armes de guerre à Herstal, près de Liège. En 1966, la grève se prolongea pendant douze semaines et obtint un succès : l'égalité des salaires. Pour la première fois, les ouvrières d'Herstal arrêtaient à nouveau le travail. En 1974, le député socialiste chargé de l'industrie, du travail et de l'emploi, déposait une proposition de loi établissant l'égalité des salaires et réglant les conditions de travail, dans le cadre de la loi de promotion et d'évaluation.

Selon les chiffres du ministère du travail et de la prévoyance sociale, le salaire féminin, en Belgique, a atteint en 1973, 83 % du salaire moyen masculin, contre 88 % en Suède et 87 % aux États-Unis, 75 % en France, 65 % en Allemagne, 58 % en Grande-Bretagne. Ce chiffre moyen de 83 % mérite néanmoins d'être nuancé. Il s'explique par le fait que l'égalité des salaires est pratiquement acquise dans les services publics, notamment dans le secteur du commerce, où règne encore des écarts de 25 % à 41 %.

Le comité d'action « A travail égal salaire égal » compte parmi les mouvements féminins les plus dynamiques. En partant du secteur économique et social, ce groupement constitue en quelque sorte une charnière entre les mouvements plus anciens et parfois paralysés par les partis ou les idéologies qui les dominent) et les mouvements radicaux que Marie Denis, le Courrier de Belgique du Monde, 23 novembre 1974 considère comme imprégnés d'« écriture » : la liberté d'expression, le rejet des méthodes anciennes et des carcans de pensée unissent ceux-ci dans une poussée révolutionnaire.

Depuis plus de vingt ans, des femmes travaillent dans les partis, dans les syndicats, dans d'autres mouvements, mais il n'y a qu'un an qu'elles ont l'impression de pouvoir réussir bientôt leur percée. Les féministes croient que l'heure des femmes a sonné et que 1975 sera un tournant décisif.

Une des préoccupations essentielles des associations féministes est, évidemment, la libéralisation de l'avortement. Des progrès considérables ont été réalisés grâce à l'affaire Peers, ce médecin accusé au début de 1973 d'avoir pratiqué plus de trois cents avortements et qui fut remis en liberté à la suite d'importantes manifestations dans tout le pays. Aujourd'hui, la libéralisation est un fait.

L'éducation sexuelle aussi a fait des progrès, et l'on atteint peut-être même un stade de saturation et de lassitude. Ces réflexions viennent courantes : « On parle trop d'avortement », « Il y a trop de rumeurs », « Le milieu populaire n'y participe pas ». Il est vrai que la classe ouvrière a peu suivi les manifestations pour l'avortement. Elle attendait plus de prix à une arri-

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

ENSEMBLE IMMOBILIER GENTILLY (94)
1) GROUPE DE CONSTRUCTION - USAGE USINE
2) PAVILLON HABITATION
3) IMMEUBLE DE RAPPORT 51 a 08 ca
MISE A PRIX : 5.000.000 F

PROPRIÉTÉ à VIRY-CHATILLON (91)
M. à P. : 100.000 F

à NEUILLY-sur-SEINE (92)
1er LOT APPARTEMENT
2e LOT APPARTEMENT
MISES A PRIX : 1er LOT, 600.000 F - 2e LOT, 400.000 F

UN TERRAIN A SAVIGNY-SUR-ORGE
MISE A PRIX : 166.100 FRANCS

PARIS-10e - Angle 54, rue du Château d'Eau et 65-67
I. - TROIS BATIMENTS 600 m2
II. - BIENS et Dts IMMOB. dépend. IMMEUB. RAPPORT
III. - BIENS et Dts IMMOBILIERS comprenant :

En devenant propriétaire des locaux de l'Union Fruitière et Maraîchère de Saint-Jacques à Cavallion (France) vous aurez votre propre service d'expédition en plein centre de production.
Un complexe en état de service immédiat pour tous fruits et légumes : 4500 m2 dont 3300 m2 couverts.

MANOIR XVIe siècle
A NESLE (21) VUE IMPRENABLE SUR LA FORET

Le Monde
DOSSIERS ET DOCUMENTS
LE NUMERO 17
comporte dans la série « Economie et Société » : L'INDE et dans la série « Vie sociale et politique » : L'ÉGLISE DE FRANCE

SUI NORTHERN GAS PIPELINES LTD.
Attention
Linepipe Manufacturers
Sui Northern Gas Pipelines Limited, invite tenders from manufacturers for supply of the following Linepipe on C&F Karachi Pakistan/Ex-Factory Pakistan basis:

Table with 4 columns: Tender Number, Material, Approx. Quantity, Tender Closing Date, and Tender Opening Date. Includes details for Sui Northern Gas Pipelines Limited.

en location
1 Immeuble pour 1000 personnes
CHANTE-COQ : DES BUREAUX HEUREUX!
260.6753

SOCIÉTÉ

LA SEMAINE DE LA PENSÉE MARXISTE

Lutte des classes et lutte des sexes

« La condition féminine : images et réalités. » Il était difficile d'imaginer thème plus vaste — et imprécis — que celui retenu pour le premier débat de la Semaine de la pensée marxiste, mercredi soir à la Mutualité. On ne pouvait que tomber dans les généralités : on y est resté toute la soirée.

M. Maurice Godelier, sous-directeur d'étude à l'École pratique des hautes études,

Les ouvrages sur les femmes, ce n'est pas ce qui manque en cette Année internationale. « Le Monde des livres » présente, en page 15, un ensemble d'essais, romans, récits, témoignages, qui ont tous la particularité d'être écrits par les femmes elles-mêmes.

études, avait commencé par de louables efforts pour montrer, en tant qu'anthropologue, que les problèmes posés par la différence des sexes « étaient extérieurs à la lutte des classes » — les inégalités physiques ayant servi à « légitimer un statut inégal ». Après avoir admis « qu'il y a des éléments, même dans une société de classe, de solidarité féminine », M. Godelier estima : « il y a actuellement les bases matérielles pour la liquidation de l'inégalité hommes-femmes ».

Mme Marie-Madeleine Le Jerniel, secrétaire générale adjointe de l'Action catholique générale des

femmes, affirme que « quelque chose de très important s'est produit quand le thème a été découvert par une femme et non plus femme d'Uniel ou mère d'Uniel », puis la parole fut donnée à Mme Françoise Parturier, écrivain, féministe, gaulliste et antisémitisme. « C'est bien, provoquant-elle d'emblée, une question de nature et de sexualité, mais il s'agit de la nature de l'homme et de la sexualité de l'homme, d'une forme de racisme ».

A partir de cet instant, la réunion ne fut plus qu'un dialogue entre le féminisme non marxiste que veut être Françoise Parturier et la marxiste non féministe qu'est Mme Madeleine Vincent, membre du bureau politique du parti communiste. « Oui, dit la première, les problèmes de classe existent, mais il est illusoire qu'une révolution socialiste puisse à libérer les femmes. » « La lutte pour la condition féminine, répond la seconde, ne peut être ramenée à une lutte des sexes qui éluderait la question sociale. Que ce soit la première réaction de femmes aux prises avec des difficultés et des discriminations, nous le comprenons, mais la révolte ne suffit pas. Il faut voir où sont les responsables des difficultés. Il ne faut pas orienter la lutte de la travailleuse contre le travailleur, diviser les victimes. » — Br. F.

Le troisième débat public « La femme et la sexualité » aura lieu le vendredi 31 janvier, à 20 h. 30, au Palais de la Mutualité, avec : Ghislaine Moresau, Catherine Clément, Lucie Irigaray, Annette Loevin, professeur de Philosophie et docteur Bernard Muldwort.

LE PROFESSEUR LORTAT-JACOB :

il n'y a aucune raison pour que la loi sur l'interruption de grossesse ne soit pas appliquée.

Interrogé mercredi 29 janvier à France-Inter, à propos de l'application de la loi sur l'interruption de grossesse, le professeur Lortat-Jacob, président de l'Ordre national des médecins, a notamment déclaré : « La loi est maintenant applicable. Il n'y a aucune raison pour qu'elle ne soit pas appliquée dans les conditions déterminées par le texte de la loi-même, malgré les premières difficultés d'organisation de sa mise en place. La clause de conscience existe dans ce texte de loi, ce qui en permet l'application par chaque médecin en fonction de son propre critère. Cette solution satisfait tout le monde.

« Dans les hôpitaux, le texte de loi prévoit que le chef de service reste maître de la décision de l'application de son service. C'est une question de santé publique. Je pense que l'inspecteur général de la santé publique, dont la tâche est difficile, s'en préoccupe, et devra savoir comment faire pratiquer judicieusement les interruptions de grossesse.

« Un nouveau code de déontologie a été mis au point par l'Ordre des médecins et présenté. Je crois, quant à moi, que ce nouveau code prévoit que le médecin doit respecter la vie, mais que l'avortement peut être fait dans les conditions prévues par la loi. »



L'INSTITUT DE RECHERCHES APPLIQUÉES ET DE FORMATION organise les 25, 26, 27 et 28 février ; 18, 19, 20 et 21 mars UN SÉMINAIRE D'ENTRAÎNEMENT À LA CRÉATIVITÉ Pour tous renseignements téléphoner à 770-60-98 - 770-19-05 58, rue du Faubourg-Poissonnière. — 75010 PARIS.

(PUBLICITÉ)

UNIVERSITÉ RENÉ DESCARTES

CENTRE DE FORMATION CONTINUE

29, avenue du Général-Leclerc - 75014 PARIS (Métro Denfert) 707-39-19

STAGES GRATUITS

- FORMATION AUX PROBLÈMES DE LA PÉDAGOGIE DES ADULTES
 - Public : Formateurs et responsables de service, formation d'adultes.
 - Durée : 112 heures soit 4 fois 3 jours.
- FORMATION AU TRAVAIL DE GROUPE
 - Public : Toute personne désirant s'initier ou se perfectionner au travail de groupe.
 - Durée : 2 h. 30 hebdomadaires pendant 20 semaines.
- FORMATION DE MONITEURS D'ALPHABÉTISATION
 - Public : Toute personne assurant déjà ou désirant assurer une activité d'encadrement de travailleurs immigrés pour l'apprentissage du français.
 - Durée : 80 heures soit 4 heures pendant 20 semaines, soit du 3 au 14 MARS à raison de 8 heures par jour.

ÉDUCATION

PRÉSIDÉ PAR UN PARLEMENTAIRE EN MISSION

Un « comité des usagers de l'éducation » : pour quoi faire ?

M. Pierre Bernard-Raymond, député (réformateur, C.D.P.) des Hautes-Alpes, parlementaire en mission auprès du ministre de l'éducation, a présenté à la presse, mercredi 29 janvier, le « comité des usagers de l'éducation » qu'il vient de réunir et qu'il préside, conformément aux décisions annoncées par le premier ministre le 6 juin 1974 devant l'Assemblée nationale. Quatre parents, trois élèves, quatre enseignants, un proviseur, un attaché d'administration universitaire, un maire (1) : en tout quinze personnes, dont trois femmes, habitant Paris ou la province.

Ce comité a pour ambition, selon M. Bernard-Raymond, de « substituer au dialogue technocratique de l'administration-technocrates de la représentation le dialogue direct opinion publique-pouvoirs publics ». Il n'est pas question toutefois, a-t-il précisé, de « courcir les circuits des organisations et des syndicats », mais de mettre en place « un système complémentaire de concertation ». Le

comité est, d'une part, une adresse, une « boîte aux lettres », qui peut recevoir les doléances ou les suggestions de tous ceux qui sont concernés par l'enseignement (2).

Harmoniser les règlements

D'autre part, il se propose d'étudier certaines questions, dans le but de faire au ministre de l'éducation des propositions pour simplifier les rapports entre l'administration et les usagers, pour « adapter et humaniser les règlements en vigueur ». Sept sujets ont été choisis au cours de la première réunion du comité : les bourses ; les transports scolaires ; l'orientation, l'information, le rôle des parents dans l'éducation ; les effectifs des enseignants (la question, notamment, des couples d'enseignants, séparés par leur nomination) ; les relations humaines dans l'éducation nationale et les rapports entre les inspecteurs et les « inspec-

tés » ; la sécurité des établissements ; les rapports avec les collectivités locales.

Vaste programme, à propos duquel M. Bernard-Raymond a précisé toutefois que le comité entendait « modestement, mais objectivement, faire avancer certains problèmes ». A la question d'un journaliste : « Ne craignez-vous pas de devenir des technocrates de l'opinion publique ? », le député des Hautes-Alpes a répondu que « le technocrate venait de l'habitude » et que sa mission, d'une durée de six mois, prenait fin en juin.

Des questions complexes

Six mois n'est-ce pas un peu court pour faire le tour de questions aussi complexes que celles concernant l'éducation et le rôle qu'y jouent les divers « usagers » ? On peut évaluer en six mois de temps une équipe de quinze personnes, dispersées sur tout l'Hexagone (le prochaine réunion a lieu dans

six mois), dans un domaine où les problèmes sont connus et reconnus, où les rapports et les études abondent, mais où les solutions — l'administration est bien placée pour le savoir — ne sont jamais simples ? Ne serait-ce qu'en raison de la taille exceptionnelle de ladite administration.

Ces déficiences du système, les associations de parents ou les organisations d'enseignants et de lycéens les connaissent le plus souvent et ne se privent pas d'en faire état auprès de l'administration ou du ministre lui-même. Dans ces conditions, le travail d'un tel comité d'usagers apparaît, malgré l'apparence, bonne volonté de ses membres, bien illusoire. — Y. A.

(1) C'est M. Laurent Chazal, préfet hors cadre, maître de Meyreuil (Bouches-du-Rhône) et président du conseil d'administration du Centre d'information et de documentation jeunesse (C.I.D.J.).
(2) Comité des usagers de l'éducation, ministère de l'éducation, 10, rue de Grenelle, 75007 Paris, tél. 555-07-50.

VOUS VOYAGEZ EN EUROPE POUR VOS AFFAIRES PARTEZ DE L'AÉROPORT CHARLES DE GAULLE.

Aujourd'hui, presque tous les vols Air France à destination de l'Europe des affaires partent de l'aéroport Charles de Gaulle.

1 million de voyageurs ont déjà

utilisé cet aéroport pour son réseau exceptionnel sur l'Europe, et aussi parce qu'ils ont aimé le confort, la facilité, et l'ambiance détendue de cet aéroport, le plus moderne d'Europe.

GAGNEZ DU TEMPS.

A l'aéroport Charles de Gaulle, prendre l'avion est un jeu d'enfant. Dans un aéroport rond, tout est plus près ; un tapis roulant vous conduit au niveau transfert puis au satellite d'embarquement.

Si vous voyagez sans bagages, vous passerez l'enregistrement et les formalités d'usage aussi simplement que si vous preniez le métro.

Pour venir à l'aéroport, c'est très facile, vous avez des trains à la Gare du Nord, des cars à la porte Maillot et des taxis partout.

Si vous prenez votre voiture, vous pourrez vous garer à l'intérieur de l'aéroport pour gagner du temps ou bien au parking longue durée, pour payer moins cher.

Enfin, une autre bonne façon de gagner du temps, c'est de pouvoir profiter avec Air France du plus grand réseau Européen pour partir dès que vous en avez besoin, et même, faire l'aller et retour dans la journée.

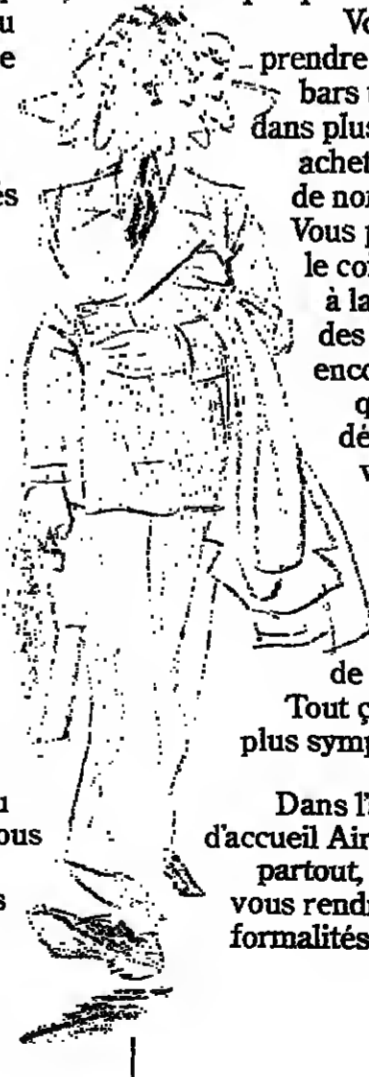
PERDEZ DU TEMPS.

Avec le temps que vous aurez gagné, vous pourrez en perdre un petit peu pour vos loisirs.

Vous aurez le choix pour prendre l'apéritif dans plusieurs bars très agréables, déjeuner dans plusieurs bons restaurants, acheter des cadeaux dans de nombreuses boutiques... Vous pourrez aussi aller chez le coiffeur, retirer de l'argent à la banque, acheter des vêtements et faire encore bien d'autres choses que vous ne pourrez pas découvrir en un seul voyage.

Juste avant l'embarquement, dans le satellite, vous pouvez encore téléphoner et profiter de la boutique hors taxe. Tout ça, c'est l'embarquement plus sympathique.

Dans l'aéroport, le personnel d'accueil Air France est présent partout, pour vous conseiller et vous rendre plus faciles les formalités d'embarquement.



Journal de l'ISO

650
350
500

سكراى لال

ÉDUCATION

A L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE-LE MIRAIL

Les élections ont été empêchées par l'intervention d'étudiants d'extrême gauche

Les élections aux conseils des unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) et au conseil d'université de Toulouse-Le Mirail n'ont pu avoir lieu normalement. Des étudiants d'extrême gauche se sont emparés, mercredi 29 janvier, de la plupart des urnes. Quelques heures sans gravité les ont opposés de courts instants à des enseignants qui tentaient d'assurer le déroulement normal du scrutin. Les urnes de la palme n'ont pas été appelées.

Rappelons que la décision de M. Jean-Pierre Solsson, secrétaire d'Etat aux universités, de modifier le système électoral dans cette université — sans conseil ni président depuis le 5 juillet 1974 —

a provoqué de vives réactions à gauche : le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup-FEN), le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) et l'Union nationale des étudiants de France (UNEF-ex-Renouveau) avaient décidé de ne pas participer au scrutin, tandis que les « comités de mobilisation » (étudiants d'extrême gauche) avaient menacé de l'empêcher. Seules des listes composées de « modérés » ou de « conservateurs » avaient été déposées.

La secrétaire d'Etat, qui a décidé d'envoyer un de ses collaborateurs sur place, envisage de nommer un nouvel administrateur provisoire. Il n'est pas question, présentement, de nouvelles élections.

La journée des dupes

De notre envoyé spécial

Toulouse. — Le scrutin était à peine ouvert qu'à 9 h. 30 le verdict était déjà tombé : Toulouse-Le Mirail n'aurait pas, jusqu'à ce jour, de conseil d'université. Le petit groupe de militants d'extrême gauche qui venait de s'emparer des urnes dans l'U.E.R. d'histoire continua alors, de bâtiment en bâtiment, sa cueillette. Offusqués, les uns, soulagés les autres, parvenant à peine à ébranler le fleuve de la majorité des étudiants que ce ballet insolite n'avait guère détournés de leurs occupations.

Des violences, il n'y en eut pas

vraiment. Quelques bousculades le matin, au moment où la dernière urne « étudiante », veillée par la poignée d'enseignants décidés à faire respecter la régularité du scrutin, passa dans le camp adverse. Quelques coups d'après-midi, à l'instinct d'une trentaine d'étudiants, la détermination d'un amphithéâtre archi-comble, s'avisa de faire disparaître à leur tour les urnes réservées à l'élection des enseignants au conseil d'université. Plus d'une vingtaine de caisses malmenées, utilisées comme tables basses à l'heure du café, baladées triomphalement à travers le campus, transformées en tam-tam, abandonnées, dans l'indifférence générale, la queue ouverte.

Au-delà d'un certain folklore, les événements de mercredi auront toutefois contribué à cristalliser les désaccords qui existent chaque jour dans l'université de Toulouse-Le Mirail. Opposés en majorité à la décision de M. Solsson, étudiants et enseignants sont allés, au moment décisif, à la bataille en ordre dispersé.

Au boycottage « actif » des gauchistes a répondu le « référendum » organisé par les étudiants de l'UNEF (ex-Renouveau). Encouragés par le SNE-Sup, ceux-ci ont recueilli, dans les salles de cours où ils se sont présentés, plus de mille cinq cents signatures contre la décision du secrétariat d'Etat aux universités, soit davantage que la participation étudiante aux dernières élections. Isolés par l'initiative du SNE-Sup et de

L'UNEF, les enseignants du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) n'ont pas su ou pas pu organiser la mobilisation que certains auraient souhaitée.

Que peut faire aujourd'hui M. Jean-Pierre Solsson ? Les derniers événements pourraient l'amener à revenir sur sa décision — bien qu'il affirme hautement son intention de n'en rien faire — ou choisir d'organiser, sous la protection des forces de police, de nouvelles élections. A moins qu'il ne décide de laisser pourrir la situation. Celle-ci ne peut toutefois se prolonger indéfiniment. Sept directeurs d'U.E.R. sur douze ont renoncé, récemment, à exercer leur fonction. Certains sont amenés, afin d'éviter la paralysie à dater leurs actes de gestion courante d'avant leur démission. Sans conseil, sans président, sans directeurs, où peut aller l'université ?

En définitive, ce tour de scrutin aura surtout été une journée des dupes. Dupé, M. Jean-Pierre Solsson qui, mal conseillé, mais décidé malgré tout à assouvir son autorité, a mis en branle une mécanique dont il ne contrôle plus tous les rouages. Dupé les opposants de gauche qui ont affiché des divergences dont auront profité leurs adversaires. Dupé les enseignants autonomes qui, forts de l'appui du secrétaire d'Etat, ont cru pouvoir s'emparer sans coup férir des leviers de l'université. Dupé, enfin, tous les étudiants qui ayant fait de l'indifférence une vertu subissent les conséquences d'un mal dont Le Mirail se relèvera difficilement.

BERTRAND LE GENDRE.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX UNIVERSITÉS : mission sur le terrain.

M. Jean-Pierre Solsson, secrétaire d'Etat aux universités, rappelle dans un communiqué que ces élections « étaient organisées conformément à la loi d'orientation de l'enseignement supérieur, selon le procédé le plus simple : celui du suffrage direct ». « Les auteurs de l'action de force qui en ont empêché le déroulement ont adopté une attitude qui est le refus pur et simple du principe démocratique lui-même », déclare le secrétaire d'Etat. Cette attitude « est condamnable sans réserve. L'institution universitaire exige que ses membres acceptent de participer à son fonctionnement dans la loyauté. Le maintien de sa crédibilité est à ce prix ».

M. Solsson a décidé d'envoyer sur place l'un des membres de son cabinet, M. Jacques Beguin. Au vu de son rapport, il « examinera les modalités selon lesquelles sera organisée la mise en place d'un nouveau régime de gestion provisoire ». Les administrateurs nommés précédemment ayant donné leur démission (le Monde du 29 juin), le secrétaire d'Etat a en effet décidé de les remplacer. Il n'est pas question présentement, précise-t-on à son cabinet, d'organiser de nouvelles élections.

périculer « s'élève contre les votes de fait dont ont été victimes certains nombre de professeurs et assistants de l'université de Toulouse-Le Mirail ». Elle « dénonce une fois de plus depuis six ans ces actes de caractère fasciste qui sont beaucoup trop fréquents dans les universités et dont les auteurs sont assurés de l'impunité ».

A l'inverse, la section du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) de l'université estime que « le secrétaire d'Etat aux universités a récolté ce qu'il avait semé. Quand ceux qui sont chargés de faire respecter la démocratie le trahissent, il ne leur est pas étonnant, même si on le déplore, que plus personne ne le respecte et que la violence s'installe. La bulle est maintenant dans le camp de M. Solsson. Il peut choisir le pourrissement, préférer le durcissement ou prendre enfin la voie de la négociation ».

Le Monde de l'éducation

mensuel n° 3

vient de paraître

Le MARC réclame pour les étudiants un statut de « jeunes travailleurs en formation »

« Il faut que les étudiants cessent de vivre de la charité publique et deviennent des jeunes travailleurs en formation », a déclaré M. Jacques Salvaator, secrétaire national du Mouvement d'action et de recherches critiques (MARC, proche de la C.F.D.T.), au cours d'une conférence de presse, mercredi 29 janvier.

Le MARC entend profiter des prochaines élections aux conseils d'administration des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) pour lancer une « campagne nationale », avec des meetings d'information sur le « statut de l'étudiant ». Ces réunions devraient permettre, selon M. Salvaator, de constituer des « comités d'usagers regroupant des étudiants et des travailleurs des œuvres universitaires ayant un intérêt commun au maintien et au développement des CROUS ».

Au cours de cette campagne, le MARC développe en particulier la

revendication suivante : « Pas d'augmentations des tarifs de résidences, leur fonctionnarisation, l'amélioration de leurs conditions de travail et leur représentation dans les conseils d'administration. A partir de ces revendications, le MARC, qui réunit son congrès national les 3 et 4 mai dans la région parisienne, veut « décider le milieu étudiant, en réclamant un statut unique pour tous, étudiants ou travailleurs en formation ».

« Commando d'extrême droite dans trois universités. — Trois militants de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF-Unité syndicale), ont été violemment pris à partie, dans l'après-midi du mercredi 29 janvier, au centre universitaire du Parthenon (Paris-1). Leurs agresseurs, casqués et armés de longues matraques, se sont enfuis en répandant des traces appelant à voter pour le mouvement d'extrême droite Groupe union et défense. Selon un communiqué de l'UNEF, « cette agression fasciste fait partie d'une tournée d'agressions, qui, partie d'Assas (Paris-11) le matin, a touché les facultés de Clignancourt (Paris-14) et de Toitbourg (Paris-1), à 13 heures ». Au centre Clignancourt, notamment, les locaux de l'UNEF (ex-Renouveau), ont été mis à sac par un commando d'une trentaine de personnes, mais les élections qui avaient lieu n'ont pas été perturbées.

taires une nouvelle grille des salaires, leur fonctionnarisation, l'amélioration de leurs conditions de travail et leur représentation dans les conseils d'administration. A partir de ces revendications, le MARC, qui réunit son congrès national les 3 et 4 mai dans la région parisienne, veut « décider le milieu étudiant, en réclamant un statut unique pour tous, étudiants ou travailleurs en formation ».

« Commando d'extrême droite dans trois universités. — Trois militants de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF-Unité syndicale), ont été violemment pris à partie, dans l'après-midi du mercredi 29 janvier, au centre universitaire du Parthenon (Paris-1). Leurs agresseurs, casqués et armés de longues matraques, se sont enfuis en répandant des traces appelant à voter pour le mouvement d'extrême droite Groupe union et défense. Selon un communiqué de l'UNEF, « cette agression fasciste fait partie d'une tournée d'agressions, qui, partie d'Assas (Paris-11) le matin, a touché les facultés de Clignancourt (Paris-14) et de Toitbourg (Paris-1), à 13 heures ». Au centre Clignancourt, notamment, les locaux de l'UNEF (ex-Renouveau), ont été mis à sac par un commando d'une trentaine de personnes, mais les élections qui avaient lieu n'ont pas été perturbées.

(Publité)

S. T. A. F.

(Thérapie - Animation - Formation)

Stage Résidentiel à MORZINE (du 9 au 16 février)

RANDONNÉE - SKI - TRAVAIL DE GROUPE

(Rencontre et Technique Reichienne Bio-énergie)

Renseignements à S.T.A.F., 183, rue Saint-Martin, 75003 PARIS, tél. 277-54-84 de 15 h. à 20 h. en semaine

pour quoi faire ?

... les problèmes ...

LES AFFAIRES DE GAULLE.

... son réseau ...

UN TEMPS.

... que vous auriez ...

VOUS VOYAGEZ EN EUROPE POUR VOS AFFAIRES PRENEZ AIR FRANCE.

PRENEZ AIR FRANCE PARCE QUE VOUS POURREZ PARTIR QUAND VOUS VOUDREZ.

A destination de l'Europe des affaires, les vols Air France sont les plus nombreux au départ de l'aéroport Charles de Gaulle.

Cela vous permet d'organiser vos voyages comme vous l'aviez prévu sur votre emploi du temps.

II AIR FRANCE

DEPARTS POUR L'EUROPE DES AFFAIRES, UN JOUR NORMAL A L'AEROPORT CHARLES DE GAULLE.

AMSTERDAM	
ATHÈNES	
BARCELONE	
BERLIN	
BRUXELLES	
COLOGNE	
COPENHAGUE	
DUSSELDORF	
FRANCFORT	
GENÈVE	
HAMBOURG	
LISBONNE	
LONDRES	
MADRID	
MALAGA	
MANCHESTER	
MILAN	
MUNICH	
OSLO	
ROME	
STOCKHOLM	
STUTTGART	
TURIN	
VIENNE	
ZURICH	

avion Air France autres compagnies

(Publité)

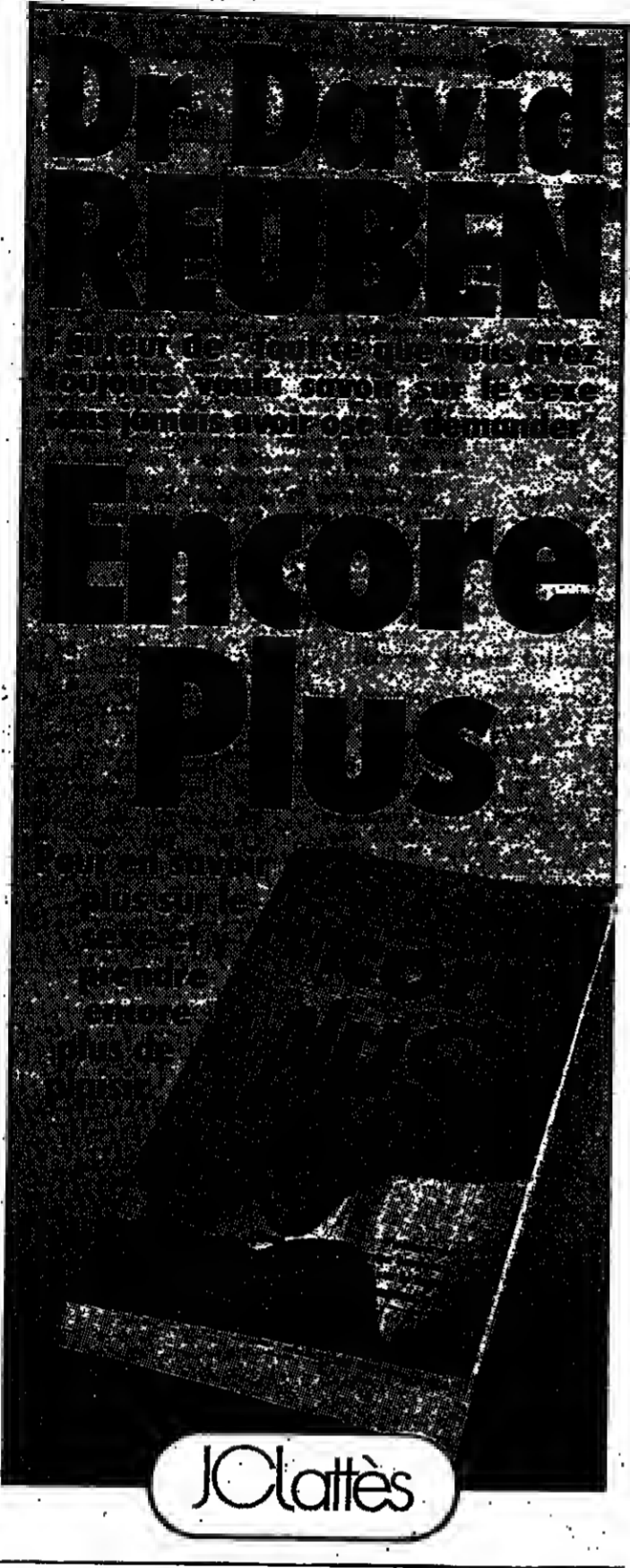
INSTITUT D'URBANISME DE L'ACADEMIE DE PARIS

FORMATION PERMANENTE

STAGES

- Etude d'un problème d'aménagement régional : le bassin minier du Pas-de-Calais. Animateur : Anstole KOPP. Du 16 au 22 février 1975.
- Jeu du P.O.S. : plans d'occupation du sol et aménagement de l'espace. Animateur : François MELLET. Du 17 au 23 mars 1975. Les villes nouvelles.
- La politique néerlandaise d'urbanisme dans la randstad hollandaise. Animateur : Pierre MERLIN. Du 16 au 21 juin 1975.

RENSEIGNEMENTS : Service de la Formation Permanente, Université de Paris-VIII, route de la Tourelle - 75571 PARIS CEDEX 12. Tél. 208-96-70, poste 389.



CARNET

Réceptions

M. Ernst Walkowiak, ministre de l'ambassade de la République démocratique allemande, a offert mercredi soir une réception à l'occasion de la visite en France d'une délégation de journalistes de la R.D.A.

Naissances

M. Eric Bean et Mme née Nathalie Morin, ont la joie d'annoncer la naissance de Mathilda.
Paris, le 14 janvier.

M. Gérard Weil et Mme née Marie-Hélène, annoncent à Emmanuel la joie d'annoncer la naissance de Stéphanie.
le 27 janvier 1975, 82200 Neuilly-sur-Seine.

Mariages

M. Georges Brisson et Mme le docteur Simone Babette Rosenbaum ont le plaisir de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité.
Neuilly, le 24 janvier 1975.

Décès

FRANÇOIS GRANDJEAN
Nous apprenons le décès, survenu le 22 janvier, de M. François GRANDJEAN, de l'Académie des sciences, né à Lyon le 17 octobre 1892. M. François GRANDJEAN était ancien élève de Polytechnique et inspecteur général des mines en retraite. Après avoir enseigné dans les écoles normales supérieures des mines de Saint-Etienne puis de Paris (1928-1940), étudié les cristaux liquides et dirigé le Service de la carte géologique de la France (1935-1940), M. Grandjean s'est consacré à l'étude des scories, de très petits animaux vivant souvent en parasites (liques, sordas). M. Grandjean était considéré comme un des plus grands spécialistes mondiaux des scories, ce qui lui avait valu d'être Associé au Muséum national d'histoire naturelle. Il fut élu à l'Académie des sciences en 1927.

Mme et M. Robert Brame, maire de Nèly-le-Roi, conseiller général des Yvelines. Et leurs enfants, M. et Mme Jean Idot et leurs enfants.

M. Julien BRASSE, survenu le 28 janvier 1975, dans sa soixante-troisième année. La cérémonie religieuse et les obsèques ont été célébrées le 21 janvier dans l'intimité familiale, 8, résidence « Les Princes », 78500 Noisy-le-Roi.

M. Jacques DECOUST, inspecteur général du travail et de la main-d'œuvre. M. Jacques DECOUST a été chargé de mission pour les questions sociales au cabinet de M. Michel Debré (1959-1962), membre de la section des activités sociales au Conseil économique et social (1962-1968) et chargé de mission au cabinet de M. Y. Morand, secrétaire d'Etat aux affaires sociales en 1968.

M. Michel LAFON, ancien élève de l'Ecole normale supérieure de l'enseignement technique, ancien élève de l'Ecole technique de publicité, diplômé du C.F.A. (46 C). Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Mme Julien BRASSE, Mme Georges LÉON, M. et Mme Jean-Pierre LÉON et leurs enfants. Mme Jacqueline LÉON et son fils ont le plaisir de faire part du décès de leur époux, père et grand-père.

M. Georges LÉON, survenu le 14 janvier, à l'âge de soixante-dix-huit ans. Selon ses vœux, l'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 23 janvier, au cimetière Montparnasse.

M. Michel LAFON, ancien élève de l'Ecole normale supérieure de l'enseignement technique, ancien élève de l'Ecole technique de publicité, diplômé du C.F.A. (46 C). Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

M. René BONISSE, survenu le 14 janvier, à l'âge de soixante-dix-huit ans. Selon ses vœux, l'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 23 janvier, au cimetière Montparnasse.

M. René BONISSE, survenu le 14 janvier, à l'âge de soixante-dix-huit ans. Selon ses vœux, l'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 23 janvier, au cimetière Montparnasse.

Mme Léon Flahault, son épouse, Le docteur et Mme Daniel Flahault. M. et Mme Hubert Flahault. Le docteur et Mme Jean-Luc Flahault. Le docteur et Mme Michel Liot. Le lieutenant-colonel et Mme Jacques Collet.

Le docteur et Mme Georges Duval. Le docteur et Mme Charles-Etienne Flahault. M. et Mme Dominique Flahault. M. et Mme Eric Marceau d'Antsy. M. et Mme Alain Réquillard. Ses enfants. Ses trente-sept petits-enfants. Et toute sa famille.

Le docteur et Mme Georges Duval, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, plénierement décoré le 23 janvier, dans sa soixante-dix-septième année. La cérémonie religieuse sera célébrée samedi 1er février à 13 h. 45, en l'église Saint-François-Xavier. Paris (7^e). Paris - Cholet - Maine.

Les familles Gas, Richard, de Chénou, Bignon, Romano, Parents et alliés, font part, avec leur peine et leur douleur, du décès de M. Henri-Louis GAS, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 17 janvier 1975 au Cannet, 4, rue de Sappada, 61100, Dakar, Fatick.

Mme Manolis Hérodotis et leurs enfants. M. et Mme Marcel Koubi et leurs enfants. M. et Mme Jean-Charles Hardouin et leurs enfants. M. et Mme Aïle Bourou.

Les familles Bernard, Lapinac, Grandin, Rousselle, Hénon, Hauget, ont le plaisir de faire part du décès de M. Maurice HÉRODOTIS, ingénieur B.F.C.I. retraité de la Société française d'électrometallurgie.

Leur épouse, mère, grand-père, beaux-pères, oncle et cousin, survenu à Paris le 27 janvier 1975, à l'âge de soixante-six ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 21 janvier, en l'église Saint-Jacques-le-Majeur de Montrouge, place de la Maltrie, où l'on se réunira à 15 h. 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montrouge, dans le caveau de famille, 28, rue Périer, 92120 Montrouge.

Nous apprenons le décès du général de brigade syrien Philippe KACHIR-SCHWARTZ, survenu dans sa quatre-vingt-troisième année.

Il est né le 25 janvier 1905 à Venas (Morée), le général Kachir-Schwartz était chef de la mission française en Egypte de 1942 à 1943 lors de sa dernière affectation, il était titulaire de la médaille des évadés.

Mme Michel Lafon, ses enfants, M. et Mme Jean-Pierre Léon et leurs enfants. Mme Jacqueline Léon et son fils ont le plaisir de faire part du décès de leur époux, père et grand-père.

M. Georges LÉON, survenu le 14 janvier, à l'âge de soixante-dix-huit ans. Selon ses vœux, l'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 23 janvier, au cimetière Montparnasse.

M. René BONISSE, survenu le 14 janvier, à l'âge de soixante-dix-huit ans. Selon ses vœux, l'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 23 janvier, au cimetière Montparnasse.

M. René BONISSE, survenu le 14 janvier, à l'âge de soixante-dix-huit ans. Selon ses vœux, l'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 23 janvier, au cimetière Montparnasse.

M. René BONISSE, survenu le 14 janvier, à l'âge de soixante-dix-huit ans. Selon ses vœux, l'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 23 janvier, au cimetière Montparnasse.

La Société mathématique de France, 88 la Comité national français des mathématiciens (organisation française de l'Union mathématique internationale), rendent hommage à la mémoire de Paul MONTEZ.

de la section de géométrie de l'Académie des sciences, ancien président de la Société mathématique de France, ancien président du Comité national français des mathématiciens, dont le décès est survenu le mercredi 22 janvier, au cours de sa quatre-vingt-dix-neuvième année.

Mme Jean Nougayrol, Elisabeth et Pierre, ses enfants, ont la grande douleur de faire part du décès de M. Jean NOUGAYROL, membre de l'Institut, survenu le 23 janvier 1975.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Paris dans la plus stricte intimité. [La biographie de M. Nougayrol a paru dans « le Monde » du 27-28 janvier.]

Mme Maurice Richard, ancien chef du service constructeur de l'Académie de Paris. M. et Mme Jean Oullier et ses enfants, M. et Mme Edward Bédouet et leurs enfants, M. et Mme William Ecolaine et leur fils.

Le docteur Jean-Louis Martichou-Champetier et Mme, et leurs enfants, ont le plaisir de faire part du décès de Mme Odette Léonie Jeanne RICHARD, née Scaletta, survenu le 20 janvier 1975, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu en cimetière protestant de Saint-Omer à Nîmes dans une stricte intimité. Il n'y aura pas d'autre faire-part.

On nous prie d'annoncer le décès de Mme Manuelle SEMIDEI, chargée de recherches au C.N.R.S., chargée de cours à l'Institut d'études politiques de Paris.

De la part de M. Antoine Semidei, M. et Mme Jean Joly et leurs enfants. La cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité en l'église de Bouquebrane-Cap Martin (06).

M. et Mme Françoise Testemale, ses oncles et tante, M. et Mme Henri Testemale, ses parents. Marie-Claude et Dominique Oueh Jones et leur fille, ont le plaisir de faire part de la mort de Jean-François TESTEMALE, survenu accidentellement au Cambodge dans sa vingt-quatrième année.

M. René Bonisse et la famille, dans l'impossibilité de répondre individuellement à toutes les personnes et associations qui ont partagé leur peine lors du décès de leur père, ont le plaisir d'exprimer leurs sincères remerciements et l'expression de leur reconnaissance émue.

Mme Marcel Bidault de l'Isle, M. Thierry Bidault de l'Isle, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été manifestées lors du décès de M. Marcel BIDAUT DE L'ISLE, le prient de recevoir l'expression de leurs sincères remerciements et l'assurance de toute leur gratitude.

Mme Marcel Bidault de l'Isle, M. Thierry Bidault de l'Isle, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été manifestées lors du décès de M. Marcel BIDAUT DE L'ISLE, le prient de recevoir l'expression de leurs sincères remerciements et l'assurance de toute leur gratitude.

Mme Marcel Bidault de l'Isle, M. Thierry Bidault de l'Isle, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été manifestées lors du décès de M. Marcel BIDAUT DE L'ISLE, le prient de recevoir l'expression de leurs sincères remerciements et l'assurance de toute leur gratitude.

Mme Marcel Bidault de l'Isle, M. Thierry Bidault de l'Isle, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été manifestées lors du décès de M. Marcel BIDAUT DE L'ISLE, le prient de recevoir l'expression de leurs sincères remerciements et l'assurance de toute leur gratitude.

Mme Marcel Bidault de l'Isle, M. Thierry Bidault de l'Isle, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été manifestées lors du décès de M. Marcel BIDAUT DE L'ISLE, le prient de recevoir l'expression de leurs sincères remerciements et l'assurance de toute leur gratitude.

Thomson-O.S.F. nous prie d'annoncer qu'un service religieux sera donné le samedi 1er février 1975, à 10 h. 30, en l'église Saint-François-de-Salle, rue Rimontier, Paris-17^e. Pour la rapatrier à l'usage de M. Constantin KYSCAS, directeur général de la Société française radiodiffusion, puis directeur général adjoint de la Compagnie générale de télégraphie sans fil, décédé le 3 janvier dernier à l'âge de quatre-vingt ans.

L'Union nationale des combattants d'Afrique du Nord fera célébrer une messe solennelle à l'intention de tous les soldats et morts pour la France en Algérie, en Tunisie, au Maroc, dimanche 3 février à 11 h. 30, en l'église Saint-Louis des Invalides.

Le général Stehlin signera son livre « La France désarmée », paru chez Calmann-Lévy, le vendredi 31 janvier, à partir de 17 heures, au Druguier-Edmond, 1, avenue Matisse, Paris (8^e).

Il est rappelé que l'Exposition sur la vie universitaire parisienne au XIII^e siècle, qui se tient actuellement dans la chapelle de la Sorbonne, est prolongée jusqu'au 16 mars 1975 inclus.

Ouvertement les jours, y compris dimanche et mardi, de 11 heures à 13 heures. Entrée place de la Sorbonne.

Il est rappelé que l'Exposition sur la vie universitaire parisienne au XIII^e siècle, qui se tient actuellement dans la chapelle de la Sorbonne, est prolongée jusqu'au 16 mars 1975 inclus.

Ouvertement les jours, y compris dimanche et mardi, de 11 heures à 13 heures. Entrée place de la Sorbonne.

Il est rappelé que l'Exposition sur la vie universitaire parisienne au XIII^e siècle, qui se tient actuellement dans la chapelle de la Sorbonne, est prolongée jusqu'au 16 mars 1975 inclus.

Ouvertement les jours, y compris dimanche et mardi, de 11 heures à 13 heures. Entrée place de la Sorbonne.

Il est rappelé que l'Exposition sur la vie universitaire parisienne au XIII^e siècle, qui se tient actuellement dans la chapelle de la Sorbonne, est prolongée jusqu'au 16 mars 1975 inclus.

Ouvertement les jours, y compris dimanche et mardi, de 11 heures à 13 heures. Entrée place de la Sorbonne.

Il est rappelé que l'Exposition sur la vie universitaire parisienne au XIII^e siècle, qui se tient actuellement dans la chapelle de la Sorbonne, est prolongée jusqu'au 16 mars 1975 inclus.

Ouvertement les jours, y compris dimanche et mardi, de 11 heures à 13 heures. Entrée place de la Sorbonne.

Il est rappelé que l'Exposition sur la vie universitaire parisienne au XIII^e siècle, qui se tient actuellement dans la chapelle de la Sorbonne, est prolongée jusqu'au 16 mars 1975 inclus.

Ouvertement les jours, y compris dimanche et mardi, de 11 heures à 13 heures. Entrée place de la Sorbonne.

Il est rappelé que l'Exposition sur la vie universitaire parisienne au XIII^e siècle, qui se tient actuellement dans la chapelle de la Sorbonne, est prolongée jusqu'au 16 mars 1975 inclus.

GUIDE DE LA MANUTENTION

Mais où en est la normalisation des paliers ? Peut-on louer un peu de chariot ? Comment satisfaire aux exigences des assureurs ? Quel mode de stockage pour quel entrepôt ? Qui fabrique des transpalette, des empiloirs, des bancs des appareils de télécommande, etc. ?

PREMIÈRE PARTIE : DOCUMENTATION GÉNÉRALE

I Connaissances de la profession : profil de l'industriel de la manutention. Données statistiques. Organisations publiques et professionnelles.

II Connaissances de base de la fonction manutention-stockage : Législation, réglementation, sécurité : sources et références des textes. Normalisation : sources et références. Études de paliers et de détail. Maintenance. Assurances. Méthodes. Enseignement. Formation. Information.

III Les équipements. Lesquels des principaux équipements. Inventaire, description, évolution technologique des matériels, classification. Principaux matériels de construction et d'utilisation. Cote de choix. Les techniques : 1) Appareils de levage et leurs équipements.

2) Équipements de manutention continue.

3) Chariots de manutention.

4) Équipements de stockage.

5) Équipements complémentaires.

IV Notions des produits manutentionnés. Choix des techniques et des équipements.

DEUXIÈME PARTIE : ANNUAIRE

I Liste alphabétique des matériels et des 11500 formes représentatives.

II Liste alphabétique des fournisseurs (autres téléphones).

III Classification méthodique des matériels, équipements, fonctionnels et services (chariot, levage, manutention continue, matériels de ports et chantiers, charges unitaires, stockage, mesure, composants, équipements des locaux).

472 p. 210 x 295 mm. Cie Française d'Édition.

BON DE COMMANDE à retourner à :
Guide de la manutention, 40, rue du Colisée 75008 Paris
Tél. 225.34.90

Je désire recevoir un exemplaire du Guide de la manutention au prix de : France 180 F - Étranger 180 F (t.c., port inclus).

M. Fonction

Prénoms

Adresse

Code

Ville

Adressez-moi votre facture. Signature

VOG

SOLDES

DERNIERS JOURS

jusqu'au 1^{er} Février

de 9 h 30 à 19 h 30
34 rue Truchet PARIS

Lentilles de contact miniflexibles.

Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent on si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants française et étrangère sur demande.

PRESSE

Le bureau parisien des cadres administratifs de la Fédération française des travailleurs du livre (C.G.T.), après avoir entendu ses délégués syndicaux à France éditions et publication (groupe éditions) a décidé de constituer un comité de travail, qui n'ont pas participé à l'élaboration de la politique économique de l'entreprise, sont les victimes des erreurs de gestion accumulées depuis de nombreuses années.

Face à cette situation, le bureau parisien des cadres administratifs de la F.F.T.L. (C.G.T.) s'engage à prendre toutes dispositions nécessaires pour soutenir toute action des travailleurs de F.F.P.

La revue Szepol, dont nous avons annoncé la parution (le Monde du 30 janvier) est mensuelle. Elle vaut 10 francs. (B.P. 265, 75866 Paris Cedex 18).

Revillon

Soldes : derniers jours.

10 à 50% de réduction jusqu'au 31 janvier sur toutes les fourrures : du lapin au castor, de la zibeline au chinchilla, de la loutre au vison, dans tous les modèles, classiques et fantaisies.

FOURRURES
40, rue La Boétie, Paris 8^e - 44, rue du Dragon, Paris 6^e

Le Monde

DES LIVRES

UN DOCUMENT PLEIN DE FRAICHEUR

Célestin Guittard en révolution

* JOURNAL D'UN BOURGEOIS DE PARIS SOUS LA RÉVOLUTION, publié par Raymond Aubert, France-Empire, 521 p., 45 F.

A l'angle de la place Saint-Sulpice et de la rue des Consentes Célestin Guittard, qui s'est affublé du nom postiche et pseudo-nobiliaire de Guittard de Florban, connaît, pendant les années de la Révolution française, une vieillesse orneuse, mûrie par les soubresauts de l'histoire. Il n'oublie pas, chaque jour ou presque de temps son journal intime, agrémenté de dessins sans prétention : les éditions France-Empire viennent de donner ce texte au public, en un gros volume dont le prix n'est pas inabordable.

Un naïf à vues courtes

Célestin Guittard est un naïf. Un homme à vues courtes. Un peu naïf. Mais la période qu'il traverse est si étrange que ce personnage sans intérêt composé a ipso facto un document plein d'intérêt. Son journal, c'est le récit de la mort du roi, de l'inflation des assignats et de la chute de Robespierre, considérées par un quelconque individu ; il ne dispose d'aucune perspective historique ; il voit tout à plat ; il mélange l'essentiel et l'accessoire ; son témoignage n'en a que plus de fraîcheur.

La Révolution, dans les débuts, n'est pas pour lui déplaire. Il est hostile à la « société des ordres », à la noblesse (malgré la particularité dont il s'affuble). Il se réjouit, par moments, du « demi-sourcil des aristocrates », mais ne veut pas, en fait, leur mort intégrale : car dans ce cas, si quelques-uns d'entre eux en réchappent, quand même, leur vengeance ne serait-elle pas terrible ? Célestin déteste aussi les cotillons, les monopoles d'Etat du sel et du tabac ; les fermiers généraux, songes du peuple ; les portements. Il va à la messe, mais lit l'Encyclopédie, vitre Voltair et Rousseau, plus que Marat. Ses grands hommes, en politique, sont Mirabeau,

Brissot, d'Ormesson... Il veut l'union du roi, de l'Assemblée constituante de la nation, des vrais patriotes. Il déteste les moines et ceux parmi les clercs qui refusent la Constitution civile du clergé ; il approuve les poissards qui fouettent les nonnes et les bigotes, quand celles-ci soulèvent les prêtres hostiles à la Constitution.

Donc Célestin n'aime pas les « ordres » ; mais il est terrifié plus encore par les désordres et par lo

On a tranché la tête aujourd'hui « May » à 24 Fermiers Généraux



guerre ; on sait comment ça débute, on ne sait jamais comment ça finit. De ce côté-là, il n'est pas gâté par sa vieillesse. En temps « normal » (autrefois dit sous l'Ancien Régime), ce bourgeois ou sens strict du terme vivait de quelques loyers de terres et de maisons ; et surtout de ses rentes, qui reposaient sur le crédit de l'Etat. L'inflation des assignats met notre homme sur la paille ou du moins l'oblige à se morfondre et à s'obstiner, pendant cinq ans, de tabac, de liqueur et de café. En outre la révolte des Noirs à Saint-Domingue, contrecoup de l'agitation en métropole, le prive des revenus qu'il tirait d'une propriété dans les Antilles.

« Les poux nous sortent de la peau »

L'un dans l'autre, il n'ose pas trop se plaindre. S'il s'y risquait, on lui couperait la tête ! Paris, en 1793-1794, est d'humeur massacrante. Aussi bien hurle-t-il (à voix basse) avec les loups : il compile dans son journal des listes de décapités ; il les illustre de petites guillemettes qu'il dessine géométrique-

ment. Il laisse discrètement éclater sa haine contre les « enrégimés » ou les terroristes « de gauche », exécutés à l'initiative des robespierristes. Mais dans ses notes de chaque jour, dont il soit si bien que le police pourrait les utiliser contre lui, il ne se hasarde point à critiquer l'exécution des Girondins ni celle de Danton.

Après la mort de Robespierre et la chute des Montagnards, il jette le masque. Il s'éleve désormais

contre les insurgés populaires du faubourg Saint-Antoine, qui manifestent pour le pain et pour la subsistance. Il dit sa rancune contre les Jacobins. Il se lamente (en chuchotant) sur le sort des modérés, vaincus par l'armée de la République lors de l'insurrection de Vendémiaire. Il se prend à détester le régime républicain, spécialement pendant la crise de subsistance de 1795. Le pain est tellement mou-

vois à cette époque, écrit-il, que « quand on en consomme, les poux vous sortent sur la peau, par centaines ; génération spontanée ? » Célestin craint les bacchanales de la populace. Mais il est moins soucieux de politique que des misères et des douleurs de son corps, à l'effroi desquelles il se tient sans cesse. Il écoute chaque battement de son cœur. Il ne nous laisse rien ignorer de ses torticolis, de ses coliques, de sa rouille enflamée, de son œil qui ne pompe plus les larmes, des plombages dentaires de ses amis (déjà), de son dégoût pour les huîtres et de son amour pour le vin.

EMMANUEL LE ROY LADURIE.

(Lire la suite page 26.)

UN « NOUVEAU ROMAN » AMÉRICAIN ?

JOHN GARDNER : un feuilleton métaphysique

* L'HOMME-SOLEIL, par John Gardner. Traduit de l'américain par Claude et Anny Mourlet. Deoalt, 648 pages, 65 F.

Né en 1933, retranché derrière sa profession d'universitaire médiévaliste à San-Francisco, cet écrivain, considéré dans son pays comme l'un des plus grands, élabore, en marge des mille littéraires, une œuvre difficile, séduisante, sans lignage avoué. John Gardner, dans les trois volumes que nous connaissons de lui en traduction française, s'entreprend de nous parler de choses graves : nous-mêmes, dans notre modernité.

La ville, harcelée par les voitures, les objets, les gadgets, grandit trop vite : c'est le lieu choisi par John Gardner. Précisément parce que ce lieu, objet d'une métamorphose véritablement insensée (nous connaissons cela), permet de mesurer la subtile accélération, les inexplicables mutations du monde actuel. Une impatience sans but.

Aux portes de la cité demeure, en s'affaiblissant, le milieu rural. On penserait qu'il est porteur de valeurs sinon éternelles du moins de maintenance. Mais non ! Il a cessé de l'être. Ses certitudes immobiles, « théologiques » (pourquoi pas ?), se sont effritées. La civilisation judéo-chrétienne, avec sa législation du bien et du mal, e abol l'univers antique. « Adultère point ne seras, par exemple. Pourquoi ? L'amour est-il quelque chose de si ultime, étincelant d'un souffle ? J'ai bien regardé les ombres des feuilles qui jouaient sur les genoux des dames, et le blanc de leurs culottes. Je ne les ai pas trouvées moins pures parce que les feuilles les aiment ».

Dès lors s'affirme le seul débat qui est entré l'ordre du plus grand nombre et le désordre de celui qui est seul. Entre le triomphe puritain et froid de la raison, et sa démission dansante. Quelle valeur ont les

valeurs, demande John Gardner ? Et il répond par une parabole - l'Homme-Soleil -, ou les malheurs de la conscience.

Batavia City

Dans une petite ville nommée Batavia, microcosme déphasé, ou, plus exactement, refait tronqué de la civilisation moderne, un homme, un inconnu a tracé le mot « amour » en travers des voies de l'utoroute. L'officier de police responsable procède à son arrestation. Par cela même, il échange la certitude fautive contre le doute profond : on ne bat pas une partie, un morceau de

l'ordre, mais toujours, à chaque échelon de cette nature, l'ordre dans son sens. Parce qu'il enferme l'Homme-Soleil dans sa prison, le chef de la police de Batavia doit s'interroger sur l'ordre même.

Mais le coupable ? Qui est-il ? Un inconnu avec un visage horriblement brûlé, et une odeur nauséabonde, traînant avec lui des vapeurs impudiques de souterrain. Un magicien surnommé « l'Homme-Soleil ». Un illusionniste habile comme pas un à faire surgir ou disparaître les objets - mais l'illusion qui vrait l'habite est celle de la liberté.

HUBERT JUIN.

(Lire la suite page 23.)

Un roman éblouissant d'invention et d'ingéniosité

LE FIGARO

IZZY ABRAHAM

LE JEU DES GRANDS ENSEMBLES

ROBERT LAFFONT

LA « crise » de notre société et de notre culture a succédé à mal é

comme thème favori des essayistes, et pourrait bien battre ses records bibliographiques. Il ne se passe pratiquement plus de semaine sans qu'un moins un livre en donne les causes ou les remèdes. Conséquence logique de ce que cette crise touche en premier un milieu particulièrement apte et enclin à s'exprimer. C'est le contraire qui surprendrait, et que les librairies regardent de travers en portugais ou en arabe sur « l'humanisme du marteau-piqueur en question ».

Dans le flot de diagnostics plus ou moins amateurs, celui de Pierre Emmanuel mérite une attention spéciale parce qu'il émane d'un professionnel sinon de l'analyse universitaire du moins des comités de nos institutions culturelles content de s'adapter hier résidents des commissions de réforme de l'enseignement et du V.P. Plan, aujourd'hui de l'Institut de l'audio-visuel. De ces présidences auxquelles s'en ajoutent d'autres comme celle du Pen Club, le poète-citoyen qu'est Pierre Emmanuel a tiré la conviction que tous les déséquilibres actuels proviennent d'une même incapacité à vivre ensemble. Seule une nouvelle mentalité communautaire pour affranchira de la caste super-technicienne qui règle jusqu'à nos loisirs, et rendra un sens à la vie.

PAR quels moyens retrouver cette convivialité perdue ? Comme pour une politique de la culture (Le Seul, 1971) et consciemment à son titre qui suggère une méthode radicale, titre qui suggère une méthode radicale, titre qui suggère une méthode radicale, titre qui suggère une méthode radicale.

Les mesures de détail suggérées se ressentent de la pratique des commissions, où la crainte des affrontements doctrinaires s'apaise souvent dans des vœux flous et généraux, voire pieux. Il faudrait manquer d'esprit et de cœur pour ne pas souscrire à tout ce qui est ainsi proposé pour l'école : l'arracher aux exigences de l'économie, à la tyrannie de l'intelligence abstraite et à la faiblesse sociale, substituer à la discipline du savoir la spontanéité créatrice, l'ouvrir sur le monde, y développer la « communication orale » sans « privilégier le langage verbal », etc.

Le même balancement propre aux synthèses collectives rend inattaqua-

UN RÉFORMISME UTOPIQUE

« LA RÉVOLUTION PARALLÈLE », de Pierre Emmanuel

bles les suggestions concernant l'ensemble de la vie culturelle et sociale ; mettre le patrimoine artistique à la disposition du plus grand nombre mais en sachant que la vraie culture est une « disposition de tout l'être » ; cultiver la raison, mais ne pas négliger l'imagination et la sensibilité comme modes d'appréhension du réel ; faire que les provinces imposent aux mots « régionalisation » et « participation » un autre sens que « celui fabriqué dans la capitale », mais « sans se dresser contre Paris ».

L'UTTER contre la passivité devant la télévision, assurer la « concertation continue », « définir en commun ce que devrait être une vie meilleure », « édifier un humanisme collectif », « donner un cœur aux villes », « réserver une patrie », « réduire le peuple », « qui niera que l'idéal soit de ce côté ? »

Mais suffit-il d'inventer les objectifs à atteindre pour s'en rapprocher ? Pierre Emmanuel est le premier à en douter. De ses expériences consultatives à l'éducation nationale et au Plan il a conclu lui-même aux limites, et parfois à l'insuffisance, de la bonne volonté réformatrice. « La rénovation doit pousser le parti pris plus loin que nous ne pouvons le faire », « il aurait dû être largement politique » ; aucune « nouveauté décisive » n'est possible « tant que les questions sont posées à l'intérieur des institutions » ; « les formidables auto-mystifications » ; « la finalité de l'enseignement n'est pas neutre ni le choix de société qu'elle inclut » ; ce sont « des données politiques, des postures philosophiques » ; « plus françaises, plus fécrates que des structures ne soient substituées à d'autres, laissez le système périmé ». Et de déplorer chez Illich l'absence de « projet de société que sa critique appellerait ».

MALGRE cette conscience aiguë que les ravandages partiels sont voués à l'échec, l'auteur excite de son prendre un système libéral où nous vivons.

Sans préciser sa répulsion, mais en y revenant souvent, il est en effet convaincu que les régimes communistes sont encore plus « totalitaires ».

Y recourir serait prendre le risque « connu » du « fanatisme », d'une « barbarie » dont la mentalité progressiste ne peut concevoir qu'elle porte en soi les germes, d'une mort de la « pensée métaphysique », de la « théologie » et de l'« art », d'une « stupeur des consciences » et de « mécanismes de terreur incomparablement plus coercitifs que la logique du progrès forcé ».

Cette défiance à l'égard des sociétés se réclamant du marxisme englobe le marxisme lui-même, rendu respon-

Par Bertrand Poirot-Delpech

sable d'une politisation « excessive » de la vie publique. La politique devrait être « réservée aux grandes orientations nationales ». Pour le reste, il faudrait « faire l'économie de vieilles divisions », surmonter la « bipolarisation » et la « manichéisme » sécuritaires qui ont « étouffé la vie commune » et séduits les syndicaux. Le refus des analyses marxistes va jusqu'à nier que les problèmes puissent se poser en termes de « rapports de forces » — le mot de classe n'est jamais prononcé — et qu'une telle position, comme toute opinion, relève de l'idéologie. Cette notion est réservée aux autres et assimilée à une « contrainte ouverte ou masquée », à une « prison mentale », limitée et « réductrice » par rapport à un humanisme et total » qui se situerait, par hypothèse, au-dessus de toute idéologie.

Pour un poète, l'utopie première est évidemment de voir dans sa propre démarche créatrice la clef de tout changement social. Refusant l'image d'instabilité, d'irrationalité et de dévouement que Freud a contribué à répandre, il tient la poésie pour une saisie globale et dynamique du réel et de la condition humaine, tels que l'individu et la collectivité généralement à les appréhender.

BIEN que le libéralisme ne fournisse pas davantage de « perspectives à l'idée de l'homme », avec ses libertés dévotées « folles » et son « économicisme de plus en plus scabieux », c'est dans la « forme existentielle » qu'il faut agir si on veut éviter les « révolutions sauvages ».

Par le socialisme démocratique ? On peut supposer que cette voie est retenue puisque, en dépit des « erreurs » de ces « crimes » qui l'ont « dévalorisée », « le concept de socialisme reste la moins mauvaise approximation d'une fraternité librement consentie et consacrée par des institutions ». Mais les seules références doctrinales sont la participation envisagée par le général de Gaulle et les articles de Jacques Chaban-Delemas sur la « nouvelle société ». Ce qui n'exclurait pas la révolution, non au sens admis de prise du pouvoir par la classe des travailleurs, mais dans l'acceptation, décriée plus haute, de « conquête universelle de la dignité humaine ».

TOUTES les propositions de la Révolution parallèle n'ont pas cette imprécision. L'une d'elles est même très concrète et sans doute pleine de conséquences : rebâtir la communauté nationale à partir de « pays » comparables aux Länder allemands ou, dans un rayon d'environ de 30 kilomètres, des réseaux de solidarités locales s'opposeraient aux décisions des métropoles, à l'exode rural, à l'assaut des promoteurs et des estivants étrangers à monnaie forte, restaurant ainsi cadre de vie et goût de la fête, animant demain la télévision par câbles.

Mais Pierre Emmanuel ne prétend pas offrir des remèdes techniques et détaillés. Il s'en veut un spécialiste et homme d'image plus que de concept. Comme son maître Péguy rêvait de cité harmonieuse, il se réserve de croire aux changements de mentalité sous l'effet des mots autant que des lois économiques et des organisations sociales. Bref, il revendique le droit à l'utopie.

« Cette foi sous-estime quelque peu les facteurs économiques en jeu et la relativité de sa propre idéologie. Elle s'exagère les loisirs de l'âme » chez qui vit avec 1500 F par mois, soit, dit-on, un salaire sur trois. Mais il est bon et entraînant qu'un poète idéaliste croie aussi farouchement aux mots que les réalités aux faits.

Les rêves, aussi, sont fétus.

* « La Révolution parallèle », de Pierre Emmanuel, de l'Académie française, Le Seul, 296 p., 36 F.

Services religieux

Messes anniversaires

Communications directes

Visites et conférences

VENDREZ-VOUS

PRESSE

ILLON

LIVRES

LITTÉRATURE ET CRITIQUE

Le charme équivoque des fausses confessions

La Prix Fénelon de littérature vient d'être remis officiellement, hier, au Sorbonne à Henry Raczymow pour son roman *La Saïsa*.

* LA SAÏSA, Gallimard, collect. Le chemin, 144 p., 13 F.

POURQUOI des Inconnus sont-ils venus déposer à l'rych de ses meubles ? De quel droit ces rustres ont-ils, avec un soin maniaque, dégradé toutes les images dont il avait, année après année, tapissé ses murs ? Assis sur l'unique chaise, l'rych, le narrateur, tenta, au cœur de sa maison vide, de « faire le point » sur sa vie, sur lui-même. De cette méditation naît un monologue ambigu, où, d'abord, la parole d'rych s'articule elle-même par « un jeu bryant de redondances précautions » : « Vais-je parler ? Dirai-je ? Puis-je dire ? » Clamant son soulèvement de la vérité, affirmant son innocence, l'rych nous convainc peu à peu de sa culpabilité. Cette saïsa, il l'attendait, et, somme toute

ce fut « une bonne chose de l'aita ». A partir de là, la récit déroula, comme une spirale à l'envers, les méandres des retours en arrière. Récit du plus au plus affirmatif, et qui donna des lectures de plus en plus improbables de l'événement. Il apparaît d'abord, à l'exaltation d'rych, qu'il rêvait d'être, sous un prétexte quelconque, débarrassé non seulement de ses meubles vétustes, mais de son travail médiocre d'employé de banque. Le récit se reconstruit ensuite comme une légende avec sa volaine Roseline, charmante créature, qui son mari délaissa pour tirer des sons discordants d'un violoncelle. Dans un troisième temps, il est question d'un « mauvais coup » fomenté par l'rych et un collègue antillais, Joshua Lenoir, et pouvant, en cas d'« échec relatif », motiver une saïsa. On parle aussi d'un magot dissimulé, d'un avion pour Caracas...

Dans ce premier récit, Henri Raczymow joue avec une maîtrise remarquable de toutes les complexités de son personnage. Car, le narrateur est un « étranger », un solitaire, doutant de son propre nom (l'rych, l'rych ou l'rych ?), et la saïsa de son mobilier figure une dépossession plus intime. Mais aussi bien, le portrait qu'il nous donne de lui-même, par petites touches avouées, peut faire penser qu'il s'agit tout bonnement des fantasmes d'un petit employé, célibataire, rêvant d'une vie plus spacieuse : « Ah ! Roseline, les cocotiers, tu imaginas un peu ? » l'rych nous laisse, par l'ironie de ses dernières paroles, sous le charme équivoque des fausses confessions.

MARION RENARD.

Les enfants de Jean Cau

* LES ENFANTS, Gallimard, 208 p., 23 F.

LÀ GRÂCE de l'enfance à la fois longue, elle restera à Jean Cau cette vigueur, cette sincérité et même ce brin d'humour dont, après de longues années, son œuvre ne perdait plus trace. Le voilà qui consent enfin à laisser sa virilité au vestiaire, qui renoue à joner les paradis de la majorité silencieuse, à brocarder la ganache qu'il servit jadis, à échever dans les combats de coqs ou de taureaux sa exultation à sa frénésie de violence. Si ces nouvelles sonnent vrai, c'est parce qu'à dix ans il ne trahit pas. Avec une encre blanche il réintègre sa peau de

petite bête méridionale, reprend son titre de chef de bande, se fronce, se contracte à l'extrême, et, sous les attributs de son passé épique, sans n'importe quel sentiment ni nostalgie il saisit ses souvenirs à vif. Il romit des épaules, parade dans la cour de récréation, invente des farces qui tournent au drame, mais qu'importe, l'innocence protège encore cet univers de jeunes carnassiers dont le temps ne tardera pas à iller les crocs. A la lecture de cette douzaine d'instantanés glissants, une connotation s'impose : le talent de Jean Cau trouve un meilleur terrain dans la Guerre des boutons que dans la Guerre des boutons. * GABRIELLE ROLIN.

ECHOS ET NOUVELLES

EN HOMMAGE À JOSÉ CORTI, une exposition rétrospective se tiendra du samedi 1^{er} février au samedi 8 février 1975 dans les locaux de la Librairie de l'université, 17, rue de la Liberté, à Dijon, qui avait déjà organisé, les années précédentes, sous la direction de M. Jacques Bazin, des expositions consacrées à Gallimard, Jérôme Lindon, Julien Gracq et Max Milner, auteur du livre « Le Diable dans la littérature française », paru chez Corti, ou écrit spécialement des textes en hommage à ce libraire-éditeur exemplaire.

À LA SUITE DE L'ARTICLE D'ANDRÉ LAUQUE consacré à la librairie « Shakespeare and Company » (voir « Le Monde des Livres » du 29 décembre 1974), le poète Jean Fanchette nous rappelle qu'il fonda, rue de la Harquette, en 1959, une revue bilingue intitulée « Two Cities » (« Deux Villes ») et y publia Barrett, Miller, Anne Nix (qui animait la rédaction new-yorkaise de la revue) ainsi que les premiers textes en français de Barreter et Miller, autres écrivains appartenant à la « Beat Generation » ou liés à elle.

UNE ENCYCLOPÉDIE DE L'ESOTÉRISME, en huit volumes, commencée à paraître aux Éditions du jour. Ecrite par Jacques

d'Arès, cette histoire comparée des religions et de la pensée hermétique veut constituer la synthèse des connaissances en ce domaine. Deux tomes sont déjà publiés : I. « Mythologies » et II. « Religions non chrétiennes » (222 et 244 p., 39,95 F. chacun).

POUR LE CENTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA MORT DU POÈTE DESSA, Amis de l'œuvre de Tristan Corbière 1975, en collaboration avec Deckart (collectif qui se voue à l'image sous toutes ses formes), organise une manifestation itinérante qui comprendra la projection d'un film de moyen métrage, la présentation d'un livre consacré au poète, ainsi qu'un spectacle audio-visuel avec poèmes et musiques. M. A. E. Bernol, cinéaste, est l'auteur du film et du livre, dont Henri Bureau de Deckart assurera la diffusion, d'abord en Bretagne, puis dans les autres régions.

POÈMES D'AUDOURD'HUI POUR LES ENFANTS DE MAINTENANT, anthologie de la poésie du vingtième siècle, recueillie par Jacques Charpentier et publiée pour la première fois en 1956, rééditée en 1972, fait l'objet d'une nouvelle édition revue et augmentée, avec une préface de Gaston Roger, aux Éditions ouvrières, collection « Enfants heureux ».

VIENT DE PARAÎTRE

Romans français

DRISS CHRAÏBI : *Mort au Canada* — L'auteur des *Bonnes et de la Châtiment des nôtres*, écrivain marocain d'expression française, décrit ici l'histoire d'une passion. (Denoël, 208 p., 34 F.)

CLAUDE KLOTZ : *Les Aleris adversaires* — Un récit qui se veut le livre du plaisir, de la tendresse, de l'humour, de la jeunesse et du goût de la vie. Par l'auteur de *Paris-Vampires*. (J.-C. Lattes, 230 p., 30 F.)

Mémoires

CLAUDE BOURDET : *L'Aventure incertaine* — Des souvenirs mêlés à des commentaires sur l'action de l'auteur dans la Résistance : à la tête du réseau « Combes » jusqu'à sa déportation à Buchenwald. (Stock, collection « Grands Sujets », 478 p., 55 F.)

RENE CASSIN : *Les Hommes parisiens de rien* — La naissance et les débuts de la France libre à Londres (1940-1941) où l'auteur, aujourd'hui membre de l'Institut et prix Nobel de la paix, rejoignit le général de Gaulle. (Plon, 490 p., 35 F.)

MAURICE TOESCA : *Cinq ans de patience (1939-1943)* — Le Journal de l'auteur du *Soleil noir* sous l'occupation, alors qu'il était sous-préfet de Neufchâteau, secrétaire général du cabinet du préfet de police de Paris. (Émile-Paul, 380 p., 39 F.)

Essais

ROGER CAILLOIS : *Objets* — Troisième tome de la série : *Approches de l'imaginaire*. Le volume rassemble des textes écrits de 1960 à 1974 et portant sur un large éventail de sujets : Lamanck, le temps circulaire et le temps reculé, le fantasme naturel, l'Enfer, le surréalisme... *Précédé de images, images* trois essais sur le rôle et le pouvoir de l'imaginaire. (Stock, « Le Monde ouvert », 256 p., 35 F.)

Cinéma

ALAIN et ODETTE VIRMAUX : *Collette un cinéma* — Un recueil de ses critiques, chroniques, scénarios, dialogues de films dont ceux de *Jeunes filles en uniforme*, *Luc aux Dames*, *Désir*. (Flammarion, 320 p., 48 F.)

Critique littéraire

ALAIN LACOMBE : *Le Roman nouveau* — La saga de l'Amérique des années 1920-1925 : la violence, la ville, l'insolite, la femme, la corruption. (10/18, 190 p., 9 F.)

LA VILLEDIEU : *A la rencontre de Gérard de Nerval* — Le romanier de *L'Amour gélide* (prix Populiste 1974) donne une interprétation mystique et progressive de la démarche névralienne. Préface d'Armand Lanoux. (Denoël, 256 p., 40 F.)

Le Blanc et le Noir chez Molière et Fautouer — Ouvrage collectif réalisé par une équipe de l'université de Paris-VIII sous la direction de Violette Sachs : la place que tient le problème noir dans l'œuvre de ces deux écrivains. (Mouton, 291 p., 58 F.)

Histoire

MAURICE LOMBARD : *Les séjours dans l'ancien monde de V^e au XI^e siècle* — Dernière tome des *Études d'économie médiévale* dont le premier était consacré à la Monnaie et à l'histoire d'Alexandre de Malabro. (Mouton, 300 p., avec cartes et schémas, 54 F.)

P. de SENAR CLENS : *Le Mouvement « Esprit » 1932-1942* — L'histoire d'un mouvement qui n'a pas seulement réuni une génération brillante, d'Emmanuel Mounier à Pierre-Henri Simon, de Jacques Madaule à Jean Lacouture et de Denis de Rougemont à Pierre-Aimé Touchard ; mais aussi marqué une étape importante de la pensée politique contemporaine. (L'Âge d'homme, 370 p., 49 F.)

Sciences humaines

THEODOR W. ADORNO : *Théorie esthétique* — La première traduction française d'un livre fondamental du grand théoricien de l'« école de Francfort » (voir « Le Monde des Livres » du 25 octobre 1974). Traduit de l'allemand par Marc Jimenez. (Kailash, « Esthétique », 348 p., 60 F.)

L'Esthétique en Afrique précoloniale — Dix-sept études menées « sur le terrain » par des anthropologues cernent la réalité du système esthétique dans les sociétés africaines traditionnelles. Présentation de Claude Meillassoux. (Maspéro, « Bibliothèque d'anthropologie », 584 p., 75 F.)

Armée

MOUVEMENT D'ACTION JUDICIAIRE : *Les Droits du soldat* — Son rôle, discipline et justice militaire. Trois membres du Comité d'action judiciaire ont établi ce petit guide des droits et devoirs du soldat. (Maspéro, « Petite Collection », 130 p., 8,50 F.)

Bande dessinée

FRED W. HORN — Les dessins les plus incongrus de cet auteur hors série, sublimés par la couleur et le grand format. (Dargaud, 64 p., 30 F.)

GUILLEMO MORDILLO : *Coxy, Coxy* — Une assez impertinente parodie de Tarzan, où le seigneur de la jungle et les héros de la forêt en prennent pour leur grade. (Cagiva, J.-C. Lattes, 32 p., 25 F.)

Science-fiction

ERIK FRANK RUSSELL : *Grépe; Plus X* — Deux variations sur le thème de David et Goliath, revu et corrigé par la science-fiction. (Opa, 344 p., 52 F.)

PHILIP K. DICK : *La Vérité maintenant* — Pour survivre à la guerre atomique, les hommes se servent dans des abris souterrains ; c'est ainsi qu'on peut les manipuler à volonté et même fin à la guerre sans le leur dire. (Lafont, 298 p., 28 F.)

NATHALIE HENNERBERG : *Le Fleuve* — Un space opera cambogé, par une des meilleures spécialistes du genre, réédité pour la première fois depuis dix ans. (Albin Michel, 320 p., 15 F.)

Retour à la Terre — Cinq nouvelles écrites par des auteurs français sur un thème commun : un les hommes passionnés qui meurent encore pays après avoir donné lieu à de brillantes variations aux États-Unis. (Denoël, 251 p., 9 F.)

(Publié)

A PARIS UN ÉDITEUR SUR LA RIVE GAUCHE LA PENSÉE UNIVERSSELLE
RECHERCHE
• manuscrits inédits de romans, poésies, essais, théâtre, études formules avec participation aux frais.
Adressez manuscrits et curriculum vitae à :
M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA PENSÉE UNIVERSSELLE
3 bis, Quai aux Fleurs, 75004 PARIS
Tél. : 325.85.44

ELEMENTS DE REPERTOIRE DU LANGAGE GESTUEL DES SOURDS-MUETS
Pierre OLERON
Les langages gestuels se situent à eux-mêmes. Aucun n'est universel. Celui des sourds-muets est le plus proche de nous et le plus élaboré. Ce répertoire (près de 800 mots) réalise un tour essentiellement illustratif montrant les types de procédés utilisés : signes descriptifs et signes de symbolisation.
15,5 x 24 (à l'italienne), 170 pages, poche, 1 022 photographies
ISBN 2-222-01633-9 **40 F**

Atlas linguistique et ethnographique de l'Ouest (II)
(Poitou, Anjou, Saumur, Angoumois)
Geneviève Massigou et Brigitte Horiot
Ce deuxième volume constitue le tome I de l'ouvrage. Le premier volume s'achève par l'étude de 45 formes de plantes et arbres cultivés.
• Plantes et arbres cultivés (suite)
• Plantes et arbres sauvages
• Les animaux sauvages
• Les animaux domestiques
33 x 49, 320 pages, relié, 314 cartes, 1 planche d'illustrations.
ISBN 2-222-01581-3 **450 F**

LA SANTÉ DE LA MÈRE ET DE L'ENFANT EN AMÉRIQUE LATINE
(455 enquêtes médico-sociales)
Anne-Marie Balmain et préface de Étienne Berthet
La condition des populations étudiées (Colombie, Bolivie, Pérou et Chaco argentin) demande la pratique d'une médecine globale tenant compte des aspects curatif, préventif et social. Il faut informer, éduquer, améliorer le niveau culturel, développer l'agriculture et l'industrie, faciliter les communications.
18 x 24,5, 180 pages
ISBN 2-222-01778-5 **40 F**

Editions du CNRS
15 Quai Anatole-France, 75006 Paris

M. profession
adresse
achète le livre

chez son libraire
à défaut aux Editions du CNRS
(chèque joint)

et demande votre documentation
 sciences exactes et naturelles
 sciences humaines
 trésor de la langue française
 revue de l'art
 autres revues

Alfa est heureux de présenter aux « Alfistes » parisiens... 3 nouveaux concessionnaires Alfa Romeo.

• S.F.A.M. France
23, boulevard de Courcelles 75017 Paris
292 02-50

• S.F.A.M. France (Filiale)
40 ter, avenue de Suffren 75007 Paris
734 09-35

• Delaizement S.A.
5, rue de Bretagne 92300 Levallois
270 10-19 et 737 64-40

Trois « Alfistes » convaincus de longue date qui rejoignent les rangs des 250 spécialistes Alfa Romeo déjà à votre service aujourd'hui en France. Notamment à Paris et sa région :

• ETS. LE CALVEZ 6, rue Vulpian 75013 Paris 535 98-69
• ETS. DUPLÉIX 6, rue Duplex 75015 Paris 566 09-09
• GARAGE DU GOLF 27 bis, route de St-Germain 78560 Port-Marly 958 44-42
• GARAGES BELLANGER 37, route de Fontainebleau 91550 Paray-Vieille-Poste 921 53-61
• G.A.P. 122, rue Vaillant-Couturier 93130 Noisy-le-Sec 845 97-67
• GARAGE ALIX MARIA 39, rue de Varenne 94100 Saint-Maur 883 17-56

Alfasud, Alfesud TI, Alfetta GT, etc.

alfa romeo

Jeudi 150

650
350
300

HISTOIRE

Célestin Guittard en révolution

(Suite de la page 13.)

Une « humeur » maligne et voyageuse se déplace, croit-il, depuis son oriel gauche jusqu'à sa gorge, en passant par son omelette droite. Il suit cette « humeur » à la piste, et les souffrances qu'elle entraîne avec elle. De temps à autre, il décrit ses rêves : chute dans un étang, apparition d'une morte...

Rentier, soupçonné de temps à autre par les responsables de sa section, il se débat dans un magma bureaucratique et kafkaïen : certificat de vie, certificat de résidence à fournir à tout bout de nœud continué pas moins : à soixante-cinq ans, il a deux amies champ. Sa vie sociale ou sociable de cœur qui n'est que soixante

printemps à toutes les deux. Il les emmène à la foire, ou théâtre, ou musée... Compagnard d'origine, il garde un pied dans la chlorophylle. Il suppose les conséquences du temps qu'il fait ; celles de la pluie ou « lavasse », dangereuse pour les vignes et pour les foies ; il prend régulièrement des nouvelles de son village natal, où le prix du beurre a monté.

Un œil vif

Excellente source, documentaire et polyvalente, pour l'historien professionnel, ce « journal » est plus d'une fois fastidieux pour le lecteur non spécialiste. Mais Célestin Guittard, de temps à autre, a l'œil vif : le récit qu'il donne d'une

manifestation organisée par le Club des Cordeliers (« les dames et les messieurs se tenant le bras, marchant, à sept ou huit ensemble, au nombre de mille à douze cents passant de la Porte-Naut, et se retrouvant avec des groupes analogues venus de tout Paris », semble dater de nos événements à d'hier ou d'aujourd'hui. Il soit aussi mesurer l'irréparable. Et, par exemple, dans ses réflexions sur tel ou tel quinquantième de marque, comme l'est l'amiral d'Estaing, exécuté le 28 avril 1794. « D'Estaing, âgé de soixante-cinq ans », écrit-il, « naît du Puy-de-Dôme. Amiral et lieutenant général. La famille d'Estaing est maintenant éteinte. C'était le dernier, sans enfants. »

E. LE ROY LADURIE.

L'ESTHÉTIQUE DES LUMIÈRES

Le don de Tamino

« L'ESTHÉTIQUE DES LUMIÈRES » de Jacques Chouillet. P.U.F., 232 p., 25 F.

L'« Fête enchantée » où culmine et s'achève le dix-huitième siècle, à travers les symboles maçonniques et par la musique, montre l'âme, l'être sensible, qui retrouve la liberté grâce à Tamino, la connaissance rationnelle. C'est sous le signe de la Fête que M. Jacques Chouillet ouvre son étude et explique la signification de son titre. Dans l'esprit des Lumières, les don-

nées sensorielles, la musique, la peinture, peuvent être éclairées par d'autres lumières — justement — de l'expérience et de la réflexion. Comment les philosophes ont-ils élucidé le problème du Beau et de l'Art ? Telle est la question que l'auteur essaie de résoudre, avec à la fois une grande précision, un refus de la généralisation, mais aussi un esprit de synthèse que ceux qui connaissent ses travaux sur Diderot ont déjà pu apprécier.

Il ne s'agit nullement, pour les Lumières, de rationalisme (on e trop

longtemps catalogué le dix-huitième siècle comme le siècle de la raison, mais il y a eu aussi le temps que Jean Fabre et d'autres ont parlé du romantisme des Lumières). Pour Jacques Chouillet, le trait essentiel de ce siècle n'est donc pas du tout ce rationalisme, mais le désir d'élucidation du réel sensible, ce qui est bien différent. Loin de refuser la sensation, on l'intègre dans une construction rationnelle. Tel est bien le progrès essentiel de la pensée européenne au dix-huitième siècle : « accepter la sensation, cette intruse, lui donner droit de cité ; ce qui signifie, dans le domaine propre de l'esthétique, placer l'expérience du Beau sensible au centre, et les canons, les modèles, les « priori » de l'académisme, à la périphérie.

Après avoir posé ces principes, Jacques Chouillet présente les dilatoires métaphysiques du Beau, étudie comment s'est faite, au niveau de la réflexion esthétique, la découverte des techniques (musicales, picturales, etc.). Et termine en analysant les phénomènes de rupture et de nostalgie qui séparent caractéristiques de la seconde moitié du siècle.

Kant, à bien des égards, ne fait que reprendre cette affirmation fondamentale des Lumières, que Rousseau, Diderot et Winckelmann avaient découverte : « Toutes les valeurs esthétiques procèdent de la conscience critique et ne dépendent que d'elle ». Cette conscience critique agit dans une société donnée, et l'esthétique des Lumières n'a pu se couper du social et du politique. Jacques Chouillet invoque Kant, précisément : « Pour parvenir à l'esprit de la Lumière, la seule condition nécessaire est la liberté ». L'esthétique des Lumières ne peut se séparer de cette revendication fondamentale de la liberté humaine qui aboutira à la Révolution. C'est bien justement la liberté dont Tamino fait don à Pamina.

BEATRICE DIDIER.

Marivaux journaliste

« LES JOURNAUX DE MARIVAUX », de Michel Gilot, 2 volumes, 1432 p., 120 F., Éditions de l'Université de Lille.

LES metteurs en scène s'essayaient à l'envi à nous faire découvrir de nouveaux Marivaux. Son œuvre romanesque est de mieux en mieux connue, mais on avait besoin de la remarquable étude de Michel Gilot pour pénétrer dans ce monde tourbillonnant et fuyant que constitue l'activité journalistique de Marivaux. Le Spectateur français, l'Éclair, le Cabinet des philosophes, voilà les feuilles volantes — « volantes », comme les appelle Marivaux — où pendant quelque vingt ans l'écrivain exprime ses pensées, ses réflexions dans des domaines fort divers, tandis que la France passe progressivement du flambement de la Régence au rayonnement des Lumières.

Le lien de tel article avec telle pièce de théâtre ou tel chapitre de roman est saisissant ; on voit à chaque moment l'œuvre en train de naître, de se transformer, de vivre. C'est grâce à ce creuset d'élaboration à la fois théâtrale et romanesque que Marivaux est sorti du précipice ou du fabuleux, pour découvrir la réalité, et M. Gilot a tout à fait raison de

voir dans tous ces textes un « vieillard de thèmes et d'images ».

Foutant, le journalisme de Marivaux intéresse encore davantage en lui-même, pour lui-même. On y découvre un art fort passionnant. Ce journalisme-là peut sembler assez différent de celui qui se pratique de nos jours. Marivaux se soucie finalement fort peu d'informer « son public », il préfère le former. Il laisse aux « gazettes » le soin de colporter des nouvelles ; pour lui, ce qui l'intéresse c'est de s'exprimer, au gré de son humour, aussi bien sur des sujets actuels que sur des problèmes généraux — et cela en toute liberté politique, morale, esthétique.

Ce faisant, Marivaux a contribué à transformer profondément la conception du journalisme et du journaliste. Il est parvenu à détruire l'image ancienne et dépassée du savant auteur d'extraits, du polygraphe pédant, pour lui substituer une image beaucoup plus moderne. Avec lui, le journalisme devient une des formes des relations humaines, un moyen de communication, un dialogue presque, s'il ne fallait garder toujours présent à l'esprit, qu'à cette époque le public est limité, un *mass medium*. — B. D.

Les Auvergnats de La Fayette à Michelin

« HISTOIRE DE L'Auvergne », de Jean Anglade. Hachette, collection « Littérature », 330 pages, 49 F.

On raconte que Christophe Colomb, débarquant en Amérique, y découvrit un Auvergnat occupé à vendre des chapelets d'Ambert aux Pérou-Rouges. Légende ? Histoire vraie ? Jean Anglade incline pour la seconde hypothèse, en homme habitué à ne s'offrir de rien parce qu'il connaît les roueries de la vraisemblance. Chez ce chanteur de l'Auvergne, qui marie toujours avec bonheur lyrisme et cocasserie, le sérieux ne se guide pas. Sa langue, lutzuse, est aussi éloignée du jargon savant que la Patagonie du Kamchatka. D'où la jubilation qu'on éprouve constamment à le suivre dans sa remontée du temps.

« La réussite est le Saint-Graal de l'Auvergnat », capable de le poursuivre jusqu'au bout du monde — tels La Fayette ou les Michelin. Mais cette terre de diaspora a fait de réserves qu'elle lance aussi ses fils à l'assaut de la France, dont elle se veut « le nombril ». Les auteurs d'une autre Histoire de l'Auvergne (1) — autre par le ton mais égale en amour — la constatent eux aussi :

« On peut affirmer que la réussite moyenne des Auvergnats à Paris est d'un niveau sensiblement supérieur

à celui des originaires d'autres provinces venus aussi dans le capitale. » A cet égard, 1931 apparaît comme une année symbolique : Paul Doumer à la tête de l'État, Pierre Laval à la présidence du conseil et Estienne à celle du conseil municipal, tandis que Mgr Verdier tient l'archevêché de Paris.

Aventuriers, les Auvergnats ? Sans conteste : par obligation et par vocation. Jean Anglade en distingue deux espèces : celle des « brûleurs d'espèces », façon Pompidou ou Giscard d'Estaing ; celle des « bouquets » aux rêves plus modestes, mais dont certains ont fait leur beurre, si l'on peut dire, dans la quinquante ou le limonade.

Il leur reste, aujourd'hui, à s'inventer un avenir où s'équilibrent mieux que naguère le fortune d'une ville comme Clermont-Ferrand et le demi-accablément involontaire du pays d'alentour. La région est si belle, point encore défigurée par les usines et les promoteurs, ses paysages sont si variés qu'elle représente une grande réserve de nature et que là, peut-être, est la solution de ses problèmes.

GINETTE GUIFARD-AUVISTE.

(1) Ouvrage collectif sous la direction d'André-Guy Mauré, 1974. Privat, Toulouse, 600 pages, 115 F.

POÉSIE

Défense et illustration

LYON vient d'être quelques jours la capitale française de la poésie. L'ancienne métropole des Gaules avait bien failli, au temps de Maurice Scève, être celle du royaume. Sa situation, aux confluences des voies fluviales et terrestres, l'y prédisposait. Du moins fut-elle aux années noires le centre spirituel, le cœur réel de la zone dite libre. Il était juste que les poètes de Lyon résumassent le rôle de résistants qui fut le leur, si comme le formule Pierre Emmanuel, président d'honneur de ces journées de fête verbale, « la poésie n'est pas une façon de dire mais un mode d'appréhension globale du réel » (1). Réponses à quoi, cette fois-ci ? Toujours à cette modernité qui nous envahit ?, a répondu Jean Sourbier. Tentative ambitieuse, peut-être que celle de plusieurs centaines de participants, fervents certes, en regard du million d'habitants de l'agglomération lyonnaise.

Chansons et free-jazz

Le Théâtre du Hautemps, mis à la disposition des poètes et de leurs supporters, s'est transformé non seulement en auditorium et en tribune (libre), où les poèmes sont dits ou chantés, mais en hall d'exposition de poésie murale, souvent puissamment ou naïvement enluminée. De la poésie en vrac, signée de noms connus ou pas, de lycéens ou d'écoliers, bonne ou mauvaise, peu importe. La sélection se fait d'elle-même. La muse y retrouve les siens. À côté des manuscrits, les imprimés : une vraie foire aux poètes. En ville, une demi-douzaine de librairies ont accepté de participer à l'opération, avec des vitrines vides de leurs best-sellers, et des séances de signatures. Tout concourait à créer la fête. Les chansons, le free-jazz, coloraient l'appareil austérité de la pure poésie.

Le terrain, il est vrai, avait été débroussaillé : les hôtes, Marcel Maréchal et Jean Sourbier, avaient fait entrer la poésie au théâtre, à ce Centre dramatique national de Lyon où est installée leur Compagnie du Cothurne, avec Audibert, Helderlin, Vauthier, Kateb Yacine, Nazim Hikmet, et y ont eu au dernier Festival d'Avignon l'expérience « Poésie Cothurne 74 ». Et les rencontres du Verger. Il faut aussi nommer les autres artisans de cette quinzième : François Bourgeat, Paul Vincenzini, Gil Jouanard, Christian Ruche, et souligner l'intense travail de préparation accompli dans les ateliers de création des écoles, dans les clubs de poésie des lycées ou des comités d'entreprise.

Poésie ouverte ou fermée

Il ne suffisait pas de donner la parole aux poètes, de mettre le public en condition, de se livrer au terme de cette quinzaine à une réflexion collective sur l'éclosion d'un phénomène insolite en France. Un des principaux objectifs de « Poésie et chanson à Lyon » était de créer les moyens d'une communication poétique dans une société qui lui est visiblement hostile. Jean-Pierre Faye, Bernard Pingaud, Henri Delby et Gil Jouanard avaient auparavant étudié les rapports de « poète et société ». Ce qui est clair, c'est que le poète « inquiet ». Il n'a pas sa place dans un monde déhumanisé. Il cherche de l'ouvrir tout les chemins à sous et les autres. Faut-il le « réhabiliter » ou le replonger dans sa solitude, en tête à tête avec lui-même ?

Alors s'est posé l'épineux problème de l'édition, car, à côté des critiques, se pressaient en rang serré les éditeurs de poésie qui sont aussi des éditeurs-poètes (ils y croient et ne font généralement pas fortune). Pierre Seghers a annoncé la mort de la plaquette au bénéfice de l'audio-visuel, de la chanson, de l'objet « poétique », du « poster » ; « Il faut sortir le poète et le mettre sur les murs » ;

Sans mépriser ces nouveaux supports, ses confrères ont bien entendu pris la défense de l'imprimé. Il se porte bien, en un sens. Trop bien même à voir l'inflation des comptes d'auteur.

« Jamais on n'a autant écrit et imprimé de poésie, et jamais on en a aussi peu lu », a dit quelquefois. Contre le piège de la chanson — que devient une chanson de Brassens dont les strophes, allégées de leur musique, sont alignées noir sur blanc ? Une aile de papillon notée de sa poussière multicolore. Armand Hanneuse a pris la défense de « ces parallèles droits et staccato » : les livres de la page avec ses grandes marges de blancs chères à Eluard.

De toute façon, le livre, il faut le vendre. Michel Breton et Jean Corick, directeurs de Poésie 7 (Éditions Saint-Germain-des-Près), qui fête son millionième exemplaire, sont satisfaits de leur expérience, calquée sur la formule des périodiques : faire financer l'impression par les annonceurs.

On a préconisé un mode de diffusion parallèle qui déchargerait les libraires des paquets d'ouvrages de poésie, que beaucoup d'ouvrages même pas.

Autre suggestion : que l'État fasse ouvrir davantage les portes de la télévision aux poètes, qu'il souscrive à quelques centaines d'exemplaires des « bons » recueils et les envoie aux bibliothèques publiques. Ils seront lus.

Le rôle des éducateurs

Quant aux revues, aussi nombreuses que confidentielles et dont beaucoup sont couvertes de dettes, leur importance n'a nul besoin d'être démontrée. Les poètes n'ont pas attendu la Cinquième République pour composer des bouquets de leurs œuvres dans des recueils collectifs. Reste à les faire connaître et lire. Le sujet a été qu'ébauché. Une question plus grave a été posée par un participant : « Sommes-vous sûrs que les poètes cherchent vraiment à communiquer avec le lecteur ? »

À supposer qu'ils le veuillent, l'essentiel, pour provoquer une rencontre, c'est d'éveiller le sens poétique, dès l'enfance, dès l'adolescence. Les responsables de la Poésie, qui la plupart du temps, n'ont utilisé le poème que comme exercice de mémoire, sont évidents, et on lui a fait son procès. En contrepartie nombreux sont les éducateurs qui, parce qu'ils l'ont, insufflent le feu sacré à leurs élèves. Les tout-petits dont s'occupe Mousse Boulanger ont découvert la valeur plastique, musicale, concrète des mots. Ils jouent avec eux comme avec des balons ou des briques de couleur. On ne leur apprend pas à être poètes, il n'y a pas d'enfants-poètes ; pas plus qu'il n'y a de poètes-pour-enfants. Il n'y a que des enfants qui s'expriment, se libèrent. La poésie est une école de liberté. Pour tous les âges.

Ce qui compte, en définitive, c'est cette soit de poésie qu'on a décelée chez les jeunes, au cours de la quinzaine lyonnaise : une soit qui se manifeste avec des exigences qui n'ont rien à voir avec le goût des bons rimés, et que Rimbaud résumait avec sa phrase trop ressassée : « Changer la vie ». Plus encore que les livres vendus, plus encore que le regain de succès, mérité, remporté par les vivants et les morts, une telle prise de conscience est à inscrire à l'actif de la Compagnie du Cothurne. « Il faut que la société qui succède à celle-ci soit vivable. » Ceux qui expriment ce désir sont entendus : « Far la poésie ».

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) La Révolution parallèle (de Seuil).

ÉDITION

Une nouvelle encyclopédie : Hachette

UNE nouvelle encyclopédie voit le jour, qui se propose de faire le point des connaissances dans les domaines les plus divers en les présentant sous la forme d'un inventaire ramené à l'essentiel, accessible au grand public, et qui puisse servir, au même temps, d'ouvrage de référence.

Il s'agit de l'encyclopédie générale Hachette, dont les deux volumes seront publiés de janvier 1975 à mai 1977 (les deux premiers sont en vente actuellement).

Composée par une équipe de cent cinquante spécialistes, ces deux tomes, complétés d'un index alphabétique de cent mille mots, représentent quatre mille huit cents pages contenant quatre mille huit cents dessins illustrés par ordre alphabétique et s'accompagnent de dix mille illustrations colorées.

Leur prix de souscription est d'environ 3 000 francs pour la collection, et ils seront vendus séparément par le réseau de courtage et le Livre de Poésie à Hachette pour la vente à domicile.

UNE NOUVELLE MAISON D'ÉDITION : PYGMAÏON, dirigée par Gérard Watelet, publie le 5 février 1975 un livre de Jean A. Chérasse et Patrice Bousnel sur « Dreyfus ou l'innocence vécue ». Ce livre, dont la sortie coïncide avec celle du film, reprend le précédent ouvrage de Patrice Bousnel sur « l'Affaire Dreyfus » à travers la presse et s'accompagne de l'intégralité des déclarations de François Mitterrand, Michel Debret, Alain Krivine, les Mémoires d'Yvonne Gellier, et de François Brigneau et Edgar Faure, dont une version plus condensée est contenue dans le film.

Au programme des publications à venir la réédition de « Fortes de la perception », d'Aldous Huxley, qui donneront leur titre à une collection où figureront Robert Amadou, Jean Cuisenier, les Mémoires d'Yvonne Gellier et une Bibliothèque internationale avec « Histoire du vampire de Dönnelhoff », par Marcel Schneider.

LES ÉDITIONS CALMANN-LEVY lancent une nouvelle collection d'essais consacrés aux problèmes de notre temps. Initiée de l'ordre des choses, cette collection, à mi-chemin entre Fanfane et le document, est dirigée par Claudine Barret-Kriegel, agrégée de philosophie et assistante de Michel Foucault au Collège de France. Dans le premier volume, qui paraît ce jour-ci, Simone Liff, présidente du Fronting familial, dresse le bilan des luttes menées par son mouvement et esquisse des perspectives d'avenir ; « Demain, la société actualisée », parmi les prochains titres, et le Marquis Lacourville, à la Daniel Lindenberg, retracera la diffusion du marxisme en France, et le Catholique sur le domaine du socialisme à Robert Chapuis, souligne l'évolution des catholiques vers la gauche révolutionnaire. Un état de réflexion sur notre époque qui vaut d'être suivi.

A LA BACONNIÈRE, diffusé par Éditions Poyot - Paris

YVES CHESNI

Réalisme dialectique

Introduction à une philosophie de la croissance

Dr. H. Solms, expert auprès de l'Organisation Mondiale de la Santé (O.M.S.) : « Cette œuvre conçue et fondée avec une intelligence pénétrante et vive le cœur... »

Dr. U. Donady, président de la Société de Santé des Étudiants de France, membre de l'Académie Nationale de Médecine : « J'y ai trouvé un mode de réflexion et d'analyse. Il me séduit beaucoup et je le ferai connaître autour de moi. »

Dr. T. A. Lambé, directeur général adjoint de l'Organisation Mondiale de la Santé : « L'optique dans laquelle vous envisagez toute la question de la croissance humaine correspond à ma propre conception scientifique, philosophique et culturelle de l'homme et de son développement. »

Revue Internationale de Criminologie et de Police technique : « L'auteur est spécialiste des autres sciences humaines, mais plus généralement de celui qu'on appelle parfois « l'homme homme ». C'est d'un minimum de culture générale et de connaissance de l'homme. »

Pasteur J. Rillet, « Tribune de Genève » : « La lumière d'une solide espérance. »

Cardinal Ch. Journé : « Les résultats d'un immense travail de recherches et de réflexions... »

Revue Internationale du Travail : « Dans la dernière partie de son ouvrage, l'auteur, en s'appuyant sur son expérience professionnelle de psychiatre, expose ses vues sur les rapports entre le développement économique et la croissance humaine. Il s'efforce notamment de déterminer les conséquences du progrès économique — et certains phénomènes, tels que l'automatisation, qui l'accompagnent — pour le développement et l'épanouissement de l'humanité dans l'homme. »

G. Espéret, président de la commission Développement de la Conférence Mondiale du Travail : « J'ai trouvé dans votre ouvrage un certain nombre de réflexions fort intéressantes... »

E. Legasse, secrétaire général de l'Organisation Internationale des Employés et Industriels du Livre : « Ce livre est consacré... »

Année de Lettres, chef de la division de Développement Économique de l'O.C.D.E. : « Je l'ai lu avec le plus grand intérêt. Le résumé analytique a été photocopié et diffusé aux agents de notre Département. »

Son Excellence S.A. D. Sukhbat, ambassadeur du Pakistan en Roumanie : « I have began this year by your book... »

Collection « Langages », LA BACONNIÈRE, Neuquén, 208 p., 40,40 F. t.c.

PAYOT, Paris, LAUMANO, Librairie LIASONS-VERDUN, Montréal.

650
330
200

OÉSIE

tion

son rôle... de la poésie... de la littérature...

le rôle des écrivains

est-ce que le rôle de l'écrivain... est de servir... de la société...

JEAN-MARIE DUNOYER

yclopédie : Hachette

La nouvelle édition de la Grande Encyclopédie de Hachette...

LES ÉDITIONS CHAMV

Les éditions Chamv ont édité une nouvelle collection de livres...

Sous la Coupole L'ACADÉMIE FRANÇAISE A REÇU M. MAURICE SCHUMANN

Le discours du récipiendaire

MESSEURS.

Me dispenserez-vous d'un usage aussi ancien que votre compagnie ? Quand on reçoit l'honneur de franchir votre seuil, on s'applique à le mériter, d'abord en vous adressant son remerciement, puis en évoquant son prédecesseur comme pour lui demander de franchir votre seuil, on s'applique à le mériter...

Une double leçon d'histoire

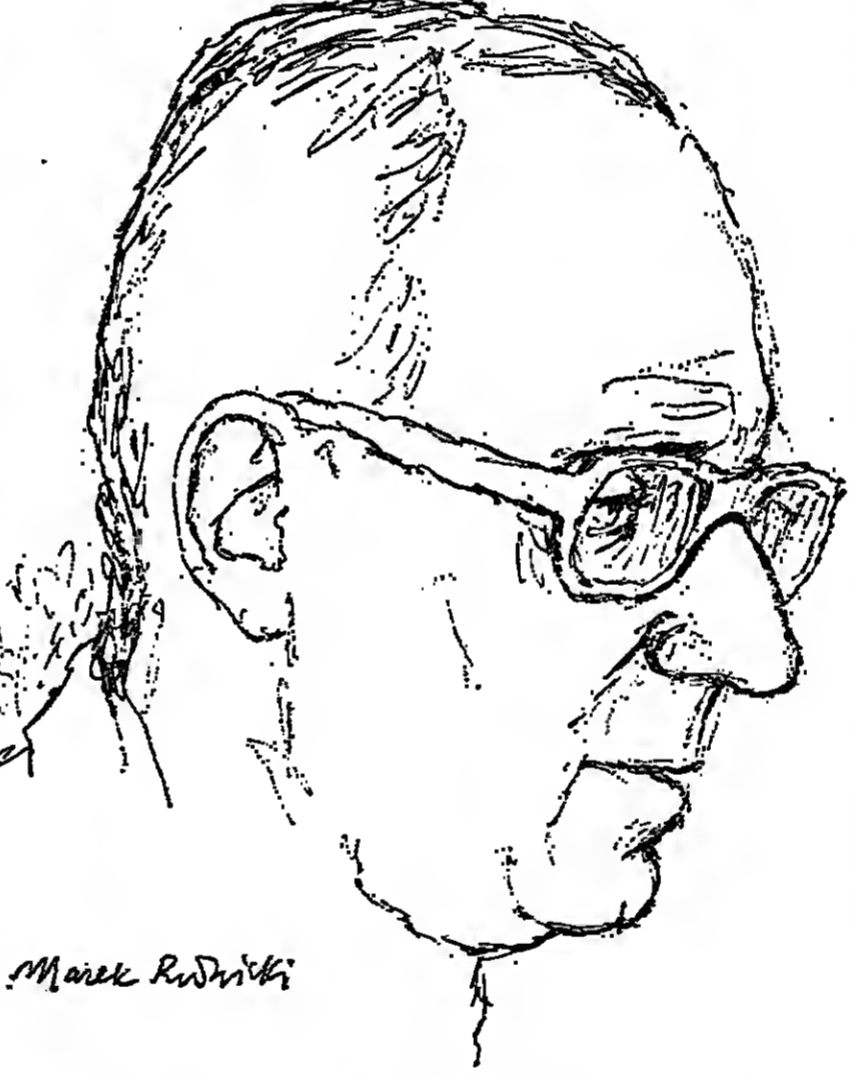
C'EST à un cours d'histoire que nous convient, ce jeudi, M. Maurice Schumann et le duc de Castries, un cours d'histoire rédigé sur et par ceux qui l'ont fait, avec maints détails inédits dont le public d'académiciens et d'invités présent à la réception de l'ancien porte-parole de la France libre à Londres a la primauté. C'est dire l'intérêt de ces discours, apparemment anecdotiques, qui mettent en scène l'un l'encre diplomatique, officielle ou para-officielle, d'un artisan de la paix ; l'autre le rôle politique, dans la Résistance, puis dans la France reconstituée d'un homme si pour la méditation et jete dans l'action.

Wladimir d'Ormesson avait une vocation de rassembleur. Confident de Lyautey pendant la première guerre, auteur de « Plan d'Ormesson », qui sentait venir la seconde, voulait encore l'éviter, résistant sous l'occupation, il fut ambassadeur au Vatican, l'annonciateur de l'ère conciliaire. Quand à M. Maurice Schumann il revenait au duc de Castries, historien de son état, d'en retracer le parcours d'éditorialiste et de chef de parti, de narrez ses accords et désaccords avec le général de Gaulle, d'attirer le bilan positif et négatif d'une activité inlassable en politique intérieure comme en politique étrangère. Rendu à la vie privée, l'Académie qui l'accueillait l'incitait peut-être à assumer enfin pleinement sa vocation d'écrivain. — J.-M. D.

de l'Europe. La femme du ministre de France à Lisbonne, Copenhague ou Athènes, n'avait aucune envie de se séparer de son benjamin. Mue par un sûr instinct, elle recourut à un procédé qui n'est pas à la portée de tous les chrétiens : elle demanda très simplement au Saint-Père de trancher le débat. Léon XIII déclina pas ; « Ce qui prime tout, dit-il, c'est l'éducation de la famille. » Grâce à lui, le futur ambassadeur près le Vatican ne fut jamais pensionnaire. « Oh, vraiment, cochonait-il après avoir raconté cette histoire, Léon XIII était un grand papa. » Et son rire portait d'un cœur qui n'avait jamais vieilli.

« Un flacon dans un seau de glace »

CAR cette présence au passé ne fut pas seulement pure de toute sentimentalité. Jamais la nostalgie ne l'ombragea. Wladimir d'Ormesson se tint à l'écart du regret par la raison. Il n'évoquait pas ceux qui avaient hanté son parc, il les rencontrait soudain au détour d'une allée. On s'entre aurait dit, comme dans une visite imprévisiblement guidée : « Ici vivait Turquet, Racine, Rousseau, La Fontaine et Bossuet. » Lui, près des tilleuls, qui si longtemps n'abandonna plus aucun des siens, mais dont



M. MAURICE SCHUMANN (Dessin de Marek Rudnicki.)

ces de la chair — le contraste est poignant. L'un sera livré par le plaisir à Dieu, la fatalité du destin de l'étoffe ; sans jamais abdiquer, la fidélité s'y sentira moins forte que la faiblesse des roseaux. L'autre, au contraire, gagna sur les invasions ; celle des mauvaises herbes, des alluvions, des soldatesques.

Le 6 juillet 1914, Wladimir d'Ormesson se le retourne pour entendre retentir le tocsin. Le 27 mai 1940, après l'avoir au long d'un quart de siècle résisté dans sa dignité, l'approche de l'envahisseur l'en éloigne sans qu'il sache s'il la reverra, sans pourtant que le doute l'atteigne en profondeur. Quatre ans et trois mois plus tard, derrière les murs intacts, tout est cassé, démolé, crevé, détreché. « Il y avait de quoi, dit le mémorialiste, faire un signe de croix et partir en pleurant. Mais nous restâmes... » Et c'est ainsi que la diuine génitrice entend couler la petite rivière du Morbras à l'endroit où Raymond Radiguet venait le dimanche cueillir des fleurs qui — s'il faut en croire le *Diaboli* — ne se trouvent pas ailleurs, du moins qui finit bien ? Non certes. Le livre est beau parce qu'il ne finit pas. Aucun de ceux qui peuplent ses chapitres ne fut réfractaire aux séductions du paysage ; aucun n'eût voulu qu'elle se termine. S'ils n'y avait au-dessus d'elle la continuité d'un horizon. Quelque définition qu'on puisse donner de cette limite — loi morale ou code de l'honneur — elle protège une certaine noblesse qui oblige paternellement siècle après siècle.

L'orgueil du nom

LABOULAYE, historien de l'administration du royaume, n'a pas eu tort de chercher, à côté des noms militaires et dans la race des grands commis, ce qu'il ose appeler des « vertus héréditaires ». Sans doute, la lignée des Ormesson mérita-t-elle cet éloge en préférant les grandes charges à l'oisiveté ; mais elle le justifia beaucoup mieux par ses refus. En déposant une classe, comme si c'était à lui-même que venait d'être proposée la première dignité de la monarchie. Mais l'orgueil du nom fut plus délicieusement chatouillé quand il s'agissait que l'offre avait été déclinée.

Henri-François se piquait d'avoir un cultiver, après l'avoir recueilli près de son berceau, l'art difficile de ne pas se laisser aller. Son père n'avait pas voulu du contrôle général des finances ; son grand-père n'avait pas été tenté par l'éclat de la chancellerie ; son arrière-grand-père n'avait pas accepté les sceaux sous Richelieu. Peut-être parce que, sur ces chemins de sa vie publique, lui rarement renoué cette agresseur au sein de son sévère, vous deviez par quelle voie me parvenaient aussitôt deux réponses. D'abord la poutre et la puissance gênent, aux approches de la mort, la méditation sur les fins dernières ; plusieurs Ormesson furent poussés vers les ordres par une vocation tardive ; ceux auxquels la mitre fut offerte invoquèrent leur âge pour la refuser. Ensuite, les anecdotes d'Henri-François lui avaient enseigné, non par l'abus des préceptes mais par l'exemple, à n'accueillir les honneurs que comme la parure du devoir.

La chancellerie devait avoir un mauvais renom dans la famille. Olivier d'Ormesson avait, en 1883, l'un des vingt-cinq membres de la chambre de justice devant laquelle Fouquet fut traqué ; pour l'inciter à rallier le parti de

Plus tard, l'imagination de Wladimir d'Ormesson mettait volontiers en présence sur la quai d'une gare, puis dans le hall d'un aéroport, quatre diplomates de second rang : Krupitz, Bouchaloff, Badington et La Verrière. Ce n'était pas, mais ce qu'il sentait au fond de lui-même, c'était que Badington, La Verrière, Krupitz et même Bouchaloff ne disaient de lui que du bien. Ils le méritaient et le remerciaient encore d'avoir justifié leur état en persistant à croire que le vrai négociateur est celui qui cherche obstinément à équilibrer deux dignités, la sienne et celle de l'autre. Justement parce qu'il portait et proposait des siècles avec lui, il ne disait jamais : « tout est fini » et, comme votre confrère Jules Cambon une minute après la signature du traité de Versailles, se demandait chaque jour ce qui recommence.

En souvenir des deux années que — bien longtemps avant de représenter ou, plutôt, d'être, la France à Buenos-Aires et à Rome — il passa tout de Kierkegaard : « La vie ne se comprend que par un retour en arrière, mais on ne le rit qu'en avant. »

La créance de Lyautey

C'EST contemporain de l'avenir, Wladimir d'Ormesson l'était-il dans son adolescence ? Ou bien l'est-il devenu après du tournant de la trentaine, sous l'effet du sentiment le plus propre à grandir celui qui l'éprouve et le mieux susceptible de le révéler à lui-même : l'admiration ? « Je lui dois tout », la mutilation de Lyautey sur Wladimir d'Ormesson est égale à celle d'Alain sur André Maurois, autre biographe de Lyautey. Le débiteur le résumait ainsi : son bienfaiteur lui avait appris à ne jamais dire « ou » s'il y a une chance de pouvoir dire « et ». Quant le dilecticien décrie : « ceci ou cela », l'homme également prompt à redire l'injustice du désordre et à redire avec Lamennais que les révolutions vivent de la oéologie des sociétés ; ministre de la guerre après Verdun et hanté par l'horreur des bombardements.

C'est en retrouvant Lyautey que Wladimir d'Ormesson le trouva. Au printemps de 1911, ils étaient rencontrés dans un des salons qui jetaient leurs derniers feux sur la France de M. Fallières. A l'hiver de 1916, ils se rapprochèrent au fond du drame. Entre les deux dates, il y a bien autre chose que cinq années : « Vous dirai-je ce que c'est qu'un jeune homme de vingt-deux ans ? Cette question serait banale si Bossuet n'avait choisi, pour la poser, le début de son panegyrique de saint Bernard. Wladimir d'Ormesson y répond, pour son propre compte, avec une ironie tempérée par l'attendrissement. (Lire la suite page 18.)

Un parfum très légèrement proustien

JUGEZ-EN par cette anecdote incroyable et vraie. Wladimir redoutait par-dessus tout que sa mère ne le confiat à quelque établissement scolaire en partant pour un des quatre coins

Sous la Coupole

L'ACADÉMIE FRANÇAISE A REÇU M. MAURICE SCHUMANN

Monsieur,

UN soir du mois de juillet 1917, l'un de vos prédécesseurs au ministère des affaires étrangères se promenait dans le parc du château de Montboudon, aux confins de la Besace et du Perche...

« Le drame de la communication »

CETTE voix qui, pendant quatre années, bondissait sous les coups, cette voix qui maintint les courages et assura l'espérance, c'était la vôtre, monsieur, et les Français vous aimèrent sans vous connaître, pour tout ce qu'ils vous devaient...

intégrale, la rencontre garde sa valeur. N'avez-vous pas initié une de vos œuvres romanesques le rendez-vous avec quelqu'un, ce qui est implicitement reconnaître que la rencontre est le premier pas vers la communication ?

L'adhésion au christianisme

VOUS êtes né à Paris, trois ans avant la première guerre mondiale, d'un père issu d'une famille d'artisans-joyelliers du Marais et d'une mère belge, originaire de Namur...

« Grâce à Clemenceau, peut-être un peu, mais surtout grâce à Foch. » Cela dit avec un tel ton de reproche que vos horizons géographiques s'ouvrirent à vous sur la route de la vie...

Journaliste

AYANT le goût d'enseigner les vérités découvertes, il était logique pour vous de préparer l'École normale, où vous fûtes admis. La maladie troubla votre oral et, de surcroît, entraîna une réforme qui rendit précocement votre entrée dans la vie active...

de la Bohême, sous le titre significatif : « Les étapes de la force. » Ces années si riches sont encore marquées par des collaborations à la collection « Présence », dirigée par Daniel-Rops, à laquelle vous fournissiez des textes dans l'Honneur de couleur et La démocratie rigle la liberté.

L'appel du 18 juin

EN 1939, la guerre que vous aviez jugé inévitable éclata au mois de septembre. Malgré votre réforme, vous vous engagés et êtes affecté au service auxiliaire. Cette activité ne vous paraissant pas digne de vos aspirations, vous obtenez du docteur Robinet, père de notre confrère Louis-Gabriel Robinet, qu'il vous verse dans le service armé...

Le parti de la fidélité

VOTRE entrée dans la politique fut particulièrement brillante puisque vous y apparûtes non en simple militant mais bien en chef de parti. Ne dites plus jamais, monsieur, qu'il n'y a pas parfois communication entre les créatures humaines...



LE DUC DE CASTRIES (Dessin de Marek Rudnicki.)

propagande qui maintiendra le moral de la nation subjuguée par l'occupant. « La guerre est un problème terrible mais résolu, vous avez dit le général ; il faut ramener la France du bon côté. » Cette tâche, vous alliez la remplir pendant quatre années avec toute votre âme et tout votre talent...

Le principe du tripartisme

LES difficultés politiques révélées par la composition de cette Assemblée rebuteurent vite le général de Gaulle qui, bien qu'investi très solidement par les nouveaux parlementaires, se retira de la scène publique le 21 janvier 1948, laissant la France dans une situation très périlleuse.

de la Hongrie et des Etats balkaniques. Il s'agit de processus presque irréversibles.

Vous l'avez si bien senti que, dans votre éditorial de l'Aube, le 22 janvier 1946, après un adieu émouvant à celui qui venait de quitter la direction de la nation, vous avez écrit que « les finances malaises et l'économie fragile risquent de ramener la France à une servitude nouvelle ».

Ce document original, l'un des plus importants de vos archives personnelles, marque un tournant capital de la politique de l'après-guerre. En acceptant comme président du M.R.P., le principe du tripartisme sans de Gaulle, vous avez permis à la France d'échapper à une situation désastreuse...

Aux élections de la seconde Constituante, le M.R.P. l'emporta sur le plan national et la direction de l'Etat fut alors confiée à son créateur, Georges Bidault. La nouvelle Constituante prévoyait une seconde Assemblée, élue au suffrage restreint, et en dépit de la marche normale de la démocratie...

Ultimatum de Colombey

AVANT que cette Constituante fût adoptée par l'Assemblée, le général de Gaulle avait déjà condamné les principes dans un retentissant discours prononcé à Bayeux. Vous fûtes alors convoqués à Colombey. Le général avait continué à vous manifester son affection et vous avait adressé avec une véritable tendresse « le compagnon par excellence », mais au cours de cette soirée du 21 septembre 1946 le climat se révéla moins serein.

(Lire la suite page 20.)

LA RÉPONSE DU DUC DE CASTRIES

(Suite de la page 19.)

Dès le début de l'entretien, vous défendez les qualités du régime, tout en reconnaissant qu'il s'agissait d'un cadre mal bâti. Mais que désirait le général le détruire ou l'amender ?

Trois réussites

DIX années devaient s'écouler sans rencontre nouvelle. Ces dix années sont marquées pour vous par une activité politique dont l'ampleur dépasse les spécialités dont vous avez été chargé.

Le premier objectif était de faire admettre la reconnaissance du droit de cité aux croyants. Sous cette appellation générale il faut comprendre que vous avez songé au principe de la liberté de l'enseignement.

Vous avez défendu avec une égale énergie et une ferme conviction une politique introduisant la dimension familiale dans la politique sociale.

Et, cinq mois avant le 13 mai, vous avez appris, de la bouche de celui qui allait redevenir le maître de la France.

Vous avez défendu avec une égale énergie et une ferme conviction une politique introduisant la dimension familiale dans la politique sociale.

Sur un troisième objectif, ressortissant à un autre domaine de votre action, vous avez participé à la convention européenne des droits de l'homme et, par la suite, vous avez montré, en allant jusqu'à la démission, le prix que vous attachiez à la création de l'Europe.

Dois-je encore ajouter pour être complet que, précisément, un autre domaine étranger qui était de votre domaine propre, vous et votre parti avez lutté pour la réconciliation franco-allemande.

Vous avez participé à la convention européenne des droits de l'homme et, par la suite, vous avez montré, en allant jusqu'à la démission, le prix que vous attachiez à la création de l'Europe.

Dois-je encore ajouter pour être complet que, précisément, un autre domaine étranger qui était de votre domaine propre, vous et votre parti avez lutté pour la réconciliation franco-allemande.

Vous avez participé à la convention européenne des droits de l'homme et, par la suite, vous avez montré, en allant jusqu'à la démission, le prix que vous attachiez à la création de l'Europe.

Dois-je encore ajouter pour être complet que, précisément, un autre domaine étranger qui était de votre domaine propre, vous et votre parti avez lutté pour la réconciliation franco-allemande.

Vous avez participé à la convention européenne des droits de l'homme et, par la suite, vous avez montré, en allant jusqu'à la démission, le prix que vous attachiez à la création de l'Europe.

Dois-je encore ajouter pour être complet que, précisément, un autre domaine étranger qui était de votre domaine propre, vous et votre parti avez lutté pour la réconciliation franco-allemande.

Vous avez participé à la convention européenne des droits de l'homme et, par la suite, vous avez montré, en allant jusqu'à la démission, le prix que vous attachiez à la création de l'Europe.

Dois-je encore ajouter pour être complet que, précisément, un autre domaine étranger qui était de votre domaine propre, vous et votre parti avez lutté pour la réconciliation franco-allemande.

Vous avez participé à la convention européenne des droits de l'homme et, par la suite, vous avez montré, en allant jusqu'à la démission, le prix que vous attachiez à la création de l'Europe.

Dois-je encore ajouter pour être complet que, précisément, un autre domaine étranger qui était de votre domaine propre, vous et votre parti avez lutté pour la réconciliation franco-allemande.

Vous avez participé à la convention européenne des droits de l'homme et, par la suite, vous avez montré, en allant jusqu'à la démission, le prix que vous attachiez à la création de l'Europe.

Dois-je encore ajouter pour être complet que, précisément, un autre domaine étranger qui était de votre domaine propre, vous et votre parti avez lutté pour la réconciliation franco-allemande.

Vous avez participé à la convention européenne des droits de l'homme et, par la suite, vous avez montré, en allant jusqu'à la démission, le prix que vous attachiez à la création de l'Europe.

Dois-je encore ajouter pour être complet que, précisément, un autre domaine étranger qui était de votre domaine propre, vous et votre parti avez lutté pour la réconciliation franco-allemande.

Vous avez participé à la convention européenne des droits de l'homme et, par la suite, vous avez montré, en allant jusqu'à la démission, le prix que vous attachiez à la création de l'Europe.

Il fallait renoncer aux protectorats sur le Maroc et la Tunisie, tandis que s'allumait en Algérie une lutte inextinguible qui allait anéantir en une décennie un siècle et demi d'efforts sur les rives africaines de la Méditerranée.

Le point crucial de cette lutte de libération entreprise par le monde arabe ne se situait pas d'ailleurs dans les colonies françaises. Ce fut l'impossibilité, par suite des pressions étrangères, de juguler la crise de Suez, qui devait marquer un si cruel abaissement ; sous la menace d'Etats puissants, la recule des nations d'Occident en 1956 a coïncé à l'Europe son domaine colonial et l'oblige aujourd'hui à se courber devant les détenteurs de l'énergie fournie par les hydrocarbures.

Vous avez senti ce risque plus que tout autre, puisque, bien que président de la commission des affaires étrangères, vous étiez, en fait, commandant en chef de bataillon à titre temporaire, à cette entreprise avortée où vous étiez l'occasion de mesurer l'esprit d'indiscipline que vous aviez vu dans le commandement de l'armée française à de redoutables excès.

Le général avait suivi avec intérêt votre itinéraire sans de Gaulle. Il avait été au sein de l'état-major de la 1ère armée plus tard, la situation en Afrique s'étant fortement dégradée, vous étiez convoqué dans le bureau spartiate de la rue de Solferino.

Vous l'avez interrompu : « La route du pouvoir vous est ouverte et le R.E.P. n'est plus là pour vous la couper. »

« Mais non, vous répondit-il, vous vous arrangez bien pour vous passer de moi. Vous trouvez toujours un Gaillard pour remplacer un Bourges. Enfin ! Mais je sais bien ce qu'il faut faire pour sortir du drame algérien. Il faut faire ce dont le régime est incapable. »

« Cinq mois avant le 13 mai, vous avez appris, de la bouche de celui qui allait redevenir le maître de la France. »

« L'Algérie, selon lui, devait choisir entre l'intégration, l'association ou l'indépendance, le double secret de la paix et de la vraie grandeur étant l'établissement de relations d'un type absolument nouveau. Vous trouvez, dans ces propositions d'outre-mer, Et il ajouta comme conclusion : « La France existait avant 1830, heureusement ! »

« Les gardes du secret sur cette révélation, pendant les onze années du règne du général. »

« ... et avec lui »

EN 1958 vous devenez président de la commission des affaires étrangères, ce qui vous valait l'honneur de six entretiens privés par un avec le chef de l'Etat. Mais vous constatiez assez vite que, tout en vous témoignant la même confiance affectueuse, celui-ci s'était constitué un domaine réservé, que les conversations nequaquaient d'être purement formelles.

Le général vous devait pourtant beaucoup, car vous aviez été un des artisans de la sécurité de l'Etat. Mais il ne s'estimait pas tenu à la moindre reconnaissance envers ceux qui l'avaient servi, à son avis, en le servant, on faisait simplement son devoir envers la patrie.

« ... et avec lui »

« ... et avec lui »

« ... et avec lui »

« ... et avec lui »

« ... et avec lui »

« ... et avec lui »

« ... et avec lui »

« ... et avec lui »

« ... et avec lui »

« ... et avec lui »

« ... et avec lui »

« ... et avec lui »

Il n'en oubliait pas pour autant ses fidèles et, lors de la constitution du premier ministère Georges Pompidou, il vous offrit un portefeuille ainsi qu'à quatre de vos collègues M.R.P. Mais ce nouvel avatar fut de brève durée, puisque, en raison de la prise de position européenne du nouveau premier ministre, vous donnâtes, ainsi que vos confrères, vos démissions avec éclat, moins de cinq semaines après avoir pris vos fonctions.

Vous retrouvez sans difficultés la présidence de la commission des affaires étrangères, où vous montrâtes, non seulement, mais aussi, un courage et une indépendance qui firent du général Jouxhaud, de ce Gaulle paralysé décidé à faire exécuter pour l'exemple.

Ces années passées à la présidence de la commission des affaires étrangères sont riches en tâches diverses sur lesquelles il n'est pas possible de s'étendre longuement. Rappelons cependant une mission en Europe centrale préparant la visite du général de Gaulle dans les pays du Pacte de Varsovie.

En 1967, après des élections européennes, il est peut-être trop tôt pour livrer le récit de ces entretiens où vous avez trouvé, dans une situation si pénible, le président américain prenait acte de l'isolement de la France et ne craignait pas de dire avec amertume que celle-ci aggraverait ses soucis.

Toutefois, il consentait à croire que le geste à la fois fier et inamical du général de Gaulle ne rompait pas une amitié dont le développement à l'Occident, et vous priez sur vous d'assurer, en présence de l'ambassadeur de France, que, malgré les apparences, le général restait un loyal allié.

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

Jacques Chaban-Delmas, vous annonçait en ces termes votre nomination au ministère des affaires étrangères :

« Il nous faut à la fois assurer la continuité du gaullisme et donner un nouveau départ à l'Europe ; ce sont notre honneur. »

Les événements sont maintenant bien proches pour parler d'eux avec le recul qu'exige l'histoire pour devenir serene. Je désire cependant les évoquer en quelques mots ; votre dessein fut de réorganiser les croisements que l'histoire politique du général avait provoqués avec de nombreuses nations ; votre méthode était de mettre de l'huile dans les rouages les plus grinçants, ce que vous alliez réaliser en souriant.

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

porte en soi et que l'on n'a pas trouvé le loisir d'exprimer ?

Pendant votre entente de la vie politique, vous aviez d'ailleurs occupé la présidence de la Fondation de France, un poste plein d'intérêt pour un esprit porté aux recherches artistiques. N'était-il pas souhaitable que le chanteur de Tintoret, le pèlerin passionné de la Madonna del Orto, ou repose le grand peintre, soit à l'usage du patrimoine artistique de la nation ?

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

« Je ne me suis pas senti en France, dit-il, mais je me suis senti en Europe. »

Advertisement for 'Le monde' magazine featuring a large 'LYON' logo and a 'Bettelberg' logo. The text includes 'LE MONDE' and 'Bettelberg' along with some handwritten numbers.

A LYON

LOUIS CALAFERTE

Connu surtout pour ses deux romans *Requiem des innocents* et *Partage des vivants*, Louis Calaferte, né en 1928, est également l'auteur de curieuses ballades, dans le goût des poètes fantaisistes mais proches de Robert Desnos. Elles ont paru sous le titre de *Rag-time*, chez Denoël, en 1972.

« Mettons si vous voulez »

Mettons si vous voulez un badigeon bien pomme et des larmes de lait ou de miel
de chez le grand faiseur un smoking
quelque chose d'antique un accent d'angora
le cuir anglais d'antan étincelles en moire
deux ou trois surnoms de plus noble des shirting limited Co and Co Milan « l'Opéra »
la virtualité insignie d'un grimoire

Mettons si vous voulez une grappe de fruits
le craquant d'un biscuit
et même un peu d'orgueil

Mettons si vous voulez un cerveau d'astronome
Et ce sera la nuit

Extrait de « Rag-time ».

ROGER KOWALSKI

Né à Lyon en 1934, Roger Kowalski s'est vite imposé comme un des poètes les plus purs et les plus vrais de sa génération. Dans la plupart de ses recueils, et notamment *Angulaires* (Léo, 1964), *Le Ban* (Guy Chambelland, 1964), *les Hautes Herbes* (Pierre Seghers, 1966) et *Sacraments* (Grasset, 1968), on retrouve la même voix mélodique et digne, qui parle de pressentiments, de signes où le destin et la mort se donnent rendez-vous, de gestes qu'on accomplit par grâce ou par fatalité, de passages que traversent des hommes à la recherche d'eux-mêmes. Elle aurait aimé ces prémonitions, et Mieux ces éblouissements dans la brume.

« L'eau »

Dormirez-vous ? L'eau vous attend ; mille fruits pour votre bouche et ce n'est pas dans mon visage que vous lirez votre mort ; dormirez-vous ?

Le sel dans vos yeux, la tendre balafre où tremble ma bouche, les mots que je n'entendrai jamais plus.
J'écoute ; que votre voix me livre à d'autres oiseaux c'est courir avec un vent de grand orgueil.

(Inédit.)

« Oiseaux violet emplumé »

Une eau sur la grande main du songe, l'abolement derrière les arbres ; noir, nuit noire et la rose dépile ses feux.
Une parole bientôt achevée ; le champ, l'odeur des lilas, la muraille battue d'un vent contraire.

Nulla image, ombre des grands fonds, passe de la pitié.
Je suis parti ; mes os font un poids léger sur la neige.

(Inédit.)

« Avec moi »

Entrez avec moi, ma louve en novembre ; le temps déchire le regard, la nuit conspire à brûler vos derniers valsesaux.
Ange du songe, face neigeuse du temps, je vous avais pourtant gardée comme une lune immense au bord du siècle, et tous les vents de ce monde vont sceller vos paupières et votre bouche.

Les abolis dans la chambre, les rires de la fragile, les cris de la folle aux yeux enterrés.

(Inédit.)

JEAN ORIZET

Né en 1937, Jean Orizet chante le champ de blé, la vigne, la colline, le côté ensoleillé des choses et des êtres. L'*Horloge de la vie* (Guy Chambelland, 1966), *Tu te transformes en tout* (Le Grésivoy, 1968), *Miroir oblique* (Saint-Germain-des-Prés, 1969), *Silencieuse entrave* au temps (Saint-Germain-des-Prés, 1972) et *les Grandes Baleines bleues* (Saint-Germain-des-Prés, 1974) ne se contentent pas toutefois d'une vision élégiaque : il y a chez Jean Orizet une ironie, d'abord satirique, ensuite désastreuse, qui le mène dans le sillage de Queneau. Mais il s'agit, pour lui, de camoufler le persiflage sous une élégance pinco-sans-rire.

« Qui installe le doute »

Qui installe le doute au cœur de ce chène paisible allié du temps ?
Peut-être les saisons s'opposaient-elles en lui sans qu'il en eût conscience ?
Peut-être son élan dépeut-il aux mauvaises langues de l'orage ?
Le sable était son voyageur vers un port prévisible, il savait concilier l'écueil et le fruit pour nouer la mémoire.

On blâme tout cela. Le sève, maintenant, irrigue une déchirure. Mais rien ne peut se voir dans le soleil des branches.

(Inédit.)

JEAN PÉROL

Né à Vienne en 1932, Jean Pérol partage son temps entre la France et le Japon, où il enseigne. C'est un poète abondant, et quelquefois imprévisible. Si on le juge d'après ses trois derniers recueils, parus chez Gallimard, le *Cœur véritable* (1969), *Raptures* (1970) et *Maintenant les soleils* (1972), il est être aussi bien un poète-reporter de la réalité japonaise, un poète d'avant-garde qui joue avec les mots et désolue le langage avec une joyeuse désobéissance, et un poète tragique qui s'interroge sur l'homme, l'âme, la conscience, la vie moderne. C'est à ce dernier poète-là que nous empruntons une page particulièrement riche en belles incertitudes.

« Passé »

Passé pas mal de caps et de conquêtes illusaires, à chaque réveil l'homme est plus nu. Rien ne s'affirme clair, rien ne reste gardé, rien n'est tenu par rien. L'homme-souffleur. Quand s'arrêtent les nombres et la force du souffle, les parois de verre luisent aussi neuves qu'avant. L'homme-tunnel. Le même subitement, le même claquement monotone des gouttes et qui scande le noir. L'homme-voûte, l'homme-paroi et désarroi. L'homme-peur. La longue voie des esclaves matés, les yeux crevés, le sang à la place des pleurs. Corbeaux, cornelles, et buses, celui qui passe les portes les voit planer errants au-dessus des croix en T, où pendent disloquées les victimes clouées. Le vent de sable sur les ruines qui s'ensuit, le silence des fins, cette impression d'une lutte pour rien. L'immense, bien et solaire, en dôme au-dessus des actions qui furent soudain rayées, qui s'oublient, qui lentement se décomposent. Dire : je sais, dire : j'ai compris, dire : ah je vois maintenant, est-ce que tu oses ?

Extrait de « Maintenant les soleils ».

ANNIE SALAGER

Née à Paris, habitant Lyon depuis de longues années, Annie Salager a publié des recueils de poèmes aux inspirations à première vue contradictoires. Dans la *Nuit introuvable* (Hermann, 1961), *Présent de sable* (Chambelland, 1964), *Histoire pour le jour* (Seghers, 1968), *Dix profils sur la toile* (Hermann, 1971), la *Femme-buisson* (Saint-Germain-des-Prés, 1973), on trouve un grand nombre de poèmes engagés, rageurs, assés d'une justice un peu somnambulique. Ailleurs, Annie Salager sait être simple et dire les aspects intimes de l'existence. Mais c'est dans l'approximation des rapports entre la pensée et la nature qu'elle excelle : elle est alors succincte, mystérieuse, convaincue.

« Je me suis posée... »

Je me suis posée à la cime de l'arbre dans le déséquilibre de l'arbre et de la branche je me suis posée sans savoir à la cime, là d'où l'on voit les deux côtés. L'espace est un sourire, me dis-je, mais l'espace me gifle parce que je sais le corps une bouche sans fond.

(Inédit.)

Parler noblesse

Parler me blesse. Pas de place (pour moi). Nombreuses sont les traces d'amour. J'éloigne à toute vitesse. Il ne viendra jamais personne. Même sang que ce chien. Dans un ravin de glace. Traces d'amour pourtant. J'etrangle. Je douleur. Mes deux garçons m'ont tenu au monde. Le ciel est noir d'une distance qui grandit. Je ne peux appeler. Traces d'amour pourtant, traces.

(Inédit.)

Hommage à « Confluences »...

ON, ce ne fut pas un rappel nostalgique du passé que la soirée consacrée à Confluences, le samedi 14, de 1941 à 1945, à Lyon, réussit à regrouper les meilleurs écrivains de l'époque — et de la nôtre. En dépit de leurs divergences idéologiques, ces philosophes, ces romanciers, ces poètes, se retrouvaient dans une commune aspiration vers la liberté. Alors, René Tevernier est revenu parler de l'entreprise commune qu'il avait suscitée et dirigée. Et Mousse et Pierre Boulanger ont fait revivre quelques-uns des textes qui dormaient dans l'armoire de l'histoire présentée sous vitrine : d'Aragon, d'Audubert, de Jean Cayrol, de René Guy-Cadoux, de Robert Desnos, de François Dodet, de Paul Eluard, de Pierre Emmanuel, d'André Frénaud, de Guillevic, de Max Jacob, de Marcel Michaux, d'Henri Michaux, de Picasso, d'Emile Picot, de Francis Ponge, de René Tevernier, de Pierre Unik, de Jean Wahl.


Cette simple énumération le démontre, l'aventure de Confluences fut exemplaire, et par la qualité de ses collaborateurs et par l'esprit qui les unissait. Elle s'ouvre sur la futur.

... et à Alain Borne

Il était, il demeure l'un des meilleurs, l'un des plus vrais poètes de ce temps, a dit Georges Emmanuel Clancier d'Alain Borne, tué dans un accident de voiture le 21 décembre 1962. Théophile Briant l'avait découvert, Pierre Seghers et René Tevernier l'avaient révéilé, Aragon lui avait consacré un des meilleurs poèmes des *Yaux d'Elsa*. Le lycée de Montélimar, la ville où il vécut, porte son nom, Paul Vincensini vient de lui consacrer un ouvrage dans la collection « Poètes d'aujourd'hui », chez Seghers. Il n'en fallait pas tant pour que Benoit Vauzel et le groupe d'animation Artane, sous le titre d'*Approche d'Alain Borne*, présentent un montage de ses poèmes d'amour et de mort, dont l'enchâssement d'images claires, de mots simples, de cris de désir hétéroclites, de variations inépuisables, se dessine sur l'écran noir d'une angouisse prémonitrice.

Le miroir intact d'avoir rollié cent visages
Se fêtera sous le choc
Et dans le rose des éclats
On ne verra que le côté éclatant de la mort.

l'œuvre fondamentale de
Bruno Bettelheim
L'amour ne suffit pas 438 PAGES - 36 F
Evadés de la vie 637 PAGES - 63 F
EDITIONS FLEURUS 131 RUE DE FLEURUS 75006 PARIS

AM
Jacques Stenberg
lettre ouverte aux terriens

HARGNEUX, INJURIEUX, ARBITRAIRE, ATRABILAIRE, MAIS SINCERE.
ALBIN/MICHEL

FANTASTIQUE
Au sommaire du numéro 31 :
reportage Biologie et devenir de l'homme
étude Absurde ! Absurde ! ou l'univers de Frederic Brown
roman de Daniel Walthier Mais l'espace... mais le temps (2)
nouvelles J. et D. Le May Michel Calonne Yves Frémion Dominique Douey Chris Burger
horizons parallèles Hans Holzer : un parapsychologue parle (interview)
libres propos Michel Lancelot
chronique Daniel Walthier
auteurs Un couple : J. et D. Le May (interview)
cinéma Critiques et études
bandes dessinées Une BD de Rouzoud Christis et Mézières dialoguent au futur
livres La sélection d'HdF
Le numéro 12 F (Etr. 13 F)
Abonnements : 6 N°s, 54 F (Etr. 60 F) ; 12 N°s, 102 F (Etr. 114 F)
En vente chez les marchands de journaux ou à la revue : HORIZONS DU FANTASTIQUE (LMI), 153, bd Voltaire, 91000 Amélières
Sommaires complets des numéros disponibles contre 2 timbres à 0,80 F.

après
"la promesse de l'aube"
ROMAIN GARY

La nuit sera calme
récit
GALLIMARD

JANVIER 1975 LE MONDE A TRAVERS LES LIVRES

ESSAIS ET DOCUMENTS POLITIQUES

* Gaston Bouhoul : *La Poix*.

F.O.F., collection « Que sais-je ? » n. 128 p., 5,50 F.

Sociologue, Gaston Bouhoul s'est consacré depuis des années à la science nouvelle, qu'il a inventée, de la polymétrie. Il s'agit pour lui, en étudiant la guerre et ses raisons, de trouver les moyens de l'éviter. Mais comment connaître la guerre sans se pencher sur sa source, la poix ? Ce petit livre cherche à faire le point de ce que l'on en sait, et qui nous ramène presque constamment à la guerre, puis-que aussi bien le paix - vit dans le tressaillement de la guerre.

Ce n'est pas la seule formule qui vienne sous la plume de l'auteur. « *La civilisation est une lutte contre la peur... La guerre froide est la première expérience vécue de la paix atomique... Toute unification idéologique engendre des hérésies...* »

Les conclusions ne pèchent pas par excès d'optimisme. Mais du moins les symptômes annonciateurs des conflits sont-ils perceptibles plus tôt que par le passé. « Nous n'avons plus d'excuse lorsque nous regardons s'enliser les structures » belligènes « et que nous assistons passivement à leur déferlement. » — A. F.

* Michel Chatelus : *Stratégies pour le Moyen-Orient*.

Calmann-Lévy, collection « Perspectives de l'économique », 303 p., 40 F.

Instrument de pression politique et d'enrichissement, le pétrole a pour une autre mission : celle d'une dizaine de pays vastes, sous-développés et désertiques de l'état industriel. Les pays producteurs de pétrole vivent, depuis peu de temps, un ensemble de profondes révolutions structurelles. Michel Chatelus, jeune universitaire qui fut souvent chargé de mission sur Proche-Orient, a compris ce que ces bouleversements présents et à venir ont d'essentiel pour l'Europe. Il se livre à une étude serrée des stratégies dominantes. Son analyse, sur aspects multiples, éclaire les perspectives économiques, la politique intérieure et extérieure des pays producteurs de pétrole mais aussi des centres qui dominent l'environnement mondial, Washington, Moscou et les firmes multinationales.

La situation des pays proche-orientaux, puis les sautés musulmans ou non (comme l'Iran), est soumise à des pressions qui tiennent aussi bien du passionnel que du rationnel. Ces États s'ouvrent, après un long sommeil, à l'ère des technocrates. Simultanément, la région grandit une place éminente pour la géopolitique mondiale. L'Occident aura-t-il le partenaire ou l'antagoniste de ceux qui étaient naguère ses vassaux ? Le pari est de taille, les apôtres aussi. — D. T. A.

* Kamuran Bekir Harputlu : *La Turquie dans l'impasse*.

Editions Anthropos, 315 p., 45 F.

Kamuran Bekir Harputlu, militant marxiste accuse la Turquie de s'être elle-même enfermée dans une terrible impasse. Il condamne le manque de structures réelles (politiques, juridiques, économiques), la pauvreté institutionnelle d'une nation où Kemal Atatürk a voulu fonder la légitimité républicaine en appuyant sur quelques notions d'importation : laïcisme, populisme, étatisme, principes du Occident, bagüets en Orient, qui soutiennent artificiellement une ossature semi-totale. Après un demi-siècle de République la kémalisme, qui voulait être une doctrine émanant du nationalisme turc, s'étoise à son tour, étouffé par ses contradictions, ses tentatives d'intégration à l'Europe. Et voici le grand reproche d'Harputlu : la démission constante devant l'impérialisme, cette forme de confiance lâche qui, d'une grande œuvre révolutionnaire, fit sortir des crises et l'injustice.

Son analyse historique nous montre bien avant l'œuvre de Kemal Atatürk, un empire ottoman déchiré, anéanti, qui vend ses privilèges à la France, à l'Angleterre, à l'Allemagne, leur laissant toutes facilités pour une hypocrite colonisation.

L'exploitation des matières premières par les pays capitalistes resta, aujourd'hui, une des causes essentielles du sous-développement.

L'ouvrage d'Harputlu peut sembler copieux, parfois indigeste. Pourtant, dans une perspective marxiste, il se livre à une analyse très complète des difficultés de la Turquie. — S. C.

SCIENCES HUMAINES

* Jacques Chazaud : *les Contestations actuelles de la psychanalyse*.

Ed. Privat, 228 pages, 36 F.

Le meilleur et le pire coexistent dans cet ouvrage de Jacques Chazaud. Le meilleur : son étude sur les résultats et critères de guérison en psychanalyse, et quelques vigoureux coups de boutoir portés contre ceux, Debrey-Ritzan entre autres, qui na voient en la psychanalyse ou édulcorations vicieuses et obscures. Il faut dire que, là, Jacques Chazaud a la partie facile.

En revanche, ce qu'il dit sur d'autres contestations de la psychanalyse, par exemple celles formulées par les antipsychiatres, nous a semé un peu court. Mais surtout, et là nous touchons au pire, Jacques Chazaud use d'un style amfibolisé où abondent jeux de mots et références complexes, ce qui ne facilite guère la lecture. Même lorsqu'il touche juste, Jacques Chazaud irrite. Dommage. — R. J.

* *Psychanalyse et politique*.

Ouvrage collectif, Le Seuil, 286 p., 30 F.

Pour élaborer une théorie politique nouvelle, à quel Freud peut-il vraiment servir ? Entre l'incoscient et le pouvoir, quel rapport ou quelle rupture y a-t-il ? Comment réunir, sans tomber dans la mystification des amélgames, Marx et la psychanalyse ?

Ces questions, et bien d'autres, enliment ce colloque tenu à Milan en décembre 1973, sous la direction d'Armando Verdiglione, dont une importante étude théorique ciôt le volume. Ces thèmes ne sont pas neutres. Le nouveau, ici, c'est plutôt la clarté des interventions, la vivacité des débats, la variété des tons et des regards. Serge Lescaire, Philippe Sollers, Felix Guattari, Julia Kristeva, Maud Mannoni entre autres, interrogent chacun à sa manière les rapports réels ou possibles de la politique et de la découverte freudienne.

Us n'apportent pas une, mais des réponses, dou surgissent de nouvelles questions. Avec les qualités et les défauts du genre, cet excellent colloque dessine des chemins inexplorés au milieu de sentiers bien battus. — R.-P. D.

* *Les Chemins de l'anti-Édipe*.

Ouvrage collectif, Ed. Privat, 172 pages, 29 F.

En juin 1973, Janine Chasseguet-Smirgel organisait au sein de la Société psychanalytique de Paris une journée d'étude consacrée à l'ouvrage de Deleuze et Guattari : *L'Anti-Édipe*.

Les communications présentées à cette occasion ont été regroupées en volume. C'est avec plaisir qu'on lira le brillante étude d'Alain Besançon intitulée : *Freud, Abraham, Lotos*, ainsi que les contributions de Didier Anzieu, Jean Bégoin, Béla Grunberg, pour ne citer que les plus marquantes. — R. J.

* *L'Antipsychiatrie, sens ou non-sens ?*

Ouvrage collectif, Presses universitaires de France, collection « Vivantes », 230 p., 35 F.

On a beaucoup écrit sur l'antipsychiatrie. Intéret, refus, engagement, ironie, ont élement tous les partis pris, « pour » ou « contre » le mouvement d'idées qui rassemble des hommes aussi divers que Szasz, Bateson, Basaglia, Laing ou Cooper. Ils ont en commun le refus de considérer les « fous » comme des « malades ».

Aux yeux du docteur Cyrille Koupernik, le temps d'une réflexion plus saine est venu. Il a donc organisé, sous le titre inattendu d'une « table ronde », écrite le débat qui nous est livré aujourd'hui. Pour cela, il a fait circuler entre des psychiatres d'âge et de tendances variés (J.-C. Arfouilloux, G. Bellion, J.-F. Barges, J.-P. Chartier, R. Diekine, S. Lebovici) les textes qu'il recevait de chacun d'eux.

Ce curieux roman par lettres rassemble, diversament nuancés, la plupart des arguments que l'on oppose à l'antipsychiatrie : dangers de son « laisser-faire » thérapeutique, mystification de son « gauchisme », nocivité de sa « glorification » des schizophrènes, nécessité des « incli-

lutions », succès de la pharmacopée, etc. Si le document veut d'être consulté pour mémoire, le résultat de cette confrontation demeure décevant. — R.-P. D.

* Joseph Gabel : *Idéologies*.

Editions Anthropos, 252 pages, 30 F.

Les travaux de Joseph Gabel constituent un des sports les plus féconds à la critique marxiste de l'idéologie. *La Fausse Conscience* (1) et le *Sociologie de l'habitation* (2) étaient un pont entre deux domaines aussi différents que le marxisme et la psychanalyse. Gabel montre la psychanalyse à la sociologie, Gabel montre la sociologie comme une sorte de délire, présentant les caractéristiques de la schizophrénie. Dans son nouveau livre, Gabel entreprand l'analyse de différents courants idéologiques. Il y découvre le même processus de réification. Il isole ces manifestations idéologiques comme un chirurgien isole une tumeur, et les interprète comme des symptômes. Il montre comment, de la vie politique à la vie quotidienne, on ne cesse de se débattre dans les fils presque invisibles de l'idéologie. Un livre, riche d'aperçus, qui s'efforce de renouveler la pensée dialectique. — J.-M. P.

(1) Editions de Minuit, 1962.
(2) P.U.F., 1970.

* Gérard Fourze : *La Science parisienne*.

Ed. Desclée, 173 pages, 15 F.

Nous vivons sur un mythe, celui de la « science » pure, neutre, objective, désintéressée et supra-partiale. Or, science et politique, science et idéologie sont inévitablement liées. C'est ce que démontre avec brio Gérard Fourze, professeur de physique théorique à l'université de Namur et épistémologue d'une rare lucidité. — R. J.

* Géo Roheim : *La Panique des dieux*.

Présentation de Werner Muensterberger. Traduit de l'allemand par Sylvie Laroche et Massimo Giacomelli. Fayard, 204 pages, 12,50 F.

Géo Roheim, dont les travaux les plus importants ont été traduits en français ces dernières années, a laissé une œuvre considérable. Le présent recueil rassemble quatre études publiées entre 1932 et 1950. Deux longs textes, *Les Dieux primitifs* et *Animisme et religion*, reprennent les thèmes principaux des recherches de Roheim. Une multitude de faits et de croyances, empruntés à la vie quotidienne et à la mythologie des peuples « primitifs », sont analysés à la lumière des concepts freudiens.

Deux articles plus succincts s'attachent au mythe d'Aphrodite, image de la « mère phalique », et à la signification des monstres et des dragons dans les religions.

Souvent marqués par leur époque, et parfois entravés par une tendance excessive à l'accumulation de preuves et d'exemples, ces analyses occupent malgré tout une place majeure dans un domaine encore mal exploré. — R.-P. D.

* *La Décivilisation*.

Ouvrage collectif, Textes choisis par Robert Jaulin, Ed. Complexe, Distribution E.P.U.F., 164 pages, 24 F.

On ne tue pas seulement des hommes, on tue des peuples. On assassine aussi des cultures. Avec violence ou subtilité, des croyances, des façons d'être et de penser, des modes de vie sont chaque jour détruits par l'Occident, au nom du progrès, de la science, de la « civilisation ».

Ce recueil d'articles rappelle la réalité de cet ethnocide omniprésent, et tente de préciser sa signification politique et pratique. On retrouve là les idées inassaisonnées défendues par Robert Jaulin, éminentaire de la majorité de ces textes « choisis » qui mettent tous en cause la tendance à l'uniformisation. Leur verdict : en voulant éliminer tout ce qui diffère d'elle, la civilisation occidentale signe son propre arrêt de mort.

Utile pour ceux qui ignorent encore ces analyses, le volume n'apporte pas grand-chose aux lecteurs des précédents ouvrages de Robert Jaulin. — R.-P. D.

HISTOIRE

* André Latreille : *l'Ère napoléonienne*.

Armand Colin, collection « U. », 254 pages, 32 F.

Familier de longue date de l'histoire napoléonienne, le doyen André Latreille, dans une ample synthèse, décrit l'évolution des grands États face aux entreprises de Napoléon. Dans quelle mesure Napoléon, fils de la Révolution e-t-il marqué de son influence l'Europe dominée ? Quel fut le sens et quelle fut la portée de l'« aventure » napoléonienne ? Telles sont les questions posées à travers ce manuel qui constitue une mise au point judicieuse et équilibrée.

Le propos est fort vaste ; on serait donc mal venu de contester tel ou tel choix, par exemple la place limitée faite à l'histoire des sociétés. Surtout, ce serait ne pas prendre ce livre pour ce qu'il veut être : une fresque d'histoire générale entre deux tableaux, dessinés d'une main vigoureuse, de l'Europe en 1799 et en 1815. André Latreille excelle à ce récit alerte, nourri de vastes lectures et d'une fréquentation assidue des classiques de l'histoire napoléonienne. Ses tems, fait aux événements leur part, il sait combien et comment sont imbriquées alors la vie française et la vie internationale, la politique intérieure et la politique extérieure. Il sait le rôle des circonstances et de la psychologie des hommes.

On appréciera la place faite à l'histoire militaire, trop négligée de nos jours ; le tableau de la Grande Armée, les récits de batailles et de campagnes sont présentés de main de maître.

Les étudiants auxquels ce livre est destiné, mais aussi le grand public, liront avec plaisir et profit un ouvrage consacré à un temps et à un homme dont André Latreille a su rendre, avec la simplicité d'expression qu'on lui connaît, le caractère saisissant. — J.-M. M.

* Bernard Pierre : *le Roman du Nil*.

480 pages, 55 F.

Le Nil est un fleuve fascinant : son eau et son limon ont permis à la civilisation égyptienne de naître et de s'épanouir.

Bernard Pierre est un passionné du Nil. Il a suivi le fleuve depuis les sources, qui, au Burundi et en Ethiopie, donnent naissance respectivement au Nil blanc et au Nil bleu, jusqu'au delta par les bras duquel les eaux se déversent dans la Méditerranée. L'auteur sait et dit tout sur le Nil : étapes de la découverte des sources ; description des rapides et des marécages ; affrontement franco-britannique à Fachoda ; mort de Gordon à Khartoum ; déménagement des temples de Nubie ; innovation religieuse d'Akhenaton et de Néfertiti ; incendie du Caire (en 1190) ; déclinement des hiéroglyphes.

Cette accumulation de sujets variés empêche de classer le livre de Bernard Pierre dans une catégorie connue. Ce n'est pas un ouvrage de géographie ; ce n'est pas une œuvre historique. C'est bien un roman, et, soit dit sans nuire, c'est le roman d'un fleuve, en quelque sorte un « roman » fluvial. — Y. R.

HOSTO-BLUES

Victoria Therame

Hosto blues va plus loin que le simple témoignage. Cri de révolte... et quelle violence, quelle richesse dans l'invention verbale... (*Politique Hebdo*, 10/10, *Événement*, *Le Courrier*).

... Une rage de silex, une colère de fleuve... des hauteurs de cris et de fou-rire... (*Quinzaine Littéraire* 16-31/10, *Soleil*, *L'Aspècle*).

... Ce blues vous souffle jusqu'au tréfonds de 1001 son saxo de colère et de dérision, avec le fil mélodique qui tout le temps se rompt aux tronçons de l'horreur... (*Le Monde*, 31/10, *Dominique*, *Librairie*).

... Thérame c'est réussi cent pour cent... On croirait pas ce que c'est... Un livre formidable. (*Charlie Hebdo* 15/7, *Cavanna*).

... Hosto Blues est un livre captivant, déchirant... admirable... le plus beau livre que j'ai lu depuis des mois... écriture superbe, cri de colère et d'amour... (*Les Nouvelles Littéraires* 18-24/11, *G. Matras*).

... Fant dire qu'il y a de quoi être impressionné ! (*Libération* 26/11).

A lire d'une traite parce qu'on ne saurait interrompre un blues... (*Antoinette*, *Mor*, 24, *Claudine Guard*).

C'est un livre de révolte à l'état brut... un monologue virulent, poignant, bourré à éclater d'indignation et de chaleur humaine (*Le Progrès*, 10/11, *Michelle Granézan*).

Librairie: 68 rue des Sts-Pères Paris 7ème - tél.: 222 02 08
éditions : 2 rue Rouquette Paris 13ème tél. 305 17 45

des femmes

VIENDE PARAITRE

LES SUSPICES DES PSYCHIATRES FRANÇAIS

JEAN MARIE COLDFEY ET JEAN MICHEL OUGHOURADIAN

JEAN LIQUORI CASATI

CABRET TERRER ET JEAN PIERRE BIGEAULT

PRIVAT

En 4 heures, 7 minutes et 32 secondes vous pouvez devenir un « best-casseur » officiel sur Célian en lisant :

L.-F. Céline damné par l'écriture

chez Jean GUENOT

C.C.F. 325-65 Paris, 22 F. franco, commande au dos ou chèque postal.
Dépôt libraires : Verdier, 41, rue Marmuse, Paris (9^e)
M. P., 24, rue Serpente, Paris (6^e)

(Publicité)

JOURNÉE DE LA LITTÉRATURE SOVIÉTIQUE

organisée par le Comité France-U.R.S.S. de PARIS

Vendredi 31 janvier

MUTUALITÉ : SALLE D

24, rue Saint-Victor, Paris-3^e

A partir de 17 h.

Vente d'ouvrages littéraires soviétiques

A 20 h. 30

CONFÉRENCE - DÉBAT :

La littérature soviétique

Sous la présidence d'Armand LAPOUX

Membre de la Présidence de France-U.R.S.S.

Membre de l'Académie Goncourt

avec la participation de

Rouben Mélik : Poète, Auteur de l'anthologie de la poésie arménienne

Lily Denis : Traductrice de nombreux romans soviétiques. Prix Nobel 1971 pour l'ensemble de son œuvre.

(Publicité)

En 4 heures, 7 minutes et 32 secondes vous pouvez devenir un « best-casseur » officiel sur Célian en lisant :

L.-F. Céline damné par l'écriture

chez Jean GUENOT

C.C.F. 325-65 Paris, 22 F. franco, commande au dos ou chèque postal.
Dépôt libraires : Verdier, 41, rue Marmuse, Paris (9^e)
M. P., 24, rue Serpente, Paris (6^e)

PHILOSOPHIE

* Wanda Bannour : *les Nihilistes russes*.

Aubier-Montaigne, « Bibliothèque sociale », 216 p., 30 F.

On croit les connaître à partir de quelques images stéréotypées, mais qui peut prétendre les avoir vraiment lus, ces publicistes révolutionnaires, radicaux, caustiques, auxquelles la Russie des années 1860 a légué le surnom de nihilistes ? Souvent leurs textes sont encore épersés dans les journaux et revues de l'époque, et les éditions russes de leurs œuvres complètes ne sont pas traduites en français.

C'est pourquoi les abondants « morceaux choisis » rassemblés, traduits et présentés par Wanda Bannour, agrégée de philosophie, qui prépare une thèse sur le sujet, constituent une surprise et une heureuse découverte. A travers les écrits de Tchemichewski, Dobrotchouov, Pissrev, c'est une étrange génération de contestataires qui se fait entendre. Rigoristes et épurés, vohéments et désabusés, impitoyables et inspirés, ils sont aussi les pionniers du féminisme.

Amalgamant Fourier, Owen, George Sand, Ricardo Feuerbach, Stuart Mill, ils tiennent un discours utopique qui n'oublie pas d'être merveilleusement écrit. Ils proclament pour tout à l'heure le bonheur de tous. C'est dire que l'on peut toujours les lire évidemment, eux qui l'ont dit, comme dit Tchemichewski, « des hommes de l'âge d'or dans un âge d'airain ». — R.-P. D.

Ces notes ont été rédigées par Dimitri T. Anania, Sylvie Carter, Roger-Pol Droit, André Fontaine, Roland Jaccard, Jean-Marie Mayeur, Jacques Nabliouren, Jean-Michel Palmier, Yvonne Rebyrot.

Handwritten text in a box: "Handwritten text in a box"

Handwritten numbers: "650 / 350 / 500"

LETTRES ÉTRANGÈRES

UN « NOUVEAU ROMAN » AMÉRICAIN ?

HARRY MATHEWS : le mélo truqué

CIING ans après « Conversations » (1), un second roman de l'écrivain américain, Harry Mathews parait en français : « Les Verts Champs de montagne de l'Afghanistan » (2). Comme son traducteur, Georges Perec, Harry Mathews est un « obsédé textuel ». A la fois romancier et scénariste,

il appartient, dans les années 60 à l'école de New-York, le groupe de poètes dont les recherches, inspirées de Raymond Roussel, ont influencé en profondeur l'avant-garde américaine. « Les Verts Champs de montagne de l'Afghanistan » est une histoire rocambolesque, difficile à résumer, qui

prend la forme d'une énigme. L'auteur a bien voulu donner quelques clés, mais, en fond, le mystère doit rester entier, avant la lecture.

(1) Gallimard. (2) Denoël, « Lettres nouvelles », 188 p., 22 F.

Entre Spillane et Roussel

avance aussi à toute vitesse, malgré de nombreuses séquences dénotantes, remplies d'indices aberrants, dont le lien avec le fil narratif est souvent très difficile à saisir.

— Il y a de l'ironie dans le choix de ces modèles.

— Certainement. Mais cette ironie vise la littérature psychologique, Je ne pastiche pas le mélodrame. J'admire au contraire beaucoup ces récits à tiroirs qui, chez Eugène Sue par exemple, n'ont plus rien à voir avec le réalisme, mais qui proposent, à la place de l'aventure, du jeu et du mystère. Sans oublier les émotions fortes.

— Vos procédés sont plus subtils. On dirait plutôt que vous cherchez à égarer tout de suite le lecteur et à l'em-

pêcher de s'y retrouver jamais. Même à la fin.

— Le premier chapitre du roman fonctionne comme un piège où j'ai volontairement multiplié les indications contradictoires : le camp en Sibérie, la partie de base-ball, l'évocation de crimes horribles, etc. Ce début est une sorte d'épreuve préliminaire, imposée à ceux qui veulent me lire.

— Je joue avec le lecteur. Un peu radicalement sans doute, parce que je crois qu'il y a seulement deux personnages « vrais » dans tout roman : l'auteur et son lecteur.

— Sinon, tout ce que le romancier met dans son livre a la consistance de la fumée. C'est de l'illusion, un monde de papier sans profondeur et qui manque absolument de sens. Comme le monde réel.

Les Verts Champs est un livre très construit.

— Beaucoup moins systématiquement que « Conversations » qui était un peu une version perverse de la Faussette de soleils de Raymond Roussel. Les contraintes y sont moindres que celles qui ont travaillé à l'ouïe (1).

Mais il y en a certainement plusieurs qui ont joué leur rôle dans l'écriture du roman.

— Georges Perec, qui a travaillé trois ans à la traduction avec moi, en a découvert certaines. Selon lui, le livre serait construit sur l'image d'un labyrinthe et sur un double palindrome qui se croise mais dont on ne donne pas le texte. Et tous les chapitres seraient des correspondances entre eux. Le premier et le dernier, le second et l'avant-dernier, etc. C'est possible.

— Ce que je sais, c'est que de nombreux détails des Verts Champs qui semblent délirants ne sont pas là par hasard. Quand on s'impose des contraintes, les correspondances inattendues commencent à proliférer, échappant à tout contrôle. Grâce à cet automatisme de l'invention, des structures multiples s'ajoutent aux trames secondaires dont j'ai parlé. Enfin les mots, selon l'expression de Mallarmé, reprennent l'initiation. Le livre peut alors prendre sa place, minuscule, comme une abstraction rendue concrète et sans métaphysique.

Propos recueillis par RAPHAËL SORIN.

(1) Ouvrir de littérature potentielle. Voir l'antologie dans la collection « Idées » ; Gallimard.

JOHN GARDNER : un feuilleton métaphysique

(Suite de la page 13.)

Il s'évadera, fera s'évader un jeune indien. Il en résultera des meurtres et un grand trouble. Lui, l'Homme-Soleil, se maintiendra, d'immuablement immobile à l'endroit supposé central où le féau partage le bien du mal. On ne peut en douter : il fait comme si. Comme si le libéré se perpétue hors de l'enchaînement des causes et des effets. Comme si le possible l'emportait sur le pesant. Comme si l'opacité n'était qu'un voile capable de transparence.

C'est un jongleur eussé qui jongle avec les mots. Qui à la beauté des mots... Tous, dans ce livre, et jusqu'à l'Homme-Soleil (surtout l'Homme-Soleil) pourraient reprendre à leur compte le cri d'Esther Glimy, la femme aveugle du policier : « J'ai voulu faire quelque chose, changer contre des actes les splendides mots creux... » Et voilà que l'Homme-Soleil, ce porte-poème, contamine l'officier de police Glimy, et chacun des membres de sa famille (car, on le mesure à mesure de ces six cent cinquante pages littéralement ininterminables, il appartient à l'une des familles les plus en vue de la Motavla-City) : jusqu'à ce que le Mot enfin paraisse, dissimulé, et prompt, pour ramener ces gens et ces pensées, ces âmes (enfin) blesées qui ne seront jamais plus ce qu'elles avaient été, et qu'elles seraient dû être, jusqu'au respectable tombeau...

L'insécurité des certitudes

C'est ici que l'on voit passer le bout de l'oreille de John Gardner, l'oreille ? La langue bifide. Le propos de notre auteur est ambitieux : autant qu'ambigu. On avait mesuré, avec le Naufrage d'Agathon (1), son souci d'interroger la légalité : la Spéna de Lioupe négociait le poids de l'âme. Le possesseur d'une elle d'oiseau sut à compromettre le régime du Droit (de l'ordre). Faut-il dire : de la liberté ? C'est la liberté qui fait mourir Agathon. Elle a pris le visage de la peste. Ici : « Il n'y a pas de liberté. Il n'y a qu'engagement et désordre... » Dans Grenzel (2), Esoumri à rebours, le monstre tenait la vadette, démontrait l'imposture des bien-pensants, vantait l'hocté. Dans l'Homme-Soleil ces propos se prolongent, identiques.

John Gardner poursuit avec obstination un dessin solitaire et désespéré. Il y met une brassée qui n'appartient qu'à lui : elle est dans les mots, dans les dimensions volontairement médiumniques (par endroits), dans les recours à la culture livresque.

« Cent personnages mènent le rond. Ils se meuvent sur un gouffre. Héros obliques, ils sont déchirés par l'insécurité des certitudes communes.

Le droit ? La loi ? La démocratie ? Ce ne sont pas des réponses, ce sont des problèmes. Alors, le ton moque, le théâtre du roman s'empile d'appels : Dostoevski et Spinoza, Faulkner et Marrou. Ces « collègues » culturels, à leur tour, s'entourent dans la déraison : l'humour de Gardner, où se réjouit ce qui réjouit au monde et dans l'univers, de généralité à l'abstraction ; il y a la na-

turs et ses surplissements sauvages. Le corps et l'esprit. Un divorce semblable au crime inachevé, et à chaque seconde perpétré, d'Abel par Cain. Mais un tel crime a-t-il vraiment été commis ? Est-il à chaque seconde commis ? Abel et Cain ne sont-ils pas des inventions nécessaires et seules à maintenir debout les théories du droit et de la démocratie ? Les uniques barrières contre ces monstres : l'Homme-Soleil, Grenzel, Agathon ? Gardner vous lire vera la métaphysique, par les trépas et par les cheveux. C'est Guignol qui sent le soufre et l'encens lorsque Dieu est mort.

Les mœurs, les masques

Nous sommes en 1968 et en Amérique, dans l'Etat de New-York. L'assassinat de Kennedy, les retombées de la chasse aux sorcières, les liges d'honnêtes gens, la ségrégation larvée, la guerre du Vietnam, le problème noir, et les Noirs justement, les Indiens. Là-dessus projetés en ombres insolentes et insolentes, sur cette toile de fond, les grandes familles, les dynasties jadis impériales et souveraines ; aujourd'hui réfugiées dans l'anonymat du capital, rompus, dégradées, — et l'éparpillement du souvenir des fondateurs dans le métré des descendants.

La loi fut dédicée : elle ne correspond plus aux mœurs. Les mœurs elles-mêmes sont devenues des masques. La libération du sexe, dans ce contexte de murmures et de passivité, n'est pas convenue mais démission. Le temps nous éloigne de l'enfance. Inévitablement, et de l'enfance du monde. La société (bifide, elle aussi) a besoin de son désordre pour assurer le triomphe de son ordre : c'est ce que constate Gardner, en tant qu'il rit de bleis, et en rit inévitablement provocateur, chez le lecteur, une irréductible et croissante inquiétude.

Mais les premières lignes de l'Homme-Soleil, nous sommes avertis de cet entraînement métaphysique par les propos péremptores de l'un des multiples héros : « Le monde est un ininterminable défilé de symboles, exactement comme je soutiens les yeux héréditaires. Je le tiens pour un fait établi. » Et nous sommes aussitôt, dès cette phrase, emportés dans un labyrinthe, où s'entrecroisent les discours de gens « de papier », qui valent chacun à sa façon, la vérité et la vanité des thèses sophocleennes du monde comme représentation. Car rien n'est bon ou mauvais sans l'idée qu'on s'en fait. » Mais comment affronter la terrible complexité des choses, assure John Gardner, mettez en scène de cette apocalypse, sinon en bravant les lois, le droit, la justice ; sinon en s'en faisant les défenseurs aveugles ?

« Ah oui ! John Gardner a écrit une histoire vraie. Il nous demande, avec un humour un peu enlêné et un enjouement trié, nos raisons. De vivre ? De mourir ? Vous avez le choix... »

HUBERT JUIN.

(1) Le Naufrage d'Agathon. Traduit de l'anglais par Anne Villard. Editions Denoël, 288 pages, 22 F. (2) Grenzel. Traduit de l'anglais par René Daillie. Préface de Max-Pol Fouchet. Editions de René Daillie. Editions Denoël, 208 pages, 25 F.



si vous aimez LES LIVRES, si vous êtes adhérent à un CLUB LITTÉRAIRE, si vous ne savez plus... où les mettre... si vous désirez vous installer ULTRA-RAPIDEMENT à des prix IMBATTABLES... venez à LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES

61, RUE FROIDEVAUX - 75014 PARIS
Ouvert tous les jours, même le Samedi de 8 h. 30 à 19 h.
DEMANDEZ-LUI SON CATALOGUE GRATUIT
ou par téléphone : 633-73-33 (répondre automatiquement le soir et les jours fériés)

SERGE MOSCOVICI hommes domestiques et hommes sauvages

"Rien dans ces pages souvent exubérantes qui soit définitif, achevé, acquis. Seulement l'appel pressant à une autre science, un autre discours, une autre vie... Tanique. Avec peut-être un zeste de citron."

ROGER-POL DROIT "LE MONDE"
10 18
collection dirigée par Christian Bourgois

centenaire de la République

30 janvier 1875 - 30 janvier 1975

cent ans de république

par Jacques Chastenet
de l'Académie française
de l'Académie des Sciences morales et politiques.



la seule histoire complète des III^e, IV^e et V^e Républiques

Un siècle seulement — 3 Républiques, 17 présidents et 135 ministères — mais la France a plus changé d'aspect qu'en 1000 ans ! Jacques CHASTENET, le spécialiste de ce prodigieux bond en avant et nous donne la seule histoire complète, à la fois politique, économique, sociale et intellectuelle, de ces 100 ans de République. Une histoire objective et fascinante où l'auteur, passant au crible les événements, les hommes, étudiant dans leur chronologie les crises et les drames extérieurs et intérieurs, brossant au passage des portraits formés, analysant la progression des idées, nous montre la fantastique évolution de la France moderne et nous livre avec « 100 ans de République » un bilan définitif et une magistrale synthèse de l'histoire de la France républicaine telle qu'elle est devenue aujourd'hui, telle aussi qu'elle apparaîtra à nos descendants.

Jacques Chastenet, l'historien de la République

Ses goûts mais aussi les circonstances ont fait de Jacques Chastenet, le spécialiste de l'histoire de la France contemporaine, historien réputé, membre de deux académies. Ayant grandi dans un milieu politique et après avoir fait toute la guerre de 1914-1918, il fut diplomate, puis journaliste et codirecteur d'un grand journal, rencontrant les personnalités les plus marquantes de notre époque : Briand, Lloyd George, Foch, le comte Sforza, Hitler, Mussolini, Pie XI, Winston Churchill, Paul Reynaud, Weizsäcker... Jacques Chastenet a donc eu l'occasion très rare pour un historien de regarder vivre et d'écouter parler les hommes qu'il devait ensuite mettre en scène. Cette expérience unique et sa connaissance intime des coulisses de la vie parlementaire et diplomatique lui valent aujourd'hui le surnom bien mérité d'« historien de la République ».

édition du centenaire en 9 luxueux volumes reliés plein cuir vert bronze

la reliure dorée sur les deux plats et le dos et finie à la main a été exécutée d'après un exemplaire unique datant du 19^e siècle par le célèbre relieur Morier et enrichie d'un caducée républicain officiel frappé au contre des 2 plats de pages de garde de bibliophilie dans un très beau veau dit « flamme », l'ensemble d'or et entièrement fait à la main sur un papier vergé royal mal créé spécialement pour cette édition qui allie le luxe du veau et les derniers perfectionnements de la technique à tranche supérieure dorée « blanc de soie verte et tranchettes assorties » avec l'impitoyable de Backoville « chaque volume : format 15 x 21 cm, 450 pages et 50 illustrations environ, avec cartes et croquis, table des matières, tables des illustrations, et un index général des noms cités. Prix : 74,80 F le volume

cadeau!
Le premier jeu de cartes révolutionnaire, créé par le comte de Saint-Simon et fabriqué en l'an II (1793) : LE JEU DE SAINT-SIMON

réf. 100
réf. 101
réf. 102
réf. 103
réf. 104
réf. 105
réf. 106
réf. 107
réf. 108
réf. 109
réf. 110

Vous le recevrez gratuitement en cadeau de souscription.

BON D'EXAMEN GRATUIT

à renvoyer aux Editions Tallandier, 170 bis, Boulevard du Montparnasse, 75680 PARIS CEDEX 14

Veillez m'envoyer le premier volume de CENT ANS DE REPUBLIQUE à l'examen sans obligation d'achat. Je peux vous le retourner dans les 10 jours sans rien vous devoir. Si je décide de le conserver et d'acquiescer ainsi la collection, je vous réglerai son prix : 74,80 F + 3 F de frais d'envoi. Je recevrai ensuite les 8 autres volumes au rythme d'un par mois que je vous réglerai après chaque réception au même prix et de la même façon que le premier.

Le JEU DE SAINT-SIMON me sera offert gratuitement en cadeau de souscription et je le recevrai avec mon premier volume. (Prix total : 673,20 F + 27 F de frais d'envoi.)

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Signature : _____

LA PENSÉE UNIVERSELLE

romans

Gérard ALEXANDRE
 « LE JARDIN DES DIEUX »
 De sa naissance à sa fin, un amour marginal et vrai entre homophiles
 94 pages, 17,12 F T.T.C.

Cloude BÉRARD
 « AM STRAM DIAMS »
 (Une aventure de David Tropp)
 Quand le bandit se fait justicier
 122 pages, 22,70 F T.T.C.

Georges ACHARD
 « LES TRIBULATIONS D'UN CONDAMNÉ A MORT »
 Un grand roman comique en dépit du titre
 256 pages, 27,82 F T.T.C.

Dominique LEJEUNE
 « VIRGINIE ET L'AMOUR »
 La jeunesse, ses amours et ses drames
 128 pages, 19,26 F T.T.C.

Ronald LEWIS-LONG
 « LES MOTODIABLES »
 En marge de la société, au rythme d'une violence éfrénée
 224 pages, 33 F T.T.C.

Marcel VIALEROU
 « CE PAIN DE CHAQUE JOUR »
 Qu'est devenu cette éducation qui formait la jeunesse d'autrefois ?
 448 pages, 48,15 F T.T.C.

Lucien WETTA
 « FILLE SPERM »
 L'insémination artificielle est-elle la solution de la stérilité ?
 256 pages, 21,90 F T.T.C.

Franck GUYRAY
 « L'AVERS »
 Les vingt premières années d'un homme
 192 pages, 22,50 F T.T.C.

Bernard GROSSRIEDER
 « AIMER, SOUFFRIR, MOURIR »
 Une âme noble et généreuse dans un monde cruel
 288 pages, 27,90 F T.T.C.

Karel MAUSER
 « YERNE, LE FILS DU DÉFUNT »
 Un vieux Slave adopte le fils de celui qu'il a tué
 234 pages, 25,10 F T.T.C.

Irène DIVE
 « MAIS QUAND SERA L'ÉTÉ ? »
 ... la bonheur reviendra, qui mais on attendait ?
 192 pages, 25,70 F T.T.C.

Marie CLAUDE
 « LA THÈRE EN CARTON BOUILLI »
 La poids d'une vie ratée, inutile et désolée
 160 pages, 21,40 F T.T.C.

René REDAN
 « BRAPPI »
 Le savoureux roman d'un roi de la Haute-Saône
 160 pages, 21,40 F T.T.C.

Raymond DEFRANCO
 « UNE VIE MOUVEMENTÉE »
 Un roman autobiographique qui nous donne une belle leçon d'optimisme
 192 pages, 22,10 F T.T.C.

GARANCE
 « ABIGAIL »
 Le suicide est-il en droit ?
 64 pages, 14,90 F T.T.C.

Solange SIMON
 « PATER NOSTER ou LA SAINTE HORREUR DES CASSEROLES »
 La trop grande passion d'un père pour ses enfants
 160 pages, 20,33 F T.T.C.

Suzanne CARNIAUX
 « LA JEUNE FILLE DES INDES »
 Les drames d'une enfant abandonnée
 224 pages, 25,15 F T.T.C.

Juliette SOUJTE
 « PAR LA OU ON NE SAIT PAS »
 Un jeune homme en quête de sa lumière
 224 pages, 21,65 F T.T.C.

Philippe MALMONT
 « CRÉPUSCULE »
 Un vieillard s'interroge sur les hommes en guerre autour de lui
 192 pages, 22,47 F T.T.C.

Denise LEPERS
 « LES ENFANTS DE LUMIÈRE »
 Un livre sur les enfants pour les nostalgiques de l'enfance
 128 pages, 18,99 F T.T.C.

Luc-Jean LEONIE
 « BOEING LOVE »
 Un monologue libertaire avec soi-même dans un style débridé
 128 pages, 19,26 F T.T.C.

René LAMOUR
 « J'ÉTAIS EN QUARTIER DE FORCE »
 Quand la rééducation cohabite avec la dégradation
 160 pages, 20,40 F T.T.C.

Bernard SCHMITT
 « ET A L'AUBE, WALTHALL... »
 Un voyage fantastique vers les sommets du surhomme et de l'éternité
 160 pages, 18,20 F T.T.C.

José SOUTRIAC
 « LE CHAT NOIR »
 Oiseau de malheur ?
 224 pages, 26,75 F T.T.C.

Tasio SANZ
 « DES SAINTS ET DES DÉMONS »
 L'odyssée des réfugiés espagnols en 1939
 228 pages, 34,24 F T.T.C.

André GUIBERT
 « LES LIENS DU MÉTIER »
 Grandeur et souffrance des prisonniers de guerre
 256 pages, 21,10 F T.T.C.

Pierre CLERMONT
 « L'AUBE ÉTEINTE »
 Quand père et fils deviennent rivaux par amour
 288 pages, 34,24 F T.T.C.

Louis PLANTE
 « LES FATALES DE L'AMOUR »
 Les servitudes de l'amour et de la fatalité pendant l'Occupation
 224 pages, 30 F T.T.C.

Nick GEORGES
 « ERREUR DE PARCOURS »
 Aucune aptitude pour le rôle attendu d'épouse et de mère...
 128 pages, 19,26 F T.T.C.

Jean-Gérard MARCORY
 « MAMIWATA ET COCO-TAYE »
 Amour, haine et mort en Afrique
 128 pages, 19,25 F T.T.C.

Yves MARTIN
 « L'ENTRE-DEUX BAUX »
 Un miroir à deux faces où l'alternance se reflète un seul personnage
 128 pages, 17,25 F T.T.C.

E. RETHAULT
 « TRAFICS ET VAL-DE-LOIRE »
 Amour, érotisme et mort dans le cadre des meilleurs scientifiques
 128 pages, 18,25 F T.T.C.

Marcel COUDIN
 « LA SALADE NOIRE »
 Un regard sournois sur le racisme blanc ou noir
 228 pages, 27,45 F T.T.C.

Louise IZQUIERDO CHARLON
 « COUCOU, VOICI L'HUMAIN »
 En hommage à Colette, un dialogue entre chien et chat
 128 pages, 17,12 F T.T.C.

Yves GERARD
 « LA FILLE TROUBLÉE »
 Sur un chemin tout blanc, un homme et une adolescente...
 224 pages, 25,68 F T.T.C.

Gabrielle BASDEVANT
 « LE REFUGE »
 Une histoire inspirée d'un fait réel de la Résistance
 160 pages, 21,40 F T.T.C.

Jeanette GAUTHIER
 « LES LACUNES DE TIPHAINE »
 Traumatisme par une éducation puritaine et austère
 192 pages, 23,54 F T.T.C.

Geneviève LAVIGNE
 « DU FOND DE LA NUIT »
 De Florence à Paris, l'enfance d'un orphelin de 14 ans
 180 pages, 20,33 F T.T.C.

Catherine MAUREL
 « LAFAYETTE NOUS VOILA ! »
 Une satire souriante des touristes français à l'étranger
 96 pages, 17,12 F T.T.C.

Cloude-César FAGGIANELLI
 « UNE ROYALE ESTAMPILLE »
 Dédié à la jeunesse si mal à l'aise dans le monde actuel
 160 pages, 20,33 F T.T.C.

LA FURE
 « NOUS SOMMES TOUS DES ANIMAUX »
 Identités entre l'homme et l'animal
 128 pages, 19,26 F T.T.C.

Lucien ADAM
 « NOIRE ET BLANC »
 Le cœur d'e pas besoin de sélectionner les couleurs pour battre
 128 pages, 19,26 F T.T.C.

Pierre CRESPIN
 « LES CAUSES »
 Amours ambivalentes au sein d'un monde excessif
 192 pages, 23,54 F T.T.C.

Marguerite DESPRES
 « DE TOUT UN PEU »
 Nouvelles, poésies, contes écrits de l'enfance à l'âge adulte
 128 pages, 19,26 F T.T.C.

Modéline FORT
 « NOUVEAUX CONTES POUR ENFANTS »
 Rêve et détente pour les petits lecteurs
 128 pages, 19,26 F T.T.C.

poésie

Henry de CHENEVELLES
 « Y A-T-IL ENCORE UN ART DE VIVRE ? »
 112 pages, 16,10 F T.T.C.

Paul di FELICE
 « DE L'ÉGO À L'HUMANITÉ »
 64 pages, 16,10 F T.T.C.

Bernard MONTEREMAL
 « BÉLIERS ET BOUCLERS »
 80 pages, 16,05 F T.T.C.

Wilson Benoit COCO
 « PREMIERS PAS DANS L'AZUR »
 208 pages, 21,40 F T.T.C.

Hikari FOUJITA
 « BÉGALEMENTS D'UNE ÉTRANGÈRE »
 64 pages, 12,54 F T.T.C.

André CHARMEL
 « PULSATIONS »
 320 pages, 25,68 F T.T.C.

Cloude SAUTERAUD
 « ADAGIO ou LES ROSES DE LA NUIT »
 176 pages, 21,40 F T.T.C.

Roger-Charles GILLOT
 « LES PATATES »
 80 pages, 16,05 F T.T.C.

Jeanne OELMAS-OCOTE
 « ALBUM »
 144 pages, 19,26 F T.T.C.

théâtre

Ismaël BEN MESBAH
 « LE TROMPEUR TROMPÉ »
 Incasce ou scandale, le dilemme d'un noble sous l'Empire
 160 pages, 20,33 F T.T.C.

Yvan-Léon GRAM
 « EUX ET LES GENS EN DEUIL »
 Au royaume de Falgaude
 128 pages, 17,12 F T.T.C.

Cloude MICHEL
 « MARY »
 Face à face, deux femmes défendent une vérité : le leur
 96 pages, 17,12 F T.T.C.

André BUGNON
 « LES CLÉS DU SUCCÈS »
 Les bons, les mauvais moments, bref... la vie
 64 pages, 14,90 F T.T.C.

Stefan MAX
 « CRESCENDO SATANIQUE »
 Les diables de Loudun
 64 pages, 14,90 F T.T.C.

Jacques SINCLAIR
 « JUDAS ISCARIOTE »
 Une trahison qui n'avait d'autre but que de sauver Jérusalem
 96 pages, 17,12 F T.T.C.

Constant REGARD
 « NOUE, DÉNOUE, RENOUÉ... »
 Un dialogue plein d'humour autour du couple éternel
 180 pages, 20,33 F T.T.C.

Uli BAUER
 « ALPHA BÉTELGEUSE »
 L'espoir de découvrir toujours de nouvelles étoiles
 192 pages, 21,40 F T.T.C.

essais

Paul BURDONCLE
 « FIN DE CE MONDE EN 1977, ÊTES-VOUS PRÊT ? »
 Savoir lire la Bible
 192 pages, 26,90 F T.T.C.

Paul ROCHAS
 « FLASHES SUR MA RELIGION ET LA SCIENCE »
 Pourquoi le choix du catholicisme
 128 pages, 19,26 F T.T.C.

Maurice SCHLUMBERGER
 « CHRONOLOGIE DES TEMPS LES PLUS ANCIENS »
 Parallèles sur les civilisations antérieures à 2000 avant J.-C.
 168 pages, 21,40 F T.T.C.

Jean DU DESERT
 « FORCES OCCULTES DE L'ESPRIT »
 Extraits du journal d'un échange
 208 pages, 14 F T.T.C.

Pierre GERARD
 « LE CAPITALISME N'EXISTE PAS »
 Un « mal-pensant » aie un dogme universellement admis
 224 pages, 27,82 F T.T.C.

Mieke BAL
 « COMPLEXITÉ D'UN ROMAN POPULAIRE »
 Pour les amateurs de Colette et pour ceux qui doutent de sa modernité
 96 pages, 17,12 F T.T.C.

Michel ROBERT
 « VITE ! UNE SOCIÉTÉ HUMAINE »
 Et fin à la haute-poissonnée des privilégiés
 160 pages, 22,54 F T.T.C.

Pierre GOUHOT
 « THÉOPHRASTE RENAUDOT ou MÉDECIN, PHILANTHROPHE ET GAZETIER »
 Pionnier du journalisme et figure originale de la médecine au XVII^e siècle
 288 pages, 35,10 F T.T.C.

Roland DEVISMES
 « LA COUR À VERSAILLES »
 (Première partie : Versailles sous Louis XIV)
 Une étude objective avec l'aide antique de documents d'époque
 320 pages, 25,68 F T.T.C.

Jean AUBRIEN
 « L'HOMME FACE À AUJOURD'HUI »
 Sous forme de dialogue au débat-interrogatoire sur le monde actuel
 224 pages, 25,10 F T.T.C.

Henri MOURROT
 « UN SOI-DISANT COLLABO »
 L'entier moral et physique de la prison dans les jours sombres
 288 pages, 37,50 F T.T.C.

André LOUGOT
 « LE SPHINX DE POTSDAM »
 Un regard nouveau et rigoureux sur l'affaire Louis XVII
 256 pages, 27,90 F T.T.C.

Marcel ALEXANDRE
 « DES ENFANTS... DES PROBLÈMES »
 Un hymne à l'enfance écrit par un pédagogue pour les éducateurs
 224 pages, 25,10 F T.T.C.

Michel-Marie ETIENNE
 « MYSTIFICATIONS ET DEMYSTIFICATIONS »
 Au-delà de la raison le patrimoine le plus insolite
 304 pages, 34,24 F T.T.C.

Dr Robert DAHAN
 « PARADIS DE LA DROGUE, ENFER DES DROGUÉS »
 Analyse politique, économique, sociale d'un fléau mondial
 228 pages, 27,82 F T.T.C.

François SUZZARINI
 « LA MÉMOIRE »
 Somme des connaissances sur la mémoire et clefs pour un usage spectaculaire
 200 pages, 22,10 F T.T.C.

Cloude BUISET
 « NOSTRADAMUS ET AUTRES PROPHÈTES DU PÈRE ET DE L'ESPRIT »
 Préparer l'avènement de la religion du futur
 304 pages, 37,45 F T.T.C.

Roger HUGONNARD-BRUYÈRE
 « LE JOURNAL DE LA 333 EN AFRIQUE »
 Tendre, grivois au tragique, le journal d'une escadrille
 128 pages, 19,26 F T.T.C.

John VROLYK
 « LE TEMPS ET LA MORT DANS L'ŒUVRE ROMANESQUE DE ROGER MARTIN DU GARD »
 Le lieu de rencontre de deux âges
 224 pages, 25,68 F T.T.C.

SCIPION
 « POURQUOI SOMMES-NOUS EN RÉPUBLIQUE ? »
 Après le temps des spéculations sur le futur, le temps de l'action
 240 pages, 27,82 F T.T.C.

Marcel de LACROIX-HERPIN
 « L'OISEAU FINAL »
 Dialogues et réflexions sur les rapports individu-société
 96 pages, 17,20 F T.T.C.

3 BIS, QUAI AUX FLEURS • PARIS 4^e • 325-85-44

Pour les libraires DIFFUSION, LIBRAIRIE, VENTE: 7, rue des Carmes. — PARIS (5^e). — Tél.: 033-75-95 ou aux C.R.D.L. HACHETTE

1972-01-31

650
350
300

ARTS ET SPECTACLES



TACHAN au Théâtre de la Ville

Il est là, tout seul, tout noir, un piano et lui, tout petit sur la scène immense du Théâtre de la Ville. Tachan et ses chansons. Dix ans d'orgueil et de solitude pour en arriver là.

« Henri Tachan, c'est un lion », a dit Jacques Brel. Mais Brel s'est trompé dans le trou de l'oubli. « Lorsque l'on n'a pas un événement, un musée-hall ou un disque, on ne parle plus de nous, dit-il. Sauf si vous faites partie des vedettes. C'est idiot, ce sont les autres qui en ont besoin. Comprenez-moi, je n'ai rien à faire d'être une vedette, sauf en ce qui concerne l'argent : on ne peut pas créer dans la gêne. C'est important de manger, d'avoir chaud. Coccinea disait que la poésie est aussi importante que le pain, mais je crois, moi, que le pain passe avant. »

Cela fait huit ans au moins que je vois évoluer le « show business » devant moi et que je m'y sens étranger. J'ai besoin d'une certaine solitude, de calme. Je travaille avec ma femme et quelques amis. On m'a dit : « Fais ceci, fais cela, mais je n'établis pas de frontière entre la chanson et la vie. Alors, on a dit : « Il n'est pas aimable. » Pas aimable ? Je suis comme ça, timide, dans mon coin. Ce n'est pas un personnage, c'est moi. Je suis en marge et je ne le fais pas exprès. On peut être en marge par omission. Ce n'est pas spécial à la chanson : il y a des exclus partout. »

C'est un peu ça que je chante : je suis un révolté, pas un révolutionnaire. Si je le voulais, j'aurais un groupe, des béquilles, une carte. Mais j'ai peur de la théorie. La politique, c'est une affaire de tous les jours. Être à l'heure, c'est politique. S'exposer quand on boucle quelqu'un dans la rue, c'est politique. Quand on respecte les autres, on peut commencer à croire dans un régime quelconque. Mais attendre dans une rue barrée parce qu'un président passe, alors là, ça ne va pas. Il n'y a aucune différence entre un président et un mol. Qu'est-ce que ça veut dire ces gens prosternés, ces couronnements à la télévision ? On dit que les gens en ont besoin pour ne plus se sentir malheureux. Moi je crois, au contraire, que tout le monde doit connaître son désespoir. »

On ne dénoncera jamais assez la violence ambiante. Je ne me l'avoue pas, mais j'ai la frousse. Je ne me l'avoue pas, pour ne pas être résigné. Mes chansons, ce n'est pas un quart de ce que je sens. Et puis, ce ne sont que des chansons. »

Martin Even.
* Théâtre de la Ville, 18 h. 30.

Payotiana de la musique

- Une grande enquête : La musique et l'école
- Schubert Underground
- Régine Crespin répond à la cabale
- Nuradon Sihanouk, le "Prince musicien"
- Les chroniques de : Dister - Fleuret - Goléa - Goddet - Nussac - Roy - Samuel.

En vente dans tous les kiosques.

Cinéma

« LA CHAIR DE L'ORCHIDÉE », de Patrice Chéreau

A première vue, c'est une curieuse idée : pour passer de la mise en scène théâtrale à la réalisation cinématographique, Patrice Chéreau a cru bon d'aller dénicher un roman de James Hadley Chase, la *Chair de l'orchidée*, suite de *Pas d'orchidée* pour miss Blandish, qui fit les beaux jours de la Série noire au lendemain de la guerre. Avec armes et tueries à gages, il a donc transplanté en Europe la déplorable histoire de cette jeune fille séquestrée, violée, battue, riche héritière et moitié folle d'un papa assassin et qui, entre Vichy, l'Italie et la Suisse, essaie d'échapper aux sbires d'une tante abusive, tandis que deux redoutables truands s'acharnent à supprimer l'homme qui l'accompagne et dont elle s'est éprise. Intrigue labyrinthique, cadavres à la douzaine, états de violence, personnages issus d'un Sursat Boulevard du crime, hurlements d'horreur et spasmes d'angoisse : bien que Chéreau ait son coccard à l'épaule, Jean-Claude Carrière, se soient appliqués à neutraliser le parfum typiquement américain du roman, nous demeurons plongés dans la mythologie du thriller.

Pourquoi ce choix de la part d'un metteur en scène qui, au théâtre, a l'habitude de se colletter avec des textes d'une autre envergure ? C'est sans doute la folie du livre qui a séduit Chéreau, son foisonnement et ses extravagances, le mépris total de Chase pour la psychologie, la logique et même la vraisemblance. A quoi a-t-il ajouté chez le réalisateur le besoin de se sentir les mains libres. Chase n'est pas Marivaux ou Shakespeare. Son patronage n'est pas encombrant. Dans l'histoire de miss Blandish, Chéreau a vu un « argument » (comme on parle d'un argument de ballet) qui allait lui permettre d'utiliser sans entraves les moyens, nouveaux pour lui, du cinéma.

Seul donc nous intéresse le travail du metteur en scène. Travail ambitieux, qui ne se laisse jamais ignorer, mais dont l'intelligence et l'originalité retiennent l'attention. Dans des décors choisis avec soin pour leur pouvoir de suggestion, un grand hôtel à Vichy-Marliat, une usine désaffectée, un asile d'aliénés, une salle de théâtre déserte, les scènes d'une demeure bourgeoise, — Chéreau se souvient de Renois et de Welles, tout en restant fidèle à ses propres expériences. Ces lieux privilégiés se transforment en espaces scéniques à l'intérieur desquels les personnages se déplacent le plus souvent selon une géométrie rigoureuse et où les cadavres eux-mêmes prennent la pose. La pluie qui ne cesse de tomber pendant la plus grande partie du film et de savants éclairages renforcent l'impression d'étrangeté, de mystère et presque d'irréalité, qui convient à un récit

piécé où le signe de la catastrophe et de démenage. L'atmosphère est créée en attendant le destin. Malheureusement, la coque est vide et le destin ne trouve que des lentilles à se mettre sous le dent. Malgré sa beauté et son talent, Charlotte Rampling ne parvient guère à nous intéresser au sort de l'héroïne. Blandish, malmenée au gré des événements, la poutrette ne devient elle-même qu'à la dernière image, quand elle se réveille dans un lit d'hôpital, avec trois cadavres à ses pieds. Une telle, qui, que le malheur a rendu telle, et que l'argent va enfoncer dans sa chair.

Ni l'excellent Bruno Cremer, compagnon courageux ni François Simon et Hans Christian Blech, tuerau cauchemardesque, n'ont davantage d'épaisseur humaine. Seules échappent à la schématisation générale Simone Signoret et Edwige Fenech. Des qu'elles apparaissent, la première pathétique, la seconde murée d'un équilibre et sa méchanceté, le film échappe aux conventions. La scène entre Claire et lady Varnos.

« UN FILM SUR DES MONDES QUI AGONISENT »

Patrice Chéreau a toujours été passionné par le grand écran. « J'ai même eu de plus grandes émotions artistiques au cinéma qu'au théâtre », avoue-t-il. J'admire l'expressivité allemande, particulièrement Murnau et Lang ; j'aime aussi Huston et Welles. » Quand j'ai voulu faire du cinéma, mes rêves de cinéphilie entichés des films américains des années 40 m'ont porté vers le roman de Chase, qui est une grande histoire mélodramatique riche d'inventions, avec de multiples personnages qui se croisent, avec des intrusésimilitudes qui se nourrissent d'eux-mêmes, avec une étonnante spontanéité dans la méchanceté et la violence. »

« J'aime bien le récit policier. On peut le torde à sa manière tout en étant restreint à décrire l'événement et ce qui se passe, à tout soumettre à une espèce de tension. Et puis c'est un moyen formidable de décrire le monde. »

« La *Chair de l'orchidée* est un film sur des mondes qui agonisent, des gens qui meurent, sur l'univers du cirque qui bascule dans les souvenirs, les affaires que l'on ne fait plus comme autrefois, les vieux d'aujourd'hui, le monde qui se désintègre. »

« M. Jean-Charles Edelstein vient d'être réélu à la présidence de la Fédération nationale des cinémas français. Il assume cette fonction depuis 1971. M. Jean-Charles Edelstein est, d'autre part, président de la Société française de production. »

« Au théâtre, on peut blâmer avec plein d'extrapolations étonnantes, on est porté à faire mousser. Mais ce n'est qu'un jeu simple possible (la caméra ne bouge pratiquement pas). Ni sophistication ni esthétique. Simplement une sensation de puissance, une atmosphère de mort et d'écrasement, un climat fondé sur un mélange d'absurdité, de crimes et de cynisme, et des gens qui ont une certaine pathologie et un homme et une femme (aux apparences fragiles et douces, mais elle est la plus dure) qui créent tous deux de la solitude et ont des rapports profonds. »

« Au théâtre, on peut blâmer avec plein d'extrapolations étonnantes, on est porté à faire mousser. Mais ce n'est qu'un jeu simple possible (la caméra ne bouge pratiquement pas). Ni sophistication ni esthétique. Simplement une sensation de puissance, une atmosphère de mort et d'écrasement, un climat fondé sur un mélange d'absurdité, de crimes et de cynisme, et des gens qui ont une certaine pathologie et un homme et une femme (aux apparences fragiles et douces, mais elle est la plus dure) qui créent tous deux de la solitude et ont des rapports profonds. »

« Au théâtre, on peut blâmer avec plein d'extrapolations étonnantes, on est porté à faire mousser. Mais ce n'est qu'un jeu simple possible (la caméra ne bouge pratiquement pas). Ni sophistication ni esthétique. Simplement une sensation de puissance, une atmosphère de mort et d'écrasement, un climat fondé sur un mélange d'absurdité, de crimes et de cynisme, et des gens qui ont une certaine pathologie et un homme et une femme (aux apparences fragiles et douces, mais elle est la plus dure) qui créent tous deux de la solitude et ont des rapports profonds. »

« Au théâtre, on peut blâmer avec plein d'extrapolations étonnantes, on est porté à faire mousser. Mais ce n'est qu'un jeu simple possible (la caméra ne bouge pratiquement pas). Ni sophistication ni esthétique. Simplement une sensation de puissance, une atmosphère de mort et d'écrasement, un climat fondé sur un mélange d'absurdité, de crimes et de cynisme, et des gens qui ont une certaine pathologie et un homme et une femme (aux apparences fragiles et douces, mais elle est la plus dure) qui créent tous deux de la solitude et ont des rapports profonds. »

« Au théâtre, on peut blâmer avec plein d'extrapolations étonnantes, on est porté à faire mousser. Mais ce n'est qu'un jeu simple possible (la caméra ne bouge pratiquement pas). Ni sophistication ni esthétique. Simplement une sensation de puissance, une atmosphère de mort et d'écrasement, un climat fondé sur un mélange d'absurdité, de crimes et de cynisme, et des gens qui ont une certaine pathologie et un homme et une femme (aux apparences fragiles et douces, mais elle est la plus dure) qui créent tous deux de la solitude et ont des rapports profonds. »

Théâtre

« La Célestine » au Français

Personnage créé en Espagne l'an 1500 par un alcaide, la Célestine, mère maquerelle de haute stature, tente assez souvent traducteurs, metteurs en scène, comédiens, qui sont d'habitude séduits par les couleurs de la chose.

Adaptant la *Célestine*, Pierre Laville dit avoir voulu « être fidèle au sens profond de l'œuvre et à sa projection mythique », et avoir voulu « réinventer l'énergie et la violence de la sexualité et du pouvoir ». La mise en scène de Maurice Maréchal, qui est pourtant un ami de longue date de Pierre Laville, est de celles qui ne permettent pas au public de vivre sa vie, de vivre la pièce.

D'abord, tout le texte est lurié. Et il y a pendant plus de trois heures. C'est aberrant. Les comédiens-français sont capables de se faire entendre même s'ils s'expriment à voix basse. Rien n'est plus pénible que d'entendre hurler. Les enfants ne le supportent pas de leurs parents. Les femmes ne le supportent pas de leur mari. Pourquoi, faudrait-il l'admettre au théâtre ? Ce parti pris abrupt, exaspère. On ne pense qu'aux cordes vocales des acteurs, qui vont casser.

Ensuite, chaque seconde du spectacle, chaque geste, chaque pas, est annoncé par Maréchal dans un tourbillon. On saute, on

tombe, on vitrolle, on fait tourner des draperies, on plonge, on fait des moulinets avec l'écrit. Un carrousel de fous furieux. Cela aussi est aberrant. Cela aussi est exaspérant. On ne voudrait qu'une chose : que cette fantasia hystérique s'arrête, pour que l'on puisse tout de même comprendre ce qui se passe, voir les personnages au repos. Non, impossible : des déviances tourneurent. Un cauchemar.

Alors, de cette « Célestine », de cet énorme spectacle, que dire ? On s'est protégé les oreilles, on s'est protégé les yeux. On mettrait pas au public de vivre sa vie, de vivre la pièce.

D'abord, tout le texte est lurié. Et il y a pendant plus de trois heures. C'est aberrant. Les comédiens-français sont capables de se faire entendre même s'ils s'expriment à voix basse. Rien n'est plus pénible que d'entendre hurler. Les enfants ne le supportent pas de leurs parents. Les femmes ne le supportent pas de leur mari. Pourquoi, faudrait-il l'admettre au théâtre ? Ce parti pris abrupt, exaspère. On ne pense qu'aux cordes vocales des acteurs, qui vont casser.

Ensuite, chaque seconde du spectacle, chaque geste, chaque pas, est annoncé par Maréchal dans un tourbillon. On saute, on

tombe, on vitrolle, on fait tourner des draperies, on plonge, on fait des moulinets avec l'écrit. Un carrousel de fous furieux. Cela aussi est aberrant. Cela aussi est exaspérant. On ne voudrait qu'une chose : que cette fantasia hystérique s'arrête, pour que l'on puisse tout de même comprendre ce qui se passe, voir les personnages au repos. Non, impossible : des déviances tourneurent. Un cauchemar.

Alors, de cette « Célestine », de cet énorme spectacle, que dire ? On s'est protégé les oreilles, on s'est protégé les yeux. On mettrait pas au public de vivre sa vie, de vivre la pièce.

D'abord, tout le texte est lurié. Et il y a pendant plus de trois heures. C'est aberrant. Les comédiens-français sont capables de se faire entendre même s'ils s'expriment à voix basse. Rien n'est plus pénible que d'entendre hurler. Les enfants ne le supportent pas de leurs parents. Les femmes ne le supportent pas de leur mari. Pourquoi, faudrait-il l'admettre au théâtre ? Ce parti pris abrupt, exaspère. On ne pense qu'aux cordes vocales des acteurs, qui vont casser.

Ensuite, chaque seconde du spectacle, chaque geste, chaque pas, est annoncé par Maréchal dans un tourbillon. On saute, on

tombe, on vitrolle, on fait tourner des draperies, on plonge, on fait des moulinets avec l'écrit. Un carrousel de fous furieux. Cela aussi est aberrant. Cela aussi est exaspérant. On ne voudrait qu'une chose : que cette fantasia hystérique s'arrête, pour que l'on puisse tout de même comprendre ce qui se passe, voir les personnages au repos. Non, impossible : des déviances tourneurent. Un cauchemar.

Alors, de cette « Célestine », de cet énorme spectacle, que dire ? On s'est protégé les oreilles, on s'est protégé les yeux. On mettrait pas au public de vivre sa vie, de vivre la pièce.

D'abord, tout le texte est lurié. Et il y a pendant plus de trois heures. C'est aberrant. Les comédiens-français sont capables de se faire entendre même s'ils s'expriment à voix basse. Rien n'est plus pénible que d'entendre hurler. Les enfants ne le supportent pas de leurs parents. Les femmes ne le supportent pas de leur mari. Pourquoi, faudrait-il l'admettre au théâtre ? Ce parti pris abrupt, exaspère. On ne pense qu'aux cordes vocales des acteurs, qui vont casser.

Ensuite, chaque seconde du spectacle, chaque geste, chaque pas, est annoncé par Maréchal dans un tourbillon. On saute, on

Danse

LE BALLET DE L'OPÉRA AU PALAIS DES SPORTS

Le ballet de l'Opéra s'est installé au Palais des sports [jusqu'au 8 février]. Ces locations renouvelées à la Porte de Versailles semblent décidément lui réussir. L'ambiance surchauffée de la salle, les publicités suggestives « Mettez un tigre dans votre moteur », de la scène — on a envie de dire le ring, — corré de lumière au milieu d'un océan de spectateurs, tout contribue à renouveler le climat des œuvres les mieux connues. Cette lumière crue tombe des cintres n'est pas tendre pour « le fils prodigue », un Balanchine des années 20. Elle révèle implacablement les rides d'un style expressionniste qui nous avoient échappé dans l'écran du poète Gaudier. Elle en accentue le côté clownesque et en gomme le pathétique.

En 1959, Peter Van Dyck créait pour l'Opéra-Comique un pas de deux sur « la Symphonie Inachevée », qu'il dansa avec Jacqueline Royet. Le chorégraphe a su résister au romantisme de la musique, maîtriser ses impulsions et ses élans, pour construire une suite de pas purement académique, dont la beauté plastique souligne la ligne mélodique sans jamais chercher à s'imposer par la force ou la virtuosité. A peine si un petit battement de pied, un geste du poignet, viennent mettre leur déhanté point d'orgue. On sent dans cette composition comme une grande inspiration. Mais, sous une apparence de perfection, une précision implacable et un rythme soutenu doivent accorder les deux partenaires. Jacqueline Royet a repris son rôle. Elle est bien dans le mouvement et dans l'intelligence avec son petit air têtu et décidé à la Jeanne Maréchal. Jean-Pierre Franchetti, lui, ne domine pas encore complètement ces pas contrastés durement enchaînés : il finit sa variation en titubant un peu, comme un boxeur qui vient d'être durement frappé.

La seconde partie du programme est un spectacle Bajor. Le Palais des sports convient particulièrement à son « Oiseau de feu », qui gagne à cette plongée brutale dans le public. Bajor a un coup de génie en transformant le bol oiseau exotique de Fokine en un jeune soldat d'une quelconque armée révolutionnaire. Il lui a donné une vie nouvelle et un sens universel. Le rôle a été conçu pour Michael Denard. Particulièrement en forme depuis son retour d'Amérique, il exécute cette cascade ininterrompue de cabrioles battues, de grands sautés et d'exercices d'école doués à la main, avec une aisance impertinente. Mais, même à ce degré d'interprétation, on sent confusément qu'il ne donne pas tout de lui-même. Il se regarde encore trop danser ; le jour où sa danse sera plus intérieure il atteindra à la perfection. Et si la mirgole ne devrait pas se produire ? « L'Oiseau de feu » répond de lui-même : le jeune guerrier meurt, mais, comme le Phénix renait de ses cendres, un autre défilé le remplace. Derrière Michael Denard se profile Charles Jude, et tout est bien ainsi.

La soirée s'achève sur le rythme obsédant du « Balero » de Ravel. Maurice Bajor en a fait un rituel très méditerranéen, mi-flamenco mi-sirtaki. Les désirs milés s'y enflamment et s'y consomment autour d'une table où évolue une femme dont la danse, confiée alternativement à Nicole Chouret et à Jayson Corso, manque malheureusement de mystère et de concentration. Le ballet est bien gradué, théâtral, mais l'érotisme en est totalement absent.

Il y a aussi dans ce spectacle Catherine Cornet. Haute et dessinée de la fosse, bien visible, elle mène l'orchestre des concerts Lamoureux avec fougue et précision et participe largement à ce qui se passe sur scène.

MARCELE MICHEL

MARCELE MICHEL

MARCELE MICHEL

MARCELE MICHEL

MARCELE MICHEL

MARCELE MICHEL

MARCELE MICHEL

MARCELE MICHEL

Musique

« MANON » à l'Opéra

Manon, mal aimée, quel paradoxe ! Comme celui de la première, en juillet, le public de gala, hâlé sur, n'a applaudi que du bout des doigts la belle production de l'Opéra, mise en scène par Jean-Louis Thamin, dans des décors et costumes de Mathias, manifestant surtout sa réserve à l'égard de l'héroïne, incarnée par Itana Cotrubas (1). Serait-il insensible à la mélancolie pathétique du personnage et à cette voix très particulière et personnelle, où le timbre même, exprime l'intensité qu'elle donne à chaque note, à chaque mot comme l'accent d'un ardent merveilleux ? A côté de tant de voix stéréotypées par un dressage impitoyable, celle-ci est la couleur, le mouvement d'une âme embrasée par les feux du plaisir, de la passion, de l'oubli devant cette fatalité inévitable dont elle est la victime consentante.

Manon sait dès le début, ou presque, où son destin l'entraîne ; elle ne veut ni ne peut résister, mais domine ce destin par sa lucidité : elle joue de Des Grieux sans cesse, sûre de ses pouvoirs, mais garde toujours dans ses triomphes l'amertume de savoir qu'elle sera vaincue en définitive. C'est tout cela que dit cette voix infatigable et fulgurante dans ses éclats, au Cours-la-Reine ou à

Saint-Sulpice, mais surtout d'une tristesse insondable résonnant au cœur de l'être même, comme l'émotion qui affleure dans un lied. Le chant et la parole ne sont plus alors que le battement d'un cœur. C'est cela qui rend le personnage d'Itana Cotrubas, cette Manon, inoubliable.

« Nous ne pouvons revenir sur toutes les qualités de ce spectacle de Manon du 31 juillet 1974 qui réunit Robert Massart (Lescaut), Jean Soumagnan (le comte), Michel Sénéchal (Guillevin), Claude Meloni (Ervigny) et les trois charismatiques compagnes de Guillevin : Eliane Lubin, Renée Auphan et Anna Ringart, sous la direction brillante et ultra-sensible de Serge Baudo. »

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Le rôle était tenu au cours des quatre premières représentations de janvier par Jeannette Pilou. Prochaines représentations les 31 janvier et 4 février (19 h. 30).

« M. Jean-Charles Edelstein vient d'être réélu à la présidence de la Fédération nationale des cinémas français. Il assume cette fonction depuis 1971. M. Jean-Charles Edelstein est, d'autre part, président de la Société française de production. »

« Au théâtre, on peut blâmer avec plein d'extrapolations étonnantes, on est porté à faire mousser. Mais ce n'est qu'un jeu simple possible (la caméra ne bouge pratiquement pas). Ni sophistication ni esthétique. Simplement une sensation de puissance, une atmosphère de mort et d'écrasement, un climat fondé sur un mélange d'absurdité, de crimes et de cynisme, et des gens qui ont une certaine pathologie et un homme et une femme (aux apparences fragiles et douces, mais elle est la plus dure) qui créent tous deux de la solitude et ont des rapports profonds. »

« Au théâtre, on peut blâmer avec plein d'extrapolations étonnantes, on est porté à faire mousser. Mais ce n'est qu'un jeu simple possible (la caméra ne bouge pratiquement pas). Ni sophistication ni esthétique. Simplement une sensation de puissance, une atmosphère de mort et d'écrasement, un climat fondé sur un mélange d'absurdité, de crimes et de cynisme, et des gens qui ont une certaine pathologie et un homme et une femme (aux apparences fragiles et douces, mais elle est la plus dure) qui créent tous deux de la solitude et ont des rapports profonds. »

« Au théâtre, on peut blâmer avec plein d'extrapolations étonnantes, on est porté à faire mousser. Mais ce n'est qu'un jeu simple possible (la caméra ne bouge pratiquement pas). Ni sophistication ni esthétique. Simplement une sensation de puissance, une atmosphère de mort et d'écrasement, un climat fondé sur un mélange d'absurdité, de crimes et de cynisme, et des gens qui ont une certaine pathologie et un homme et une femme (aux apparences fragiles et douces, mais elle est la plus dure) qui créent tous deux de la solitude et ont des rapports profonds. »

« Au théâtre, on peut blâmer avec plein d'extrapolations étonnantes, on est porté à faire mousser. Mais ce n'est qu'un jeu simple possible (la caméra ne bouge pratiquement pas). Ni sophistication ni esthétique. Simplement une sensation de puissance, une atmosphère de mort et d'écrasement, un climat fondé sur un mélange d'absurdité, de crimes et de cynisme, et des gens qui ont une certaine pathologie et un homme et une femme (aux apparences fragiles et douces, mais elle est la plus dure) qui créent tous deux de la solitude et ont des rapports profonds. »

« Au théâtre, on peut blâmer avec plein d'extrapolations étonnantes, on est porté à faire mousser. Mais ce n'est qu'un jeu simple possible (la caméra ne bouge pratiquement pas). Ni sophistication ni esthétique. Simplement une sensation de puissance, une atmosphère de mort et d'écrasement, un climat fondé sur un mélange d'absurdité, de crimes et de cynisme, et des gens qui ont une certaine pathologie et un homme et une femme (aux apparences fragiles et douces, mais elle est la plus dure) qui créent tous deux de la solitude et ont des rapports profonds. »

Variétés

Barbara

Barbara est avec Catherine Ribeiro et Véronique Sansou l'une des trois chanteuses françaises à qui l'on prête d'émulés intentions. Bien évidemment, leurs registres, leurs univers, sont différents, opposés. On a une tendresse à part pour Barbara, avec sa toujours étonnante silhouette longiligne caracée par le fouzou poil, avec sa voix archaïque au fond de soi, qui se crée sur des mots, des notes, une émotion, qui se prolonge sur une longue phrase, à un soupir vite réprimé. Il y a comme une ivresse à entrer dans les propres enivrements de Barbara, dans ses éclats jaimes, dans ses presque riens qui cachent une déchirure ou une désespérance.

Depuis quelque temps déjà, Barbara se donne l'air d'aimer la vie, de jouer de plus en plus son personnage jusqu'à en être parfois ossifiée, de sentir les choses sur le ton de l'ironie, du désespoir, de voler en quelque sorte sur des mots, des notes, une émotion, qui se prolonge sur une longue phrase, à un soupir vite réprimé. Il y a comme une ivresse à entrer dans les propres enivrements de Barbara, dans ses éclats jaimes, dans ses presque riens qui cachent une déchirure ou une désespérance.

Barbara est à Bobino pour un mois. En première et deuxième partie.

Barba est à Bobino pour un mois. En première et deuxième partie.

Barba est à Bobino pour un mois. En première et deuxième partie.

Barba est à Bobino pour un mois. En première et deuxième partie.

Barba est à Bobino pour un mois. En première et deuxième partie.

Barba est à Bobino pour un mois. En première et deuxième partie.

Barba est à Bobino pour un mois. En première et deuxième partie.

Barba est à Bobino pour un mois. En première et deuxième partie.

Barba est à Bobino pour un mois. En première et deuxième partie.

Barba est à Bobino pour un mois. En première et deuxième partie.

Barba est à Bobino pour un mois. En première et deuxième partie.

Barba est à Bobino pour un mois. En première et deuxième partie.

Opéra de Paris

650
350
300

سكس في الليل

SPECTACLES

CONNAISSANCE DU MONDE

CRÉATURES ÉTRANGES

DU FOND DES MERS
Récit et film couleur de JACQUES STEVENS
« La vie secrète de la parcia la plus mystérieuse de notre planète »

THEATRE DES AMANDIERS
Tous les jeudis, vendredis, samedis à 20h.30 et dimanches à 16h.
quelle heure peut-il être à Valparaiso?
Opéra d'exil et de lutte

THEATRE GÉRAL
Philippe de Saint-Denis
mois Prévert
samedi 1er février 20 h
Pierre Prévert présente
LES FILMS DES FRÈRES PRÉVERT
mardi 4 février 20 h 30
FÊTE SURPRISE
A JACQUES PRÉVERT

GAITE MONTPARNAISE
ROBERT HIRSH
DANIELE DELORME
ÉLYSÉES POINT SHOW
PANTHEON - OMNIA BOULEVARDS
QUINTEITE - CAMBONNE
Périph. : CARREFOUR (Pantin)

IL PLEUT TOUJOURS OU C'EST MOUILLÉ
Un film de JEAN DANIEL SIMON
Ca donne du cœur au ventre, on va en avoir besoin.

VILLE DE CHAMPIGNY
1er FÉVRIER
21 heures
CENTRE YOUNG GAGARINE
706-05-50

Ahmed ESYAD
Lectures 100
Pierre TARDY
Multiplex II 100
Nguyen Van TUONG
Cinéclub 100
TRAN QUANG HAI
Cithare, guitarras, cithares

COLLECTIF JEUNE CINÉMA
Il existe un autre Cinéma
TWICE A MAN
de Gregory MARKOPOULOS
Jeudi, vendredi, samedi, 20 h 30
6, passage Charles-Dallery, Paris-11

SEXOLOGOS
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - SEXUALITÉ
Si la sexualité n'est pas dans le problème
L'URNE DU SEXE
Michel REGNIANT un Diagnostic DÉZARD, meilleur du film, y répondra en personne sur scènes de 20 à 22 heures
A partir du 25, rue de la Harpe, Paris 5e - 01.32.17

au Français
MICHEL COUDROY
Toute la semaine

au PALAIS DES SPORTS
MICHEL COUDROY
Toute la semaine

MARAI
MICHEL COUDROY
Toute la semaine

LA CITE DU SOLEIL
MICHEL COUDROY
Toute la semaine

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : La Belle au bois dormant.
Comédie-Française, 20 h. 30 : La Cécilia.
Odéon, 20 h. 30 : En l'honneur de Yezzo.

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : Le Tuba.
Ambier, 20 h. 30 : Un tramway nommé Désir.
Bouffes du Nord, 20 h. 30 : Les Femmes d'Alph.

Jeudi 30 janvier

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34

Le Jour-de-Fête, 22 h. : Le Service humanitaire.
Olympia, 21 h. 15 : Autant en emporte le vent.
Petit Casino, 21 h. 15 : L'Affaire du clip de la reine d'Angleterre.

Les comédies musicales

Châtelet, 20 h. 30 : Valse de Vienne.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : De tout ça, il nous reste le cheval.

Le music-hall

Alcazar, Paris-Broadway.
Bobino, 20 h. 30 : Barbara.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillet, 15 h. : Hôtel des Invalides, le Sang des bêtes, de G. Franju.

Les exclusivités

ANNA ET LES LOUPS (Esp., v.o.)
ANNY ET JULIE (Voyage)
LE BOSSU DE LA MORGUE (It., v.o.)

Les films nouveaux

LA CHAIR DE L'ORCHIDE
LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN

Les grandes reprises

ALEXANDER NEVSKI (Rus., v.o.)
BANANA SPLIT (A., v.o.)
LE COITEAU DANS L'EAU (Pol., v.o.)

Les festivals

QUINZE ANS DE CINÉMA DE CORDARD A CARREL
ROCK AND POP STORY

Les théâtres de banlieue

Enlène, T.E.S.B., 20 h. 30 : Les Bruguignons.
Ivry, Studio, 21 h. : Domage qu'elle soit une pute.

Les centres-théâtres

An Bec fin, 18 h. 30 : Chair pour Necropolis.
Café d'Edgar, 20 h. 45 : Oborun délia.

CINE HALLES POSITIVE
Un film de Jim McBRIDE
LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN
en complément SICILIA de Gianfranco MINOZZI

ON s'ENGRAISSE PAS LES COEDONS A L'EAU CLAIRE (Can.)

Le Marais, 4e (1278-67-88).
PARADE (Fr.) : Hauserfeuille, 8e (838-79-34).

LES PETITES ANGOULEUSES (Fr.) : Quartier-Latin, 5e (238-84-65).

LE RETOUR DU GRAND BLOND (Fr.) : Paris, 13e (338-83-69).

47 EN PERIL (A., v.o.) : Fauvelia, 12e (331-29-71).

SCÈNES DE LA VIE CONJUGALE (Suéd., v.o.) : Biarritz, 8e (859-45-33).

LE CHEVALIER (Fr.) : UGC-Marcueil, 8e (232-47-19).

SERIEUX COMME LE PLAISIR (Fr.) : Gaumont-Madeleine, 8e (1073-38-02).

LE CHANT DU CHANTRE DE FOND ET SI J'AVAIS QUATRE DROMADAIRES (Fr.) : Studio des Arts, 10e (238-99-75).

SWEE LOVE (A., v.o.) : Grandmont, 14e (342-96-52).

UN VINT CRIME D'ANDUR (It., v.o.) : Vincent-François, PAUL ET LES AUTRES (Fr.) : Montparnasse-Patis, 14e (338-83-42).

UN VINT CRIME D'ANDUR (It., v.o.) : Vincent-François, PAUL ET LES AUTRES (Fr.) : Montparnasse-Patis, 14e (338-83-42).

LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN (Fr.) : Studio des Arts, 10e (238-99-75).

LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN (Fr.) : Studio des Arts, 10e (238-99-75).

LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN (Fr.) : Studio des Arts, 10e (238-99-75).

LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN (Fr.) : Studio des Arts, 10e (238-99-75).

LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN (Fr.) : Studio des Arts, 10e (238-99-75).

LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN (Fr.) : Studio des Arts, 10e (238-99-75).

LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN (Fr.) : Studio des Arts, 10e (238-99-75).

LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN (Fr.) : Studio des Arts, 10e (238-99-75).

LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN (Fr.) : Studio des Arts, 10e (238-99-75).

LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN (Fr.) : Studio des Arts, 10e (238-99-75).

LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN (Fr.) : Studio des Arts, 10e (238-99-75).

LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN (Fr.) : Studio des Arts, 10e (238-99-75).

LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN (Fr.) : Studio des Arts, 10e (238-99-75).

LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN (Fr.) : Studio des Arts, 10e (238-99-75).

LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN (Fr.) : Studio des Arts, 10e (238-99-75).

LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN (Fr.) : Studio des Arts, 10e (238-99-75).

LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN (Fr.) : Studio des Arts, 10e (238-99-75).

LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN (Fr.) : Studio des Arts, 10e (238-99-75).

LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN (Fr.) : Studio des Arts, 10e (238-99-75).

LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN (Fr.) : Studio des Arts, 10e (238-99-75).

LE JOURNAL INTIME DE DAVID HOLZMAN (Fr.) : Studio des Arts, 10e (238-99-75).

SCIENCES

Le vol de Salut à

DIX-HUIT JOURS DE TRAVAIL DANS L'ESPACE POUR LES COSMONAUTES SOVIETIQUES A GOUBARIEV ET G. GRECH...

Les cosmonautes... Le vol de Salut... DIX-HUIT JOURS DE TRAVAIL DANS L'ESPACE POUR LES COSMONAUTES SOVIETIQUES A GOUBARIEV ET G. GRECH...

LE LABORATOIRE ORBITAL EUROPEEN SPACELAB SERA EQUIPE D'ORDINATEURS DE LA C...

Le laboratoire orbital... sera équipé d'ordinateurs de la C...

AUTOMOBILE

LA DEMANDE DE... SERA AU SALON DE...

La demande de... sera au salon de...

La demande de... sera au salon de...

La demande de... sera au salon de...

La demande de... sera au salon de...

DEMANDES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	6,00	8,89
REPRESENTAT.	15,00	17,21
Offres d'Emploi "Placards Encadrés"	30,00	35,02
minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat - Vente - Location	24,00	28,02
AUTOS - BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68

emploi régional

IMPORTANTE ENTREPRISE REGION OUEST

recherche

COLLABORATEUR (Raf. A)

Dans le cadre d'un Service Etudes Sociales, il sera responsable de l'analyse des procédures administratives et informatiques concernant le personnel - des statistiques.

Niveau B.U.T. Gestion du personnel de préférence. Expérience de 5 ans dans un service du personnel. Connaissance du traitement de la paie sur ordinateur exigée.

CHEF de Section Administrative (Raf. B)

Dans le cadre du Service du Personnel, il aura une activité dans les domaines : potage, paie, liaisons avec le service informatique. Expérience industrielle indispensable dans 5 années minimum d'encadrement.

Adresser curriculum vitae détaillé, photo, prétentions sous référence A ou B sous le n° 11637 à HAVAS ATLANTIQUE PUBLICITE, R.P. 22, 44601 SAINT-NAZAIRE, qui transmettra. Discretion totale assurée.

offres d'emploi

EXPANSIAL

Recherche pour Sociétés Nationales en Algérie.

ingénieurs

Industrie Pétrolière

Mécanicien - Entretien diesels mécaniques et électriques Réf. 504

Electricien - Etudes, spécifications, contrôle réalisation Réf. 505

Electromécanicien - Entretien matériel T.P. et pétrolier Réf. 532

Mécanicien - Entretien matériel T.P. Réf. 425

Télécommunications - Etudes, installations, entretien Réf. 506

Transport - Matériel lourd en zone désertique Réf. 509

Architecte - Eddges bâtiments industriels et administratifs Réf. 528

Génie Civil - Travaux d'infrastructure Réf. 507

Etudes construction d'unités industrielles Réf. 406

Calcul béton - VRD - Ouvrages divers Réf. 2123

Spécialiste en gestion de stocks Réf. 531

Economiste Industriel - Etudes complètes de projets industrie plastique Réf. 527

Soudage pipe jusqu'à 20 pouces - Arc, autogène sous argon - Contrôle radiographique Réf. 419

Pour tous ces postes, il est exigé une solide formation et une expérience confirmée dans des postes similaires. Salaire selon compétence - Nombreux avantages sociaux.

Téléphoner pour rendez-vous et adresser C.V. détaillé sous référence correspondante à :

EXPANSIAL 6, Rue Halévy - 75009 Paris - 742.51.29 - 296.12.25

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère du Travail et des Affaires Sociales

Direction de la Formation

Recherche pour ses services d'enseignement et d'études en Algérie des **INGENIEURS, ARCHITECTES et TECHNICIENS SUPERIEURS** dans les spécialités suivantes :

- Chimie.
- Électromécanique.
- Électronique RTV.
- Dessin constructions mécaniques.
- Dessin constructions métalliques.
- Travaux Publics et constructions.
- Bâtiment - géologie.
- Bâchage.
- Chaudronnerie.
- Électricité auto.
- Mécanique auto.
- Froid industriel.

Adr. C.V. ou se présenter au **BUREAU DU MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES** près l'Ambassade d'Algérie, 9, rue Guénot. — 75011 PARIS.

gff GROUPE MAISON FAMILIALE

Société leader national dans son secteur 100 milliards A.P. chiffre d'affaires

recherche

ADJOINT AU DIRECTEUR DIVISIONS FINANCIÈRE et COMPTABLE

- Formation expert comptable.
- Expérience fiscale comptable et contrôle budgétaire.
- Promotion récente dans entreprise à la pointe des réformes sociales.

Travail agréable (séjour de 4 jours 1/2. Bonaire mobile) dans siège moderne, situé dans ville moyenne Nord de la France à 100 minutes de Paris.

Maison meublée, piscine, pendant période de stage.

Envoyer curriculum vitae + photo à : G.M.F. « Service E », 15, r. de Maignan, PARIS-9.

BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE Champs-Élysées

recherche pour le 1^{er} avril 1975

UN DIRECTEUR SERVICE COMPTABILITÉ

- Formation et expérience : Personne de tout premier plan. Titulaire du DECS, BEEC ou expertise comptable. Il sera chargé des problèmes relatifs aux établissements financiers, des problèmes fiscaux et familiarisé avec la gestion par ordinateur.
- Responsabilités : Comptabilité générale, bilan, consolidation niveau groupe.
- Poste d'avenir pour candidat disposant d'un potentiel de développement.
- Rémunération : Selon expérience et capacité.

Adresser C.V., photo et prétentions au n° 7822, « Le Monde » Pub., 6, rue des Italiens, 75127 Paris-9.

consultant

3 A 5 ANS D'EXPERIENCE

Notre Organisme est chargé de développer, chez les producteurs et distributeurs de produits de grande diffusion, des modes de communication et de traitement des informations, visant à faciliter et améliorer les échanges administratifs.

Vous interviendrez comme consultant, auprès des grandes Entreprises, déjà acquises à cette action, pour assurer l'information des Cadres, chargés de l'application, et les aider à définir les structures et moyens nécessaires.

- une formation supérieure - Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou de Gestion.
- de solides connaissances en Informatique.
- et des expériences de Conseil vous seront nécessaires pour assurer cette mission, avec l'autonomie voulue, au sein de notre Equipe.

Envoyer C.V. détaillé s/réf. No 53469 Publipress 31, Bd Bonne Nouvelle Paris 2e

Notre groupe métallurgique et électromécanique recherche

son chef du service des achats

Personne de 1^{er} plan, de formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalente ; expérience des négociations avec les fournisseurs, action permanente pour la réduction des coûts, animation du service, concertation avec les services techniques de nos entreprises.

Ad. CV détaillé, photo si possible et présent.

Service du Personnel 7, rue du Charlot d'Or 77400 LAGNY

Filiale société américaine implantée à SENS spécialisée dans la fabrication de matériels d'équipement pour les industries pétrolières

recherche

pour faire face à sa très vive expansion

CHEF DES METHODES

Ce poste convient à :

- un ingénieur ou technicien supérieur connaissant bien les procédés d'usinage et de fabrication modernes ;
- ayant acquis une bonne expérience de la fonction au sein d'une entreprise de construction mécanique ;
- ayant des connaissances sur M.T.M., définitions de pièces brutes et de gammes de cotés ;
- notions d'anglais souhaitées.

Logement assuré.

Adresser C.V., prétentions et photo à : J.P. TOUBAINS - P.M.C. EUROPE B.P. 61 - 89103 SENS

TEKTRONIX division Télécommunications

recherche

SPECIALISTE VIDEO

pour la vente de ses produits télévision.

- Ce poste conviendrait à INGENIEUR/TECHNICIEN possédant une solide expérience des équipements vidéo professionnels.

La connaissance de l'Anglais écrit et parlé est indispensable.

- Salaire à débattre
- Voiture fournie par la Société
- Participation aux bénéfices du Groupe.

Lieu de travail : ORSAY (91)

Téléphoner au 907.78.27 - poste 201.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche pour son

DÉPARTEMENT INGÉNIEURIE A PARIS

UN INGÉNIEUR GÉNIE CHIMIQUE

MISSION : Diriger et coordonner une équipe comportant plusieurs ingénieurs de projets chargés de réalisations d'installations chimiques.

PROFIL : Diplômé d'une ECOLE DE GENIE CHIMIQUE, ayant plusieurs années d'expérience de travaux neufs. Expérience souhaitable dans le traitement des acides et des solvants. Industrie pharmaceutique et utilisation du verre.

Adresser C.V. et prétentions à N° 90.832 CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE ET D'HYDRAULIQUE INDUSTRIELLES Bonlieux Sud

Filiale d'un important groupe européen.

recherche

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

25 ans minimum, ayant expérience en servo-systèmes électrohydrauliques pour prendre la responsabilité de la section engineering hydraulique du département commercial.

Pratique courante de l'anglais exigée

Envoyer C.V. sous N° 15411 B à : EDITION BLEU PUBLICITE 17, rue du Docteur-Lebel, VINCENNES 94300 qui transmettra.

BUREAU ÉTUDES PUBLIC HAUTE-NORMANDIE

RECHERCHE

INGÉNIEUR - TRANSPORT confirmé

L'ingénieur qui aura quelques années d'expériences professionnelles sera chargé des problèmes de transports collectifs en milieu urbain et interurbain.

Envoyer C.V. au N° 7821 « Le Monde » Publicité, 6, rue des Italiens - 75127 PARIS-9.

SOCIÉTÉ D'INSTALLATIONS et APPLICATIONS INDUSTRIELLES Filiale d'un Groupe Allemand Important.

recherche pour :

- gestion financière de contrats « clés en main » à l'étranger
- relations bancaires et administratives.

Cadre administratif et financier

- Sens des responsabilités.
- Formation spécialisée financière ou bancaire.
- Connaissances de comptabilité.
- Expérience confirmée de 3 ans (entreprise ou banque).
- Allemand-anglais courant exigés.

Envoyer cur. vite monument, photo et prétentions au n° 7822, « LE MONDE » Publicité, 6, rue des Italiens, 75127 PARIS, qui transmettra.

NOUS SOMMES UN CABINET D'INGÉNIEURIE A PARIS.

Le chef de notre département électrique, cherche pour renforcer son équipe (6 ingénieurs, 28 techniciens et techniciens) réalisant les études et la maîtrise d'œuvre d'installations industrielles de distribution d'énergie électrique.

un jeune ingénieur électricien

de formation ECP, ESE, ayant 1 ou 2 ans d'expérience en - électricité courants forts - il participe aux études, supervise les réalisations sur chantiers, ce qui nécessite des déplacements en France, à l'étranger, de deux à trois mois. Anglais courant indispensable.

Ecrire à Y. CORCELLE ss réf. 2816 M.

ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS membre de l'ANCERP

CRÉATION POSTES D'AVENIR

ANIMATEUR de réseaux min. 25.000 30 ans minimum. Nombreux déplacements France. Définition d'objets, mise en place et suivi d'un catalogue d'activités : information, animation. Liberté d'octroi fonction des responsabilités assumées. (R. 753 F)

SECRETIRE DE DIRECTION min. 25.000 Dynamique, capable organiser pool, tenir tableau de bord.

SECRETIRE steno-dactylo assurant liaisons téléphoniques.

JEUNE COMPTABLE EXPERIMENTE min. 23.800 Actif, administratif, suivi des travaux d'exploitation. Liaisons avec secrétariat.

Env. lettre man. C.V. + photo à I.F.P. 24, Avenue Edison 75013 PARIS Discretion assurée. Préférer date disponibilité.

IMPTÉ SOCIÉTÉ CHIMIE de SYNTHÈSE recherche pour

BOUCHES-DU-RHONE

INGÉNIEUR préférence ARTS et MÉTIERS

ayant expérience pour service Achat d'usines.

LOGEMENT ASSURÉ

Envoyer C.V. détaillé avec photo à N° 90.831 CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Fabrique meubles cuisines

recherche son **DIRECTEUR DES VENTES**

Le candidat, excellent animateur, doit faire preuve d'expérience similaire, habilité de relations commerciales. Il sera basé sur ses qualités de vendeur. Faire acte de candidature, en envoyant C.V. lettre manuscrite, curriculum vitae, photo à KRAJEWSKI Ségolène 11, rue des Meubles, B.P. 24, COURMAYEURS, 91400 ANTONY, qui transmettra.

SOCIÉTÉ GEOPHYSIQUE recherche pour

TRAVAIL A L'ÉTRANGER

CALCULATEURS

1°) Ingénieurs ou Licenciés Géophysiques

2°) Niveau Math. générales

âge minimum 25 ans. Connaissances anglaises. Possédant permis de conduire V.L. Libérés obligations Militaires.

Adr. CV à C.F.P.S. Sophia Antipolis Boite Postale n° 16 06560 VALBONNE

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ PARIS-EST

recherche

POUR CALCULS DE CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

— POSSEDANT UNE EXPÉRIENCE PRATIQUE DE PLUSIEURS ANNÉES.

— Anlais souhaités.

Adresser C.V. à N° 2287 SPERAD. 12, rue Jean-Jourda, 92897 FUTEAUX.

JEUNESSE

UN COLLOQUE «INTERMINISTÉRIEL» A MARLY-LE-ROI SUR LA PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE

Educateurs incompris et fonctionnaires soupçonnés

Un colloque « pluridisciplinaire » a réuni, les 24 et 25 janvier, à l'Institut national d'éducation populaire (INEP) de Marly-le-Roi (Yvelines), quelques deux cents fonctionnaires, administrateurs ou éducateurs de clubs et « équipes de prévention » spécialisées dans la prévention de la délinquance parmi les adolescents. Ouvert par MM. René Lannier, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé, et Pierre Mazeaud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, ce colloque avait pour objectif, notamment, de définir quelle concertation et quelle coordination pouvaient être mises en œuvre dans l'ensemble des actions éducatives.

Cette réunion n'a pas fait, cependant, l'unanimité : quelques éducateurs, regrettant d'avoir été invités en trop petit nombre, ont quitté le colloque dès son ouverture, de peur d'être « manipulés ».

Parmi les travailleurs sociaux, les éducateurs de prévention vivant en permanence au contact de jeunes délinquants, sont-ils eux-mêmes des « marginaux » qu'il faut à tout prix faire rentrer dans le rang ? Les débats, souvent animés tout au long de ces deux journées, pouvaient parfois le faire penser. La rencontre, il est vrai, s'y prêtait, mêlant face à face des fonctionnaires des directions départementales de l'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.) ou de la jeunesse et des sports et des éducateurs de clubs et équipes de prévention. Entre eux, un fossé : la réalité concrète de la délinquance, sa définition, ses motifs, les raisons et la manière de la prévenir.

Les clubs et équipes de prévention ont été créés pour combattre l'extension, au cours des années 1955-1960, des bandes de « blousés noirs ». Quelques pionniers avaient alors compris que seule la lutte contre l'inadaptation de ces adolescents était de partager leur vie, de les rencontrer dans la rue, d'aménager un local pour accueillir ou plus simplement de bavarder avec eux. Depuis, des textes officiels ont précisé leur rôle : « Si la communauté sociale sévit, l'adaptation, celle-ci doit pouvoir mobiliser également les forces nécessaires pour atteindre un équilibre, ce qui a amené un élargissement de l'objectif des clubs et équipes de prévention et de promotion. » (Circulaire du 17 octobre 1974.)

N'est-ce pas déjà un premier « mandat » donné aux éducateurs de prévention que cette socialisation et cette promotion ? Beaucoup, du moins, le comprennent ainsi et craignent d'avoir à jouer un rôle politique qu'ils refusent et qui s'apparente, selon eux, beaucoup plus à la répression qu'à la prévention.

Des boucs émissaires ?

La création des « flottiers » ou « policiers éducatifs » n'est pas faite pour rassurer. Plus que la présence, au colloque, d'un représentant du ministère de l'Intérieur. Le commissaire Barbeau, chef du bureau des mineurs à la direction centrale de la sécurité publique, devait expliquer qu'« il est impossible de nier l'aspect social et humain dans les fonctions des policiers » et notamment dans le monde des jeunes. Mais, ajoutant « s'appuyer sur leur autorité pour faire passer certains conseils », autorité dont, selon lui, les « éducateurs ne bénéficient pas ».

Si tous les participants ont reconnu — et notamment par le commissaire Barbeau — que les rôles des éducateurs et des policiers doivent être distingués, l'ambiguïté existe souvent aux yeux des autorités locales. Ainsi, les conseils généraux, composés en majorité d'élus ruraux, acceptent

CORRESPONDANCE

Un citoyen comme les autres

Comment les éducateurs peuvent-ils concilier les obligations qui leur sont imposées par la société et la nécessité de conserver la confiance des jeunes dont ils ont la charge ? Nous avons à plusieurs reprises, et notamment dans le Monde du 29 novembre 1974 et du 14 janvier 1975, évoqué les « délégués d'éducateurs avec la justice », à propos de deux affaires : d'une part, la condamnation d'un éducateur de Caen qui n'était pas intervenu lors d'une agression commise par six jeunes qu'il accompagnait ; d'autre part, celle de deux éducateurs de Besançon. Ceux-ci avaient refusé de révéler au juge d'instruction l'identité d'un jeune homme recherché pour « avoir blessé un autre au cours d'une fête organisée par l'Association bionime des clubs et équipes de prévention. M. Roger Gauthier, directeur de cette association, nous écrit à ce sujet :

A Besançon, il s'agissait de ne pas trahir une personne qui nous avait faits déposaires d'un secret. A Caen, il s'agissait de protéger à tout prix un praticien (l'éducateur de prévention) en partant de l'hypothèse que ce n'est que dans la mesure où cette protection lui sera accordée qu'il pourra exercer son travail.

Nous n'avons jamais réclamé pour l'éducateur de prévention un statut particulier qui le situerait au-dessus des lois et des exigences de la vie en société. Il est au contraire, car nous considérons que la protection systématique

SPORTS

SKI

L'ancienne légende du Kandahar

De notre envoyé spécial

Saint-Gervais. — La quarante-huitième compétition de ski alpin, dite Arberg-Kandahar, a commencé mercredi 29 janvier par le slalom féminin d'élite, sous un ciel couvert, à l'apogée de la gare d'arrivée du mont d'Arbois, versant Est, et a été interrompu par la Suisseuse Marie-Monique Morerod.

Le slalom masculin se déroulera ce 30 janvier à Argentière, sur la piste des Marmottes à laquelle on accède par le téléphérique de Loran. Vendredi, la descente des dunes sera lieu aux Bœufes, sur la fameuse piste Verte, et le lendemain la descente des hommes sera sur la piste de Mégève, sur la non moins fameuse piste Amélie-Aillus.

Pour la première fois de son histoire, le Kandahar, qui tire son nom de l'exploit marathonnique d'un Anglais au siècle, est ainsi décentralisé dans trois stations du Mont-Blanc. Jusqu'ici, l'épreuve, comportant une descente, un slalom et un classement combiné, ne fut dis-

RESULTATS DU SLALOM SPECIAL DAMES DE L'ARBERG-KANDAHAR

1. M. Morerod (Suisse), 1 min. 23 sec. 4/100 (43 sec. 48 + 39 sec. 93) ;
2. H. Wenzel (Autriche), 1 min. 23 sec. 57 (43 sec. 02 + 39 sec. 55) ;
3. R. Knecht (R.F.A.), 1 min. 23 sec. 59 (43 sec. 23 + 40 sec. 76) ;
4. D. Obermayer (Autriche), 1 min. 24 sec. 31 (44 sec. 23 + 41 sec. 18) ;
5. C. Zechmeister (R.F.A.), 1 min. 24 sec. 44 (43 sec. 29 + 41 sec. 15) ;
6. P. Emont (Autriche), 1 min. 24 sec. 47 (44 sec. 07 + 40 sec. 67) ;
7. L. Corbelli (R.F.A.), 1 min. 24 sec. 59 (44 sec. 01 + 40 sec. 58) ;
8. M. Morerod (Suisse), 1 min. 25 sec. 19 (43 sec. 84 + 41 sec. 35), etc.

JUSTICE

Les détenus et leur famille bénéficieront des assurances maladie et maternité

Pour améliorer la protection sociale des détenus et de leur famille, le ministre du Travail a fait approuver par le conseil des ministres du 29 janvier, un projet de loi relatif aux assurances maladie et maternité. Dans nos dernières éditions du Monde du 30 janvier, Le futur article L. 352-4 du code de la Sécurité sociale prévoit que « les détenus sont assimilés obligatoirement aux assurés maladie et maternité du régime général de la Sécurité sociale à compter, soit de la date à partir de laquelle ils exercent un travail pénal, soit de la date à laquelle ils cessent d'avoir droit aux prestations du régime obligatoire dont ils relèvent au moment de leur incarcération ».

Ils ont droit à ce titre aux prestations en nature (remboursement de soins médicaux) pour les membres de leur famille ; c'est-à-dire leur conjoint et les enfants considérés comme à charge, selon leur âge et leur activité professionnelle, ainsi que, le cas échéant, le parent — jusqu'au troisième degré — qui se consacre entièrement à la vie domestique de la famille.

Four ce qui concerne les détenus sans travail, un décret fixera les modalités de la prise en charge des cotisations par l'Etat.

Les détenus en semi-liberté ne sont pas visés par ce texte dans la mesure où ce type d'exécution d'une sanction d'emprisonnement exige que le détenu ait une activité salariée à l'extérieur.

Quant aux détenus libérés qui se font inscrire comme demandeurs d'emploi, ils bénéficieront immédiatement pour eux-mêmes et pour les membres de leur

TENNIS

UNE ASSOCIATION DES JOUEUSES DE FRANCE

Sous la présidence d'honneur de Françoise Durr, une association de tennis féminin vient de se constituer : elle a son siège social 25, rue Jean-Dolent, à Paris 114^e. Son but essentiel consiste à obtenir des organisateurs de tournois la reconnaissance qui est due aux représentantes du sexe dit faible, trop souvent convoquées à des heures impossibles et sur des courts secondaires.

Les joueuses de première série, Nathalie Puchs, Odile de Roubin, Florence Guédy, Rosy Darman, ainsi que les joueuses classées, Maylla Burel, Patricia Rime, Frédérique Thibaut, Muriel Decugis, Sylvie Fruvoit-Rual, font partie des membres actifs de cette association qui est ouverte aussi bien aux non-classées.

La Fédération française de Lawn-Tennis P.T.T. a organisé le 29 janvier ses championnats masculins et féminins des premières séries internationales.

Messieurs : 1. François Jautret ; 2. Patrick Pragy ; 3. Roderic Dominguez ; 4. Georges Govez ; 5. Wladimir Godreuil ; 6. Pierre Barthès ; 7. Jean-Baptiste Chantavon ; 8. Jean-Louis Caujolle ; 9. Daniel Coste ; 10. Eric Deblacker.

Dames : Françoise Durr ; 2. Gaël Chantavon ; 3. Nathalie Puchs ; 4. Florence Guédy ; 5. Nicole Blines et Odile de Roubin.

rustiques
au mont st-michel

LES RÉACTIONS AU «PROJET MAZEAUD»

Le parti communiste : une vaste entreprise de mystification

Pour le parti communiste français, le « recueil de propositions tendant à la promotion du sport » préparé par M. Pierre Mazeaud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la jeunesse et des sports, est « avant tout une vaste entreprise de mystification ».

Dans une déclaration remise à la presse par M. Michel Zübermann, secrétaire de la commission sportive du comité central, le parti communiste indique que le projet « tend à désengager l'Etat de ses responsabilités financières », qu'il représente « un renforcement de l'autoritarisme et une tentative de matrasage du pouvoir sur le mouvement sportif », enfin qu'on y décèle « un désengagement de l'Etat en matière d'éducation physique et sportive de la jeunesse, avec un grand danger de privatisation ».

Affirmant que le « projet Mazeaud » n'est qu'un écran de fumée « pour masquer la faiblesse criante du budget de la jeunesse et des sports (qui représente 7 milliards du budget national) », le parti communiste rappelle qu'il

CONCOURS DE PRONOSTICS ET CONCOURS FINANCIERS

Verrons-nous relancer l'idée des concours de pronostics sur les matches de football ? Cette éventualité, redoutée tant par le gouvernement que par les partis de gauche, paraît devoir être écartée du fait que la fédération le plus « intéressée », celle du football, ne semble plus vouloir proposer ce mode de ressource financière.

Si l'on a reparlé des concours ces temps derniers, c'est qu'un certain nombre de fédérations ne croient pas que le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports se soit donné les moyens d'appliquer son projet de développement du sport. Pierre Mazeaud a bien envisagé la création d'une taxe parafiscale sur les billets d'entrée dans les stades, mais cette mesure est loin de faire l'unanimité.

Refusant de voir pénaliser le public sportif, certains réclament de l'Etat un effort financier supplémentaire, tandis que d'autres cherchent à insinuer des ressources nouvelles. Les propositions sont multiples et ne tiennent pas uniquement aux concours de pronostics dont la France est le seul pays d'Europe (hors l'U.R.S.S.) à se priver pour la raison principale qu'elle est aussi le seul à cumuler les jeux de hasard que sont la loterie nationale et le tiercé.

De la même manière, certains réclament de l'Etat un effort financier supplémentaire, tandis que d'autres cherchent à insinuer des ressources nouvelles. Les propositions sont multiples et ne tiennent pas uniquement aux concours de pronostics dont la France est le seul pays d'Europe (hors l'U.R.S.S.) à se priver pour la raison principale qu'elle est aussi le seul à cumuler les jeux de hasard que sont la loterie nationale et le tiercé.

De la même manière, certains réclament de l'Etat un effort financier supplémentaire, tandis que d'autres cherchent à insinuer des ressources nouvelles. Les propositions sont multiples et ne tiennent pas uniquement aux concours de pronostics dont la France est le seul pays d'Europe (hors l'U.R.S.S.) à se priver pour la raison principale qu'elle est aussi le seul à cumuler les jeux de hasard que sont la loterie nationale et le tiercé.

FOOTBALL — A Lille l'équipe de France juniors a fait match nul (2 à 2) avec celle de Belgique.

POLICE

LA C.G.T. ET LA C.F.D.T. PROTESTENT CONTRE LEUR « MISE A L'ÉCART » DU COMITÉ TECHNIQUE PARITAIRE.

Après une réunion commune, le 28 janvier, les fédérations C.F.D.T. et C.G.T. de la police nationale renouvellent, dans un communiqué, leur protestation contre la composition du comité technique paritaire, où représentants du personnel et de l'administration élisent depuis le 17 janvier (le Monde du 19-20 janvier) la formation des fonctionnaires et de création d'un corps d'agents féminins.

La C.G.T. et la C.F.D.T. considèrent que le système de représentation du personnel — qui ne reconnaît que les syndicats officiels (fédération autonome, syndicat autonome des policiers et vici, syndicat des commandants et officiers, syndicat des commissaires) — « les met à l'écart d'un organisme paritaire par suite de la non application par suite de la non application du statut général des fonctionnaires » et que « le ministre de l'Intérieur n'a engagé et ne poursuit de discussions qu'avec les représentants des organisations autonomes, ce qui est contraire aux déclarations qu'il avait faites à plusieurs reprises sur la concertation avec toutes les organisations syndicales de la police ». Ces discussions séparées « permettant ainsi au gouvernement et au ministre de l'Intérieur de jouer sur la division syndicale ».

« Les deux fédérations ont, pour leur part, mis au point les étapes de l'action syndicale qui devient nécessaire pour l'ouverture de négociations sur les revendications les plus urgentes, parmi lesquelles la revalorisation des traitements, les conditions de travail, le démantèlement de carrière et la formation professionnelle ».

Atlantica, la meilleure façon de placer votre argent au soleil...

Au sud de l'Espagne, à 80 kilomètres de SEVILLE, ATLANTICA est une réalisation qui s'inscrit dans le cadre de l'aménagement du littoral touristique de la COSTA DE LA LUZ, sous l'égide du Gouvernement espagnol.

...et d'en tirer une rentabilité de 9% nets d'impôts.

En faisant l'acquisition d'un studio (aménagé et meublé pour 4 personnes) vous obtiendrez une rentabilité annuelle de 9% exonérée d'impôts et de charges. Cette rentabilité est garantie par une banque suisse.

Pour en savoir plus, téléphonez ou renvoyez ce bon à CORI, 254, bd Saint-Germain, 75007 Paris - tel. : 260.38.22

Je désire recevoir sans engagement de ma part votre documentation ATLANTICA.

Nom _____

Adresse _____

Tel. _____

260.38.22

Placer son argent est un métier. Nous le pratiquons depuis 16 ans.

CORI

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

150

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

LES ASSEMBLÉES RÉGIONALES

RHÔNE-ALPES : cinq fois plus de ressources qu'en 1974

De notre correspondant régional

Lyon. — En 1974, le conseil régional Rhône-Alpes avait délibéré sur le projet de loi de finances de l'État pour 1975. Ce projet de loi, qui était de 36 902 000 F en 1974, passe cette année à 61 504 000 F, le conseil ayant accepté de payer le maximum de ressources (25 F par habitant). L'opposition de gauche, qui s'était abstenue l'an dernier, a refusé cette fois de voter ce budget.

signifie d'abord que l'on aura recours à la fois à une augmentation de la fiscalité locale et à l'emprunt.

Pour sa part, le comité économique et social, qui doit donner son avis définitif sur ce sujet le 31 janvier, a, dès le premier jour de sa session, le 27 janvier, fait savoir qu'il acceptait le principe de cette éventualité et que, en conséquence, ses commissions allaient travailler dans ce sens.

En 1975, les deux groupes qui constituent la majorité du conseil, le rassemblement régional et les républicains indépendants, et le groupe régional d'action pour le progrès, dominé par les réformateurs, les centristes et autres modérés, ont déjà fait savoir qu'ils seraient d'accord pour voter les 152 millions sous réserve de modifications mineures dans la façon de se les procurer.

Comment pratiquement sera-on des 29 100 000 à 152 millions ? Il est entendu que les ressources provenant du permis de conduire, toujours fixé à 100 F, et de la taxe additionnelle sur les cartes grises demeureront inchangées. En revanche, la surtaxe sur la publicité foncière passant de 0,40 % à 1 %, fournira cette année 23 millions au lieu de 17 millions en 1974. Mais surtout, c'est le recours à la fiscalité locale directe que l'on se procurera le plus clair de la somme, puisque cette fiscalité devrait fournir à elle seule 70 millions dans la mesure où le pourcentage de l'imposition serait fixé à 2,5 %. Ainsi arriverait-on à un total de 110 millions auxquels s'ajouteraient 42 millions sous forme d'emprunts.

Dans ce budget, les dépenses de fonctionnement pourraient être limitées à 4 milliards de francs environ. Un chapitre des investissements, pour lesquels on disposerait donc de 148 millions, l'administration préfectorale propose, pour sa part, que 42 millions soient consacrés aux opérations d'aménagement du territoire, que 24 millions soient utilisés pour les équipements sanitaires et sociaux, que 27 millions servent à l'emploi et à la formation, 3 millions à la recherche et 1,5 million aux affaires culturelles.

Desserte cadencée Lyon-Saint-Étienne

Dans cette répartition, on relève au chapitre de l'aménagement du territoire la proposition d'utiliser 10 millions à la réalisation d'une liaison ferroviaire cadencée Lyon-Saint-Étienne. En clair, il s'agit de mettre en place sur le réseau S.N.C.F. existant quatorze navettes quotidiennes par jour ouvrable entre les deux villes, à raison d'une rame toutes les heures. Cela suppose un renouvellement du matériel, c'est-à-dire l'acquisition de trois rames automobiles. La S.N.C.F. qui annuellement transporte entre Lyon et Saint-Étienne 540 000 voyageurs, approuve le projet, mais elle demande que lui soit garanti l'équilibre financier de ce nouveau service, car on s'attend à un déficit, tout au moins dans les premières années. Les départements du Rhône et de la Loire acceptent l'éventualité de cette charge.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

Faits et projets

Environnement

● **NUCLÉAIRE : DES NOBEL PAS D'ACCORD.** — Dans une déclaration au Progrès de Lyon, le professeur Louis Néel, prix Nobel de physique, affirme que les dangers de contamination des centrales sont « insignifiants », mais que le plutonium qu'elles produisent permettrait à des terroristes de fabriquer des bombes. Quant aux déchets, quelques hectares suffisent, selon lui, à les enterrer. En revanche, M. Harold Urey, prix Nobel américain de chimie, a estimé, au cours d'une conférence de presse à Los Angeles, que la multiplication des centrales aboutira à de graves accidents et que leurs rejets s'étendraient sur des centaines d'années. Parant au cours de la même manifestation, un autre prix Nobel américain, M. Thomas Alven, a exprimé ses craintes quant aux dangers présentés par les déchets radioactifs des centrales.

Paris

● **LA VILLE ET L'AUTOMOBILE.** — Les groupes socialistes et radical de gauche de l'Hôtel de Ville de Paris rejettent le Livre blanc de la circulation (*le Monde* du 18 janvier 1975), présenté par l'administration comme base de travail à la commission Etat-Ville : « L'automobile et

P.T.T. Chèques postaux, courrier : encore des retards

Sept semaines après le plus longue grève qu'aient connue les P.T.T. depuis 1953, où en est-on ?

● **DANS LES CHEQUES POSTAUX.** La situation n'est pas encore entièrement clarifiée. Les postiers C.G.T. ont annoncé, le 29 janvier, au cours d'une conférence de presse, que quatre millions de chèques postaux étaient en souffrance dans les centres postaux. Les syndicats ont ajouté qu'un quart de ces chèques sont constitués par des versements de retraites, de traitements de fonctionnaires et de prestations de Sécurité sociale. Toutes les opérations relatives à des salaires, pensions, retraites et, en général, à des prestations sociales présentées par les destinataires peurent être traitées sans retard.

Priorité est en effet donnée à la « liquidation » de ce genre d'opérations, particulièrement en ce qui concerne l'administration, parce que groupées, plus faciles à traiter que les opérations individuelles. Du retard subsistent pour ces dernières, du moins à Paris, de ce fait, l'administration indique que la situation devrait redevenir entièrement normale d'ici à une quinzaine de jours maximum.

TRANSPORTS

« FRANCE » : QUATRE CENTS EMPLOYÉS A RECLASSER

Le sort du paquebot France n'est toujours pas réglé, mais nous continuons à étudier quatre ou cinq formules d'exploitation », a déclaré, mercredi 29 janvier, M. Jacques Friedmann, nouveau président de la Compagnie générale maritime (C.G.M.), qui occupe douze mille salariés. M. Friedmann a précisé que le projet qu'il avait présenté le Club Méditerranée — et qu'avait défendu M. Michel Bonitaogo, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur — n'était pas « viable ».

En revanche, des formules d'hôtel flottant ou de navire exposition à l'occasion des fêtes de baccarat de l'Etat-Unis, ou encore de copropriété, sont plus intéressantes. Actuellement, sur les quelque mille employés du service hôtelier du paquebot, quatre cents restent encore à reclasser.

Les autres préoccupations immédiates du président de la C.G.M. sont de trois ordres : — La mise au point du programme d'investissement pour les cinq prochaines années ; — Le rapprochement effectif entre la Transat et les messages maritimes. Les modalités de cette opération sont délicates à cause de questions de personnes et de l'indemnisation ou de l'évaluation des parts des actionnaires privés. A la Transat, par exemple, ceux-ci n'ont pas touché de dividende depuis douze ans ; M. Friedmann va remplacer M. Roger Carour à la présidence des Messageries ; — La modernisation des lignes régulières, et notamment — en coopération avec les autorités de Dieppe et le secrétariat d'Etat à l'Outre-mer — la commande de navires porte-conteneurs pour le transport des bananes.

305 MILLIONS DE TONNES DANS LES PORTS FRANÇAIS

Le trafic commercial de marchandises, débarquées et embarquées (partiellement et pêche non comprise) a porté, en 1974, sur 305,1 millions de tonnes (+ 3,4 % par rapport à 1973). Le taux de progression est de 3,5 % pour le trafic international de marchandises, qui représente 21 % du trafic global, et de 1,8 % pour le cabotage national, indique le ministère de l'équipement.

Les entrées, avec 246,3 millions de tonnes, sont en progrès de 3,1 % par rapport à 1973, et les sorties, avec 258,8 millions de tonnes, ont augmenté de 4,5 %. Les sorties, avec 58,8 millions de tonnes, ont en progrès de 5 % par rapport à 1973.

AQUITAINE : oui aux centrales nucléaires

De notre correspondant

Bordeaux. — Le conseil régional d'Aquitaine, adopté mercredi 29 janvier le projet de budget pour 1975. Celui-ci, qui était de 36 902 000 F en 1974, passe cette année à 61 504 000 F, le conseil ayant accepté de payer le maximum de ressources (25 F par habitant). L'opposition de gauche, qui s'était abstenue l'an dernier, a refusé cette fois de voter ce budget.

Cette année encore, ce sont les routes (34,5 millions de francs) et surtout les télécommunications (46,7 millions de francs) qui bénéficient essentiellement de l'effort de la région. Celle-ci pour la circonstance fera largement appel à l'emprunt (150,5 millions de francs).

La Compagnie d'aménagement rural d'Aquitaine (CARA) se voit confirmée dans son rôle d'outil au service de l'économie agricole de la région. Sa dotation est doublée (de 3 à 6 millions de francs). Le conseil a également décidé de la mise en œuvre d'une marque « Aquitaine » pour les produits alimentaires, notamment avicoles.

L'implantation de centrales nucléaires a fait l'objet d'un long débat, au cours duquel plusieurs experts ont intervenus à la demande de l'administration. Le conseil a finalement donné son accord au choix fait par l'EDF, de deux nouveaux sites nucléaires, l'un au Verdon, à l'embouchure de l'estuaire près du nouveau port de Bordeaux, et l'autre à Golfech, dans le Tarn-et-Garonne (bien que celui-ci soit dans la région Midi-Pyrénées). Faute d'information sur les travaux du conseil de planification réuni à l'étrée, et en l'absence de tout débat au Parlement, l'opposition avait demandé le report du dossier sur cette question n'a pas été suivie par la majorité du conseil et s'est donc abstenue. — J. A.

Le conseil régional d'Aquitaine est le troisième à émettre un avis défavorable sur le dossier de la centrale nucléaire de Golfech, bien qu'il ne soit pas directement concerné, a déjà dit en à Brand-Saint-Louis, celui de Lorraine au site de Stenrich, sur la Meuse.

A ras de terre

LE PRIX DE L'ATTENTE

L'arrivée d'un train de grande ligne... La queue à la sortie du parking de la gare d'Est. Les passagers refusent de composer avec l'incertitude de savoir s'ils auront le prix du stationnement ou celui de l'attente : 5 F au lieu de 2,50 F.

La meilleure solution serait sans doute de créer, lors de la construction, une double voie de circulation, mais cela coûterait cher. La plus simple et la moins onéreuse, pour éviter cette perception abusive, n'est-elle pas de faire partir et payer de son plein gré, sans être obligés de descendre chercher son véhicule ?

BIENFAISANCE

LA FONDATION DEL DUCA EST DOTÉE D'UN CAPITAL DE DIX MILLIONS

Le Journal officiel du 27-28 janvier a publié un décret du 21 janvier reconnaissant d'utilité publique la Fondation Del Duca. Cette nouvelle fondation, créée par Mme Cino Del Duca à la mémoire de son mari, a pour objet de favoriser la recherche scientifique dans le domaine de la leucémie, les maladies cardiaques, les handicaps physiques et mentaux, la famine et la surpopulation, ainsi que de contribuer à la conservation, à la mise en valeur et à l'enrichissement du milieu naturel comme de notre patrimoine scientifique et culturel. Elle dispose, au départ, d'une dotation en capital de 10 millions de francs. Comme les fondations Ford, Rockefeller, Carnegie, Gugenheim, la Fondation Del Duca n'opérera pas par elle-même mais interviendra en redistribuant ses revenus sous forme de subventions à d'autres organismes et surtout de bourses à des individus choisis exclusivement en raison de leur valeur personnelle. Cette fondation comblera ainsi une des principales lacunes de notre organisation dans le secteur des actions désintéressées.

Depuis le rapport, en 1966 de M. Michel Fouquet, à son André Malraux sur le *Mécanisme des Fondations*, et après la création, notamment, mais toujours à son instigation, de notre premier « Trust » charitable collectif : la Fondation de France, en 1969, et de notre première fondation d'entreprise sans dotation en capital : la Fondation Elf-Air France en 1973 (cette fondation Del Duca constitue une nouvelle étape, marquante dans le renouveau actuel de ces organisations en France.

A PROPOS DE...

LES DÉCISIONS DU CONSEIL DES MINISTRES

Voyages sans mésaventures

Voyager avec assurance, sans crainte de rester bloqué à l'étranger demandant et abandonnant par l'agence où on a acheté ses vacances, c'est ce que l'on devrait pouvoir espérer, si le projet de loi adopté le mercredi 29 janvier par le conseil des ministres est approuvé par le Parlement.

Ces mesures, étudiées de longue date déjà tant par les professionnels que par les argumentaires officiels, devraient mettre définitivement à l'abri les touristes des visées économicistes de certains marchands de voyages, ou plus simplement des déboires financiers rencontrés par les organisations spécialisées dans les forfaits vacances à l'étranger.

Assez régulièrement, en effet, éclatent des affaires qui mettent en lumière les risques encourus par la clientèle des voyages organisés. Ce fut notamment le fait de l'Association A.M.I. (Amis mondialisés inter-jeunes) en août 1968, qui s'était soldée par un déficit de 30 millions de francs et quelques centaines de jeunes en panne au Mexique. Succèsivement, en 1970 et 1971, les affaires Intercontinent, Jeunesse oblige, Copinor, se concluaient par plusieurs occupations pour « escroqueries ». Jeunes sans frontières connut de sérieux difficultés en 1971. En 1972, enfin, la faillite de

Réels air affectés près de quatre mille clients.

Si des garanties étaient en effet déjà exigées, elles étaient insuffisantes : elles consistaient en l'obligation pour l'agence de voyages d'obtenir une licence délivrée par le secrétaire d'Etat au tourisme ; de fournir une caution financière équivalente à 20 % de son chiffre d'affaires.

Obligation désormais sera faite, et à la fois pour les agences de voyages et pour les associations sans but lucratif de plus ou moins nombreux (qui se spécialisent dans le voyage à bon marché, notamment pour les jeunes), de fournir en plus d'une caution financière modifiée d'après l'importance des activités de l'organisme, une assurance à responsabilité civile. En plus, pour éviter les faillites dues à l'insouciance et à la mauvaise gestion, une véritable qualification professionnelle sera exigée de tous ceux qui prendront la responsabilité de l'organisation des voyages.

FAITS DIVERS

A PROPOS DE VIANDÉ AVARIÉE

Une lettre d'une déléguée au comité d'hygiène de l'entreprise Ericsson

Après la parution, dans le Monde du 26 janvier, d'une information indiquant que sept cents parts de viande de porc avariée avaient été trouvées dans les restaurants de l'entreprise Ericsson à Colombes (Hauts-de-Seine), Mme Elisabeth Polgorny, déléguée C.F.D.T. au comité d'hygiène et de sécurité de l'usine, nous a adressé une lettre dans laquelle elle déclare notamment :

Jeudi 23 janvier, le lendemain de l'information sur l'intoxication des enfants de Créteil, nous effectuons une visite-surprise des frigidaires de la cantine, gérée par Borel.

Dans ces frigidaires, il y a huit cages de côtes de porc qui viennent d'être livrées. Nous en ouvrons une : la viande est verdâtre, d'aspect écœurant. Dans un premier temps, le gérant et un inspecteur Borel qui se trouvent à côté de nous, nous expliquent qu'il s'agit de viande congelée. Nous comptons renvoyer ce cageot. Nous exigeons que les autres soient ouverts, et, dans le deuxième cageot, même spectacle. Nous devons insister fermement pour que toute la carcasse soit retournée au fournisseur, la Boucherie de Senlis. Ce qui sera fait le lendemain.

Le lendemain, nouvelle inspection. Cette fois, ce sont deux bacs de pommes de terre complètement pourries noires, que nous faisons jeter à la poubelle, avant qu'elles ne passent à la friteuse pour être servies à midi.

La liste serait longue. Citons quand même les clous, les bouts

de verre, les cafards, qu'on trouve dans les légumes, les légumes pourris accommodés à la béchamel.

J'ajouterais aussi l'état d'insalubrité déplorable des locaux de cette cantine (exemple : les gamelles sont rincées au-dessus d'un égout constamment ouvert), et cela incombe entièrement à la direction Ericsson, auprès de laquelle nous intervenons en vain depuis des années (le cahier de C.I.E.S. et les rapports du médecin de l'usine en témoignent).

[A la direction d'Ericsson, on déclare que la société Borel, qui a obtenu après appel d'offres la gestion de la cantine de l'entreprise, est totalement responsable de tout ce qui se passe dans la cantine. Mais elle ajoute que le gérant soit amené à renvoyer des aliments de mauvaise qualité, il n'y a pas en jusqu'à présent de constatation de responsabilité. Les délégués du comité d'hygiène et de sécurité, ajoute la direction, ont, en permanence, accès aux installations de la cantine pour y contrôler la qualité des produits livrés. Malgré les aménagements qui y ont été apportés, les locaux de la cantine ne sont pas très bien adaptés à une entreprise qui compte environ mille cinq cents salariés, accueillis la direction. Mais elle ajoute que la construction d'un nouveau siège social est en cours et qu'avant la fin de l'année les salariés bénéficieront d'installations modernes pour les restaurations.

De son côté, la direction de Borel souligne que c'est à l'initiative du comité d'hygiène et de sécurité, que deux cages de côtes de porc ont été refusées, le matin, lors de la livraison. C'est cette décision qui devait entraîner l'inspection du comité d'hygiène et de sécurité.

A Toulouse

VINGT-CINQ BLESSÉS AU COURS D'UNE MANIFESTATION EN FAVEUR DES MILITANTS DES GARI.

(De notre correspondant.)

Toulouse. — Vingt-cinq personnes — dont cinq gardiens de la paix — ont été blessés, mercredi 29 janvier, en fin d'après-midi, à Toulouse, sur le place du Saïnt, devant le palais de Justice, au cours d'une manifestation en faveur des six membres des GARI (Groupes d'action révolutionnaire internationalistes) qui font la grève de la faim à la prison de la Santé et qui viennent d'être transférés à l'hôpital de Fresnes. Organisée par le Mouvement d'action judiciaire, le Collectif toulousain pour la liberté des prisonniers politiques en Espagne et le Comité d'entraide aux emprisonnés des GARI, cette manifestation a rassemblé deux cents participants environ. Le cortège, formé à 17 heures devant le palais de Justice, a été dirigé vers le palais de Justice. Une conférence de presse devait être donnée sur la place du Saïnt, mais celle-ci a été gardée par les forces de police, qui ont chargé les manifestants et les ont dispersés.

Les parents des détenus, soulignant le caractère pacifique du cortège, ont exprimé leur indignation pour la manière dont la police a frappé et demandé au préfet de se rétracter et de sanctionner les véritables responsables de l'échec de la manifestation. Ils se déclarent prêts à s'organiser.

A Val-d'Isère

DEUX TOURISTES ALLEMANDS TUÉS PAR UNE AVALANCHE

Deux personnes ont été tuées et deux autres blessées dans une avalanche qui s'est produite, mercredi 29 janvier vers 17 heures, à proximité de la station de Val-d'Isère (Savoie). Le groupe de quatre touristes allemands descendant se rendre au hameau du Fornet, en direction du col de l'Isère, avait emprunté la route nationale 202, mais les barrières qui, placées la matin même sur ordre du maire de Val-d'Isère, en interdisent l'accès.

Parlé de la Roche-Blanche, à environ 2 500 mètres d'altitude, une coulée de neige de 5 mètres d'épaisseur et de 150 mètres de front a dévalé à très grande vitesse et a traversé la route au moment où le véhicule de touristes passait. Ernest de Bronner, trente-six ans, et Mme Christiane de Bronner ont été tués sur le coup, tandis que Mme Marianne de Bronner, trente-neuf ans, et M. Albert de Bronner, quarante et un ans, étaient retrouvés légèrement blessés.

PROJET MAZEAUD

une vaste entreprise

Concours de pronostics et concours financiers

CONCOURS DE PRONOSTICS ET CONCOURS FINANCIERS

Le projet Mazéaud...

POLICE

La C.G.T. et la C.F.D.T. résistent contre leur « dé » à l'écarter du comité technique paritaire.

Après une semaine de négociations...

POLICE

La C.G.T. et la C.F.D.T. résistent contre leur « dé » à l'écarter du comité technique paritaire.

POLICE

Après une semaine de négociations...

POLICE

Après une semaine de négociations...

POLICE

Après une semaine de négociations...

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES PLANS GOUVERNEMENTAUX DE RÉANIMATION

BILLET

Relancera, relancera pas ?

Tout les jours ou presque une association, une fédération, un syndicat professionnel, réclament des mesures propres à donner un peu plus de tonus à l'économie française. Mais, chaque semaine, M. Fourcade s'en va répétant que le moment n'est pas venu, qu'il faut d'abord tordre le cou à l'inflation, qu'il serait prématuré de relâcher les freins parce qu'une lumière apparaît au bout du tunnel, etc. A ce jeu des demandes et des réponses officielles on n'apprend plus grand-chose de nouveau.

Depuis quelques jours pourtant circulent des informations selon lesquelles le Rue de Rivoli aurait mis à l'étude un plan de relance. Les doléances des chefs d'entreprise, leur pessimisme, auraient-ils fini par ébranler M. Fourcade ? Une chose est certaine : la chômage inquiète beaucoup plus les pouvoirs publics qu'on ne l'imagine à travers les déclarations officielles feuss-mement optimistes du genre : « Tenez bon, ce n'est qu'un mauvais moment à passer ».

En fait, les indices et les statistiques sont attendus avec impatience à l'Elysée comme à Malignon, comme Rue de Rivoli. La grève des postes, en effaçant momentanément le baromètre des exportations en conjoncture, a rendu encore un peu plus attentifs le président de la République et son ministre de l'économie et des finances.

MM. Giscard d'Estaing et Fourcade savent maintenant qu'un des objectifs essentiels de leur plan de redressement économique est à portée de main : l'équilibre des comptes extérieurs de la France. Mais est-ce le succès est en vue de ce côté, la brusque poussée du chômage depuis l'automne dernier impressionne désagréablement : le coup de train — sur le crédit notamment — n'a-t-il pas été trop brutal ? C'est alors qu'interviennent les partisans d'une politique dure : « Desserrer dès maintenant, vous n'y pensez pas ! L'inflation commence à peine à se calmer et l'indice des prix de détail de janvier, gonflé par les loyers et les majorations des prix de l'énergie, fera très mauvaises impressions... »

M. Fourcade a reconnu que le rythme actuel de hausse des prix était excessif. Il faut, a-t-il dit le ministre, franchir une étape supplémentaire et retrouver au milieu de 1975 un taux d'augmentation de l'ordre de 0,5 % ou 0,8 % par mois, qui nous placera au premier rang des pays ayant maîtrisé leur inflation.

On en est là. Décision a été prise de ne rien faire avant d'être éclairé sur la situation économique en ce début d'année. Les indices de janvier ? On les connaîtra, totalement ou partiellement, fin février. Pas de décision donc avant mars, cela est à peu près certain.

Que fera-t-on alors ? M. Fourcade a déjà fourni un élément de réponse : s'il faut relancer, le budget de l'Etat pourrait être excédentaire, par un allègement des impôts. Mais avant cela, on peut parler que le

ministre de l'économie et des finances commencera par rembourser plus tôt que prévu — c'est-à-dire dès mars ou avril au lieu de juillet — une partie de l'impôt exceptionnel prélevé, en 1974, sur les revenus des particuliers : soit 1,1 milliard sur 2,5 milliards perçus. Un million et demi de contribuables vont bénéficier de ce remboursement. Une autre voie pourrait être suivie. Le gouvernement français a promis aux agriculteurs une progression de leurs revenus de 13,5 % en 1975. Pour 10 % cette progression devrait être obtenue par une hausse des prix agricoles européens à la production. Les restes, soit 3,5 %, seraient accordés sous forme d'aides directes (subventions, crédits, etc.) Il en coûte environ 3,5 milliards de francs au Trésor. C'est une somme qui, sans être considérable quand on la compare au produit national (1 300 milliards de francs), n'en aura pas moins quelques effets stimulants sur l'activité économique, surtout si elle est accompagnée plus tard d'autres mesures. Elle aura l'énorme avantage d'alléger l'effet de hausse sur les prix de détail.

Aides à la paysannerie

Reste la possibilité d'un relâchement de la poussée du chômage en ce début d'année. C'est une hypothèse optimiste, mais qui n'est pas invraisemblable. A partir de janvier, en effet, si on en croit les enquêtes de conjoncture auprès des chefs d'entreprise, l'activité a été un peu moins mauvaise de la part de la nécessité, pour beaucoup d'industriels, de compenser, de passer quelques commandes pour reconstituer les stocks. S'il en était bien ainsi, les pouvoirs publics se sentiraient confortés dans leur volonté d'austérité et rien ou presque rien ne serait changé à la politique actuellement menée.

Au cours du colloque sur le monde, organisé à Paris, en ce début de semaine, par nos confrères de l'Equipe, le Financier et l'Investor Chronicle, la crainte qui a été le plus souvent exprimée a été celle d'une cassure en deux du monde capitaliste : pays sains — c'est-à-dire à complex extérieures équilibrées — comme l'Allemagne ; pays malingres (on n'a pas cité de nom, mais à l'évidence on pensait à la Grande-Bretagne et à l'Italie).

Cette cassure provoquerait, ont souligné les participants des hommes d'affaires avisés, — un repli sur eux-mêmes des pays en déséquilibre. Mais une telle cassure provoquerait également des mesures anti-expansionnistes de la part de pays comme l'Allemagne désireux avant tout d'empêcher l'efflux des capitaux bancaires. A travers cette vision des dangers qui nous menacent, la France est apparue à plusieurs orateurs capable d'empêcher la cassure si elle réalise le réajustement de ses comptes extérieurs. Une raison de plus pour M. Fourcade de rester ferme.

ALAIN VERNHOLES.

M. Ceyrac plaide pour un taux d'expansion minimum de 5 % cette année

De notre correspondant

Nice. — « Le gouvernement semble avoir ouïssi confiance que nous dans l'efficacité d'un retour à une pleine activité économique, mais il redoute de nouvelles flambées inflationnistes. Tel n'est pas notre sentiment. Les entreprises ont payé très cher les résultats positifs que nous enregistrions aujourd'hui. Nous sommes convaincus que, compte tenu de la disparition de la surchauffe et de la vigueur de la concurrence, le risque inflationniste n'est plus à craindre. En revanche le maintien du plan de refroidissement peut avoir des effets désastreux. Voilà pourquoi nous prônons la réaction immédiate de l'économie », a déclaré, mercredi 29 janvier, à Nice, aux membres de la chambre de commerce, M. François Ceyrac, président du Conseil national du patronat français.

« La croissance économique, a-t-il poursuivi, est la justification des entreprises. Il faut savoir qu'après 1975 elle ne sera pas ce qu'elle a été auparavant. Un certain redéploiement de nos activités doit être opéré si nous voulons faire place aux trois cent mille jeunes qui, chaque année, vont se présenter sur le marché

du travail. De plus, en raison du sous-investissement que l'on déplore depuis plusieurs années, nos entreprises vont avoir à faire un très sérieux effort d'équipement. C'est pourquoi nous estimons que dès cette année le taux de croissance devrait être d'au moins 5 % ».

M. Ceyrac a également précisé que ce n'est qu'à la fin du mois de février que le C.N.P.F. fera connaître publiquement sa position sur les conclusions du rapport Sudreau sur la réforme de l'entreprise. Abordant les questions sociales, le président du C.N.P.F. a estimé que tous les remèdes trouvés jusqu'ici au chômage étaient « des expédients ». Il n'y a pas, selon lui, « de solution satisfaisante au problème de l'emploi ailleurs que dans une remise en activité de l'économie ».

EN BELGIQUE, le taux d'expansion a été ramené de 8,75 % à 8,25 %. Cette décision, complétée par d'autres mesures du même ordre — le taux pour les effets bancaires et publics et les avances sur titre a été ramené de 0,8 à 0,5 % — a pour but d'encourager la relance économique. — (A.F.P.)

Donnant la priorité à une certaine relance

Le gouvernement allemand prévoit une croissance de 2 % en 1975

Bonn (Agen). — Le gouvernement allemand s'est fixé comme objectif, pour 1975, dans son rapport économique approuvé le 29 janvier, une croissance économique moyenne de 2 % et une hausse maximum des prix de 8 %. Après dix-huit mois de ralentissement conjoncturel, Bonn accorde ainsi la priorité à une relance prudente de l'activité, de façon à limiter le taux moyen de chômage en-dessous de 3 % de la population active (soit sept cent trente mille personnes). Les investissements engendreront de 4 % à 8 % dans le secteur privé (contre une baisse de 2 % en 1974) et de 12 % à 14 % dans le secteur public (18 % en 1974). Les revenus nets des salariés progresseront de 3 %.

En 1974, le produit national brut de la R.F.A. a augmenté en termes réels — de 0,8 %. Le chômage s'est établi à un taux moyen de 2,6 %, atteignant toute-

fois un million de personnes en fin d'année. Le coût de la vie s'est accru d'environ 7 %. Pour 1975, les exportations devraient augmenter en volume d'environ 4 % (12 à 13 % en valeur). Les importations quant à elles s'accroîtront en volume de 6 % (14 à 15 % en valeur), ce qui, selon Bonn, devrait être de nature à aider les principaux partenaires commerciaux.

En 1974, la balance commerciale allemande a en tout cas enregistré un excédent de 90 757 millions de deutschemarks (90,8 milliards de francs), contre 32 979 millions en 1973 (+ 54 %). Les exportations ont atteint 230 455 millions et les importations 179 698 millions, respectivement en hausse de 29 % et 24 % par rapport à l'année précédente. En termes réels, les ventes à l'étranger ont progressé de 13 %, alors que les achats ont diminué de 1 %. L'an dernier la balance des paiements courants s'est excédentaire de 26 100 millions de deutschemarks (26,1 milliards de francs) en 1974.

En France

LES INDUSTRIES MÉCANIQUES DEMANDENT DES MESURES SPÉCIFIQUES DE RELANCE

« Nos industries abordent une période extrêmement délicate : diminution des commandes, réduction des horaires, baisse importante de l'activité de certains secteurs », a déclaré mercredi 29 janvier, M. Philippe Burel, président de la Fédération des industries mécaniques et transformatrices de métaux (F.I.M.T.M.). « Il est grand temps d'entamer des mesures immédiates de soutien », a-t-il indiqué encore, en précisant que leur effet ne pourrait se manifester qu'en septembre en raison de l'importance des délais de fabrication dans l'industrie mécanique.

M. Burel a rappelé que sa fédération avait formulé aux pouvoirs publics un certain nombre de propositions spécifiques aux industries mécaniques : qui soulèvent notamment :

● Bénéficier de crédits à des taux et conditions privilégiés, mis en place et gérés par la profession ;

● La libération du régime réglementaire de leurs prix, comme c'est le cas pour leurs concurrents étrangers ;

● Pour 1974, en dépit du ralentissement constaté au second semestre, le chiffre d'affaires global hors taxe des I.M.T.M. avoisinera les 85 milliards de francs.

En 1974, le domaine des échanges commerciaux franco-allemands, le déséquilibre s'est accentué en faveur de la R.F.A. Le déficit français qui atteignait déjà 4,2 milliards de deutschemarks en 1973, s'élevait à 7 milliards (près de 13 milliards de francs) en 1974.

Le déficit commercial allemand a atteint au cours de ce mois le niveau record de 5,2 milliards de deutschemarks (5,2 milliards de francs) en février 1974.

M. BELA SZALAY, vice-ministre du commerce de Hongrie, arrivé mercredi 29 janvier à Paris pour une visite de vingt-quatre heures, dit dans les centres historiques par MM. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat au commerce extérieur de l'Estolie, directeur général de l'Industria et Bernard Desreumaux, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères. — (A.F.P.)

Tout en venant en aide à l'agriculture et à la construction

L'Italie a mis au point un plan ambitieux d'économies d'énergie

De notre correspondant

Rome. — Ayant pratiquement réglé les principaux conflits sociaux en cours — accord chef Fiat application du salaire garanti, échelle mobile, réévaluation des pensions. — le gouvernement italien peut s'attaquer à la réalisation du programme économique qu'il avait présenté en décembre dernier au Parlement. Des mesures seront prises dès que possible pour la relance des trois secteurs prioritaires : construction, agriculture et production énergétique, qui feront l'objet de divers décrets et projets de lois.

L'épargne-logement sera ainsi encouragée. Selon le projet de la Banque d'Italie — désapprouvé par les syndicats qui y voient un encouragement aux spéculateurs — tout citoyen ne possédant pas d'habitation dans sa commune de résidence pourra ouvrir un compte dont le taux d'intérêt sera indexé sur le coût de la vie. L'agriculture, quant à elle, bénéficiera d'un crédit de 700 milliards de lires (près de cinq milliards de francs). Pour une grosse moitié doit servir à l'accroissement du crédit aux entreprises.

La circulation serait interdite dans le centre des villes

Toutefois, c'est en matière d'énergie que les projets gouvernementaux sont le plus ambitieux. L'intention est double : économiser le pétrole — devenu hors de prix — et développer la production des autres sources primaires. Le ministre de l'Industrie a établi un plan ambitieux dont les effets devraient se faire sentir aussitôt après son adoption.

LE CHAUFFAGE DOMESTIQUE sera réglementé. Selon la zone climatique à laquelle ils appartiennent — cinq régions ont été définies, — les Italiens n'auront droit qu'à une certaine température. Les horaires de chauffage seront réduits et les dépenses sous peine d'amende. L'installation de thermostats sera généralisée pour éviter le gaspillage et de nouvelles formes de construction verront le jour, qui prévoient notamment une diminution des surfaces vitrées pour limiter au maximum la déperdition de chaleur.

LA CIRCULATION AUTOMOBILE sera sans doute limitée dans les centres historiques des villes de plus de soixante-dix mille habitants. Il s'agira, en fait, d'une extension des zones piétonnes qui existent déjà à Rome, à Milan, à Florence et ailleurs. Ces restrictions de la circulation devraient être com-

pensées par le développement des transports publics. Il est question de construire trente mille autobus supplémentaires au cours des cinq prochaines années. Une petite consociation pour les amoureux du volant et la vitesse-limite sur les routes ordinaires sera fixée à 100 kilomètres-heure, sur les autoroutes, elle passera de 120 à 130 kilomètres-heure, de manière à alléger l'Italie sur d'autres pays européens.

LES CENTRALES ELECTRIQUES seront à l'honneur, autant que possible, en méthane ou en carbone plutôt qu'en huile, combustible. La consommation de celle-ci ne devra pas excéder 12 millions de tonnes par an (contre 18 millions actuellement). L'Italie cherchera surtout à se doter de centrales nucléaires : quatre sont déjà localisées, d'autres verront le jour d'ici à 1988. Le coût total de ces implantations est évalué à 16 000 milliards de lires environ.

Fundamentalement, c'est un moment où le nouveau gouvernement franchira avec succès son premier obstacle — les rapports avec les syndicats — que les premières divergences apparaissent dans la majorité. Et il a fallu que ce soit le vice-président du conseil, M. Ugo La Malfa (républicain), considéré de surcroît comme le maître-œuvre de la politique économique, qui ouvre le feu. M. La Malfa en veut au patronat, auquel il reproche d'avoir trop cédé aux syndicats en matière de salaires et, finalement, de miser, sans le dire, sur l'inflation.

Le gouvernement, rappelle-t-il, s'était engagé à limiter à 7 % l'augmentation des traitements au cours de l'année 1975. Or, en acceptant d'augmenter la valeur du point à partir de toutes les catégories de travailleurs, cette hausse dépassera facilement les 21 %.

On avait pourtant le sentiment que le gouvernement, — et M. Moro en particulier — encourageait le patronat à se montrer conciliant. Le président du conseil a d'ailleurs tenu assez soigneusement l'accord conclu le 24 janvier. Il s'est bien gardé, en tout cas, de contredire publiquement M. La Malfa : celui-ci, jusqu'à une date récente, était considéré en Italie comme le principal adversaire de l'inflation. Pour favoriser la formation du nouveau cabinet, il avait mis un peu d'eau dans son vin et accepté une relance de certains secteurs-clés de l'économie. M. La Malfa reviendrait-il à ses anciennes craintes ? Son prestige est suffisamment grand dans les milieux politiques italiens qu'il se permette, une fois de plus, de jouer le rôle ingrat de garde-fou.

ROBERT SOLE.

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DU BRÉSIL

Projet d'eau potable et d'égouts pour l'Etat de Minas Gerais

La Banque Nationale de l'Habitation (B.N.H.) a obtenu un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (B.I.R.D.), d'un montant de 36 millions de dollars, des Etats-Unis pour financer en partie la construction de nouveaux systèmes d'eau potable et d'égouts et l'amélioration des systèmes existants. Le projet est intégré dans le Plan National d'Action Sanitaire (PLANASA) pour l'Etat de Minas Gerais et comprend le financement de travaux d'eau potable et d'égouts dans 31 villes de l'Etat. La Compagnie d'Etat (COMAG) est responsable de l'exécution du Plan (PLANASA) dans l'Etat de Minas Gerais.

Le coût estimatif du projet s'élève à 645 millions de cruzeiros, environ 92 millions de dollars des Etats-Unis. COMAG se propose de lancer les premiers appels d'offres dans deux mois. Seules les entreprises ou personnes suisses ou des pays membres de la B.I.R.D. peuvent participer aux appels d'offres.

Les entreprises ou personnes désireuses de recevoir les avis d'appel d'offres peuvent se renseigner à COMAG, rua Segipe 580, Belo Horizonte, Minas Gerais, Brésil.

LA CONFÉRENCE SUR L'ÉNERGIE: une initiative commune à l'Arabie saoudite et à la France.

Le ministre des affaires étrangères a fait le point, au conseil des ministres du 29 janvier, de la préparation de la conférence sur l'énergie.

M. Sauvagnargues a insisté que les pays de l'OPEP avaient tenu compte de l'augmentation du prix du pétrole sur le développement des pays industrialisés, qu'ils avaient évoqué les problèmes des matières premières et qu'ils avaient donné une approbation expresse au projet de conférence internationale sur l'énergie. A ce propos, M. Valéry Giscard d'Estaing a souligné qu'il s'agissait d'une initiative commune à l'Arabie Saoudite et à la France. M. André Bossi, porte-parole du gouvernement, a ajouté : « Le président de la République a tenu à souligner ce double parrainage ». M. Bossi a également indiqué que la France soutiendrait cette conférence une présence communautaire de l'Europe.

BANCO TOTA & AÇORES

communiqué : Le Bureau de Représentation de la Banque TOTA & AÇORES, dont M. Fernando TOMAZ est le Directeur, sera transféré à partir du 30 JANVIER 1975 au 12, avenue Montaigne 75008 PARIS Téléphone : 225-24-86 et 225-30-94 Télex : 28244

Handwritten note: 150

Handwritten note: 650 350 300

150

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

FORMATION PROFESSIONNELLE

Le gouvernement veut réserver son aide aux travailleurs sans emploi

« Les actions de formation professionnelle entrent dans le cadre de l'égalisation des chances », a déclaré le président de la République le mercredi 28 janvier, après la communication de M. Paul Granet et son conseil des ministres. Une certaine priorité doit être accordée à la formation des travailleurs manuels pour libérer les jeunes, enrégimentés dans des catégories sociales, a ajouté M. Giscard d'Estaing.

Tout en parlant de nouveau de « redéploiement » de l'intervention de l'Etat en ce domaine, M. Granet a insisté sur la nécessité de distinguer plus rigoureusement le rôle de la puissance publique et celui des entreprises. Bien qu'il s'en défende, le secrétaire d'Etat précise en quelque sorte une répartition des tâches, qui s'inscrit dans la tradition du libéralisme économique : le secteur privé se réserve les actions « productives », décidées par les entreprises et payées par elles. L'Etat prend en charge les « tâches pour compte », c'est-à-dire celles qui relèvent de la formation continue et de l'orientation, par rapport à la politique définie entre 1966 et 1971 et selon laquelle l'Etat devait agir sur l'ensemble du système de formation continue, de façon non pas autoritaire mais incitative.

M. Paul Granet, secrétaire d'Etat après le premier ministre chargé de la formation professionnelle, a dressé devant le conseil des ministres un bilan de la formation continue et présenté les grandes orientations de l'Etat en ce domaine.

LE BILAN. — M. Granet a fourni quelques indications sur l'utilisation des crédits de l'Etat en matière de formation. Ceux-ci ont atteint 23 milliards de francs l'an dernier et ont surtout servi à financer des actions en faveur des demandeurs d'emploi. Ainsi quatre-vingt mille jeunes et cent quarante-cinq mille travailleurs licenciés ou sans emploi en ont bénéficié. Au total, sur les neuf cent cinquante mille personnes qui ont suivi des cours ou des stages en 1974, la moitié étaient âgées de moins de vingt-cinq ans.

Quant aux entreprises, elles ont dépensé en moyenne 1,45 % de leur masse salariale à des actions de formation, soit sensiblement plus que le minimum imposé par la loi (1 %). Cette formation a profité pour 61 % aux ouvriers et employés, pour 23 % aux agents de maîtrise et pour 15 % aux cadres (calculs faits en fonction du nombre d'heures des cours et des stages).

LES ORIENTATIONS. — Le secrétaire d'Etat a insisté sur plusieurs points : — Les responsabilités de l'Etat et celles des entreprises doivent être plus clairement distinguées ; les interventions publiques doivent être concentrées en vue de

CONFLITS ET REVENDICATIONS

La cour d'appel d'Amiens décide l'expulsion de trois délégués mais non celle des autres ouvriers qui occupent une usine

De notre correspondant

Amiens. — A la grève avec occupation qui continue depuis quinze jours à l'usine Verto-Ferodo (embrayages), sur la zone industrielle d'Amiens, vient de s'ajouter un conflit juridique intéressant. La cour d'appel ayant rendu mercredi 28 janvier un arrêt susceptible de faire jurisprudence.

Réduction d'horaire et chômage partiel sont à l'origine de la grève. Du ralentissement de la production avait déjà nécessité quatre jours de chômage fin décembre. Le premier janvier, la durée hebdomadaire de travail, qui était de quarante et une heures vingt minutes, a été ramenée à quarante heures quarante minutes. Le 15 janvier, le comité d'entreprise était informé qu'une journée de chômage technique était prévue pour le lundi 20 et concernait les services directement liés à la production. Le soir même, neuf cents personnes, selon les syndicats, sur mille huit cent soixante-dix, étaient en grève, et la direction se refusait à toute discussion tant que le travail ne reprendrait pas.

Le 21 janvier six délégués C.G.T., C.F.D.T. et F.O. sont assignés devant le tribunal de grande instance d'Amiens, à la suite d'un référé de la direction qui réclame à la fois l'expulsion des délégués et des ouvriers. Sans statuer sur l'éventuelle expulsion des grévistes occupant les locaux, le magistrat confie à un des experts un rôle de médiateur en vue de négociations et aux autres un rôle d'information sur la situation dans l'entreprise. Ferodo fait appel aussitôt et refuse de recevoir le médiateur, bien que cet appel ne soit pas suspensif de l'action d'information. Mercredi, la cour d'appel a fait connaître son arrêt : elle maintient l'expert dans ses fonctions et décide de l'expulsion des locaux de trois délégués syndicaux seulement (un de chaque centrale) ; elle ne donne pas suite à la demande d'expulsion des personnes non citées dans l'assignation, demande présentée par M. Allaert, avocat de l'entreprise.

Les grévistes ont accueilli avec une grande satisfaction la décision de la justice qui n'a pas jugé nécessaire l'expulsion des travailleurs en lutte au sein de leur entreprise. Pour M. Francis Lecul, avocat des syndicalistes, « l'arrêt de la direction n'a pas été reçu. Est-ce l'impression nouvelle en matière de conflits sociaux. En droit civil, il est difficile en effet de prononcer une mesure collective ». L'expert et les délégués syndicaux ont voulu, mercredi soir, rencontrer la direction mais ils n'ont pas été reçus. Est-ce l'impression en existe-t-il encore une

SALAIRES

SELON LA DIRECTION

Le projet d'accord à la R.A.T.P. prévoit un accroissement du pouvoir d'achat de 2%

Les négociations salariales entreprises il y a plusieurs semaines à la R.A.T.P. se sont achevées, du moins sur le plan technique, mercredi 28 janvier. Les syndicats rencontreront à nouveau la direction le 5 février pour faire savoir s'ils signent ou non le projet d'accord qui, toutes mesures confondues, assurent, selon la direction, une progression moyenne du pouvoir d'achat de 2 %. En 1974, l'accord prévoyait un accroissement de 1 % porté à 2 %, voire 3 % pour les catégories à faible rémunération.

Les représentants de Force ouvrière ont estimé que « les propositions faites par la direction méritent d'être prises en considération » ; ils ont insisté, comme les autres syndicats, qu'ils allaient consulter leurs instances statutaires. S'il est vrai, semblable que F.O. signe l'accord, il est permis de douter de la signature de la C.G.T.

Les cégétistes considèrent que des « écarts très importants » demeurent entre leurs revendications et le projet d'accord et affirment qu'ils ne se serent des contrats pour bloquer le pouvoir d'achat. Pour la C.G.T., l'indice de l'INSEE n'est pas valable et la progression du pouvoir d'achat devrait être assurée dès le 1^{er} janvier.

Quant à la progression du pouvoir d'achat de 2 %, elle n'est en fait, selon la C.G.T., qu'une progression de la masse salariale due en partie à l'inclusion des mesures appliquées en 1974 alors que, pour la seule année 1973, le salaire de base varia son pouvoir d'achat d'environ de 0,76 %.

Les propositions de la direction

Pour l'essentiel les propositions de la direction sont les suivantes :

• AU TITRE DU MAINTIEN DU POUVOIR D'ACHAT, les salaires seront relevés chaque trimestre en fonction de l'évolution des prix calculée sur les trois mois précédents ; des augmentations proportionnelles sont en outre prévues : 1,25 % le 1^{er} janvier, 1 % le 1^{er} avril, 0,75 % le 1^{er} juillet, 0,75 % le 1^{er} octobre. Si au cours des cinq premiers mois de l'année la hausse du coût de la vie est supérieure à 3 %, un rajustement sera effectué entre la direction et les syndicats à la fin du mois de juin.

• AU TITRE DE LA PROGRESSION DU POUVOIR D'ACHAT, un complément d'augmentation de salaires calculé en fonction de l'accroissement du trafic de la Régie (kilomètres et nombre de voyageurs) sera attribué ; il devrait représenter de 0,35 à 0,33 % de la masse salariale en année pleine. En outre,

Deux responsables agricoles, MM. Cadiot, dirigeant des « Paysans travailleurs » de Loire-Atlantique, et Pellerin, ont été respectivement condamnés à trois et un mois de prison avec sursis, mercredi 28 janvier, par le tribunal de Nantes, pour s'être opposés, à la tête d'un groupe d'agriculteurs, à l'expulsion — sur décision de justice — d'un fermier de Méançon (Loire-Atlantique).

possibilité de discussion, comme on le laisse entendre ? Il est vrai que si la direction a perdu une bataille juridique, un certain relâchement dans l'action en cours (il n'y aurait plus que deux cents grévistes) pourrait bien amener une solution.

Intervention des non-grévistes

Une rencontre syndicale-direction, le 23 janvier, s'était soldée par un échec. Le lundi 27 janvier, à 6 heures du matin, un groupe de cadres et d'employés non grévistes sont entrés dans l'usine, faussant ainsi dans la pression qui était tombée empêchant le travail. Il n'y eut aucun heurt et les forces de police stationnées à proximité dans des camionnettes n'ont pas eu à intervenir.

Les syndicats se sont d'ailleurs élevés contre cette présence policière. Ils ont manifesté en ville avant d'envoyer un délégué à la préfecture. Peut-être l'inspecteur d'envoyer une délégation à servir d'intermédiaire, puisque le médiateur n'est pas reçu par la direction de Verto.

MICHEL CURIE.

AFFAIRES

A Nanterre

LE CHANTIER MARGOLINE EST FRAPPÉ D'UNE DÉCISION DE FERMETURE

L'un des établissements de l'entreprise Margoline — spécialisée dans la reproduction des archives météorologiques et des vieux papiers. — 5, rue Noël-Pons, à Nanterre, vient de faire l'objet d'un arrêté de fermeture.

L'arrêté, se référant aux lois sur les établissements classés du 19 décembre 1917, du 1^{er} avril 1974 et aux divers décrets, déclare que le dépôt de Nanterre est un établissement insalubre, dangereux et insalubre. Son propriétaire s'est vu accorder un délai de quinze jours pour procéder à la fermeture.

Depuis plus de deux ans, le dépôt Margoline, à Nanterre, avait été le théâtre de nombreux conflits sociaux opposant notamment les ouvriers de ce chantier — en majorité des travailleurs immigrés — à leur employeur (le Monde a des 16 novembre 1974 et 27-28 mai 1975). Le 15 novembre, la C.F.D.T. avait assigné M. Margoline en référé pour obtenir, lors d'une affaire de licenciement collectif, l'élection d'un comité d'entreprise dans l'établissement.

LA BOURSE AUX OBJETS RARES

LES VERRERIES
de NOS GRANDS-MÈRES
3, marché Biron, 95400 ST-OUEN
Verreries anciens 1830-1930
TOUS LES REASSORTISSEMENTS
Services de cristal tout style
Tél. : 255-72-28.

ACHAT - J. Paul DUMAS - VENTE
3, r. A.-Comie, LYON-2^e. T. 37-11-13
Meubleterie - Bols dorés XVIII^e s.

LE TRIBULUM
IMPORTATEUR - Vend directement
Meubles - Objets populaires d'Espagne et Angleterre. Stock Import.
portes, volets, défenses. 32, RUE ST-DENIS, PARIS - Tél. : 236-01-01

POTERIE DE LA COLDMBE
Poteries de grès rustique
15, rue d'Argenson (8^e) - 205-25-92

Achat - ANDRÉE VYNCKE - Vente
Marché Cambo, stand 36, ST-OUEN
Pâtes de verre : Gallé, Walter, Argy-Rousseau, Daubin. T. 255-08-25.

AIME MOREL ANTIQUITES
53, r. Bonaparte, PARIS. 033-41-15
Meubles anglais. Spécialité de coffres et commodes de bateaux.
Armes, Opalines,
Objets de marine et scientifiques.

TOUT LE BOIS D'ORÉ
Consoles, glaces, meubles, boiserie
J.-A. BROCHARD
Marché Biron, stand 14 - ST-OUEN
et 31, r. des Cloys, Paris - 606-09-22
VENTE AU COMMERCE

COMPAGNIE DES MERS DU SUD
Poteries paysannes anciennes
Nord-Sahariennes
et Haut-Atlas Marocain
3, rue des Frêcheurs, PARIS (11^e)

DOCUMENTS HISTORIQUES
Objets de collection
DENISE DEBRAY
130, marché Biron, SAINT-OUEN.

XAVIER - Céramiques, DAN. 30-48
Bijoux, sabliers, divers
17, rue des 4-Vents - ODEON.

ARTISANAT DU QUÉBEC
18, rue Saint-Gulpice - 033-79-55
Email sur cuivre - Mosaïques
indiennes - Sculptures esquimaudes.
Bijoux anciens.

Pour toutes annonces de professions
libérales ou de prestations dans
cette rubrique, tél. 742-69-31.

(Publicité)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Ministère d'État chargé des Transports
Sous-Direction des Chemins de Fer
Société Nationale des Chemins de Fer Algériens

Avis d'Appel d'Offres international ouvert avec concours
LIGNE ANNABA-TEBESSA
Équipement du câble 4 quartes actuel d'un système à voies multiples.
AVIS DE PROROGATION DE DÉLAI
La date limite de réception des offres concernant les travaux précités, prévue initialement pour le 6 février 1975, est reportée au 6 mars 1975, à 16 heures, décalé de rigueur.

L'AUTOMNE 1974...
PERIODE DIFFICILE POUR LE MARCHÉ DES BUREAUX ?
BOURDAIS BUREAUMATIQUE ENCORE PLUS EFFICACE
Du 1^{er} septembre 1974 au 31 décembre 1974, BOURDAIS BUREAUMATIQUE a vendu ou loué à des utilisateurs 71 opérations représentant 42.000 m² de surface utile en seule région parisienne
Bourdaïs Bureauomatique
PARIS (8^e) - 162/164/166 Bd Haussmann
Tél. 227.11.89 + Telex JBS 66973 F
LYON (3^e) - La Part Dieu - Le Britannia
20 Bd Ouerelle. Tél. (78) 71.00.36

TURKISH ELECTRICITY AUTHORITY
ANKARA - TURKEY

Following « High Voltage Power Transformers and Shunt Reactors » will be purchased in indicated amounts and characteristics for 4 x 300 MW Afsin-Elbiston thermal power plant.

4 (four)	21/600 kV main transformers — 4 x (3 x 115 MVA) single phase or — 4 x 245 MVA three phase
2 (two)	150 MVA - 250/115 kV
2 (two)	100 MVA - 154/115 kV
3 (three)	62 MVA - 31,5/62/62 kV
2 (two)	62 MVA - 31,5/62/62 kV
2 (two)	31,5 MVA - 15,8 kV shunt reactor
1 (one)	140 MVA - 330 kV shunt reactor

- Companies who wish to bid, must have supplied and provided the engineering, manufacture, erection and/or erection supervision services of at least three installations in the similar characteristic and put them into operation successfully.
- Bidders are required to submit the documents with their bid which certifies that they have enough experience to perform this work.
- Bids will have been received until 15.00 hours on April 8, 1975 at the below address.
- Bidders can obtain the Bid Documents from the following address from the date of January 31, 1975 against 1000.-TL per set :

TURKIYE ELEKTRIK KURUMU (TEK)
SANTRALLAR DAİRESİ BASKANLIĞI
NECATİBEY CADDESİ NO. 3
MARO HAN, KAT. 5
YENİSEHIR - ANKARA

5. - Turkish Electricity Authority is not subject to Law No. 2490.

TURKIYE ELEKTRIK KURUMU

CONSTRUCTION et à la construction
un plan ambitieux
d'énergie

LA CONFÉRENCE SUR L'ENSEMBLE
une initiative commune
l'Arabie saoudite et la France.

BANKO TOTA & ACCO
12, avenue Montparnasse
75008 PARIS
Telephone : 225-24-58
et 256-30-41
Télex : 28244

LA VIE ÉCONOMIQUE

LES QUESTIONS MONÉTAIRES

M. René Larre : les changes flottants fonctionneront mal en 1975

M. René Larre, directeur général de la Banque des règlements internationaux, a déclaré mercredi devant le « forum » organisé par le *Figaro* et le *Financial Times* que la pratique des changes flottants pourrait bien, en 1975, conduire au « désenchantement. Nous sommes à nouveau arrivés à un tournant de la politique monétaire des pays occidentaux ».

Tant que la priorité était à la lutte contre l'inflation, les pays déficitaires ont défendu le cours de leur monnaie à coups d'emprunts sur le marché international de capitaux ; mais ces pays pourraient maintenant avoir la tentation de la laisser se déprécier pour combattre la récession et le chômage. Quant aux pays excédentaires, ils marquent pour le même raison une lassitude de plus en plus grande devant l'appréciation continue de leurs devises sur le marché des changes. C'est pourquoi ils pourraient être amenés à intervenir de plus en plus pour essayer de régulariser le cours de leur monnaie.

Le directeur général de la B.R.I. a conclu en affirmant que dans cette situation l'événement le plus important qui soit survenu récemment était la « rapprochement » entre la position des États-Unis et celle des pays européens, rapprochement qui a déjà permis de sur-

monter le « désarroi intellectuel » créé par la crise actuelle.

L'année 1974 a été, selon l'orateur, marquée par l'absence avec laquelle ce sont opérés les ajustements ; mais cela ne doit pas masquer que la situation est restée très fragile : « En l'absence d'un véritable système international — système qui ne peut exister que sur la base de parités fixes, — la stabilité monétaire elle-même n'inspire pas confiance ».

Tout au long de ces derniers mois, on s'est trouvé devant une situation « hybride ». Les pays industriels se sont divisés en deux catégories : ceux dont le taux d'inflation était inférieur à la « norme » américaine qui était d'environ 12 % (Allemagne fédérale, Suisse, Pays-Bas, Belgique, etc.) et ceux dont le taux d'inflation dépassait cette norme, parmi lesquels se trouvent la France, l'Italie et la Grande-Bretagne. Les premiers ont laissé, en général, le taux de change de leurs monnaies respectives s'établir librement sur le marché, mais le libre jeu de l'offre et de la demande a eu pour conséquence de porter « le taux d'équilibre à des niveaux aberrants » : le franc suisse s'est valorisé de 35 % par rapport au dollar et le deutschemark de 20 %. Quant aux devises des pays à forte inflation elles ont plus ou moins gravité autour du dollar, mais leur stabilité relative n'a pu être acquise qu'au prix d'interventions massives.

Les emprunts contractés par la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Japon, pour se procurer les devises correspondantes, ont totalisé quelque 25 milliards de dollars, chiffre qui ne comprend pas une augmentation de 6 milliards de dollars des balances *streamings*. En 1975, le total des interventions avait porté sur 15 milliards de dollars. Quant à la devise américaine, elle apparaît, elle aussi, être une monnaie faible : M. Larre a rappelé que « si l'on ne parle plus de la surabondance des dollars, elle n'en excède pas moins ».

● AUX ÉTATS-UNIS, l'indice global des principaux indicateurs économiques a diminué de 2,4 % en décembre pour le cinquième mois consécutif. En outre, la baisse de l'indice de novembre a été rajustée à 3,5 % au lieu de 1,5 %, comme il avait été initialement établi. Au cours du quatrième trimestre de 1974, l'indice a fléchi de 6,9 % et une nouvelle diminution est attendue pour les trois premiers mois de 1975. — (Agefi.)

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschemarks	Francs suisses
60 heures	6 1/2	7 1/2	8
1 mois	7	7 1/2	8 1/2
3 mois	7 3/8	8 1/8	9 1/4
6 mois	7 3/4	8 1/4	9 1/2

AGRICULTURE

Après l'annulation de commandes chinoises et soviétiques WASHINGTON ASSOUPIT LE CONTROLE DES EXPORTATIONS DE CÉRÉALES ET DE SOJA

Washington. — Le département américain de l'Agriculture a décidé d'assouplir le contrôle des exportations de blé et de soja. Les exportateurs devront désormais demander l'agrément du ministre pour tout contrat avec l'étranger portant sur plus de 100 000 tonnes en un jour (au lieu de 50 000 tonnes) ou plus de 300 000 tonnes en une semaine (au lieu de 100 000 tonnes).

L'obligation d'aviser le gouvernement des transactions sur les céréales avait été imposée au mois d'octobre 1974 lorsque l'Union soviétique avait tenté d'acheter, par les circuits commerciaux normaux, 3,4 millions de tonnes de céréales. La transaction fut bloquée par l'admini-

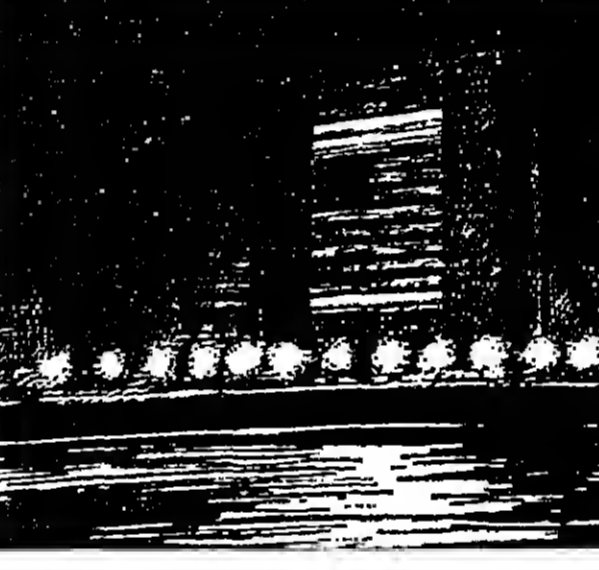
stration, et, après l'intervention du président Ford, la vente put s'opérer sur une quantité très nettement inférieure. (Le Monde du 6-7 octobre 1974.)

M. Earl Butz, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, a indiqué que cette décision était une étape vers une libéralisation totale des échanges. Une certaine détente a en effet été enregistrée sur les marchés céréaliers ces dernières semaines, détente dont les signes les plus apparents sont, d'une part, une chute assez sensible des cours et, d'autre part, l'annulation par la Chine et l'Union soviétique de commandes portant respectivement sur 800 000 et 100 000 tonnes.

Bureaux
Pont de Neuilly, face à la Seine nous louons 3 niveaux de 650 m² chacun.

Bureaux payés mètre ou traditionnels. Parkings, Restaurant, Cafétéria, Hall d'accueil. Situation exceptionnelle. Pont de Neuilly à 300 m. RER, Métro, Autobus.

Téléphonez: UFF 522 12-00 35 rue de Rome 75008 Paris



(Avis financiers des sociétés)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ÉPARGNE - OBLIGATIONS

Au 31 décembre 1974, le capital de la société s'élevait à 1 507 815 120 F contre 1 487 317 480 F à (fin décembre 1973).

L'actif net était de 1 852 823 133 F contre 1 099 610 127 F au 31 décembre 1973, et se répartissait comme suit : actions françaises, 2,58 % ; obligations étrangères, 9,02 % ; autres actifs, 88,40 %.

La valeur liquidative de l'action générale est de 122,50 F contre 123,50 F à fin décembre 1973. Cette baisse de 2,5 % résulte de la dépréciation boulangère des valeurs à revenu fixe entraînée par la hausse généralisée des taux d'intérêt sur les marchés financiers.

Le conseil d'administration proposera, à la prochaine assemblée générale des actionnaires, la distribution d'un dividende net de 10,73 F, augmenté d'un crédit d'impôt de 0,90 F, soit un revenu global de 11,63 F (contre 10,53 F pour l'exercice 1973). Ce revenu se décompose en 6,24 F bénéficiant des avantages fiscaux et en 5,39 F sans avantages fiscaux (contre respectivement 5,36 F et 4,59 F pour l'exercice 1973).

ÉPARGNE - VALEUR

Au 31 décembre 1974, le capital de la société est de 1 234 735 480 F contre 1 250 237 000 F au 31 décembre 1973.

Le conseil d'administration a examiné les comptes de l'exercice et décide de proposer l'assemblée générale, qui sera convoquée dans les meilleurs délais, la mise en distribution d'un dividende net de 12,50 F par action auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 1,23 F, soit un dividende global de 13,73 F contre 14,25 F pour l'exercice précédent.

La répartition de l'actif net au 31 décembre 1974, la suivante : Obligations françaises, 32,95 % ; actions françaises, 1,61 % ; obligations étrangères, 5,58 % ; autres éléments d'actif net, 57,86 %.

En tenant compte des produits courants déjà acquis (6 881 000 F), l'actif de la société était évalué au 31 décembre 1974 à 2 259 000 F. La valeur de chacune des 608 978 actions en circulation à cette date s'établissait ainsi à 371,50 F.

Le conseil d'administration a examiné les comptes de l'exercice et décide de proposer l'assemblée générale, qui sera convoquée dans les meilleurs délais, la mise en distribution d'un dividende net de 3,90 F par action, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 1,00 F, soit un dividende global de 4,90 F, contre 4,12 F pour l'exercice précédent.

En fin d'exercice, la répartition de l'actif était la suivante : Obligations françaises, 32,87 % ; actions françaises, 24,30 % ; obligations étrangères, 2,60 % ; autres éléments d'actif net, 39,23 %.

Le conseil d'administration de la société Compagnie des Sablières de la Seine a examiné les comptes de l'exercice et décide de proposer l'assemblée générale, qui sera convoquée dans les meilleurs délais, la mise en distribution d'un dividende net de 1,50 F par action, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 0,50 F, soit un dividende global de 2,00 F, contre 1,75 F pour l'exercice précédent.

En fin d'exercice, la répartition de l'actif était la suivante : Obligations françaises, 32,87 % ; actions françaises, 24,30 % ; obligations étrangères, 2,60 % ; autres éléments d'actif net, 39,23 %.

Le conseil d'administration de la société Didot-Bottin, dans sa réunion du 28 janvier 1975, a examiné les comptes de l'exercice clos le 28 septembre 1974, tels qu'ils ont été soumis à l'assemblée générale des actionnaires le 29 mai 1974.

Le bénéfice net comptable est de 948 000 F contre 7 000 000 F pour l'exercice précédent. Le bénéfice net courant de l'exercice précédent, hors plus-values exceptionnelles, s'élevait à 1 754 000 F.

La diminution des résultats s'explique notamment : — Par les fortes hausses subies, particulièrement celle du papier, qu'il n'a pas été possible de reporter dans les prix ; — Par un allongement des charges financières en raison du financement de la construction du nouveau siège social ; — Par la majoration exceptionnelle de l'impôt sur les bénéfices de l'exercice précédent.

Le président a informé le conseil de la vente, au mois de novembre 1974, de l'immeuble du boulevard Saint-Germain qui appartenait à la société pour une somme de 10 millions de francs. Cette vente a été rendue possible par le rattachement de tous les services de la société dans le nouveau siège social sur le front de Seine.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale de verser un dividende de 8,50 F (9,75 F avec l'avoir fiscal).

Le conseil d'administration de la société Sainrapt et Brice a examiné les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1974, tels qu'ils ont été soumis à l'assemblée générale des actionnaires le 29 mai 1974.

Le bénéfice net comptable est de 948 000 F contre 7 000 000 F pour l'exercice précédent. Le bénéfice net courant de l'exercice précédent, hors plus-values exceptionnelles, s'élevait à 1 754 000 F.

La diminution des résultats s'explique notamment : — Par les fortes hausses subies, particulièrement celle du papier, qu'il n'a pas été possible de reporter dans les prix ; — Par un allongement des charges financières en raison du financement de la construction du nouveau siège social ; — Par la majoration exceptionnelle de l'impôt sur les bénéfices de l'exercice précédent.

Le président a informé le conseil de la vente, au mois de novembre 1974, de l'immeuble du boulevard Saint-Germain qui appartenait à la société pour une somme de 10 millions de francs. Cette vente a été rendue possible par le rattachement de tous les services de la société dans le nouveau siège social sur le front de Seine.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale de verser un dividende de 8,50 F (9,75 F avec l'avoir fiscal).

Le conseil d'administration de la société Sainrapt et Brice a examiné les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1974, tels qu'ils ont été soumis à l'assemblée générale des actionnaires le 29 mai 1974.

Le bénéfice net comptable est de 948 000 F contre 7 000 000 F pour l'exercice précédent. Le bénéfice net courant de l'exercice précédent, hors plus-values exceptionnelles, s'élevait à 1 754 000 F.

La diminution des résultats s'explique notamment : — Par les fortes hausses subies, particulièrement celle du papier, qu'il n'a pas été possible de reporter dans les prix ; — Par un allongement des charges financières en raison du financement de la construction du nouveau siège social ; — Par la majoration exceptionnelle de l'impôt sur les bénéfices de l'exercice précédent.

Le président a informé le conseil de la vente, au mois de novembre 1974, de l'immeuble du boulevard Saint-Germain qui appartenait à la société pour une somme de 10 millions de francs. Cette vente a été rendue possible par le rattachement de tous les services de la société dans le nouveau siège social sur le front de Seine.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale de verser un dividende de 8,50 F (9,75 F avec l'avoir fiscal).

ÉPARGNE - INTER

Au cours de l'exercice 1974, les souscriptions nettes dans le public se sont élevées à 20 212 actions. En tenant compte des produits courants acquis (17 655 900 F), l'actif net de la société était évalué au 31 décembre 1974 à 2 259 000 F, soit une valeur de 194,44 F pour chacune des 1 162 000 actions en circulation à cette date.

Le conseil d'administration a examiné les comptes de l'exercice et décide de proposer à l'assemblée générale, qui sera convoquée dans les meilleurs délais, la mise en distribution d'un dividende net de 12,50 F par action auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 1,23 F, soit un dividende global de 13,73 F contre 14,25 F pour l'exercice précédent.

La répartition de l'actif net au 31 décembre 1974, la suivante : Obligations françaises, 32,95 % ; actions françaises, 1,61 % ; obligations étrangères, 5,58 % ; autres éléments d'actif net, 57,86 %.

En tenant compte des produits courants déjà acquis (6 881 000 F), l'actif de la société était évalué au 31 décembre 1974 à 2 259 000 F. La valeur de chacune des 608 978 actions en circulation à cette date s'établissait ainsi à 371,50 F.

Le conseil d'administration a examiné les comptes de l'exercice et décide de proposer l'assemblée générale, qui sera convoquée dans les meilleurs délais, la mise en distribution d'un dividende net de 3,90 F par action, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 1,00 F, soit un dividende global de 4,90 F, contre 4,12 F pour l'exercice précédent.

En fin d'exercice, la répartition de l'actif était la suivante : Obligations françaises, 32,87 % ; actions françaises, 24,30 % ; obligations étrangères, 2,60 % ; autres éléments d'actif net, 39,23 %.

Le conseil d'administration de la société Compagnie des Sablières de la Seine a examiné les comptes de l'exercice et décide de proposer l'assemblée générale, qui sera convoquée dans les meilleurs délais, la mise en distribution d'un dividende net de 1,50 F par action, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 0,50 F, soit un dividende global de 2,00 F, contre 1,75 F pour l'exercice précédent.

En fin d'exercice, la répartition de l'actif était la suivante : Obligations françaises, 32,87 % ; actions françaises, 24,30 % ; obligations étrangères, 2,60 % ; autres éléments d'actif net, 39,23 %.

Le conseil d'administration de la société Didot-Bottin, dans sa réunion du 28 janvier 1975, a examiné les comptes de l'exercice clos le 28 septembre 1974, tels qu'ils ont été soumis à l'assemblée générale des actionnaires le 29 mai 1974.

Le bénéfice net comptable est de 948 000 F contre 7 000 000 F pour l'exercice précédent. Le bénéfice net courant de l'exercice précédent, hors plus-values exceptionnelles, s'élevait à 1 754 000 F.

La diminution des résultats s'explique notamment : — Par les fortes hausses subies, particulièrement celle du papier, qu'il n'a pas été possible de reporter dans les prix ; — Par un allongement des charges financières en raison du financement de la construction du nouveau siège social ; — Par la majoration exceptionnelle de l'impôt sur les bénéfices de l'exercice précédent.

Le président a informé le conseil de la vente, au mois de novembre 1974, de l'immeuble du boulevard Saint-Germain qui appartenait à la société pour une somme de 10 millions de francs. Cette vente a été rendue possible par le rattachement de tous les services de la société dans le nouveau siège social sur le front de Seine.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale de verser un dividende de 8,50 F (9,75 F avec l'avoir fiscal).

Le conseil d'administration de la société Sainrapt et Brice a examiné les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1974, tels qu'ils ont été soumis à l'assemblée générale des actionnaires le 29 mai 1974.

Le bénéfice net comptable est de 948 000 F contre 7 000 000 F pour l'exercice précédent. Le bénéfice net courant de l'exercice précédent, hors plus-values exceptionnelles, s'élevait à 1 754 000 F.

La diminution des résultats s'explique notamment : — Par les fortes hausses subies, particulièrement celle du papier, qu'il n'a pas été possible de reporter dans les prix ; — Par un allongement des charges financières en raison du financement de la construction du nouveau siège social ; — Par la majoration exceptionnelle de l'impôt sur les bénéfices de l'exercice précédent.

Le président a informé le conseil de la vente, au mois de novembre 1974, de l'immeuble du boulevard Saint-Germain qui appartenait à la société pour une somme de 10 millions de francs. Cette vente a été rendue possible par le rattachement de tous les services de la société dans le nouveau siège social sur le front de Seine.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale de verser un dividende de 8,50 F (9,75 F avec l'avoir fiscal).

Le conseil d'administration de la société Sainrapt et Brice a examiné les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1974, tels qu'ils ont été soumis à l'assemblée générale des actionnaires le 29 mai 1974.

Le bénéfice net comptable est de 948 000 F contre 7 000 000 F pour l'exercice précédent. Le bénéfice net courant de l'exercice précédent, hors plus-values exceptionnelles, s'élevait à 1 754 000 F.

La diminution des résultats s'explique notamment : — Par les fortes hausses subies, particulièrement celle du papier, qu'il n'a pas été possible de reporter dans les prix ; — Par un allongement des charges financières en raison du financement de la construction du nouveau siège social ; — Par la majoration exceptionnelle de l'impôt sur les bénéfices de l'exercice précédent.

Le président a informé le conseil de la vente, au mois de novembre 1974, de l'immeuble du boulevard Saint-Germain qui appartenait à la société pour une somme de 10 millions de francs. Cette vente a été rendue possible par le rattachement de tous les services de la société dans le nouveau siège social sur le front de Seine.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale de verser un dividende de 8,50 F (9,75 F avec l'avoir fiscal).

Le conseil d'administration de la société Sainrapt et Brice a examiné les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1974, tels qu'ils ont été soumis à l'assemblée générale des actionnaires le 29 mai 1974.

Le bénéfice net comptable est de 948 000 F contre 7 000 000 F pour l'exercice précédent. Le bénéfice net courant de l'exercice précédent, hors plus-values exceptionnelles, s'élevait à 1 754 000 F.

La diminution des résultats s'explique notamment : — Par les fortes hausses subies, particulièrement celle du papier, qu'il n'a pas été possible de reporter dans les prix ; — Par un allongement des charges financières en raison du financement de la construction du nouveau siège social ; — Par la majoration exceptionnelle de l'impôt sur les bénéfices de l'exercice précédent.

Le président a informé le conseil de la vente, au mois de novembre 1974, de l'immeuble du boulevard Saint-Germain qui appartenait à la société pour une somme de 10 millions de francs. Cette vente a été rendue possible par le rattachement de tous les services de la société dans le nouveau siège social sur le front de Seine.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale de verser un dividende de 8,50 F (9,75 F avec l'avoir fiscal).

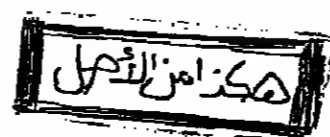
PROFITEZ DE CE QUI AUGMENTE

Profitez de ce qui augmente. Le taux d'intérêt des Bons à 5 ans du Crédit Agricole est passé à 10,50 %, taux brut, le 1^{er} janvier 1975. Les Bons du Crédit Agricole assurent pour 5 ans à votre épargne un rendement élevé. Les Bons à 5 ans du Crédit Agricole peuvent être anonymes.

Les Bons à 5 ans du Crédit Agricole sont garantis par l'État. Plus vite vous vendrez nous voir, plus vite vous profiterez de notre augmentation.

BONS A 5 ANS DU CREDIT AGRICOLE NOUVEAU TAUX BRUT: 10,50%

CRÉDIT AGRICOLE 8000 BUREAUX



سكوا في الاموال

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 29 JANVIER

Tassement

D'assez nombreuses prises de bénéfices ont été enregistrées ce mercredi à la Bourse de Paris. Les vendeurs ayant, toutefois, trouvé assez facilement preneur, le marché a bien résisté dans l'ensemble, reprenant même une partie du terrain perdu après l'effacement des premiers cours, avant de finir derechef à l'approche de la clôture.

Les pertes ont été minimes et n'ont guère dépassé 1% dans la majorité des cas. Seules, une trentaine de valeurs, éparpillées dans tous les compartiments, ont baissé d'environ 2%.

Ce tassement des cours était escompté. Après une hausse de près de 2% en un peu plus d'un mois, il était logique et même salutaire qu'une baisse se produisît. Sa faible ampleur, en revanche, a été appréciée avec quelque doute par les investisseurs importants courant d'achat d'origine étrangère. A cet égard, on attend autour de la corbeille que des lignes de 50 millions de dollars chacune, devaient être exécutées cette semaine. Vraie ou fautive, cette rumeur n'a pas pu contribuer à entretenir l'optimisme.

Recul du Crédit du Nord, Crédit Foncier, U.C.B., Paternelle, Schneider, Polysar, Ciments Français, Grands Travaux, Tractebel, Radar, Penhoët, Babcock-Wilcox, Presses de la Cité, Citroën, Peugeot, O.I.A., E.B.V., Galeries Lafayette, Prêt à l'usage, S.A.T., D.B.A., Radio-Technique, Esso, Raffinage, Antar P.J.E., Belfort, Nouvel-Océan, Air Liquide, C.C.F., C.N.A., C.N.S., S.O.S. Skis Rossignol.

Suspendue depuis quelques jours, la cotation de Prêt à l'usage a repris. Le titre a légèrement progressé.

Favorisée par la reprise du dollar l'or est remonté. Le lingot a regagné 15 F à 25 500 F (après 25 300 F) le kilo en baisse de 25 F à 25 400 F et le napoléon 2 à 271 F. Le volume des transactions a diminué à 13,60 millions de F contre 19,16 millions.

Les rendements des valeurs étrangères.

BOURSE DE NEW YORK

LE DOW JONES REPASSE LA BARRE DES 700

Après une séance de consolidation, Wall Street est reparti de l'avant mercredi. Le mouvement de hausse, toutefois, n'est pas décelé spontanément. Déçus par les résultats décevants de Du Pont pour le quatrième trimestre, le marché avait baissé durant la première heure de transactions. Mais il s'est rapidement redressé à l'indice des industries, après avoir repassé pour la première fois depuis cinq mois — le 22 août 1974 — très exactement — la barre des 700. L'indice a clôturé à 703,94, soit à 11,9 points au-dessus de son niveau précédent. Depuis la fin décembre, New-York a monté de 21%.

Une intense activité a continué de régner. Bien qu'en diminution, le volume des transactions est resté exceptionnellement élevé : 27,4 millions de titres ont changé de mains contre 18,6 millions la veille. Manifestement, le marché a décidé de tirer une croix sur le passé pour anticiper résolument l'avenir. De fait, les nouvelles économiques défavorables n'ont plus guère de prise sur le marché. Il n'a baissé que d'une fraction de point le soir, dans la mesure où il constitue un facteur de réflexion. A cet égard, les données de base bancaire restent dignes d'intérêt.

La déflation s'est concentrée sur les « blue chips » et les valeurs de croissance. A l'exception des mines d'or, les valeurs de croissance ont progressé. Sur 1 648 valeurs traitées, 1 022 ont baissé, 407 ont augmenté et 219 sont restées stables.

Indice Dow Jones : transport, 101,05 (-0,21); services publics, 80,39 (-0,21).

MARCHE MONÉTAIRE

Effets publics : 10 1/2 % ; Effets privés : 10 1/2 % ; Marge terme : 10 1/2 %

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 = 31 déc. 1974.) Valeurs françaises : 114,4 ; Valeurs étrangères : 114,4 ; C.A. DES AGENTS DE CHANGÉ (BASE 100 = 29 déc. 1961) : indice général : 69,5

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

BOUYGUES. — La marge brute du groupe pour 1974 s'élevait à 150 millions de francs (+ 20 %) et le bénéfice net à 30 millions (+ 13,6 %).

DELLANDE. — Bénéfice net du groupe après impôts exceptionnel pour 1974 : 16 millions de francs. Les résultats de 1973 (chiffre d'affaires et bénéfices) devaient augmenter de 15 %.

VALEURS

Table of stock market values with columns for Valeurs, Cours, Dernier cours, and various stock symbols like Orono, Fréhel, etc.

BOURSE DE PARIS - 29 JANVIER - COMPTANT

Table of Paris stock market values with columns for Valeurs, Cours, Dernier cours, and various stock symbols like 3%, 5%, etc.

MARCHÉ A TERME

Table of futures market values with columns for Valeurs, Précéd. cours, Dernier cours, and various stock symbols like Paris-France, etc.

COMPTES RENDUS

Table of interest rates and yields with columns for Valeurs, Précéd. cours, Dernier cours, and various financial instruments like 3%, 5%, etc.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates with columns for Valeurs, Précéd. cours, Dernier cours, and various currencies like Euro-Dollars, etc.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices with columns for Valeurs, Précéd. cours, Dernier cours, and various gold-related items like Or fin (999,9), etc.

BOURSE DU BRILLANT - MARCHÉ DU BRILLANT - 6, SERARD JOAILLIER

BOURSE DU BRILLANT - MARCHÉ DU BRILLANT - 6, SERARD JOAILLIER

LES SOCIÉTÉS

EPARGNE INTER

Text describing financial services and investment opportunities.

EPARGNE-CROISSANCE

Text describing financial services and investment opportunities.

ROUDIÈRE

Text describing financial services and investment opportunities.

DIDOT-BOTTIN

Text describing financial services and investment opportunities.

SAINPAST ET BRICE

Text describing financial services and investment opportunities.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. LA VISITE EN FRANCE DU PRÉSIDENT ÉGYPTIEN
- 2-3. PROCHE-ORIENT
 - Des journalistes ont été autorisés à visiter une prison de l'O.L.P.
- 4. AMÉRIQUES
 - Le président péruvien invite les États latino-américains à engager entre eux le « nouveau dialogue » proposé par Washington.
- 4. AFRIQUE
 - « Carnets de route en Éthiopie socialiste » (II), par Jean-Claude Guillebaud.
- 4. ASIE
 - LA GUERRE D'INDOCHINE : le R.D.V. demande à la France d'intervenir pour amener les États-Unis à appliquer les accords de Paris.
- 5. EUROPE
 - YUGOSLAVIE : les professeurs exclus de l'université de Belgrade dénoncent l'influence du « dogmatisme stalinien ».
- 6. ARMÉE
 - M. Bernard Chenot est nommé président du conseil permanent du service militaire.
- 6 à 8. POLITIQUE
 - Les formations centristes veulent prendre un nouveau départ sur le chemin de l'amitié.
 - M. Mitterrand à la télévision : si un parti fait reculer le droit, c'est bien le P.S.
- 9-10. SOCIÉTÉ
 - « L'Europe des femmes » (III) : A la Semaine de la pensée marxiste : lutte des classes et lutte des sexes.
- 10-11. ÉDUCATION
 - Les élections empêchées à Toulouse : une journée de drapeau.

LE MONDE DES LIVRES
PAGES 13 A 24

- Le feuilleton de B. Polrot-Delpech : « La révolution parallèle », de Pierre Emmanuel ; Le dernier roman de John Gardner.
- Littérature et critique : le prix Fémina à « La Salsie », d'Henri Raczymor.
- Paroles de femmes : études et romans.
- Études : Cécile Guillard et la révolution.
- Le monde à travers les livres. Lettres étrangères : Le second roman à travers les français d'Harriet Beecher Stowe.

PAGES 17 A 20

- La réception de M. Maurice Schumann à l'Académie française.

LIRE ÉGALÉMENT
RADIO-TELEVISION (23)
Annuaire classés (29 à 31) ; Carnet (12) ; Aujourd'hui (28) ; Journal officiel (23) ; Loterie nationale (28) ; Métréologie (28) ; Mots croisés (28) ; Finances (37).

Louer une voiture, se fait de plus en plus Européen : 645.21.25.

Le numéro du « Monde » date 28 janvier 1975 a été tiré à 564 326 exemplaires.

A B C E F G H

En raison de la chute des commandes

L'un des deux hauts fourneaux de Fos est éteint momentanément

En raison d'une diminution de la demande de produits sidérurgiques, la société SOLMER a décidé de procéder à l'arrêt momentané du premier de ses deux hauts fourneaux de Fos qui avaient été mis à feu le 1^{er} avril 1974. La direction devait informer le comité d'entreprise de cette mesure — qui entraînera pas dans l'immédiat de licenciements ni de chômage technique — ce jeudi 30 janvier.

De notre correspondant régional

Marseille. — Au cours d'une récente réunion du comité d'entreprise, M. Durand-Rival, directeur général de la SOLMER, avait indiqué que la société devait faire face, comme l'ensemble de la sidérurgie française, à un brusque fléchissement du marché de l'acier, consécutif, depuis octobre 1974, à un phénomène de désaccélération générale et au refroidissement de l'économie. Produisant des tôles minces de 1 à 16 millimètres, laminées à chaud et utilisées après laminage à froid par l'industrie automobile, entre autres, l'usine de Fos aurait vu ses commandes chuter de 30 %.

La décision exceptionnelle qui a été prise s'explique aussi par le fait que la SOLMER, coopérative de production, doit partager les difficultés éprouvées par les trois actionnaires qui commercialisent ses livraisons, Sactel-Sollac (47,5 %), Usinor (47,5 %) et le groupe allemand Thyssen.

La lutte contre la drogue

LA DOUANE FRANÇAISE A SAISI PLUS DE 2 TONNES DE HASCHISCH EN 1974

Les services de la douane ont saisi, au cours de l'année 1974, 42 kilos d'héroïne, 21 kilos d'opium, 129 kilos de marijuana, plus de 2 tonnes de haschisch et 1,8 tonne de cocaïne. Présentant ces résultats le 29 janvier, le ministre de l'économie et des finances a insisté sur les importantes saisies d'héroïne, crise (trois fois) produisant progressivement saisi, soit à la « blanche » sur les marchés européens.

Selon M. Jean-Pierre Fourcade, l'acteur de la douane a également été fructueux dans les domaines des objets d'art volés, de la contrefaçon de tabacs et alcools, des opérations commerciales, interdites, de transferts de fonds illicites, du trafic de armes (300 caisses, parmi lesquelles des pistolets, des fusils, des fusils-automatiques, des explosifs et même des lance-roquettes).

GUY PORTE.

ASSOULPISSEMENT

DE L'ENCADREMENT DU CRÉDIT POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Les petites et les moyennes entreprises vont bénéficier de 300 millions de francs de crédits supplémentaires à moyen et long terme pour leurs dépenses d'équipement. Ces crédits, accordés avec l'aide de la Caisse nationale des marchés de l'Etat, s'ajoutent à la progression de 12 % permise par le décret du 12 septembre 1974 sur les règles de l'encadrement du crédit.

Les encours dans cette catégorie de crédits atteignent actuellement 5,9 milliards de francs. Compte tenu de la décision que vient de prendre le ministère de l'économie et des finances la progression de ces crédits pourra être de 18 % en 1975 soit de 1,2 milliard de francs par rapport à 1974.

« La situation actuelle est source d'angoisse de colère et de révolte pour les jeunes »

estime le parti communiste

A deux jours du discours « important » que doit prononcer, vendredi 31 janvier, le premier ministre M. Jacques Chirac, devant le haut comité de la jeunesse, des sports et des loisirs, le parti communiste français a fait connaître ses positions « sur les difficultés que rencontrent actuellement les jeunes en France ». Il a fait lors d'une conférence de presse, tenue mercredi 29 janvier à Paris, au cours de laquelle sont intervenus tour à tour M.M. Guy Hermier, membre du bureau politique et Jean-Michel Catala, secrétaire général du Mouvement de la jeunesse communiste de France (M.J.C.F.).

Pour le P.C. et le M.J.C.F., la situation actuelle se caractérise à la fois par une étrange solennité du pouvoir pour les jeunes et une réaction nihiliste de ceux-ci à l'insécurité et à l'impasse des lendemains. « A en croire M. Mazeaud, (secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports) et à déclarer M. Hermier, le pouvoir en place n'aurait aucune responsabilité dans les difficultés de tous ordres que rencontrent les jeunes. En quelque sorte, il serait neutre et son rôle se bornerait à aider les jeunes, le pouvoir de faire de nécessité vertu, d'utiliser ses recrus à son profit, en les entourant de promesses et de cadeaux, et plus démocratiques et plus égalitaires. Le parti communiste, afin de réparer des illusions sur la nature de sa politique... »

A la porte Maillot

Des mesures vont être prises pour améliorer l'acoustique du Palais des congrès

La direction du Palais des congrès s'est émue des critiques faites à l'occasion de la grande salle (cf. le Monde du 11 mai) et a invité, pour étudier d'éventuelles modifications, un ingénieur acousticien allemand, le professeur Lothar Cremer, qui a été notamment le conseiller technique de la Philharmonique et de l'Opéra de Berlin, ainsi que de prestigieuses salles de Munich, Stuttgart, Nuremberg et Hambourg. Il a aussi publié un ouvrage sur les fondements de l'acoustique des salles, en trois tomes.

Rendant hommage au travail de M. Lamoral, acousticien du Palais des congrès, M. Cremer nous a déclaré, après avoir travaillé deux jours pendant les répétitions de l'Orchestre de Paris :

« C'est vraiment une bonne salle : tout en haut, notamment, le son est beau et fort, et l'équilibre satisfaisant. Mais c'est une très grande salle : le double de la salle de Vienne, par exemple, pour lequel ont été écrites les symphonies de Brahms et de Bruckner ! Le même son doit donc remplir le double de volume. Le principal handicap me semble résider dans la largeur (près de 80 mètres), surtout sur la scène. Les premiers rangs des fauteuils peuvent pas percevoir un bon équilibre sonore.

Il est nécessaire de réduire le cadre de scène. Nous avons déjà obtenu des résultats en modifiant la position des « bananes » (éléments acoustiques mobiles au-dessus de la scène) et en disposant des sortes de paravents autour de l'orchestre. On entend mieux les cordes, mais ce n'est pas tout. D'accord avec M. Lamoral, je pense qu'il faut avoir de grands réflecteurs verticaux qu'on puisse élever ou rapprocher selon l'importance de l'orchestre. Celui-ci serait alors placé dans une sorte de coque qui favoriserait la réverbération du son, assurerait l'homogénéité et l'équilibre des divers plans sonores et permettrait aux musiciens de s'entendre entre eux. »

Les aménagements demandés par M.M. Cremer et Lamoral seront, en principe, exécutés dans les semaines à venir. Signation que, par ailleurs, le Palais des congrès a décidé d'écouter les doléances de ses clients. Pctis détails, mais qui ont de l'importance quant à leur humeur : le festival « spectacles » du parking communautaire dorénavant à 19 heures (au lieu de 20 heures), et l'on nous promet le paiement du péage en voiture, ainsi que le doublement (ou le triplement) des espaces verts, il sera maintenant facile de se placer dans la salle, grâce à des numéros de rangées et de sièges bien appropriés. — J. L.

A ne pas manquer
Derniers jours
SOLDES
MEN SPORT
L'HABILLEMENT DE L'HOMME
18, rue de Saïevres 648 20 21
Parking gratuit
Garage de l'Abbaye 20 Bd Raspail

Mouvement de grève dans les instituts universitaires de technologie

Un mouvement de grève s'est déclenché depuis une semaine parmi les étudiants des instituts universitaires de technologie. Les revendications des étudiants sont anciennes et ont déjà provoqué plusieurs mouvements similaires, les années précédentes à pareille époque. Ils demandent notamment la reconnaissance dans les conventions collectives du diplôme universitaire de technologie (D.U.T.) qui sanctionne les deux ans d'études en I.U.T., et la possibilité de poursuivre de façon automatique, leurs études en deuxième cycle d'université.

Le secrétariat d'Etat aux universités a publié un communiqué après avoir reçu à ce sujet le vice-président de l'UNEF (Unité syndicale trotskyste), M. Sieffert. Il rappelle « les efforts » faits par Jean-Pierre Soisson « l'ami » auprès du ministère du travail que du secrétariat d'Etat à la fonction publique et des organisations autorisées pour que le D.U.T. soit pris en compte dans les conventions collectives. Il ajoute que « l'arrêt de mise en place des formations de deuxième cycle prévoit l'autorisation dans la limite de 15 à 20 % pour les Masters de D.U.T. de bénéficier de la « priorité ». Les écoles d'ingénieurs sont, d'autre part, « inclinées à prendre en première année des titulaires de D.U.T. ». Une expérience de ce type sera en particulier tentée à l'Ecole supérieure d'électricité (E.S.E.) avec des titulaires du D.U.T. « Génie électrique ». Ceux-ci compléteront leurs connaissances au cours d'une année spéciale à l'antenne de Rennes de l'école, puis suivront la filière normale de deuxième et troisième années. A l'issue de ces trois ans, ils recevront le diplôme d'ingénieur E.S.E.

Le secrétariat d'Etat aux universités rappelle, enfin, que seront prochainement mises en place des filières de formation permettant à des titulaires du D.U.T. ayant exercé une activité professionnelle pendant au moins trois ans, de bénéficier d'une formation supplémentaire leur permettant d'obtenir le diplôme d'ingénieur.

Grève administrative des assistants en droit

« L'Association nationale des assistants en droit, sciences économiques et politiques (ANASEJEP), le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNES) et le Syndicat général des assistants nationaux (S.G.A.N.) viennent d'appeler les assistants en droit et sciences économiques à faire la grève administrative, c'est-à-dire à ne pas remettre à l'administration les notes d'examen et de contrôle continu. Ils protestent contre la limitation à six ans de leurs fonctions par le projet de décret préparé par le secrétariat d'Etat aux universités. A Grenoble, les assistants ont même décidé de ne plus interroger les étudiants. Cependant, l'ANASEJEP a demandé un nouvel entretien au secrétaire d'Etat.

● Nouvelle grève au lycée de Gonesse. — Une partie des professeurs du lycée de Gonesse (Val-d'Oise), se sont à nouveau mis en grève, jeudi 30 janvier, pour protester contre le refus d'un inspecteur général de sciences et techniques économiques, M. Toussaint, d'avoir un entretien avec l'ensemble des enseignants. Les assistants ont décidé de procéder aux inspections individuelles.

BMW POZZI
10, Bd Gouvion-St Cyr, 75017 Paris
Essais de la gamme complète 75 importants ateliers spécialisés
754.91.64 - 754.91.65 - 755.62.29

30 JANVIER - 5 FEVRIER
2^e FOIRE INTERNATIONALE D'ART CONTEMPORAIN PARIS
Tous les jours de 13 h à 20 h - Samedi et dimanche de 11 h à 20 h
Nocturnes les Mercredi et Vendredi de 13 h à 22 h
PAVILLON D'EXPOSITIONS - PLACE DE LA BASTILLE
(Ancienne Gare de la Bastille)

(Publité) DIMANCHE 2 FEVRIER à 17 h. 30
Conférence : **LES MAITRES DE LA VIE SPIRITUELLE**
Lige Unité des Théosophes (entrée libre)
11 bis, rue Koppler, 75116 Paris

RENÉ BEN CHEMOUL
LE SPÉCIALISTE DES TRÈS GRANDES TAILLES
CHERMISERIE
17, Bd St-Marcel
PARIS 5^e
01.42.50.04
Tél. 267.89.04
PANTALONS
20, Av. de la République
PARIS 11^e
M^l Pannetier
Tél. 357.04.08
MONTURE ASSURÉE

du 1^{er} Février au 1^{er} Mars
offre spéciale d'avant-printemps
NICOLL
COSTUME SUR MESURES
formule industrielle
790F
NICOLL, LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT
19, RUE TRONCHET - PARIS 8^e

Une diapo "bavarde" ?
(30 secondes)
— pile manuelle : 30' de son peuvent être enregistrés — diapositive classique

Le Système "SOUND-ON-SLIDE" 3M
qui offre la possibilité de sonoriser les diapositives une à une et de les projeter, modifier son texte à l'écran, ou même un véritable audiodisque, de changer l'ordre de présentation des vues, d'en rajouter ou d'en retirer.

Nom et fonction : _____
Société : _____
Adresse : _____
3M vous propose deux autres systèmes audiovisuels : la RETROPROJECTION et le "SOUND IMAGE" ou "page qui parle".
3M France - B.P. 120 - 75019 Paris - Tél. 202.80.00 - Poste 647
3M AUDIO-VISUEL
former, informer, communiquer.

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.

Handwritten numbers "650 350" at the bottom right of the page.